
3 1761 07033057 6

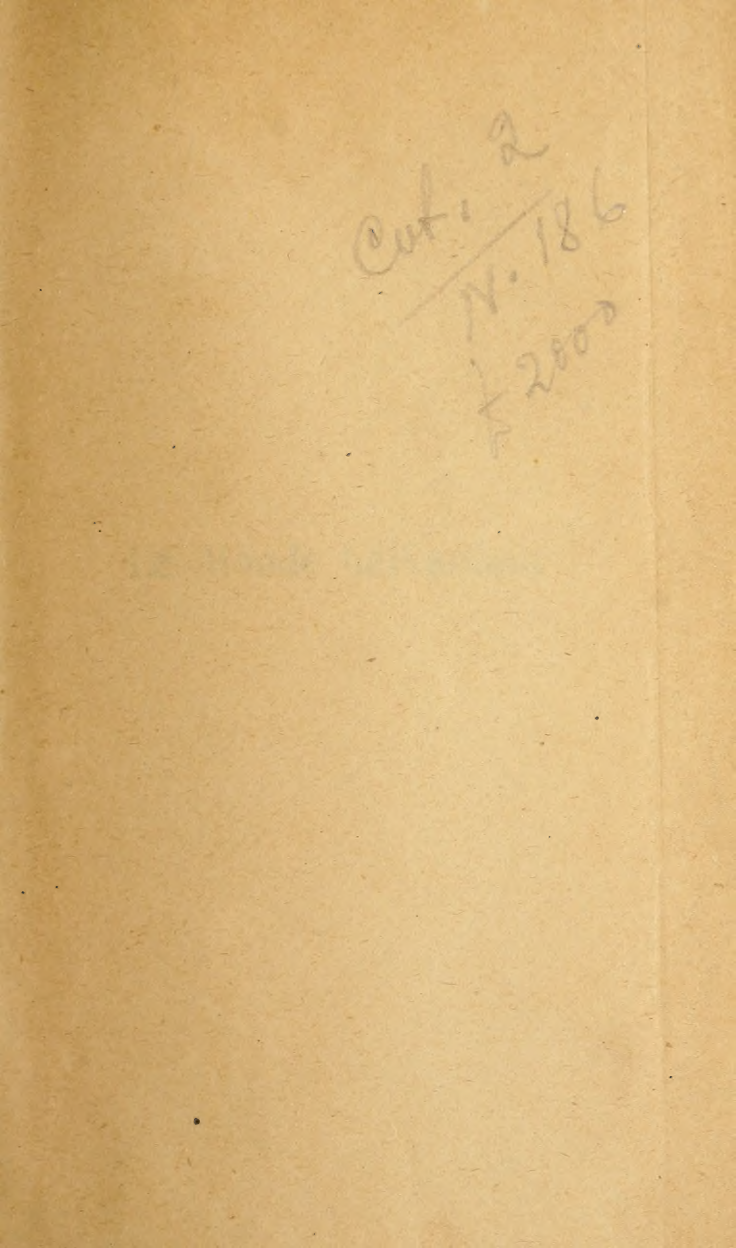
Bibliothèque de Philosophie scientifique

ALPHONSE MUZET
Ingénieur
Chargé de mission en Orient

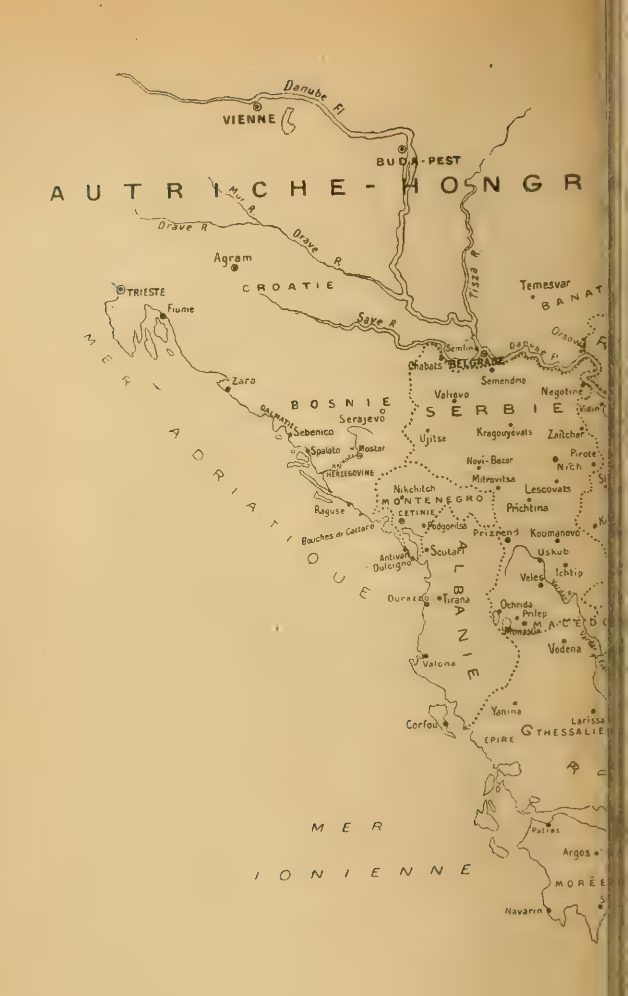
Le Monde balkanique



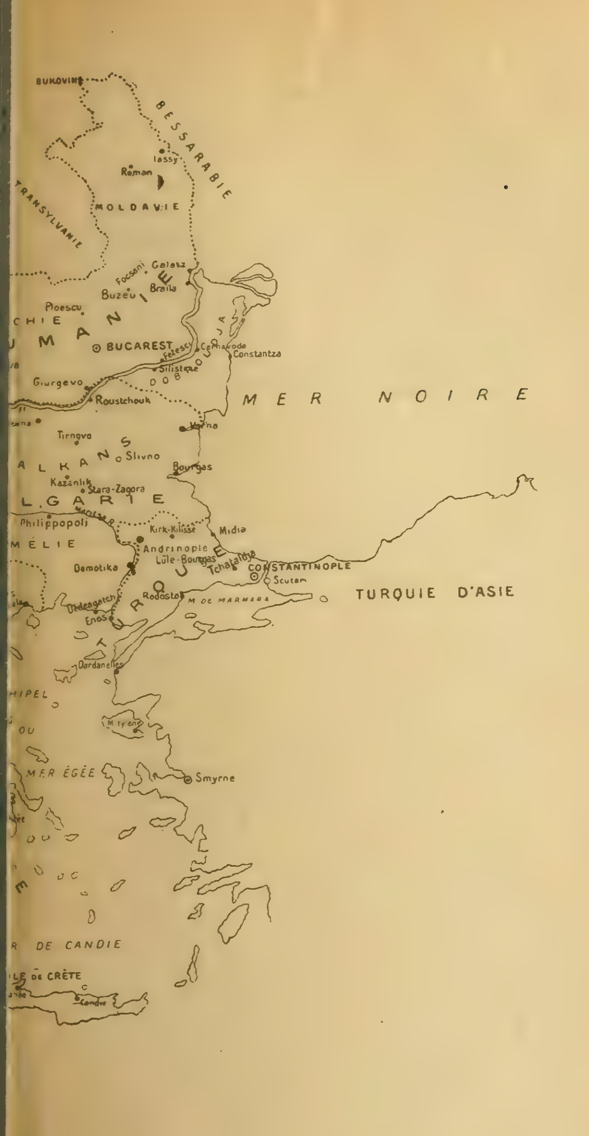
PARIS
ERNEST FLAMMARION, ÉDITEUR
26, RUE RACINE, 26


N. 186

Le Monde balkanique



Danube Fl
VIENNE
BUDA-PEST
AUTRICHE-HONGR
Mur R.
Drave R
Drave R
Agram
CROATIE
Tisza R
Temesvar
BANAT
TRIESTE
Fiume
Save R
Orsova
Semlin
Danube Fl
Chabats
BELGRADE
Semendria
Zara
Valievo
Negotine
BOSNIE
SERBIE
Vidin
Serajevo
Sebenico
Ujitse
Kragouyevats
Zaitchar
Spalato
Mostar
Pirote
Novi-Bazar
Nich
HERZEGOVINE
Mitrovitsa
Nikchitch
Lescovats
MONTENEGRO
Raguse
CETINIE
Prichtina
Podgoritsa
Bouches de Cattaro
Prizrend
Koumanovo
Scutari
Uskub
Antivari
Dulcigno
Ichtip
Veles
ALBANIE
Durazzo
Tirana
Ochrida
Prilep
Monastir
MACEDO
Vodena
Valona
Yanina
Larissa
Corfou
EPIRE
THESSALIE
Patras
Argos
MORÉE
Navarin
MER ADRIATIQUE
MER IONIENNE
MER MÉDITERRANE



BUKOVINE
BESSARABIE
Iassy
Roman
TRANSYLVANIE
MOLDAVIE
Galatz
Focsani
Braila
Buzeu
Ploescu
BUCAREST
Constantza
Silistrie
Giurgevo
Roustchouk
MER NOIRE
Varna
Tirnovo
Slivno
Bourgas
Kazanlik
Stara-Zagora
Philippopoli
Kirk-Kilisse
Midia
Andrinople
Lule-Bourgas
Demotika
CONSTANTINOPLE
Scutari
TURQUIE D'ASIE
Rodosto
M. DE MARMARA
Dedeagatch
Enos
Dardanelles
Smyrne
MER ÉGÉE
DE CANDIE
ILE DE CRÈTE
Candie

Bibliothèque de Philosophie scientifique

ALPHONSE MUZET

INGÉNIEUR

Le Monde balkanique

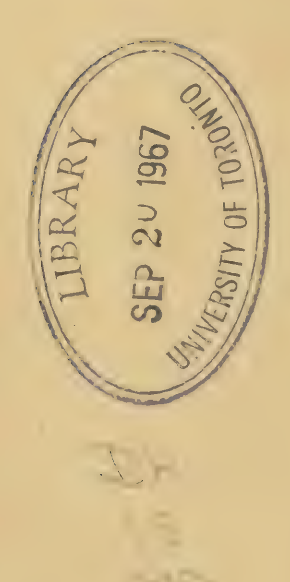
Roumains de Roumanie, de Transylvanie
et de Bukovine,
Serbes de Serbie, de Bosnie, de Croatie,
de Dalmatie et du Monténégro,
Bulgares, Grecs, Turcs et Albanais.

PARIS

ERNEST FLAMMARION, ÉDITEUR

26, RUE RACINE, 26

1917


LIBRARY
SEP 20 1967
UNIVERSITY OF TORONTO

AVANT-PROPOS

De graves problèmes de politique orientale dominent actuellement les préoccupations de l'Europe. Ils intéressent directement le monde balkanique.

J'ai donc pensé qu'il pouvait être de quelque intérêt de présenter en un même ouvrage, non seulement l'étude des différents Etats balkaniques. mais celle des provinces, dites yougo-slaves, comprises dans l'empire austro-hongrois, mais réclamant ardemment leur rattachement au royaume de Serbie.

Je ne prétends ici nullement préjuger de l'avenir; j'exposerai d'après mes observations personnelles et les nombreux documents qu'un long séjour dans la péninsule balkanique m'a permis de rassembler, l'étude morale, politique et économique des différents Etats des Balkans, tels qu'ils se trouvaient au début de la guerre actuelle. Je mentionnerai cependant quelques renseignements plus récents, susceptibles d'apporter plus de clarté sur l'état actuel de ces pays, en y ajoutant l'exposé des doctrines politiques qui semblent avoir quelques chances d'être prises en considération par les diplomates desquels va dépendre le nouveau statut de l'Europe.

Il me semble utile, en outre, de mettre le lecteur en garde contre les courants d'opinion concernan les questions orientales. qui se sont établis peu à peu, à la faveur d'une publicité organisée. Certaines puis-

sances disposent, en effet, de crédits spéciaux, souvent très importants, destinés à alimenter une publicité continue : dans la presse européenne, par dénaturation systématique des faits, lancement de fausses nouvelles, et autres procédés du même genre : dans tous les milieux intéressés, par l'intermédiaire d'agents largement rétribués et chargés de poursuivre un but déterminé.

L'Allemagne et l'Autriche ont usé dans la mesure la plus large de ce procédé que la guerre actuelle a très nettement mis en lumière, mais que les empires centraux employaient depuis longtemps pour déterminer en Occident des courants d'opinion très contraires à la réalité des faits concernant les affaires orientales.

Des publicistes éminents de tous les pays ont été trompés de bonne foi. Certains d'entre eux ont d'ailleurs reconnu leur erreur par la suite, mais sans que le public en soit toujours suffisamment averti.

Comme l'Autriche entretenait depuis de longues années dans les Balkans de nombreux agents destinés à y propager à dessein les idées qu'elle avait intérêt à répandre, des esprits distingués de tous les pays ont pu acquérir sur place des notions inexactes sur certains événements, sur certains faits, et c'est pourquoi il m'a été donné de constater, sous la signature d'écrivains de valeur, des erreurs quelquefois très importantes.

Je cite à ce propos la rétractation, que très loyalement Pierre Loti vient de publier dans son dernier volume : *L'Hyène enragée*.

« J'avais naguère englobé la Serbie dans mes premières accusations contre les peuples balkaniques, au moment où ils se ruaient ensemble sur les Turcs. Mais, plus tard, je n'ai plus une fois prononcé le nom des Serbes ; c'est que déjà mes renseignements de

là-bas me prouvaient, que parmi les alliés des Balkans c'étaient ceux-là les plus humains... Pauvre petite Serbie, avec quel héroïsme elle sait se défendre contre ses ennemis... Pauvre petite Serbie, devenue tout à coup martyre et sublime, je voudrais au moins lui ramener les quelques cœurs français que mon dernier livre a peut-être éloignés d'elle. Je lui avais attribué — aux premiers moments de mon indignation devant les horreurs que l'on venait de me montrer en Thrace et en Macédoine — une part de complicité qu'elle ne méritait pas. Une fois de plus, ici, je lui fais de tout mon cœur amende honorable. »

Si je me suis permis cette remarque, c'est que j'ai été moi-même pris au piège que je signale, alors que je ne connaissais pas encore les langues de ces pays.

Dans toutes les capitales des Balkans, l'étranger nouveau venu est accaparé dès son arrivée; il peut donc facilement être circonvenu, même par les personnes les plus honorables des pays visités. Les personnages de marque n'échappent pas d'ailleurs à cette véritable main-mise par les notabilités, qui s'efforcent de présenter leur pays sous le meilleur aspect, mais aussi par ceux qui ont un intérêt spécial à favoriser certains courants d'opinion. Ces derniers, très insinuants, paraissant toujours jouir dans le pays de la plus grande considération, sont plus particulièrement aimables, se mettant volontiers à la disposition de l'étranger pour le guider et lui ouvrir toutes grandes les portes des milieux officiels ou privés. Voilà pourquoi l'esprit le plus prévenu peut toujours se laisser surprendre. Mais si l'on séjourne, si l'on arrive à parler à peu près la langue, les opinions se modifient souvent très rapidement. Participer à la vie active d'un pays, lire ses journaux, s'entretenir

dans leur dialecte avec les représentants de toutes les classes sociales, cela seul permet d'observer les caractères avec quelques chances d'exactitude, et de former le jugement que l'on veut porter sur une nation.

Revenu définitivement en France après un long séjour, j'ai eu l'occasion de retourner plusieurs fois dans les pays balkaniques, au début de la guerre de 1912, pendant toute la deuxième guerre en 1913, et enfin en 1914, quelques semaines avant la guerre européenne.

J'ai donc pensé, sans fausse modestie, que l'étude approfondie à laquelle je me suis livré depuis des années, de tous ces pays, bien mal connus en Occident, pourrait être publiée avec quelque intérêt au moment où, plus que jamais, l'Europe entière s'intéresse à leur évolution.

LE MONDE BALKANIQUE

LIVRE I

LES DIFFÉRENTS ASPECTS DE LA QUESTION D'ORIENT

CHAPITRE I

Les races en présence dans la péninsule balkanique.

---

§ 1. — Les grandes migrations.

Aux populations qui habitaient l'Europe aux temps préhistoriques se sont superposés et substitués par migrations successives des peuples d'origine aryenne venus du centre de l'Asie. Ces grandes migrations ont duré de longs siècles : commencées, en effet, bien longtemps avant l'ère chrétienne, elles n'ont pris fin que vers la moitié du xiv[e] siècle de notre ère par l'arrivée, dans notre vieux monde, des Turcs, d'origine touranienne ou tartare, comme leurs prédécesseurs en Europe, les Huns, les Avares, les Bulgares et les Magyars.

D'une manière générale, les premières migrations

se sont succédé dans l'ordre suivant : tout d'abord les Pélasges, ancêtres des Grecs et des Latins, venus par l'Asie Mineure et la mer; puis les Celtes, à peu près à la même époque, et qui ont pénétré en Europe par les routes de terre; les Germains ensuite, et les Slaves plus tard, sont arrivés également par les voies de terre.

Cet ensemble constitue les migrations de race aryenne, et ce n'est que longtemps après que sont venues en Europe les populations de race touranienne : les Huns, les Avares, les Bulgares, et en tout dernier lieu les Turcs.

A leur arrivée en Europe, les Pélasges se sont divisés en plusieurs grands groupes, dont deux, les Illyriens et les Thraces, se fixèrent dans la péninsule des Balkans : les Illyriens à l'ouest, les Thraces à l'est.

Les Illyriens qui ont, paraît-il, instauré en Europe la culture des céréales, parlaient une langue analogue à l'idiome albanais des temps actuels; leur capitale se trouvait, d'après certains auteurs, dans les plaines de l'Herzégovine, et suivant d'autres à Scodra, qui plus tard, sous la domination vénitienne, devait devenir Scutari, que les Slaves du sud appellent encore Scadra.

Les Thraces occupaient au contraire les pays balkaniques de la rive droite du Danube sans que des limites précises aient pu nous être transmises.

Les Celtes traversèrent ensuite, sans se fixer, les pays habités par les Illyriens. Les Slaves, venus après les Germains, sont arrivés, au moment de leur plus grande poussée de l'est à l'ouest, jusqu'aux côtes de l'Adriatique, et au nord, jusqu'aux pays habités par les populations germaniques qui les ont refoulés et contraints à camper au nord du Danube et des Carpathes.

Ce n'est que bien plus tard, qu'attirée par la fertilité du sol balkanique, une branche slave appelée Slave du sud, est venue au sud du Danube, tout d'abord par incursions, au IIIe siècle de notre ère, pour s'y fixer ensuite progressivement du Ve au VIIe siècle.

Entre les deux tronçons slaves, dans la vallée du Danube, se sont fixées des tribus d'origine tartare, les ancêtres des Hongrois actuels.

Enfin, la plus récente migration, celle des Turcs, venus par les Dardanelles, date de la fin du XIVe siècle. Le premier établissement des Turcs en Europe eut lieu, en effet, en 1356, alors que le fils du sultan Orkhan franchit l'Hellespont et prit Gallipoli à la faveur d'un tremblement de terre. Puis Amurah Ier prend Andrinople (1361) et meurt en gagnant la bataille de Kossovo sur les Serbes (1389). Bajazet Ier, son successeur, achève la conquête de la Serbie et de la Bulgarie, mais l'Empire d'Orient reste encore debout jusqu'à Mahomet II, qui prend d'assaut Constantinople en 1453. Les Turcs sont alors définitivement installés en Europe où leur migration aura duré près d'un siècle.

§ 2. — Les races et les religions.

La péninsule balkanique n'est pas seulement une entité géographique, dont la chaîne des Balkans constituerait l'ossature principale, et dont la Save et le Danube formeraient la limite nord.

A travers l'histoire de ces derniers siècles, l'usage s'est établi de nommer péninsule balkanique l'ensemble des régions comprenant, de l'est à l'ouest, les plateaux de Bosnie, les vallées de la Save, de la Morava, la plaine danubienne et jusqu'aux marécages qui bordent la mer Noire; puis la Thrace, les vallées

de la Strouma et du Vardar, la plaine macédonienne et la Thessalie jusqu'à la Méditerranée. Ce sont les régions qui furent soumises depuis la fin du xve siècle à la domination turque.

En se plaçant à un point de vue plus moderne, les origines des peuples balkaniques peuvent s'analyser ainsi.

Les Roumains descendants des anciens colons romains de Trajan se rattachent à la grande famille latine, bien que la religion roumaine soit celle du schisme grec.

Les Albanais ou Arnautes, ainsi que les nomment les Turcs, ne se rattachent à aucune grande famille moderne ; descendants des anciens Illyriens, ils sont mêlés de Slaves et de Grecs, n'occupent pas un territoire aux limites définies, et sont en grande majorité de religion musulmane, quoiqu'il y ait aussi des Albanais orthodoxes et des catholiques.

Au milieu des Albanais vivent aussi des Roumains méridionaux appelés Tsintsares ou Koutso-Valaques, ou encore Arroumains ; cette branche roumaine constitue en Albanie la seule population commerçante dont les aptitudes spéciales au négoce sont analogues à bien des points de vue à celles des Grecs.

Les Serbes sont dans les Balkans les seuls vrais Slaves descendant des colonies slaves qui ont peuplé au viie siècle les vallées de la Save et du Danube inférieur.

Les Croates, Serbes fixés à l'ouest sont devenus et restés catholiques, tandis que d'autres Serbes, en Dalmatie et en Bosnie, sont devenus musulmans, et que la grande majorité participe au schisme grec.

Les origines de la race hellénique sont trop connues pour que j'insiste à ce sujet. Quant aux Bulgares que j'ai classés à bon droit parmi les peuples d'origine touranienne ou tartare, on a coutume de

les englober parmi les Slaves, ce qui est une erreur ethnique importante. Leur migration en Europe est postérieure à celle des Slaves, mais ce qui peut prêter à confusion, c'est qu'ils se sont fixés dans les Balkans peu de temps après les Slaves.

Leurs premières incursions des bords de l'Oural sur les rives du Danube datent en effet du v[e] siècle. De plus, ils ont perdu complètement l'usage de leurs coutumes et jusqu'au souvenir de leur langue, et se sont slavisés au contact des populations slaves des Balkans, plus avancées en civilisation. Actuellement, ils parlent un langage slave mélangé seulement de quelques rares mots turcs, et pratiquent pour la plupart la religion grecque orthodoxe.

Enfin, il existe dans les Balkans un nombre assez important de juifs, n'ayant entre eux que des liens religieux, car leurs origines sont très différentes. Un grand nombre d'entre eux parlent l'espagnol, ce sont des descendants des israélites espagnols ou portugais réfugiés dans les Balkans au moment des expulsions de l'Inquisition ; d'autres sont venus d'Allemagne, et enfin, un grand nombre, émigrés de la Galicie polonaise, se sont établis en Roumanie, surtout dans le nord de la Moldavie.

Telles sont les différentes races auxquelles appartiennent les populations balkaniques.

Au point de vue de l'évolution sociale, les Roumains, comme leurs voisins hongrois, sortent à peine de l'époque féodale; les révoltes agraires rappelant nos jacqueries éclatent encore de nos jours en Roumanie. Mais l'évolution économique est tellement rapide, ainsi que je le montrerai dans les chapitres réservés au royaume roumain, que la transformation de l'état social semble suivre parallèlement une voie presque aussi active.

En Bulgarie, et surtout en Serbie, l'époque féodale

paraît avoir été limitée au temps de la domination ottomane. Affranchis des Turcs sous l'influence démocratique des grandes nations d'Occident, les Serbes restent démocrates.

Avant l'arrivée des Turcs en Europe, Serbes et Bulgares, à l'état féodal, luttaient déjà pour l'hégémonie des Balkans. Après avoir subi plusieurs siècles de demi-esclavage, ils revendiquent leur nationalité, et s'unissent enfin pour se libérer du Turc. Celui-ci écrasé, leur querelle séculaire reprend, animée d'une haine plus vivace, plus profonde que jamais. A l'heure actuelle il est temps d'en finir, et l'Europe est intéressée à rendre cette lutte désormais impossible.

Je vais tenter d'expliquer pourquoi à ce sujet, la Justice et le Droit se trouvent très nettement d'accord avec nos sentiments.

Sans vouloir préjuger de ce que sera après la paix le groupement politique des populations serbes, il n'en est pas moins certain qu'elles représentent en Europe un total de plus de douze millions.

En face de ce chiffre on ne peut mettre qu'un maximum de six millions de Bulgares, en admettant même leurs réclamations relatives à certains districts de l'ancienne Macédoine.

Dans ces conditions, et malgré toute la réclame habilement faite en Europe par les Bulgares et par les Autrichiens, en haine des Serbes, l'équilibre balkanique ne pouvait pas, en toute justice, être réalisé par la prépondérance politique des Bulgares, sous prétexte que le royaume de Serbie, par la volonté des puissances, ne réunissait qu'un tiers des populations serbes.

Les tentatives d'hégémonie bulgare ont été déjouées par les événements, et d'ailleurs eussent-elles été couronnées de succès, que l'équilibre eût été instable.

Les Prussiens des Balkans, comme on s'est plu à appeler souvent les Bulgares, ont été jusqu'en ces dernières années soutenus par la Russie et l'Angleterre, malgré leur politique austrophile.

Il est à espérer qu'après la paix leur militarisme, au service d'une ambition sans cesse grandissante, se trouvera réduit pour longtemps aux proportions normales.

CHAPITRE II

L'influence française en Orient.

§ 1. — L'alliance franco-turque. — Les Capitulations.

Je retrace rapidement la genèse de l'influence française en Orient, de manière à permettre d'apprécier mieux la politique orientale des nations d'Occident au cours du siècle dernier, et jusqu'en ces dernières années.

Il est tout d'abord indispensable de se rappeler que les croisades avaient eu pour résultat de retarder notablement l'entrée des Turcs en Europe, et de porter le renom de la France en Orient. Sous l'effort civilisateur des Français, l'Etat serbe était fondé au XII[e] siècle, et à cette occasion, il n'est pas inutile de mentionner ici que jamais, au cours de l'histoire, les Serbes ne se sont trouvés à combattre les intérêts français, directement ou indirectement. Ils ont au contraire, malgré les fluctuations de la politique si complexe de l'Europe, au cours des siècles, saisi toutes occasions de nous manifester leur attachement et leur reconnaissance. C'est peut-être le seul peuple de l'Europe pour lequel on puisse faire cette constatation.

Au XII[e] siècle donc, on parlait déjà le français dans la péninsule balkanique; certains noms français se

sont d'ailleurs conservés en Orient depuis cette époque, ce qui explique en partie pourquoi notre langue y est encore actuellement la plus répandue.

Mais les querelles des Etats balkaniques, très divisés par leurs luttes confessionnelles, n'ont pu maintenir entre eux la cohésion qui eût été nécessaire pour arrêter l'invasion des musulmans.

En 1453, Constantinople tombait aux mains des Turcs, et progressivement ils allaient devenir par la suite maîtres de la péninsule entière.

Les Turcs étaient en effet arrivés en Europe à une époque favorable à leur dessein qui était de pousser leur migration le plus possible à l'ouest ; ils calculaient avec le grand bon sens qui animait alors leur politique de conquête, toutes les chances que pouvaient leur offrir les divisions politiques et religieuses de la chrétienté : le catholicisme des peuples latins, le protestantisme des Germains, et le schisme grec des populations slaves. Avec beaucoup d'habileté ils enrôlaient les Occidentaux dans leurs administrations comme espions bien rémunérés, de façon à connaître dans le détail toutes les querelles du monde chrétien.

A cette époque, François Ier, pour combattre l'ambition de Charles-Quint, empereur d'Allemagne et roi des Espagnes, conclut avec leur sultan Soliman le Magnifique le premier traité franco-turc qui instaurait le régime des Capitulations (1536).

Ce que l'on a surnommé les Capitulations était un ensemble de privilèges religieux, politiques et commerciaux consentis tout d'abord aux seuls Français.

Les Français très nombreux qui résidaient alors en Turquie pouvaient désormais exercer librement tous commerces sans être soumis, à aucun titre, aux autorités turques. Ils ne pouvaient non plus être inquiétés

au point de vue religieux, et par suite échappaient ainsi à toutes inquisitions et aux sévices dont avaient généralement à souffrir les chétiens d'Orient.

Le Sultan avait consenti aux Français ces privilèges dans le but d'éviter toutes nouvelles croisades et d'affermir ainsi sa puissance en Orient, en concentrant toute son activité pour ses luttes contre la Perse en Asie, en Europe contre Venise et contre les Hongrois, enfin en Afrique contre les entreprises de Charles-Quint.

Mais d'autre part, le traité franco-turc assurait pour bien longtemps la suprématie de la France en Orient; des clauses spéciales permettaient désormais au pavillon français de couvrir, dans les Echelles du Levant, les navires et le commerce de l'Occident.

Ce traité, âprement attaqué par les religieux qui le déclaraient sacrilège, a donc une importance politique et économique considérable ; il a permis d'asseoir définitivement l'influence française en Orient. Il est d'ailleurs le point de départ d'une politique que la France a suivie constamment jusqu'en ces dernières années.

§ 2. — Continuité de la politique française.

, Les Capitulations furent étendues par des traités successifs et ont maintenu notre influence en l'amplifiant.

Les avantages d'abord consentis aux Français résidant dans l'empire ottoman ont été étendus à tous les chrétiens, le Pape lui-même adhéra au traité d'alliance, et la France est restée par la suite la grande protectrice des chétiens d'Orient.

Notre alliance avec les Turcs n'a été rompue que deux fois; la première par Louis XIV, à l'époque de l'apogée de la puissance ottomane en Europe, lors-

que après avoir conquis tous les Balkans, ils s'étendirent au delà du Danube et, pénétrant en Hongrie, ils assiégèrent Vienne (1683), et attaquèrent la Pologne.

Leurs menaces contre la Pologne avait provoqué une levée générale de l'Occident déjà désireux d'expulser les Turcs d'Europe. Cette contre-attaque des Etats chrétiens ouvrit la première brèche à l'empire ottoman par les traités de Carlowitz et Passarowitz. Il perdait alors la Hongrie et autres provinces limitrophes. C'est le point de départ du démembrement de la Turquie d'Europe.

La question d'Orient, née à l'époque de l'apparition des Turcs dans notre vieux continent, entre alors dans une nouvelle phase qui dure encore actuellement, mais qui touche à sa fin. La première a duré du XIVe siècle au traité de Passarovitz, début du XVIIIe siècle. La seconde aura duré deux siècles.

Mais la France n'avait pas abandonné pour longtemps la Turquie, et au moment où une nouvelle ligue formée par l'Autriche et la Russie semblait devoir lui porter le coup fatal, les intérêts français en Orient, déjà considérables à cette époque, se trouvant sérieusement menacés, l'appui de la France sauva momentanément les Turcs.

C'est alors que la Russie affirma de plus en plus la politique de Catherine II à l'égard de la Turquie : le rejet des Turcs en Asie : de nouvelles attaques russes se font de plus en plus actives, et la France trop affaiblie par ses luttes contre l'Angleterre et la Prusse, ne peut intervenir utilement.

Surviennent ensuite les campagnes de Bonaparte qui vont faire naître la deuxième occasion de rupture éphémère de l'alliance séculaire franco-turque.

Après l'expédition d'Egypte, la Turquie s'est en effet alliée à l'Angleterre et à la Russie contre la

France. Mais les campagnes de Napoléon avaient secoué tout l'Orient, et provoqué chez les populations asservies par les Turcs le réveil d'abord confus de l'instinct national.

Ce qui n'aurait été qu'un brusque réveil sans grande persistance allait bientôt s'amplifier, grâce au rail qui a contribué puissamment à porter en Orient le tableau lumineux de la civilisation d'Occident. Les aspirations nationales des peuples opprimés se précisent alors, et commence tout un travail lent mais continu pour la conquête de l'autonomie, puis de l'indépendance, qui n'est pas encore tout à fait terminé de nos jours.

CHAPITRE III

Les Turcs et l'Europe.

§ 1. — Les intérêts des grandes puissances en Turquie.

Tant que le régime turc a pu contenir les différentes nationalités que groupait la Turquie d'Europe, les populations d'Occident n'ont envisagé les choses d'Orient qu'à travers le prestige de la religion de Mahomet qui avait fait la grandeur de l'empire ottoman, succédant en Orient à l'empire grec épuisé par des luttes de religion.

Mais dès que les Turcs, pour les multiples raisons que je tenterai d'expliquer, se trouvent dans l'impossibilité de continuer à régner par la force, dès que les populations asservies commencent à s'agiter, les puissances d'Occident, sous prétexte de secourir les races opprimées et de protéger les chrétiens d'Orient contre leurs terribles maîtres, vont peu à peu faire payer leur intervention, et acquérir en Turquie de multiples intérêts sans cesse grandissants.

De là, naissent des compétitions inévitables entre les divers intéressés, compétitions dont les conséquences font acquérir à la question d'Orient toute son ampleur.

Il est certain que depuis le traité de Passarowitz (1718) qui commença à dépecer l'empire ottoman, et

surtout depuis le traité de Berlin de 1878, les grandes puissances occidentales ont conscience de l'impossibilité du maintien du régime turc.

Toutefois la diplomatie des Ottomans sait à merveille profiter des compétitions des Occidentaux pour prolonger sans cesse l'existence de leur empire. Il est de plus en plus morcelé, mais il reste cependant un Etat européen.

La puissance ottomane est en vérité une Société par actions dont les pays occidentaux détiennent toutes les parts, mais dont le siège social est toujours à Constantinople. On annonce depuis longtemps la liquidation de la Société, mais cette liquidation est laborieuse, le partage définitif des parts serait la solution de la question d'Orient; peut-on concevoir que le partage soit imminent, ou la Société continuera-t-elle à vivre sous une raison sociale nouvelle, dont le siège serait ou maintenu à Constantinople, ou déplacé en Turquie d'Asie?

Quels sont tout d'abord les intérêts en jeu?

La France a placé en Turquie plus de deux milliards et demi de capitaux, l'Allemagne y a investi un milliard et demi, et l'Angleterre près d'un milliard.

Nous avons dans l'empire ottoman d'importantes concessions de chemins de fer et de routes. Nous possédons l'entreprise des quais de Constantinople, des ports de Smyrne et de Beyrouth; l'administration des phares, 40 millions dans la régie des tabacs, l'exploitation des mines de houille d'Héraklée, etc.

La France, plus que toute autre puissance occidentale, aurait désiré que la paix fût possible dans un pays où elle possède de si multiples intérêts. L'Angleterre a toujours témoigné du même désir, à cause de son négoce avec les Indes. La Russie a un intérêt vital d'expansion vers la mer libre, la guerre actuelle le démontre d'une manière saisissante.

L'Autriche est surtout intéressée par les questions danubiennes. Pour ce qui est de l'Allemagne, manquant de colonies, elle voulait tout d'abord un débouché sur la Méditerranée. J'exposerai plus loin l'ampleur de ses vues en Orient.

La Turquie d'Europe qui débordait autrefois toute la péninsule balkanique, morcelée d'abord au traité de Passarowitz, puis au traité de Constantinople, davantage encore au traité de Berlin, et enfin au traité de Bucarest (1913), a été maintenue jusqu'ici par la volonté de l'Europe.

L'Allemagne était d'accord, depuis 1878, avec les autres grands Etats européens, pour retarder, *sine die*, la grande liquidation de l'empire ottoman.

Les zones d'influence étaient cependant déjà nettement établies au moment où éclata la guerre européenne : l'Arabie aux Anglais, l'Arménie aux Russes, la Syrie aux Français, l'Anatolie centrale et la Mésopotamie aux Allemands.

§ 2. — Causes de la décadence de la Turquie.

Ceci posé, il n'est pas sans intérêt de définir ici les causes qui ont empêché le Turc, installé en Europe, d'y affermir sa domination.

La première cause, la plus importante peut-être, réside dans le fanatisme religieux. Le Coran qui régit le monde musulman est une autorité à la fois politique et religieuse, immuable, formant un tout, ne pouvant se plier facilement aux exigences de la vie moderne, et cela surtout lorsque le peuple est ignorant et fanatique.

Les Turcs ont donc conservé toutes leurs traditions du xv[e] siècle, ils n'ont pas évolué dans l'ordre politique, puisque celui-ci, intimement associé au dogme, restait immuable.

Le Coran n'admet pas, en particulier, la participation des chrétiens à la vie publique. Il s'ensuit que les musulmans réclament toujours leurs anciens privilèges et tout le profit des abus séculaires qu'ils continuent à considérer comme parfaitement légitimes. Politiquement, ils sont restés tels qu'ils étaient à leur arrivée dans notre continent.

Le régime politique, d'essence religieuse, ne pouvant permettre autrefois l'incorporation des populations chrétiennes par absorption progressive, les Turcs ont alors tenté l'absorption par conversion, dès le début de leur installation dans la péninsule. Ils décrétèrent à cet effet que seuls seraient considérés comme seigneurs ceux qui accepteraient de se convertir à l'Islam. Le résultat fut négatif; malgré quelques conversions isolées, d'Albanais surtout, la proportion reste infinitésimale malgré tous les efforts. Les uns échappèrent par l'émigration, en Hongrie, notamment; les Grecs, parce que les Turcs avaient besoin d'eux à cause de leurs qualités commerciales, la plus grande partie par une résistance indomptable à toutes les vexations, préférant le pire esclavage à la conversion.

Une autre cause qui empècha l'absorption des nationalités par l'empire ottoman, résulte de la difficulté spéciale de la langue que peu de Turcs même savent écrire correctement, et qu'on ne peut connaître à fond qu'après avoir étudié l'arabe et le persan.

Mais outre les questions de religion et de langue, d'autres causes également importantes sont venues contribuer à creuser un fossé de plus en plus profond entre les Turcs et les populations groupées dans l'empire ottoman.

Les Sultans n'ont jamais organisé ni policé leurs provinces. Ils n'ont cessé d'appliquer les principes de

la conquête, en régnant par la force, par la terreur, sans chercher à instituer une administration stable. Leurs troupes, sous prétexte de réprimer les insurrections que ce régime rendait inévitables, ou les querelles de religions entre les diverses nationalités, envahissaient les provinces troublées, et pour rétablir l'ordre, massacraient tout le monde.

Avant l'ingérence des puissances occidentales dans les affaires de la Turquie, les autorités musulmanes, pour mieux dominer par la terreur et empêcher toute réaction, rendaient impossibles tous rapports suivis entre les différentes provinces de l'empire, de crainte qu'elles ne parvinssent à s'unir pour secouer le joug commun. A cet effet, elles évitaient avec soin d'entretenir les quelques routes existantes, ou de tracer de grandes artères de communication.

La levée des impôts se faisait à main armée ; sous ce prétexte, on razziait tout ce que possédaient les paysans ; il s'ensuivait que ceux-ci ne travaillaient la terre que pour leur usage personnel, et l'agriculture est restée de ce fait, dans tout l'empire ottoman, réduite aux méthodes les plus primitives. Aucune culture moderne, plus de la moitié des terres à l'abandon : ce pays, l'un des plus fertiles du monde, ne présentait hier encore aucune contrée florissante. Par suite, pas d'échanges de produits agricoles, ce qui est d'ailleurs presque impossible faute de voies et moyens de communication ; et comme il n'y avait nulle part d'industrie, si ce n'est l'industrie domestique limitée aux besoins immédiats, il n'y avait absolument aucun commerce de quelque importance.

Ni routes, ni chemin de fer, ni commerce, ni industrie, ni sécurité, le brigandage perpétuel, et des massacres presque chroniques, tel était l'empire ottoman au milieu du XIX[e] siècle. On conçoit, dès lors, que le rail importé par les Occidentaux soit venu

subitement éclairer les populations et les réveiller de leur apathie séculaire.

§ 3. — Renaissance des provinces libérées.

Depuis cette époque, les provinces ottomanes détachées peu à peu de l'empire après des luttes opiniâtres ont été constituées en pays indépendants, qui se sont efforcés de s'organiser en pays modernes. La tâche était rude pour les élites de ces populations passant, sans transition, de la servitude féodale à la grande liberté des démocraties d'Occident qu'elles prenaient pour modèles. Il fallut tout improviser; organiser, tracer, construire, policer, administrer; et tout cela sans autre capital que le sol merveilleusement fécond, il est vrai, mais partout en friche au début.

Et lorsqu'on compare la campagne restée turque avec celle des pays balkaniques indépendants où la culture se développe très rapidement, où, d'autre part, les routes se multiplient, l'industrie prend naissance alors que les institutions économiques et sociales se développent, pendant que la sécurité renaît partout sous l'égide d'une administration méthodique, on ne peut se défendre d'une réelle admiration pour les progrès si rapidement accomplis.

Je dois ajouter que l'Occidental se montre injuste d'instinct dans l'appréciation de ces merveilleux progrès des Balkaniques. Certes leur degré de civilisation ne peut être encore comparé au nôtre, mais il faut bien considérer que, par la faute du régime turc, qui a pesé pendant plus de quatre siècles sur leur existence de peuple, ils en étaient encore au début du XIXe siècle à peu près à une époque comparable à notre Moyen Age. On dit et redit partout

qu'en Orient la religion est le mobile des peuples, ce qui est exact; mais dans quel coin de l'univers, si civilisé soit-il, n'en a-t-il pas été ainsi ? Quelle contrée privilégiée pourrait-on citer que le terrible fléau des luttes religieuses aurait épargnée ?

J'estime donc, en toute sincérité, que les populations balkaniques n'ont pas payé davantage que d'autres leur tribut obligatoire à cette règle générale.

Ainsi que je l'exposerai en détail un peu plus loin, les luttes religieuses à la fin du XIXe siècle, dans la péninsule balkanique, ont revêtu un caractère tout à fait spécial.

Tandis que les anciennes provinces turques devenues des Etats indépendants (Serbie, Monténégro, Grèce, Bulgarie), n'ont été le théâtre d'aucunes luttes religieuses, la Macédoine convoitée par chacun d'eux, a été, pendant toute cette période, troublée continuellement par des rivalités confessionnelles. En d'autres termes chaque pays libre a tenté d'attirer à lui les populations macédoniennes, par le seul moyen qui pouvait paraître susceptible de les séduire : la religion.

Ces rivalités ne sont d'ailleurs pas purement religieuses, car le dogme est partout le même, seul le rite diffère, puisque les Etats balkaniques possèdent maintenant chacun leur église nationale.

La lutte religieuse elle-même est donc surtout politique.

Je rappelle ici que le traité de Bucarest (1913), avait incorporé dans le royaume de Serbie toute la partie nord de la Macédoine jusqu'à la région du lac d'Ochrida, et qu'en l'espace d'une année, malgré l'instabilité politique due aux manœuvres incessantes du cabinet de Vienne, toute cette région de 30.000 kilomètres carrés a pu être organisée, et rapidement policée.

L'Occident. dans son ignorance de toutes précisions en ce qui concerne le monde balkanique, généralise toujours à tort. La Macédoine et l'Albanie sont des pays de sauvages, dit-on, donc tous les Etats balkaniques sont considérés comme tels. C'est l'erreur la plus grossière qu'on puisse faire.

J'ai habité, séjourné ou voyagé dans toute la péninsule, et j'affirme ici que les Etats libres, Serbie, Bulgarie ainsi que la Roumanie, sont parfaitement policés. Les Grecs ont fait également de grands efforts pour organiser leur pays et détruire le légendaire brigandage, mais la configuration du pays s'y prête fort mal. Il ne peut y avoir en effet d'autorité centrale, puisque le royaume est plutôt une agglomération de petits Etats que séparent les uns des autres des barrières de rochers et de montagnes.

En ce qui concerne la Macédoine. les résultats acquis sous l'autorité serbe font prévoir dans un avenir très prochain une pacification complète.

Reste l'Albanie; j'expliquerai plus loin ce que l'on peut être en mesure d'espérer à son sujet. au point de vue de la sécurité.

Terminant ici cette digression sur les progrès d'ensemble obtenus par les Balkaniques, je continue mon exposé sur la domination ottomane et l'action des puissances occidentales dans les affaires d'Orient.

§ 4. L'Europe et les réformes. — La révolution de 1908.

J'examine ce qui se passait parallèlement en Turquie, pendant que les provinces libérées s'organisaient en Etats modernes. Tous les progrès qui ont pu s'accomplir dans l'ordre économique sont l'œuvre des étrangers. Les Turcs. habitués à confier toutes leurs opérations commerciales aux Grecs, n'ont pu

s'improviser commerçants ; leur incapacité notoire s'étend réellement à toutes les branches de l'activité.

Le système détestable de levée des impôts n'a pas été modifié, l'apathie des paysans turcs est restée la même. et la campagne turque n'est pas plus féconde qu'auparavant.

Dans l'ordre administratif, même anarchie, même désordre, seule la Dette a augmenté sans qu'on semble s'en émouvoir beaucoup à Constantinople.

L'économie publique de l'empire ottoman consiste toujours à importer de l'étranger tous les produits manufacturés indispensables à la vie nationale, sans qu'on songe jamais à créer sur place des industries; à exporter les produits naturels sans tenter de devenir maître de la direction de ces exportations, d'ailleurs peu importantes. On perçoit des droits de douane, sans autre idée que de payer les coupons de la Dette.

Politique de résignation, d'inertie, vis-à-vis des puissances créancières, politique de brigandage à l'intérieur.

L'Europe a tenté, par tous les moyens persuasifs ou coercitifs, de vaincre cette inertie pour imposer des méthodes plus modernes d'organisation et d'administration. L'article 23 du traité de Berlin obligeait nettement la Porte à faire des réformes en vue de réorganiser l'empire ottoman en faisant participer les roumis à la vie publique. Ce fut toujours en vain.

La Turquie ne s'est préoccupée constamment que de conclure des emprunts pour vivre, en promettant avant l'émission de chacun d'eux d'accomplir les réformes demandées. Dès l'opération conclue, le programme de réformes était et a toujours été ajourné, pour être à nouveau agité au moment de l'emprunt suivant.

Les menaces mêmes de l'Europe n'ont jamais pu

produire d'effet, car la Turquie savait d'avance que tous les emprunts seraient toujours souscrits par ses gros créanciers, à des conditions onéreuses il est vrai, mais dont les taux lui importaient peu, puisqu'elle ne possédait plus rien depuis longtemps pour gager normalement tout nouvel emprunt.

La Turquie a en effet cédé à ses créanciers, depuis le concordat de 1881 : le monopole du sel, celui des tabacs, l'impôt sur le timbre, sur les spiritueux, la dîme des soies, l'excédent de recettes des douanes, de l'impôt des patentes, etc. Tous ces gages sont perçus directement par les représentants des créanciers.

La plus grande partie du produit des impôts est donc drainée en Occident. Le trafic des emprunts successifs, des conversions, des consolidations, des concessions de toutes natures, constitue autant de causes diverses pour commissions somptueuses aux négociateurs ; c'est l'habituel passe-temps de la plupart des habitants de Constantinople, où l'on vit d'espionnage ou de bakchischs, où les grades et les fonctions ne se gagnent que par la délation.

Les finances de la Turquie sont un gouffre sans fond, le déficit budgétaire annuel depuis les dernières guerres est de 200 millions. Avant l'emprunt de 1914, les fonctionnaires et l'armée étaient restés plus de six mois sans être payés, la population mourait de faim, et le Gouvernement avait dû puiser pour ses besoins urgents dans les Caisses de retraites et dans les fonds des souscriptions nationales ; il y avait plus de 300 millions de bons du Trésor, une dette flottante de plus d'un milliard.

La Turquie n'a donc plus aucune espérance de relèvement. Il y eut pourtant des tentatives, même avant la révolution de 1908, pour donner une Constitution à l'empire, et moderniser l'organisation politique et administrative.

Déjà sous le règne d'Abdul-Aziz, un parti libéral s'était formé sous le nom de « Jeune-Turquie », à la tête duquel se trouvait un homme de talent, partisan résolu des idées modernes : Midhat-Pacha.

Le principal objectif du programme de Midhat était de séparer l'autorité politique de l'autorité religieuse en donnant aux chrétiens les mêmes droits qu'aux mulsulmans de participer à la vie publique. Midhat échoua, et paya cet essai de sa vie; d'abord déporté en Arabie, il fut étranglé en 1885. A ses efforts succède un mouvement de réaction de la vieille Turquie; c'est le régime hamidien qui va durer jusqu'à la révolution de 1908, malgré toutes les menaces de l'Europe, renouvelées après chaque massacre en Macédoine ou en Arménie.

La révolution semblait être le dernier espoir de salut de la Turquie ; l'Europe entière accueillit avec enthousiasme la nouvelle de la proclamation de la Constitution et de la déposition du Sultan rouge, on attendait impatiemment les résultats de l'organisation et de l'administration des Jeunes-Turcs. Il fallait de toute nécessité faire crédit à leur apparente bonne volonté.

M. de Girardin n'avait-il pas écrit en 1852, au moment des insuccès russes de la première guerre russo-turque :

« Si la Turquie ne pouvait subsister que par le despotisme ou le fanatisme, ce ne serait pas moi qui regretterais qu'elle disparût; mais, j'en ai la ferme conviction, la certitude morale, dès que la Turquie ne sera plus tiraillée en tous sens par des diplomates jaloux de faire parler d'eux au loin, rivaux d'influence, ou égarés par des animosités personnelles, dès qu'elle ne sera plus le champ de bataille diplomatique où se tâtent, se mesurent, se heurtent, se contrecarrent, se contredisent, l'Autriche, l'Angleterre, la Russie et la

France, la Turquie n'aura plus d'inquiétude sur son existence efficacement garantie; elle qu'on accusait d'être un cadavre, achèvera en marchant d'un pas sûr et rapide dans la voie du progrès l'éclatante démonstration qu'elle vient de donner à l'Europe étonnée ».

Hélas, ce qui pouvait enoore paraître possible en 1852, ne l'était plus en 1908. Rien de ce qu'on pouvait attendre de la révolution des Jeunes-Turcs n'a pu être réalisé. Il devait en être ainsi, la tâche était au-dessus des forces humaines car il était beaucoup trop tard, l'envoûtement financier d'une part, le choc des guerres balkaniques, survenu avant qu'aucune réelle amélioration ait été sincèrement tentée, la dictature néfaste du Comité « Union et Progrès », et le développement de l'emprise germanique, d'autre part, ont achevé de précipiter la débâcle.

Malgré les efforts d'une poignée d'hommes sérieux, patriotes sincères, le régime hamidien a pu être dépassé en horreur. L'anarchie est complète ! Les dictateurs de 1914 sont les exécuteurs des plans d'expansion allemande. Enver Pacha est prêt à toutes les besognes, on sait comment il les a accomplies, et les accomplit encore.

On a attribué à bien des causes la faillite de la révolution de 1908, pourtant si patiemment soutenue par la sympathie de l'Europe. On a indiqué notamment qu'il y avait surtout des causes mystiques, on a invoqué la résignation du peuple due au fatalisme musulman. Aucune explication ne paraît satisfaisante, la mentalité orientale est d'ailleurs trop différente de nos conceptions pour qu'aucune explication si documentée fût-elle, puisse être considérée comme définitive.

Il est cependant certain qu'entre les mains de n'importe quel peuple d'Occident, l'empire ottoman

eût été viable à quelque époque de son histoire qu'on le considère. D'autres pays musulmans n'ont-ils pas été conquis et conservés par des Etats d'Europe ? Mais ceux-ci les ont organisés et administrés aussitôt après la conquête; ils y ont rendu la justice et apporté la liberté, d'abord tempérée, puis élargie, ce que n'ont fait les Turcs à aucun stade de leur domination quatre fois séculaire. Je ne veux pour exemple que l'œuvre accomplie par la France en Tunisie, et plus tard au Maroc, et par les Anglais en Egypte.

Il est donc possible d'administrer les régions musulmanes, en faisant les efforts nécessaires pour adapter la religion aux progrès de la vie moderne. Au lieu de cela, les Jeunes-Turcs ont achevé de ruiner le pays, d'énerver les Balkaniques jusqu'à ce que, poussés à bout, ils se soient ligués, guidés activement par l'ambition de Ferdinand de Bulgarie, pour arracher à la Turquie d'Europe par les récentes guerres balkaniques presque tout ce qu'elle y possédait encore.

§ 5. — **L'intervention des grandes puissances pour le maintien d'une Turquie d'Europe.**

Je tiens ici à démontrer qu'à cette époque toutes les puissances se sont opposées à l'anéantissement de la Turquie d'Europe.

C'est ainsi qu'à l'issue de la Conférence de Londres, sir Edward Grey, dans un long discours aux Communes, disait :

« L'Angleterre ne veut pas que ses sujets musul-
« mans, et en particulier ses musulmans de l'Inde,
« puissent l'accuser d'écraser contre toute justice le
« chef de l'Islam ».

Et plus loin...

3.

« Les puissances ont d'abord voulu localiser la « guerre, l'empêcher de s'étendre à Constantinople « et à la Turquie d'Asie; elles se sont mises également d'accord sur l'Albanie et sur les îles, tel est « le double programme qui seul pouvait maintenir la « paix ».

« Relativement à la Thrace et à Andrinople, les « puissances ont représenté à Constantinople que la « ligne Enos-Midia devait être *grosso modo* respectée, « et qu'en demandant à la Porte de les respecter, « elles étaient disposées à prendre en considération « tous les points que la Porte jugerait absolument « indispensables à la défense de Constantinople et « des frontières de la Turquie. On peut, en suivant « les données générales du traité de Londres, établir « une bonne frontière, mais la rétention de la Thrace « et d'Andrinople imposerait aux finances de la Turquie un fardeau supplémentaire en temps de paix, « et serait une véritable cause de faiblesse en temps « de guerre.

« Si la question de Constantinople et des Détroits « avait été soulevée pendant la guerre turco-balkanique, une ou plusieurs puissances seraient intervenues, et si cette question n'avait pas été connue, « il n'eût peut-être jamais été parlé d'une frontière « aussi favorable à la Turquie que la ligne Enos-Midia, étant donné que c'est, directement ou indirectement, grâce aux grandes puissances que le « traité de Londres n'a pas porté la frontière plus au « sud ».

C'est donc bien à l'intervention des grandes puissances, et notamment de l'Angleterre, que la Turquie a dû de conserver la Thrace et Constantinople.

CHAPITRE IV

Les stades de l'influence allemande en Orient.

§ 1. — Les débuts de la politique orientale de l'Allemagne.

L'influence allemande en Orient était nulle il y a un demi-siècle. L'Allemagne n'avait en effet aucun droit à y faire valoir, n'ayant jamais eu de politique orientale.

Mais lorsque après 1870, l'empire allemand, décidé à intensifier sa production industrielle, s'avisa de préparer des débouchés à ses produits, comme il ne possédait presque aucunes colonies, la Turquie et l'Orient lui apparurent comme un merveilleux débouché qu'il fallait organiser. La politique allemande en Orient était née.

Le traité de Berlin vint confirmer l'Allemagne dans ces dispositions, puisque avec le démembrement déjà très accentué de l'empire ottoman, l'influence slave s'installait dans les Balkans ; la politique russe allait y être combattue dès lors par l'influence germanique qui prenait pied pour s'affirmer ensuite très rapidement.

L'Autriche, puissance allemande, par le traité de Berlin devenait en effet le grand surveillant des nouveaux Etats balkaniques.

D'autre part l'empire ottoman vacillant allait

devenir pour les Germaniques une proie facile, et depuis lors les manifestations de cette emprise progressive vont apparaître très nettement, qu'il s'agisse des Balkans ou de la Turquie.

C'est tout d'abord une convention militaire avec la Roumanie, c'est ensuite la pression constante exercée sur le prince de Bulgarie, Alexandre de Battenberg, pour le contraindre à combattre la politique russe, c'est encore l'appui énergique apporté à Ferdinand de Saxe-Cobourg pour son élection au trône de Bulgarie en remplacement de Battenberg, obligé d'abdiquer par suite de sa politique antirusse.

D'autre part en 1882, une première mission militaire allemande, déjà sous les ordres de von der Goltz, était venue à Constantinople, à l'effet de réorganiser l'armée turque. Cette mission avait eu un double but militaire et commercial. Elle moissonna d'importantes commandes d'armement et jeta les premières bases du raccordement par voies ferrées des ports allemands à l'Orient.

Le grand plan germanique était entrevu, nulle barrière solide ne paraissait s'y opposer, puisque les Etats balkaniques étaient considérés comme des colonies austro-allemandes, et que la Turquie allait être facilement colonisée.

Seule peut-être la Serbie ne possédait pas de prince allemand, et se montrait nettement hostile à toute influence germanique, mais elle était si faible, qu'il semblait aux Allemands qu'on en aurait raison facilement au moment opportun. Rien ne s'opposait donc en Orient à la réalisation du rêve germanique, du grand trafic des produits allemands par Hambourg-Golfe Persique-Océan Indien, avec raccordement Vienne-Salonique, pour les besoins de l'Autriche.

Il restait seulement à désarmer par tous moyens

l'opposition des puissances ayant des intérêts en Orient, l'Angleterre, la Russie et la France.

§ 2. — Le Chemin de fer de Bagdad. — La colonisation allemande.

Il y a plus d'un demi-siècle, la Chambre des Communes de Londres s'occupait de la navigation de l'Euphrate, et d'une voie ferrée destinée à relier la Grande-Bretagne à ses possessions de l'Inde en passant par la Mésopotamie. Un projet fut ébauché, une Compagnie formée, et en 1856 cette Compagnie obtenait une concession et une promesse de garantie d'intérêt du gouvernement ottoman pour le capital employé.

Ce projet, en suspens pendant plusieurs années, fut repris en 1872, pour être en fin de compte définitivement abandonné.

Un peu plus tard, le gouvernement ottoman, qui avait construit le premier chemin de fer de l'Asie Mineure, afferma le premier tronçon à des capitalistes allemands. C'est l'origine de la future ligne de Bagdad.

En 1888, la Deutsch Bank s'empare complètement de l'exploitation de tout ce qui était déjà construit, et obtient concession du prolongement jusqu'à Angora, et ce n'est qu'en 1889 qu'est constituée la Société du chemin de fer d'Anatolie à laquelle la Deutsch Bank concède tous ses droits.

La poussée allemande en Orient se dessine nettement, dès cette époque, elle vise déjà le golfe Persique. Il s'agit donc pour elle de lutter pied à pied contre les influences anglo-franco-russes. Les rivalités diplomatiques, d'une intensité considérable pendant la période qui va suivre, aboutissent finalement

au triomphe des menées allemandes; en 1899, un premier succès prolonge en principe la concession jusqu'au golfe Persique, et enfin. le 5 mars 1903 tout est terminé. la ligne complète est définitivement acquise aux Allemands.

Il avait été cependant convenu, au cours des négociations. que l'on n'adhérerait qu'à une Société défitive où l'élément français aurait dans la construction, dans l'exploitation, et dans la direction de l'entreprise. une part aux moins égale à celle de l'élément étranger le plus favorisé.

C'était une feinte habile, car pour ces travaux condérables il fallait faire appel aux capitaux étrangers, et en particulier aux capitaux français, quitte à s'en débarrasser par la suite.

Le prolongement de Konia aux abords du golfe Persique fut stipulé aux conditions suivantes : la Société recevait par kilomètre et par an 12.000 francs pour l'amortissement et l'intérèt du capital de construction, 4.500 francs pour frais d'exploitation, c'est-à-dire 16.500 francs de garantie kilométrique.

La concession accordait également le droit de navigation sur le Tigre et l'Euphrate, le droit de construction et d'exploitation de ports à Bagdad et sur le golfe Persique, possibilité d'établir des embranchements sur la Méditerranée, et enfin de chaque côté de la voie, des bandes de terrain permettant à la Compagnie de drainer les richesses du sol et du sous-sol.

Les Allemands avaient donc là une perspective de colonisation des plus intéressantes, dans une contrée des plus fertiles, où des colons pourraient venir s'installer par milliers pour y récolter le blé, le coton, la canne à sucre, et extraire la houille, le pétrole et d'autres riches minerais.

Ils s'emparaient ainsi commercialement de l'Asie

Mineure, possédant la route la plus courte vers les Indes, ravissant les Echelles du Levant à la France, et concurrençant même le Transsibérien.

Et cependant ni la Russie, ni l'Angleterre, ni la France n'ont pu réussir à entraver la réussite du grand projet allemand.

Je sais qu'on a dit un peu partout que « la fameuse affaire de Bagdad occasionnerait bien des mécomptes à l'Allemagne, et qu'en définitive, il ne fallait nullement s'alarmer. » Ce fut même dit à la tribune française. En Angleterre, le *Times* disait à cette époque :

« Si par un accord avec la Turquie nous pouvions conserver notre influence légitime dans le golfe Persique et la Mésopotamie, l'aspect politique de la question du Railway de Bagdad serait considérablement simplifié. Or, c'est ce point seul qui nous concerne, » et le *Times* ajoutait :

« Considérée comme route vers l'Inde, elle n'a au point de vue du commerce qu'un avenir très douteux. Rien ne le prouve mieux que la garantie kilométrique exorbitante exigée par les capitalistes allemands. »

Cependant les gouvernements anglais et français ayant abandonné la partie aux Allemands, s'occupaient en 1909 de concurrencer leur réseau au moyen d'un autre projet, le « Homs-Bagdad-Golfe Persique ». Cette ligne partant de Homs devait, par Tripoli, gagner directement l'Euphrate, toucher Bagdad, et se diriger sur le golfe Persique. C'eût été la plus directe entre ce golfe et la Méditerranée. Mais ce projet, mal appuyé par la diplomatie franco-anglaise n'a pas abouti. Et la France, l'Angleterre et la Russie se trouvant définitivement évincées, n'avaient plus qu'à tenter de négocier pour obtenir de l'Allemagne des compensations qui pourtant ne pourront jamais permettre de lutter contre le Bagdad allemand.

Chacun de ces trois pays a par suite signé avec le

gouvernement allemand un engagement de ne pas s'opposer à la construction définitive du Bagdad prolongé, et de ne pas tenter d'empêcher la participation des capitaux étrangers à l'entreprise.

La Russie a reçu en échange des intérêts spéciaux en Perse, la France a obtenu de son côté la renonciation allemande à des concessions de 1.200 kilomètres de chemin de fer en Syrie, et dans la mer Noire.

Tel est l'historique de cette question du chemin de fer de Bagdad, qui démontre nettement la continuité des vues de l'empire allemand pour s'assurer la suprématie commerciale en Orient.

A la tribune française, M. Paul Deschanel s'est élevé à plusieurs reprises contre notre inertie au sujet de l'affaire du Bagdad. M. le sénateur Gervais écrivait aussi dans le *Matin* (1911) :

« L'Allemagne désire créer vers les Indes et l'Extrême-Orient une grande voie analogue à ce que furent autrefois les voies impériales romaines, et autour de laquelle elle essaimerait des colonies. Ce projet grandiose, elle le défend âprement contre les intérêts des grandes puissances européennes, au premier rang desquelles se trouve l'Angleterre. »

Il est à penser que si Edouard VII avait vécu, la réalisation allemande du Bagdad n'eût peut-être pas été si aisée. Il avait nettement entrevu le péril allemand, et n'aurait certainement pas abandonné la partie au moment où, après le grand rapprochement franco-anglais, les relations anglo-russes allaient devenir plus amicales et préparaient déjà la « Triple Entente ».

Seul, en effet, le groupement anglo-franco-russe peut résoudre la question d'Orient, le jour où la puissance allemande aura perdu là-bas l'influence que quarante ans d'intrigues et d'efforts persévérants lui ont fait acquérir, grâce tout d'abord aux coalitions

d'intérêts des trois grands Etats qui détenaient auparavant le plus d'influence en Orient.

Aujourd'hui le voile est tombé, la politique allemande apparaît. dans toute son ampleur, aux moins clairvoyants. Le Comité « Union et Progrès », sous la direction d'Enver Pacha, a définitivement livré la Turquie à l'Allemagne. La mission militaire allemande avait d'ailleurs préparé les voies dès le début de 1914, et l'on pouvait lire à cette époque dans la *Zeit*, à l'occasion de l'envoi de cette mission, tout un programme de protectorat sur la Turquie.

D'après la *Zeit* :

« L'Allemagne ne devait pas seulement fortifier la « puissance militaire de l'empire ottoman, mais y « poursuivre le développement de ses propres inté- « rêts, augmenter le nombre de ses écoles, faire en « sorte que partout où il y a des chemins de fer « allemands, il y ait aussi des hôtels allemands, des « médecins allemands, des commerçants et des « ouvriers allemands, des agents qui aient la mission « de propager l'influence allemande. Les officiers « instructeurs devront également jouer le rôle « d'agents de propagande. »

On voit que le programme tracé n'était pas dissimulé.

Je n'ai pas à insister ici sur ce que peut être actuellement l'influence allemande en Turquie, puisque aussi bien celle-ci n'est plus virtuellement qu'une dépendance de l'Allemagne, de même que Stamboul est un lointain faubourg de Berlin.

CHAPITRE V

La question des Détroits et la possession de Constantinople.

Les détroits des Dardanelles et du Bosphore ferment la porte à toute communication entre la mer Noire et la Méditerranée. Les maîtres de Constantinople ont donc été de tout temps les gardiens de la Porte. On conçoit que dès que l'empire ottoman eut perdu sa toute-puissance, et que les grandes nations occidentales et la Russie eurent acquis des intérêts en Orient, la question de passage à travers ces détroits, tant pour la flotte marchande que pour la flotte de guerre, ait joué un rôle capital dans les diverses négociations entre la Porte et les puissances intéressées.

Le problème a surtout un intérêt primordial pour la Russie, et son grand désir de s'établir à Constantinople, nettement affirmé depuis que Pierre le Grand a conquis tout le littoral de la mer d'Azov, n'a pas d'autre objet que de sauvegarder ses intérêts vitaux, en assurant à son commerce la libre sortie de la mer Noire par les détroits dont elle serait désormais la maîtresse incontestée.

La Russie est emprisonnée dans la mer Noire derrière les détroits qu'elle ne peut franchir librement

depuis leur fermeture posée en principe par la Convention de Londres de 1841.

Elle ne peut exporter sa production agricole sans cesse croissante, non plus que les pétroles du Caucase dont l'exploitation s'amplifie aussi très rapidement.

La Convention de Londres, nettement dirigée contre la Russie, atteignait également la puissance ottomane dans sa souveraineté, puisqu'elle lui interdisait d'ouvrir les détroits aux autres puissances.

Précédemment, la Russie avait pu jouir depuis 1805 de la liberté des Détroits, même pour sa flotte de guerre, mais la politique de l'Angleterre, qui craignait à cette époque l'accroissement d'influence de l'empire russe en Orient, avait abouti à la conclusion de la Convention de Londres, et plus tard, avec l'aide de la France, à un nouvel accord avec la Porte, (1856), qui excluait le pavillon russe de la mer Noire.

Ce n'est qu'en 1871 qu'une nouvelle Convention, signée à Londres, libère la Russie de cette exclusion de la mer Noire, sans toutefois modifier sensiblement le traité de Paris de 1856. Le Sultan pouvait seulement, en temps de paix, ouvrir les détroits aux flottes des pays amis dans le cas où cela deviendrait nécessaire en exécution du traité de Paris.

Le traité de Berlin (1878), confirme les traités antérieurs, les grandes puissances s'engagent à respecter la fermeture des Détroits, et la Turquie ne peut concéder à aucune d'elles d'avantage particulier.

A la suite du traité de Berlin, l'Angleterre et la Russie tenteront tour à tour de rompre les conventions établies, d'où une situation de plus en plus tendue entre ces deux puissances.

Au début de la guerre actuelle, l'aventure du *Gœben* et du *Breslau* est encore présente à toutes les mémoires et démontre la fragilité des divers traités relatifs à cette question des Détroits.

J'examine maintenant quelles sont les puissances directement intéressées dans la question.

En premier lieu évidemment la Russie, qui aspire à remplacer la Turquie dans le rôle non seulement de gardien de la Porte, mais de seul propriétaire, dont la propriété serait ouverte à tous, à toute heure, et qui pourrait la fermer en cas de danger.

En second lieu la Roumanie qui possède une partie appréciable du littoral de la mer Noire, où son unique grand port, Constantza, bien outillé, est devenu le grand terminus d'exportation des céréales et pétroles roumains.

Ensuite la Bulgarie, qui possède également deux ports d'exportation sur la mer Noire, et enfin l'Italie qui commerce régulièrement avec les pays danubiens par les Dardanelles.

Tous ces pays, à des titres divers, peuvent subir un préjudice considérable par suite de la fermeture des Détroits, la guerre actuelle le démontre surabondamment.

Mais si, comme c'est possible, la Russie s'installait définitivement à Constantinople après la guerre, ou si elle y acquérait seulement une situation prépondérante, qui de fait, équivaudrait à la propriété, elle deviendrait par là même, maîtresse absolue des Détroits ; il est bien évident que cela ne pourrait être qu'à la condition expresse que la navigation deviendrait absolument libre, et qu'en particulier tout le commerce danubien resterait libre sur le grand fleuve, pour toutes les puissances, sous le contrôle de la Commission Européenne, comme cela a lieu actuellement ainsi que je l'exposerai plus loin, en étudiant le commerce roumain.

A l'heure actuelle l'Europe entière désire avant tout la liberté des Détroits que seule peut assurer une grande puissance comme la Russie.

L'Angleterre qui l'avait autrefois fait enfermer dans la mer Noire, alors qu'elle redoutait l'emprise russe sur le littoral ottoman, n'a plus aujourd'hui les mêmes craintes, et d'ailleurs il y a l'influence germanique à détruire, et la liberté du trafic européen à assurer.

La cause paraît entendue : Russie et Angleterre sont aujourd'hui d'accord. Des paroles officielles ont été échangées, du moins en ce qui concerne le principe. Les événements d'une part, les négociations ultérieures d'autre part, fixeront au moment opportun les modalités.

A l'époque actuelle il n'y a plus lieu d'exagérer l'importance politique et économique de Constantinople et des Détroits, surtout au point de vue anglais. La guerre actuelle le démontre avec une grande netteté.

La Turquie, en fermant les Dardanelles, a surtout paralysé le trafic de la Russie qui ne peut faire sortir ses blés de la mer Noire. Elle a rendu impossibles les exportations roumaines par mer, le trafic de l'Italie et de l'Espagne avec les Etats danubiens, mais l'Angleterre, toujours maîtresse de Suez, dont le passage vers l'empire des Indes est assuré, n'a subi aucun préjudice important.

L'évolution du commerce mondial a donc fait perdre beaucoup de l'intérêt qui s'attachait pour l'Angleterre à ce qu'aucune grande puissance ne vînt s'installer à Constantinople.

Je crois donc qu'il est très possible, sinon certain, que le prochain traité de paix assure à nos alliés russes la possession de Constantinople, et par suite la maîtrise des Détroits.

Quelles seront les modalités? Peu importe d'ailleurs actuellement de les définir. Suivra-t-on l'exemple des Conventions de 1888 relatives au Canal de Suez? Adoptera-t-on le régime de la neutralité complète, ou quelque autre mode conventionnel ?

J'estime que le Bosphore et les Dardanelles ne pourraient avoir de meilleur régime que celui de la souveraineté entière de la Russie sur la mer Noire ; ce serait à mon sens la meilleure manière de sauvegarder le principe de la liberté commerciale en ce qui concerne les Détroits, dont l'internationalisation ne pourrait qu'amener des complications.

En ce qui concerne Constantinople, l'internationalisation a été diversement envisagée ; la solution la plus rationnelle consisterait à l'attribuer purement et simplement à la Russie. Mais on est tellement accoutumé en Europe au règlement fractionné des questions orientales qu'il semble trop beau d'envisager si proche de nous une solution si simple.

Le péril slave invoqué par Guillaume II, pour établir progressivement l'influence germanique en Orient, ne sera-t-il pas la raison secrète des ultimes hésitations ? N'anticipons pas.

Le monde balkanique est directement intéressé par la solution de cette question des Détroits, et par le sort de Constantinople.

J'ai donc voulu l'exposer avec quelques détails, mais d'autres grands problèmes balkaniques doivent aussi retenir notre attention. Je me propose de les passer en revue avant d'aborder l'étude séparée des Etats de la péninsule.

LIVRE II

LES GRANDS PROBLÈMES BALKANIQUES

CHAPITRE I

Les guerres balkaniques de 1912-1913. Le traité de Bucarest.

§ 1. — La première guerre balkanique.

Pour mieux apprécier les graves problèmes qui vont être discutés au prochain traité de paix, il est indispensable de connaître, avec quelques détails, l'histoire des récentes guerres balkaniques.

J'ai indiqué précédemment comment l'attitude des Jeunes-Turcs, qui continuaient à refuser toute réforme relativement à la Macédoine, avait exaspéré les populations des Etats libres des Balkans. Ceux-ci, d'autre part, avaient déjà laissé passer une merveilleuse occasion d'intervenir en faveur des Macédoniens, au moment de la guerre italo-turque, et il devenait urgent d'agir avant que la Turquie ait pu reconstituer sa puissance militaire. C'est alors que Ferdinand de Bulgarie précipita les accords entre

Bulgares, Serbes et Grecs, accords confirmés par des conventions militaires conclues en juin et septembre 1912.

L'agitation des Macédoniens entraîna tout d'abord la mobilisation turque qui fut suivie de la mobilisation bulgare. Serbie et Grèce ne tardèrent pas dès lors à se mettre en campagne, et le 8 octobre 1912, le Monténégro déclarait le premier la guerre à la Turquie. Celle-ci, précipitant ses accords avec l'Italie terminant le différend italo-turc, essaya de résister à l'attaque concentrée des alliés. Mais les forces de la Turquie, importantes sur le papier d'après la loi militaire de 1909 qui avait décrété le service militaire obligatoire pour tous les sujets ottomans, chrétiens compris, se trouvaient réduites à des troupes nombreuses, il est vrai, mais sans instruction militaire. D'autre part, pour répondre à l'attaque impétueuse des Balkaniques, les Turcs ne disposaient d'aucun moyen de mobilisation rapide, alors que sur des fronts très lointains les uns des autres, il eût fallu pouvoir transporter promptement des troupes suffisantes, et assurer une liaison efficace entre les diverses armées. Ces conditions primordiales de succès ne pouvant être remplies, la partie était perdue d'avance pour les Turcs.

Du côté serbe, après quelques escarmouches, la bataille fut engagée à Koumanovo, le 23 octobre, et ce fut une grande victoire pour l'armée serbe qui, précipitant sa marche, occupait Uskub trois jours après. Cette bataille devait décider de toute la campagne, car c'était là qu'avait été concentrée la meilleure armée turque, qui, d'après les prévisions de la Porte, devait venir prendre à revers les armées bulgares après avoir terrassé les Serbes.

Le désastre de Koumanovo ruinait les espoirs turcs, et les débris de l'armée ottomane, malgré une vive

résistance dans les défilés du nord de Prilep, ne purent que se rassembler pour défendre Monastir, qui succombait cependant sous le choc impétueux des Serbes, le 18 novembre suivant.

La campagne n'avait pas duré plus d'un mois de ce côté, et l'armée serbe, victorieuse, occupait bientôt l'Albanie septentrionale et la côte albanaise, Alessio et Durazzo.

Pendant ce temps, les Bulgares marchaient sur Andrinople et gagnaient tout d'abord la bataille de Kirk-Kilissé, le 22 octobre, dont les agences de presse de Vienne ont exagéré à dessein l'importance. En effet, l'armée turque et l'armée bulgare avaient simultanément battu en retraite, mais les Bulgares eurent le mérite de s'apercevoir les premiers de la fuite de l'ennemi, et c'est ainsi que fut enregistré le fameux succès de Kirk-Kilissé. La semaine suivante cependant les deux armées se trouvaient face à face à Lulé-Bourgas, et la rencontre fut meurtrière, les Turcs perdant 25.000 hommes, et les Bulgares presque autant. Ceux-ci cependant, poursuivant à grand'peine leur marche en avant, étaient bientôt arrêtés devant les lignes de Tchataldja où les Turcs s'étaient retranchés.

Du côté grec, une armée commandée par le diadoque Constantin s'était dirigée vers Salonique, et après quelques combats victorieux, s'en rendait maître au moment où les forces bulgares y pénétraient.

Mais à l'est, Andrinople seul résistait toujours, et la Turquie épuisée, sollicitait un armistice au début de décembre. Sous l'inspiration des puissances, la Conférence de Londres fut réunie sous la présidence de Sir E. Grey pour examiner les propositions de paix. La Turquie se résignait à céder la Macédoine, l'Epire et une partie de la Thrace, mais se montrait intran-

sigeante sur la question d'Andrinople. De leur côté, les alliés balkaniques maintenaient leurs desiderata, et finalement, sous la pression des ambassadeurs des grandes puissances, la Porte se décidait à rendre Andrinople, lorsque, sans doute à l'instigation de l'Allemagne, le coup d'Etat d'Enver Pacha provoquait la volte-face des Turcs qui refusaient énergiquement de céder sur la question d'Andrinople et des îles.

C'était la reprise des hostilités qui devaient se terminer bientôt par la capitulation complète de la Turquie, et la chute d'Andrinople.

Les Bulgares, en effet, s'étaient décidés à demander l'aide des Serbes qui n'avaient pas démobilisé et qui, loyalement, quoique aucun accord préalable ne les y obligeât, avaient envoyé deux divisions sous Andrinople, et tout un matériel d'artillerie de siège qui contribua pour beaucoup à faire tomber la forteresse turque.

Pendant ce temps, l'Autriche, pour être prête à intervenir, le cas échéant, avait de son côté mobilisé des forces importantes. C'est ainsi qu'elle réussit à imposer à la Russie d'obliger le roi Nicolas à évacuer Scutari qui s'était rendu aux Monténégrins.

Rien ne s'opposait dès lors à la signature de la paix qui eut lieu fin mai 1913, à Londres. Les Bulgares acceptaient la ligne Enos-Midia, mais élevaient de véhémentes contestations au sujet du partage de la Macédoine avec les Serbes, et au sujet de Salonique avec les Grecs.

§ 2. — La guerre serbo-bulgare.

L'empereur de Russie, intervenant d'après le traité d'alliance serbo-gréco-bulgare, conseilla de recourir à son arbitrage, ce que les Bulgares ne voulurent

pas accepter avant que les Serbes n'eussent évacué les territoires contestés. L'influence de l'Autriche ayant empêché la Serbie d'obtenir un débouché sur l'Adriatique, celle-ci réclamait en effet une compensation en Macédoine, ce qui était juste, puisque le traité secret serbo-bulgare n'avait pas pu tout prévoir. Cette compensation était légitime d'ailleurs pour récompenser la Serbie qui était restée mobilisée de longs mois pour tenir sa parole d'alliée consciencieuse, et qui avait prêté son concours, non prévu au traité, pour le siège d'Andrinople. Mais les Bulgares enorgueillis par leurs succès, et dominés surtout par l'ambition de leur souverain, se montraient intransigeants.

Il est aujourd'hui hors de doute que le plan de la Bulgarie en provoquant la guerre balkanique était dressé non seulement en vue de l'hégémonie des Balkans, mais aussi de la prise de Constantinople qu'elle pensait pouvoir réaliser sans le concours de ses alliés, et même à l'insu de ceux-ci. Je n'en veux pour preuve, parmi bien d'autres, que cette lettre adressée par M. Dim. Rizoff, ministre de Bulgarie à Rome, à M. Guechoff, président du Conseil bulgare de l'époque :

« L'Europe tout entière est sous l'impression de nos victoires épiques. Mais chez les écrivains de partout, la désillusion a été grande quand notre beau geste est resté en suspens : l'entrée à Constantinople ne s'est pas faite ! Je ne m'en cacherai pas, je suis du nombre. Non pas, cela va de soi, pour des raisons littéraires, mais bien pour de profondes raisons politiques. »

Telle est la cause pour laquelle les Bulgares, au cours de la première guerre balkanique, ont dirigé toute leur action sur la Thrace, manœuvrant ainsi dans un but égoïste, si bien que la Bulgarie s'est trouvée dans l'impossibilité de remplir les conditions de son

traité avec la Serbie, qui l'obligeait à mettre à sa disposition 100.000 hommes, aussi bien pour lui prêter main-forte en Macédoine que pour lui permettre de résister à la pression autrichienne relativement à ses aspirations sur la côte adriatique. Les Serbes ont donc dû céder aux menaces de l'Autriche, et renoncer à posséder un débouché sur la mer, du fait de l'abandon des Bulgares occupés à se mettre en marche sur Constantinople. Ces derniers devant renoncer à leur grand rêve, ne voulaient à aucun prix transiger sur la question de la Macédoine et prétendaient s'en tenir au traité qu'ils n'avaient pas observé. Tout au moins, très impartialement, pouvait-on souhaiter de voir les quatre alliés se résoudre à accepter l'arbitrage du tsar de Russie.

Les choses en étaient là, lorsque les Bulgares attaquèrent subitement les avant-postes serbes et grecs, dans la nuit du 29 juin 1913. Cette date est à retenir, pour mieux comprendre la félonie du souverain de Bulgarie. Le 29 juin est en effet le jour anniversaire de la naissance du roi Pierre, considéré par tous les Serbes comme fête nationale.

Tout le jour, les officiers et les troupes serbes et bulgares avaient fraternisé, alors que tout au moins les officiers bulgares étaient prévenus déjà de l'attaque concertée pour la nuit suivante.

Il est en effet prouvé aujourd'hui que longtemps avant cette date, le roi Ferdinand avait décidé d'imposer sa volonté à ses anciens alliés. Le 13-26 juin, des instructions définitives et détaillées parvenaient aux commandants des cinq armées bulgares, et le 15-28, l'ordre d'attaque était donné ; enfin le 16-29 juin la lâche attaque contre les Serbes et Grecs eut lieu après minuit.

Malgré les controverses qui ont eu pour but de dégager la responsabilité de la Bulgarie, et de la faire

retomber sur d'autres, il est édifiant de lire la confession faite un an plus tard par le ministre Théodoroff, que je cite d'après son discours au Sobriané :

« Nous n'avons pas osé livrer cette décision à la publicité ; il nous a fallu la tenir secrète dans l'intérêt de la Bulgarie, et trouver sur qui rejeter toute la faute, afin de nous sauver nous-mêmes et de sauver la Bulgarie. »

Cette naïve confession doit se passer de tout commentaire.

Mais la Roumanie ne pouvait rester indifférente à cette lutte, elle fit savoir à Sofia qu'elle exigeait que la Bulgarie acceptât sans condition l'arbitrage russe. et la cession de territoires sur la rive droite du Danube, en compensation de ce que les Bulgares allaient acquérir en Thrace. C'était une déclaration de guerre, qui fut confirmée le 10 juillet.

D'ailleurs, au moment où les Roumains entraient en campagne, la querelle serbo-bulgare était déjà réglée par la bataille de la Brégalnitza, qui dura du 1er au 8 juillet, coûta 30.000 hommes aux Bulgares. et de 15 à 20.000 aux Serbes.

L'armée roumaine passa donc le Danube presque sans résistance aux environs de Turnu-Magurele, au milieu de juillet, et refoula sur Sofia quelques compagnies bulgares qui s'avançaient à sa rencontre.

Pendant ce temps, les Serbes victorieux marchaient sur Widdin, et les Grecs, refoulant l'armée du général Ivanof, occupaient toute la côte de l'Egée jusqu'à l'embouchure de la Maritza, et faisaient leur jonction avec les Serbes.

Mais les Turcs ne pouvaient laisser passer une si belle occasion de reprendre la campagne pour tâcher de reconquérir les territoires perdus précédemment en Thrace ; ils s'avancèrent donc sur Kirk-Kilissé, et

se rendirent maîtres d'Andrinople que les Bulgares ne défendirent même pas (22 juillet).

Sur toutes ses frontières, la Bulgarie était donc pressée par les coalisés ; elle dut s'avouer vaincue et demanda un armistice. Trois plénipotentiaires bulgares, traversant les lignes accompagnés par un officier russe, le colonel Romanoff, arrivèrent à Nich. C'est là que la paix semblait devoir être signée, lorsque arriva aux plénipotentiaires l'avis que la conférence aurait lieu à Bucarest.

Il semble bien que la Russie ait tout fait pour adoucir les conditions imposées aux vaincus, on sait, à l'heure actuelle, quelle reconnaissance ceux-ci lui ont témoignée, et lui témoignent encore.

Voici, à ce sujet, ce qu'écrivait en 1914, un organe du gouvernement bulgare :

« Les premiers succès bulgares étonnèrent les Russes qui s'émurent vivement lorsqu'ils apprirent que la Bulgarie était décidée à l'attaque de Tchataldja. Les diplomates russes se révoltèrent lorsque la Bulgarie réclama pour frontière la ligne Rodosto-Midia ! Une grande Bulgarie avec toutes les qualités indiscutables de puissance gouvernementale, la décision de l'armée bulgare qui se trouvait déjà presque devant les portes de Constantinople, tout cela troubla la quiétude des diplomates russes et bouleversa leurs plans. La Russie mit alors en scène une tragédie sanglante dans laquelle les Bulgares luttèrent seuls contre trois alliés. »

Si l'on se reporte aux aveux mêmes du ministre que j'ai cités précédemment, et qui corroborent les preuves que l'on possède sur l'attaque brusquée des Bulgares dans la nuit du 16-29 juin, on peut juger par le placard ci-dessus de la mentalité du peuple de Ferdinand de Cobourg.

Pour une édification plus complète à ce sujet, je

tiens à reproduire ici un article, dû non pas à un journaliste quelconque, mais qui a été publié en 1914 sous la signature du Dr N. Petkoff, professeur de l'Université bulgare.

« Une lutte héroïque se déroule devant nous : d'un côté la saine et puissante culture germanique lutte avec la culture française pourrie, qui, condamnée à mort, tâche d'entraîner derrière elle tous les peuples d'Europe. La France actuelle n'est qu'un cloaque immonde qui contamine l'air de l'Europe entière. La saine culture germanique s'est révoltée contre elle, car elle veut conquérir un champ libre pour son développement. D'un autre côté, la culture germanique a à lutter énergiquement contre la barbarie russe qui, depuis bien des siècles, tend à entraver aussi bien son propre développement que le développement progressif des autres. Dans le moment présent, la France dégénérée intellectuellement et dépeuplée, luttant contre la puissante culture germanique, a pour alliée la Russie barbare et bornée. »

Ceci est un exemple entre mille qui montre l'état d'esprit des Bulgares au début de la guerre européenne, et il s'est cependant trouvé des hommes en Angleterre, en France et en Russie, pour croire possible l'intervention des Bulgares aux côtés des Alliés dans la guerre actuelle.

Mais je reviens au traité de Bucarest. La frontière serbo-bulgare fut décidée suivant la ligne de partage des eaux, entre le Vardar et la Strouma. La Serbie gagnait ainsi 40.000 kilomètres carrés de territoire, et un million et demi de nouveaux sujets; elle conservait non seulement la Vieille Serbie et sa capitale Uskub, que les Serbes nomment Skoplié, mais aussi Ochrida et Bitol, plus connue en France sous le nom de Monastir; elle s'avançait enfin à 60 kilomètres de Salonique.

Les Grecs conservaient Salonique, Cavalla, et toute la côte de l'Egée jusqu'à l'embouchure de la Mesta.

Du côté turc, le traité séparé conclu le 29 septembre, à Constantinople, laissait aux Bulgares la côte de l'Egée entre l'embouchure de la Mesta et celle de la Maritza, mais la ligne Enos-Midia était infléchie pour laisser à la Turquie Kirk-Kilissé et Demotica. La Bulgarie renonçait à Andrinople et aux rivages de la Marmara.

Enfin la Roumanie recevait, sur la rive droite du Danube, un assez grand territoire jusqu'à la ligne Turtukaï-Baltchik, y compris Silistrie. La Bulgarie s'engageait en outre à raser les fortifications de Roustchouk et Choumla.

Toutefois, on avait laissé en suspens, depuis la Conférence de Londres, la question des îles de la mer Egée, et l'on avait remis à plus tard le règlement des indemnités, de même que la délimitation des frontières du nouveau royaume que les puissances avaient créé : l'Albanie.

§ 3. — **La tension dans l'Europe orientale, du traité de Bucarest au début de la guerre européenne.**

Le traité de Bucarest a réussi à mécontenter à peu près tous les intéressés, et à créer dans toute l'Europe orientale un état de tension maximum. Jamais la guerre n'avait paru si imminente qu'au lendemain de la paix, et tous les belligérants de la veille, sauf peut-être la Serbie prête à tous les sacrifices pour se consacrer à l'organisation de ses nouveaux territoires, ne pensaient qu'à restaurer leur puissance militaire, et à nouer des alliances fructueuses.

La Bulgarie, ne rêvant que revanche, avait sacrifié ses intérêts économiques en cédant aux exigences des

Turcs pour s'en faire des alliés : elle négociait aussitôt avec l'Autriche, méditant de loin son attaque de 1915 contre la Serbie.

L'opinion publique bulgare était orientée vers ce que l'on a nommé la politique réaliste du royaume de Bulgarie. Comme l'Autriche a toujours visé la route de Salonique, il s'agissait de se mettre d'accord sur cette question, et il fut convenu que la monarchie dualiste renoncerait à conquérir ultérieurement la vallée du Vardar, en échange d'une garantie de lui laisser libre la route commerciale vers Salonique.

Le traité de Bucarest, en ratifiant les succès serbes, provoquait en Autriche-Hongrie une recrudescence du mouvement des éléments slaves de l'empire; déjà se préparait à Vienne l'anéantissement de la Serbie.

Celle-ci avait dû mobiliser, fin septembre 1913, quelques divisions pour occuper en Albanie certains points stratégiques qu'elle avait dû évacuer pour se conformer à la décision des puissances lors de la Conférence de Londres. C'est qu'en effet plusieurs chefs albanais s'étaient révoltés à l'instigation des agents autrichiens et bulgares, et menaçaient d'envahir le territoire serbe.

Ce fut là prétexte pour l'Autriche à un premier ultimatum adressé le 20 octobre à la Serbie, et suivi bientôt d'un autre ultimatum adressé à la Grèce, ayant tous deux pour objet l'évacuation immédiate des territoires attribués à l'Albanie par la Conférence de Londres.

La Serbie dut s'incliner, mais la question de l'Epire et des îles de la mer Egée ne fut complètement résolue qu'en janvier 1914, à la suite d'une série de notes entre les deux groupes des grandes puissances, car la Triple Entente avait pris le parti de la Grèce. Celle-ci perdait les territoires épirotes contestés, mais recevait en échange Chio et Mytilène.

L'Etat albanais que le traité de 1913 avait créé sous l'inspiration de la Triple Alliance ne réunissait que des tribus sans cohésion, et le nouveau souverain, le prince de Wied, débarqué à Durazzo en mars 1914, devait aussitôt entrer en lutte avec tous les partis en présence.

L'Albanie était donc un sujet de tension entre l'Autriche qui désirait intervenir pour pacifier le jeune royaume albanais, et l'Italie qui préférait voir l'Albanie placée plutôt sous le contrôle des puissances. En définitive en juin 1914, le monde balkanique et ses voisins directs se tenaient sur le qui-vive, malgré la série d'accords conclus dans toutes les chancelleries d'Europe, et qui semblaient être le dernier mot de la liquidation de la crise balkanique.

Survint l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand et de son épouse morganatique, (28 juin 1914), qui devait servir de prétexte aux Germaniques pour déchaîner la guerre européenne.

§ 4. — La Serbie aux prises avec les Germaniques.

Les événements qui ont suivi l'ultimatum adressé à la Serbie à la suite de l'attentat de Saraïévo sont présents à toutes les mémoires ; je n'indique ici, et très sommairement, que la suite des faits de guerre qui après une résistance victorieuse des Serbes devaient aboutir à la conquête de la Serbie entière.

Les Autrichiens prirent l'offensive au milieu d'août. Ils franchirent tout d'abord la Save et la Drina, et furent repoussés par l'armée serbe à la bataille de Tser, premier épisode important de cette campagne. La Serbie fut pacifiée, et les Serbes victorieux s'avancèrent en Bosnie, menaçant Saraïévo.

Mais l'armée autrichienne reformée et notablement

renforcée, reprit l'offensive en novembre 1914 sous la direction du général Potiorek. Les Serbes, d'abord refoulés combattirent alors avec l'énergie suprême du désespoir. On se souvient de l'arrivée du roi Pierre, venu au milieu de ses soldats pour mourir avec eux. Electrisés par la présence de leur souverain, les Serbes accomplirent alors de véritables prodiges, et au moment où l'Europe entière pouvait les croire écrasés, ils culbutèrent dans le plus grand désordre un ennemi supérieur en nombre, auquel ils prenaient près de 60.000 prisonniers, plus de 100 canons, un matériel nombreux, et plusieurs drapeaux.

Belgrade, que les Autrichiens avaient occupée au début de cette deuxième offensive se trouvait libérée. Mais hélas, un ennemi plus dangereux alors s'abattit sur la Serbie reconquise; dès le mois de décembre 1914, le typhus exanthématique faucha par milliers les vaillants soldats qui depuis deux ans tenaient la campagne. Des secours venus de France, d'Angleterre, d'Amérique, furent organisés de toutes parts, et le terrible fléau fut enrayé au prix d'efforts magnifiques et de dévouements sublimes des formations sanitaires accourues au premier appel du gouvernement serbe.

Les épreuves de ce peuple étaient cependant loin d'être terminées; avec un indomptable courage, pressentant une nouvelle offensive de son implacable ennemi, la nation tout entière se dressa à nouveau, comprenant l'imminence du danger.

Les Bulgares, bien décidés à n'accepter aucun accord sur la question macédonienne, avaient gagné du temps pour préparer leur mobilisation, en négociant avec les Alliés, laissant pressentir leur intervention s'ils recevaient entière satisfaction. L'opinion publique serbe, d'accord avec l'armée, suppliait l'An-

L'Etat albanais que le traité de 1913 avait créé sous l'inspiration de la Triple Alliance ne réunissait que des tribus sans cohésion, et le nouveau souverain, le prince de Wied, débarqué à Durazzo en mars 1914, devait aussitôt entrer en lutte avec tous les partis en présence.

L'Albanie était donc un sujet de tension entre l'Autriche qui désirait intervenir pour pacifier le jeune royaume albanais, et l'Italie qui préférait voir l'Albanie placée plutôt sous le contrôle des puissances. En définitive en juin 1914, le monde balkanique et ses voisins directs se tenaient sur le qui-vive, malgré la série d'accords conclus dans toutes les chancelleries d'Europe, et qui semblaient être le dernier mot de la liquidation de la crise balkanique.

Survint l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand et de son épouse morganatique, (28 juin 1914), qui devait servir de prétexte aux Germaniques pour déchaîner la guerre européenne.

§ 4. — La Serbie aux prises avec les Germaniques.

Les événements qui ont suivi l'ultimatum adressé à la Serbie à la suite de l'attentat de Saraïévo sont présents à toutes les mémoires ; je n'indique ici, et très sommairement, que la suite des faits de guerre qui après une résistance victorieuse des Serbes devaient aboutir à la conquête de la Serbie entière.

Les Autrichiens prirent l'offensive au milieu d'août. Ils franchirent tout d'abord la Save et la Drina, et furent repoussés par l'armée serbe à la bataille de Tser, premier épisode important de cette campagne. La Serbie fut pacifiée, et les Serbes victorieux s'avancèrent en Bosnie, menaçant Saraïévo.

Mais l'armée autrichienne reformée et notablement

renforcée, reprit l'offensive en novembre 1914 sous la direction du général Potiorek. Les Serbes, d'abord refoulés combattirent alors avec l'énergie suprême du désespoir. On se souvient de l'arrivée du roi Pierre, venu au milieu de ses soldats pour mourir avec eux. Electrisés par la présence de leur souverain, les Serbes accomplirent alors de véritables prodiges, et au moment où l'Europe entière pouvait les croire écrasés, ils culbutèrent dans le plus grand désordre un ennemi supérieur en nombre, auquel ils prenaient près de 60.000 prisonniers, plus de 100 canons, un matériel nombreux, et plusieurs drapeaux.

Belgrade, que les Autrichiens avaient occupée au début de cette deuxième offensive se trouvait libérée. Mais hélas, un ennemi plus dangereux alors s'abattit sur la Serbie reconquise ; dès le mois de décembre 1914, le typhus exanthématique faucha par milliers les vaillants soldats qui depuis deux ans tenaient la campagne. Des secours venus de France, d'Angleterre, d'Amérique, furent organisés de toutes parts, et le terrible fléau fut enrayé au prix d'efforts magnifiques et de dévouements sublimes des formations sanitaires accourues au premier appel du gouvernement serbe.

Les épreuves de ce peuple étaient cependant loin d'être terminées ; avec un indomptable courage, pressentant une nouvelle offensive de son implacable ennemi, la nation tout entière se dressa à nouveau, comprenant l'imminence du danger.

Les Bulgares, bien décidés à n'accepter aucun accord sur la question macédonienne, avaient gagné du temps pour préparer leur mobilisation, en négociant avec les Alliés, laissant pressentir leur intervention s'ils recevaient entière satisfaction. L'opinion publique serbe, d'accord avec l'armée, suppliait l'An-

gleterre, la Russie et la France, de ne pas ajouter foi aux atermoiements bulgares. Les Serbes proposaient d'envahir la Bulgarie avant que celle-ci eût terminé sa mobilisation. L'Angleterre ne le permit pas, et dès lors, en octobre 1915, l'Allemagne, plus libre désormais sur son front oriental, pouvait disposer d'effectifs importants à la disposition de son alliée pour une nouvelle campagne serbe, décidée en commun, avec l'armée bulgare qui devait envahir la Macédoine.

La tâche de l'armée serbe était au-dessus de ses disponibilités, en hommes et en armements. Il lui fallait tenir un front de 500 kilomètres contre les Autrichiens, de près de 200 contre l'armée de Mackensen, et tenir tête aux Bulgares sur des lignes de près de 500 kilomètres. Enfin les Albanais, constamment excités par les agents de l'Autriche et de la Bulgarie, devaient être surveillés, ce qui équivalait à plus de 200 kilomètres de frontière qui ne pouvaient rester complètement sans la présence de postes importants. Cet ensemble, avec plus ou moins de densité, représentait donc un front total de 1.500 kilomètres qu'il fallait tenir avec 250.000 hommes de troupes, merveilleuses il est vrai, mais dont l'incomparable valeur ne pouvait suppléer au nombre vraiment trop restreint pour la tâche à accomplir.

L'armée serbe remporta cependant plusieurs succès marqués au début, et il semblait que l'armée franco-anglaise envoyée par Salonique à son secours pourrait avoir le temps de la rejoindre ; il n'en fut pas ainsi malheureusement, des difficultés matérielles très grandes avaient retardé l'exécution du nouveau plan des Alliés, et les Serbes durent continuer à recevoir seuls le choc des trois ennemis ligués contre eux. Tout au plus le contingent franco-anglais réussit-il à contenir quelques éléments bulgares, mais l'armée serbe accablée par le nombre et l'artillerie

lourde, qui lui manquait totalement, dut se replier à travers l'Albanie.

La retraite de l'armée et des populations serbes restera dans l'histoire comme un exemple d'indomptable énergie; l'exode du roi Pierre et du vieux voïvode Poutnik, réduits à voyager dans la montagne presque déserte, souffrants de la faim et du froid et contraints de se réfugier chez les Alliés, comptera aussi comme un tableau de légende que l'histoire immortalisera.

Mais rien ne peut atteindre le courage des valeureux Serbes. Avec l'aide de la France, de l'Angleterre, de l'Italie même, plus de 150.000 soldats sont restés debout; après s'être reposés, reformés, les voici de nouveau à l'avant-garde de l'armée alliée dont la base est à Salonique. J'ai la conviction certaine, pour les avoir vus à l'œuvre, que leur volonté de fer saura les conduire à nouveau dans leur pays reconquis. On ne peut abattre pour longtemps de tels hommes : l'histoire ne leur doit-elle pas une magnifique revanche.

Ce peuple serbe si grand dans le malheur, n'a pas, été moins admirable au moment de ses succès. J'ai eu l'occasion d'apprécier, au cours des deux guerres balkaniques de 1912 et 1913, la façon dont étaient traités en Serbie les prisonniers et les blessés ennemis, et je ne crois pas qu'aucun peuple ait jamais montré plus d'humanité, plus de dévouement en face de l'infortune des vaincus. L'abnégation des femmes serbes, aussi stoïques dans le malheur que charitables aux temps des succès, a frappé tous les étrangers qui, comme moi, ont pu les voir à l'œuvre au chevet des blessés.

J'ai vu aussi à cette époque les malheureuses victimes des atrocités bulgares, et j'en ai conservé l'horrible vision. Il paraît bien prouvé aujourd'hui

que les Autrichiens aient voulu surpasser en horreur les ignobles carnages accomplis par les Bulgares. La Serbie entière a été ravagée, tous les troupeaux emmenés soit en Autriche, soit en Bulgarie, après le massacre presque total des populations rurales. Les vllles ont été relativement épargnées à cause de la présence des consuls des puissances neutres, mais à l'intérieur des colons germaniques ou magyars ont été chargés de tous les travaux agricoles indispensables au ravitaillement des empires centraux.

CHAPITRE II

La question macédonienne.

La Macédoine se trouve au centre même de la péninsule balkanique ; très fertile, située sur les voies qui conduisent de l'Europe centrale vers l'Archipel, elle fut de tout temps l'objet et le théâtre de luttes entre les différentes races qui se sont disputé la possession de la péninsule, et notamment entre les Grecs et les Romains.

Survint l'invasion turque ; la Macédoine devenue alors province ottomane, est restée jusqu'en ces dernières années partie intégrante de l'empire turc, alors que depuis longtemps, en Serbie, en Roumanie, en Bulgarie et en Grèce, les populations luttaient pour l'indépendance, et parvenaient enfin à s'affranchir de la domination de la Porte.

Mais dans ces différents Etats, les populations appartenant à la même race, ont pu s'unir pour lutter contre le suzerain ; suivant les mêmes aspirations, elles ont pu parvenir à les faire triompher peu à peu, tandis que les habitants de Macédoine, de mœurs, d'origines et d'aspirations très diverses, n'ont trouvé aucun lien de nature à les grouper contre le Turc. Désireux de s'affranchir, à l'exemple des Etats voisins, du rude joug musulman, ils n'ont cessé de s'entre-déchirer, et leurs rivalités furent toujours l'occasion

pour le Sultan d'intervenir à la façon que j'ai déjà décrite, c'est-à-dire en faisant massacrer tous ceux qui étaient considérés comme des éléments de discorde.

Les grandes puissances ont eu bien souvent à intervenir aussi pour éviter le retour de ces ignobles massacres qui désolèrent l'Europe jusqu'au seuil du xxe siècle. C'est à ces interventions répétées que la Macédoine doit d'avoir acquis en Occident sa triste notoriété.

On y trouve toutes les races balkaniques : Serbes. Grecs, Turcs, Bulgares, Koutso-Valaques et Albanais. L'histoire de la Macédoine se confond donc intimement avec celle de tous ces peuples, et il est fort difficile au point de vue ethnique de pouvoir apprécier les différentes prétentions que peut avoir chacun d'eux à revendiquer telle ou telle zone d'influence.

L'histoire même de la péninsule balkanique enseigne que Grecs. Serbes et Bulgares ont toujours lutté pour la conquête de la presqu'île.

Deux faits historiques se dégagent pourtant. En premier lieu. il est incontestable que les anciens Grecs ont autrefois dominé tout le pays ; et en second lieu il est également certain que les Turcs ont surtout conquis la Macédoine sur les Serbes qui, peu avant, la dominaient entièrement à l'époque du grand empire serbe de Douchane, dont la capitale était Uskub.

Les Bulgares de leur côté s'appuient sur une autre certitude, celle d'avoir dominé la Macédoine au xe siècle sous le tsar bulgare Samuel, puis au xiiie siècle.

En définitive, Grecs, Serbes et Bulgares peuvent paraître au premier abord avoir des titres sérieux à revendiquer la terre macédonienne. Des livres nom-

breux ont traité, dans plusieurs langues, cette étude ethnographique de la célèbre province. Aucun d'eux n'a pu affirmer la prépondérance bien nette de l'un ou l'autre de ceux qui revendiquent véhémentement une zone d'influence définie.

Je dois cependant signaler ici d'une manière très spéciale la campagne menée avec beaucoup d'habileté par les Bulgares dans la grande presse européenne, et par des publications très nombreuses, surtout en Occident, pour répandre et accréditer en Europe l'idée de la prépondérance de l'élément bulgare en Macédoine.

La Turquie a toujours redouté l'influence grecque dans cette province, et à juste titre, puisque le plus grand nombre d'habitants pratiquaient la religion grecque orthodoxe. Elle redoutait également l'influence des Serbes, qui les premiers dans l'empire ottoman, ont lutté pour l'indépendance. C'est pourquoi elle a favorisé la création d'un exarchat bulgare, pensant par là créer des divisions confessionnelles susceptibles d'affaiblir les influences grecques et serbes.

En 1870, l'Eglise autonome bulgare était proclamée par un firman du Sultan. C'est de cette époque que date réellement la propagande bulgare en Macédoine, pour laquelle d'énormes sacrifices ont été consentis.

Les comitadjis se sont dès lors multipliés avec mission d'imposer partout l'influence bulgare par les armes, pendant que de nombreuses églises et des écoles étaient instituées pour compléter la propagande. Des bandes grecques et serbes ont été alors constituées pour tenter de contre-balancer l'influence bulgare et depuis cette époque la Macédoine entière est le théâtre de luttes incessantes entre ces divers éléments. Le gouvernement bulgare a sacrifié des sommes beaucoup plus importantes à cet effet, il faut le reconnaître, et c'est pourquoi il revendique actuel-

CHAPITRE III

La question albanaise.

L'exemple de l'importance prise par la question de la Macédoine a certainement contribué à faire éclore les aspirations albanaises jusque-là non formulées, car la condition des Albanais, sous le régime turc, a toujours été très différente de celle des Serbes, des Grecs et des Bulgares.

C'est qu'en effet la majeure partie des Albanais a été convertie à l'Islam. La plupart des tribus acceptèrent le Coran pour conserver une sorte d'indépendance. Seuls les Mirdites, les Malissores, habitant une contrée très pauvre et presque inaccessible, ont pu conserver leur religion et ont vécu libres dans leurs montagnes, comme les Monténégrins.

Musulmans pour la plupart, les Albanais n'ont donc pas eu à souffrir ce que les autres races courbées sous le joug musulman ont enduré pendant plusieurs siècles; ceci explique pourquoi ils n'ont pas formulé plus tôt d'aspirations nationales nettement définies. Leur tempérament guerrier, analogue à celui des Monténégrins, que les Turcs n'ont jamais pu réduire, leur a fait accepter d'être les soldats les plus fidèles du Sultan, et ils ont de tout temps trouvé leur récompense dans une assimilation complète aux Osmanlis.

Les territoires occupés par les Albanais représentaient donc en Turquie d'Europe le véritable foyer musulman, que la Porte avait par conséquent le plus d'intérêt à conserver sous sa domination. Les Albanais formaient en outre les meilleures troupes turques qui s'illustrèrent en 1854 dans la résistance de Silistrie, restée célèbre.

On se trouve conduit à se demander pour quelle raison ces Albanais, fidèles défenseurs de l'empire ottoman, ont été amenés à souhaiter leur autonomie. C'est la révolution turque de 1908, à laquelle ils ont cependant collaboré, qui détermina leur volte-face.

Les Jeunes-Turcs leur avaient en effet promis que leurs anciens privilèges seraient respectés, en leur faisant observer que le nouvel état de choses éloignerait pour toujours des Balkans le contrôle de l'Europe et que par suite la Constitution provoquerait dans tout l'empire un retour à la véritable foi musulmane. On leur garantissait la plus complète liberté, l'exonération des impôts, le droit de s'administrer eux-mêmes, de conserver leur organisation en tribus, sans contrôle; on leur promettait même la continuation des larges subsides qu'ils étaient accoutumés de recevoir des anciens sultans.

Mais les Jeunes-Turcs n'ont tenu aucune des promesses faites aux Albanais, aux Arnautes, comme on les appelle dans les Balkans; habitués à la grande liberté, à leurs mœurs traditionnelles, ils n'ont pu accepter sans révoltes les mesures prises par les Jeunes-Turcs, qui réellement n'eurent pas la manière et se firent des ennemis irréconciliables des anciens défenseurs du khalifat. Ce fut le signal de la guerre civile qui éclata en 1910 et que Torghout Pacha réprima avec la plus excessive rigueur.

Cette répression féroce ne désarma pas cependant les Arnautes; ils n'eurent plus qu'une idée, se sépa-

rer de l'empire ottoman et constituer un programme d'autonomie. L'insurrection reprenait donc en 1911, mais cette fois avec un plan déterminé, basé sur un ensemble d'aspirations nationales, avec l'adhésion des Mirdites ou Albanais non musulmans. L'union nationale se faisait jour, laissant de côté les rivalités religieuses.

La Porte en accordant alors une autonomie relative aux Arnautes aurait probablement réussi à solutionner la question albanaise, mais les deux révoltes de 1910 et 1911, ainsi que les massacres de Macédoine, avaient attiré l'attention de l'Europe. Il était donc trop tard pour que le problème albanais puisse rester une question intérieure.

C'est qu'en effet deux grandes puissances, l'Autriche et l'Italie, se trouvaient intéressées à la solution du problème.

L'Albanie constitue en quelque sorte la clé de la maîtrise de l'Adriatique. L'Autriche, installée en Bosnie, ne pouvait rester indifférente aux soulèvements albanais et émettait déjà l'idée d'une sorte de protectorat en Albanie. L'Italie ne pouvait accepter la conception autrichienne, qui pouvait devenir pour elle une menace sérieuse le jour où Vallona se trouverait sous le contrôle de l'Autriche.

Et voilà pourquoi la question albanaise se trouvait être d'ordre international, même avant les guerres balkaniques de 1912-1913, qui eurent pour résultat, sous la pression de l'Autriche et la menace d'une guerre européenne, la constitution d'un royaume d'Albanie, décidée à Londres et à Bucarest en 1913.

Les événements ultérieurs n'ont apporté aucune contribution à la solution définitive de la question. Toutefois, le succès de la diplomatie autrichienne, en 1913, apparaît comme éphémère.

Les chancelleries alliées semblent disposées à maintenir un royaume d'Albanie, réduit cependant à la région centrale de l'Etat créé par les traités de 1912-1913. Le loyalisme d'Essad-Pacha au cours de la guerre actuelle trouverait ainsi sa récompense. Il paraît probable que la partie nord reviendra de droit à la Serbie, alors que la région grecque du sud de l'ex-royaume albanais pourra être attribuée à la Grèce, l'Italie obtenant sur la côte la zone stratégique qu'elle réclame.

CHAPITRE IV

Le démembrement de l'empire austro-hongrois et le programme yougo-slave. La question de l'Adriatique.

---

§ 1. — Panserbisme et trialisme.

Je ne veux ici en aucune manière me livrer au jeu du remaniement de la carte de l'Europe centrale. Toutefois le monde balkanique se trouve intéressé directement à la question posée actuellement concernant le démembrement de l'empire d'Autriche-Hongrie. Je dois donc à cet égard apporter quelques précisions et exposer le programme yougo-slave, défendu avec autorité par des publicistes de grand talent, aussi bien en France qu'en Angleterre et en Suisse.

L'empire austro-hongrois est formé, on le sait, d'un groupement de peuples différents : Allemands, Tchèques, Moraves, Slovaques, Polonais, Magyars, Croates, Slovènes, etc..., et deux seulement, d'après la Constitution de 1867, se partagent le pouvoir. Ce sont les Allemands en Autriche et les Magyars en Hongrie. Les autres, qui numériquement composent la majorité, ont toujours protesté contre l'oppression qui pèse sur eux. Ils réclament une Constitution sans

avoir jamais réussi à se grouper en un bloc unique pour l'imposer.

Parmi ceux-ci se distingue cependant un groupement dit des Slaves du sud, ou Yougo-Slaves, dont la cohésion, d'abord imparfaite, est devenue par la suite plus réelle, notamment depuis l'annexion de la Bosnie-Herzégovine.

C'est ce resserrement des liens de plus en plus étroits entre Slaves du sud qui, dès cette époque, détermine la politique chaque jour plus agressive de l'Autriche à l'égard de la Serbie. Les hommes d'Etat autrichiens dénoncent le péril serbe au moment précis où le gouvernement de Vienne, d'accord avec Berlin, décide d'étouffer le panserbisme.

On voit en effet au Ballplatz avec une inquiétude croissante l'influence de Belgrade devenir de plus en plus agissante dans les milieux yougo-slaves. Tous font, avec les Serbes, partie d'une même race, et les rivalités confessionnelles perdant beaucoup de leur acuité, le rapprochement d'abord très cordial entre les intellectuels serbo-croates se propage ensuite très rapidement parmi les populations.

L'inquiétude grandit encore à Vienne, au point de prendre des proportions telles que l'Europe entière paraît à la veille d'une conflagration générale. Mais les bruits de guerre s'apaisent bientôt pour faire place à un travail intérieur tendant à faire éclore la conception du trialisme.

Remettant à plus tard les projets d'écrasement de la Serbie, on cherche à remanier tout d'abord la monarchie dualiste, sans modification des frontières de l'empire. Nous sommes en 1909, l'émotion est profonde à Budapest où règne alors une grande effervescence dans les cercles politiques.

Le trialisme consistait, en principe, à créer un troisième Etat formé des provinces yougo-slaves, que

l'on aurait détachées de l'Autriche et de la Hongrie, sous le nom d'Illyrie, dont François-Joseph eût été roi, comme il était déjà roi de Hongrie ; on amputait celle-ci de la Croatie. Cette combinaison, fortement prônée à ce moment, était regardée par les hommes d'Etat autrichiens comme un moyen très sûr d'arrêter net les courants de sympathie de plus en plus intenses entre les Slaves du sud et les Serbes de Serbie. Mais la Hongrie se trouvait de ce fait isolée de la mer, et perdait une grande partie de son autorité dans le groupement. Aussi la lutte fut-elle vive à cette époque entre partisans et adversaires du trialisme.

Mais les guerres balkaniques et le triomphe des Serbes rendaient bientôt impossible la réalisation de cette conception. L'influence de Belgrade sur toutes les populations yougo-slaves devenant prépondérante, il fallait à tout prix susciter les plus grandes difficultés à la Serbie, et préparer sa conquête au plus tôt.

§ 2. — Vienne contre le serbisme. Rivalités confessionnelles.

C'est ainsi que l'Autriche imposa la constitution du royaume d'Albanie à la Conférence de Londres, où elle se montra intransigeante sur la question du débouché serbe en Adriatique. Les grandes puissances, désireuses d'éviter un conflit général, durent céder à la pression autrichienne. Le royaume d'Albanie fut créé à la tête duquel on plaça un prince allemand. Ainsi se trouvait constitué un foyer permanent d'agitation anti-serbe, que l'on n'a cessé d'entretenir jusqu'en ces derniers temps.

Au point de vue religieux, les intrigues du Ballplatz ne sont pas moins agissantes.

Les Slaves du sud, habitant des provinces encore

austro-hongroises, pratiquent pour la plupart la religion catholique romaine, tandis que ceux de Serbie sont orthodoxes. En outre, en Bosnie 35 °/₀ de la population est convertie à l'Islam, tandis qu'on compte 45 °/₀ d'orthodoxes, et seulement 20 °/₀ de catholiques romains.

Il faut avoir séjourné dans ces provinces pour être pénétré de l'action incessante des Autrichiens et des Magyars pour entretenir la haine religieuse entre les différentes fractions yougo-slaves. Les prêtres catholiques, dont l'autorité à Vienne est si puissante, ont reçu mission de démontrer d'une manière continue que les succès serbes constituent un triomphe de la foi orthodoxe. Des réguliers de tous ordres ont organisé, sous l'égide de Vienne, une violente campagne contre le serbisme. La pression énergique se fait à l'église, à l'école, au foyer, avec le concours le plus intime de l'Administration et de la police. Le bas espionnage, pratiqué dans tous les lieux publics par un nombre considérable d'agents provocateurs, le fonctionnement continu du Cabinet noir, tous les moyens les plus ignobles sont employés [1].

Il est indéniable que les rivalités confessionnelles ont retardé jusqu'à ce jour l'unification des Slaves du sud, mais à l'heure actuelle on peut les considérer comme n'ayant plus une réelle influence politique.

Je ne veux certes pas prétendre qu'elles n'existent plus, mais on est bien certain à Vienne qu'il ne faut plus compter comme auparavant sur une action réellement dissolvante des animosités religieuses.

D'ailleurs, la Serbie a étudié au préable, en vue d'annexions importantes, la question du statut reli-

1. Tout ceci concerne l'état de paix, mais depuis la guerre, les populations slaves d'Autriche-Hongrie vivent sous le régime de la terreur.

gieux des populations des territoires annexés. Son ministre à Paris, M. Milenko Vesnitch, l'un des plus remarquables hommes d'Etat qu'elle possède, a été chargé de négocier avec le Vatican, et a signé, au nom du gouvernement serbe, un Concordat qui date de 1914.

En ce qui concerne les Slaves devenus mahométans, la question est moins importante, car les musulmans qui habitaient en Serbie avant la guerre actuelle n'y étaient l'objet d'aucune tracasserie, et pratiquaient leur culte avec la plus entière liberté.

Le problème du groupement des Yougo-Slaves peut donc être examiné en dehors de toute préoccupation d'ordre religieux, quoiqu'on puisse objecter que le calme actuel n'est qu'apparent, ou même de circonstance.

Il est en effet bien peu probable que les causes d'ordre mystique ne produisent pas ici ce que de tout temps elles ont produit partout ailleurs. Ce n'est hélas que trop vrai ! Mais il était utile de noter ce fait qui n'est toutefois pas nouveau, de rivalités confessionnelles qui semblent s'apaiser subitement pour faire place à une ère de quiétude, de fraternité même, dont il est bien difficile de prévoir la durée.

Quoi qu'il en soit, les populations yougo-slaves qui n'ont pu, jusqu'ici, s'unir entre elles pour briser l'étreinte austro-magyare, de concert avec les autres membres de la grande famille slave de l'empire : Polonais, Tchèques, se trouvent aujourd'hui fraternellement unies, orthodoxes et catholiques. Par la voix de leurs popes, de leurs prêtres, ils proclament à l'Europe que les questions religieuses ont toujours été par eux subordonnées aux aspirations nationales. C'est ainsi que le bulletin yougo-slave publiait, le 15 octobre 1915, la confirmation suivante :

« Le 24 août 1915 eut lieu à Chicago une réu-
« nion des prêtres yougo-slaves des Etats-Unis
« (où la colonie yougo-slave est fort nombreuse).
« Catholiques et orthodoxes votèrent une résolution
« demandant la délivrance de tous les yougo-slaves
« qui sont un seul peuple par le sang, la langue, les
« aspirations, et leur réunion en un Etat indépen-
« dant. Les différences confessionnelles que l'on avait
« exploitées comme le plus grand obstacle à l'union
« nationale ne nous paraissent nullement, à nous,
« représentants des deux cultes existants, s'opposer
« au développement du peuple constitué en Etat. La
« Serbie et le Monténégro ont donné jusqu'ici un
« exemple de concorde fraternelle entre orthodoxes
« et catholiques vivant dans un même Etat. Nous
« déclarons ceci en notre nom et au nom de nos
« frères asservis d'Autriche-Hongrie, étant convain-
« cus qu'ils diraient la même chose s'ils pouvaient
« parler. »

On objectera évidemment que cette déclaration, malgré la dernière phrase, n'engage pas suffisamment ceux qui ne peuvent parler sans les plus grands dangers pour leur existence, c'est-à-dire popes et prêtres qui vivent en Autriche-Hongrie. Cette objection garde toute sa valeur puisqu'on ne peut mettre en face que des hypothèses.

§ 3. — Le programme yougo-slave. — La question de l'Adriatique.

Voici d'autre part le texte même du programme exposé dans la proclamation du Comité yougo-slave :

« L'Autriche-Hongrie et l'Allemagne ont imposé à la nation yougo-slave une guerre fratricide. Huit millions de yougo-slaves sont condamnés à combattre

leurs propres frères et libérateurs. Beaucoup ont été chassés du sol natal, ou mis à mort, tandis que les prisons regorgent de victimes politiques.

« Aujourd'hui le peuple yougo-slave ne peut donner de libre expression à ses vœux : ses assemblées sont dissoutes, de nombreux députés sont en prison ou assujettis à une surveillance rigoureuse.

« Ceux de nos jeunes hommes qui réussirent à s'échapper combattent dans les rangs serbes ou monténégrins. Nous, qui nous sommes trouvés à l'étranger au début de la guerre, nous sentons que notre devoir est de faire connaître au monde civilisé, les véritables sentiments et aspirations de notre peuple. Nos frères yougo-slaves d'Amérique, réunis en mars dernier à Chicago, en un Congrès de 563 délégués, ont adopté à l'unanimité notre programme.

« La conviction que l'Entente combat pour le triomphe du principe des nationalités, a inspiré les efforts surhumains de la Serbie et du Monténégro, et a permis à leurs frères de race, de l'autre côté de la frontière, de ne point perdre courage tout à fait.

« Pour la Serbie et le Monténégro, il s'agit d'une guerre de défense et de libération, non de conquêtes : ces Etats combattent pour affranchir notre peuple d'un joug étranger, et pour l'unir en une seule nation libre. La défaite militaire et politique de l'Autriche-Hongrie mettra fin pour toujours au système « diviser pour régner » qui a servi pendant des siècles à nous gouverner. Les Yougo-Slaves forment une nation unique, identique par la langue, les lois géographiques incontestables, et la conscience nationale. C'est seulement une fois unifiée que cette nation possédera les ressources nécessaires à une existence indépendante.

« Les yougo-slaves (Serbes, Croates, Slovènes) habitent les régions suivantes : les royaumes de Serbie et

de Monténégro ; le royaume tri-unitaire de Croatie-Slavonie-Dalmatie (avec Fiume et le district) ; les provinces de Bosnie-Herzégovine et de Carniole ; une part considérable des provinces d'Istrie, de Trieste, de Gorita-Gradiska, de Carinthie et de Styrie ; et enfin la zone yougo-slave de la Hongrie proprement dite.

« Perpétuer la désunion entre ces territoires en laissant un grand nombre d'entre eux sous la domination austro-hongroise, ou en portant même certains d'entre eux sous une autre domination étrangère, serait une violation flagrante de notre unité ethnographique, géographique et économique, et notre peuple y opposerait certainement la plus énergique et la plus légitime résistance.

« Le peuple yougo-slave aspire à unir ses territoires en un Etat indépendant. Les arrangements intérieurs y seront déterminés par la nation elle-même, selon ses propres aspirations et ses besoins.

« L'Etat yougo-slave sera un facteur d'ordre et de paix. En consacrant toutes ses énergies à la cause du progrès, il développera également les aptitudes maritimes bien connues de sa population. Ses ports seront ouverts au commerce de façon inconnue jusqu'ici, et grâce à eux se trouvera assuré le débouché de toutes les nations de l'hinterland, notamment des Tchèques et des Magyars. Notre peuple qui se rattache à plusieurs religions, et dont l'esprit de tolérance est bien connu, couronnera son unité nationale en assurant la complète égalité et liberté des cultes. Sûrs de la bienveillance de nos frères russes, nous faisons appel également aux sympathies de leurs alliés occidentaux dans notre lutte pour la liberté. »

Au premier abord, le programme yougo-slave semble résoudre le problème sans difficultés, puis-

qu'il donne satisfaction aux aspirations nationales d'après le principe même qui semble prévaloir présentement. Mais il ne démontre peut-être pas suffisamment l'accord complet entre les populations intéressées, qu'il est d'ailleurs impossible de consulter directement.

Les circonstances n'ont pas permis, à cause du régime de terreur qui règne actuellement, de faire apparaître aux yeux de l'Europe, les personnalités qui défendent ce programme, comme régulièrement mandatées par la majorité des populations appelées à participer au groupement préconisé. Personnellement j'ai la conviction très nette qu'il donnerait satisfaction à tous les intéressés, mais je manque peut-être de moyens de persuasion pour tenter de faire partager mon opinion personnelle.

Des personnalités d'une compétence et d'une autorité incontestables ont cependant fait cette tentative. M. Denis, professeur à la Sorbonne, en des articles remarquables parus dans la *Nation tchèque* a soutenu le programme yougo-slave avec le plus grand talent. Je n'avais pas à être convaincu, puisque je suis de ceux qui considèrent que la réalisation d'un grand royaume tchèque d'une part, et d'une grande Serbie englobant la majorité des Slaves du sud, d'autre part, contribuera très effectivement à barrer la route aux rêves d'expansion germanique.

Mais le programme yougo-slave tel qu'il est présenté est en opposition avec les aspirations de l'Italie, et notamment avec l'accord conclu entre cette puissance et les Alliés, au moment de l'intervention italienne dans le conflit actuel. Il renverse tous les plans politiques de l'Italie relativement à la question de l'Adriatique. C'est donc notre alliée d'au delà des Alpes qu'il faudrait rallier à la cause yougo-slave.

En ce qui concerne la Dalmatie, quel sera l'accord

italo-serbe qui en pourra régler le statut? C'est là une question très controversée dans les milieux intéressés et qui, par la suite, sera certainement la cause de sérieuses difficultés ; les négociations en cours entre les gouvernements serbe et italien n'impliquent d'ailleurs pas, *ipso facto*, l'accord de tous les Alliés relativement au problème de l'Adriatique qui met d'autres intérêts en jeu. Toutefois il m'est bien permis de souhaiter que si les diplomates appelés prochainement à régler toutes ces questions, s'écartent du principe des nationalités en faveur de la politique d'équilibre qui ne paraît pas complètement abandonnée, ce soit dans la plus faible mesure possible. Il ne faut pas, sous prétexte que les Serbes n'ont rien présentement sur la côte adriatique, qu'on se décide à leur accorder trop peu, là où des droits historiques et ethniques, difficilement contestables, devraient leur permettre d'espérer beaucoup de la part de grandes nations qui ont combattu au nom de la Justice et du Droit.

Je sais que les intérêts supérieurs de l'Europe sont engagés dans le règlement de la question adriatique, que d'autre part, on hésite à confier à la Serbie, puissance non maritime, un long littoral; c'est un point de vue que l'on peut aisément réfuter, car le projet séculaire de la Serbie de trouver des débouchés commerciaux sur l'Adriatique s'appuie sur des faits historiques incontestables, ...

. . . .

. . . .

. . . .

. . . . *Censuré* . . . .

. . . .

. . . .

. . . .

. . . .

La Serbie ravagée, décimée, ...
. . . . *Censuré* . . . .
. . . . a supporté tout le poids de la haine germanique dans les Balkans sans cesser d'être loyale. Le rôle des Alliés est donc tracé, il leur faut obtenir de l'Italie le maximum de sacrifices, en faveur des Serbes, sans méconnaître cependant que le rôle maritime de celle-ci dans la nouvelle Europe l'oblige à conserver de solides points d'appui.

L'Angleterre et la France semblent en effet avoir remis aux mains de la nation italienne la grande tâche de fermer au germanisme l'accès de la Méditerranée dans la partie adriatique. Le traité déjà conclu entre les Alliés et l'Italie ne fait aucun doute à cet égard. Le démembrement de l'Autriche-Hongrie en est le corollaire obligé, et la thèse italienne qui prévoit tout un nouveau programme adriatique, ne laisse aux Slovènes et aux Dalmates que la partie comprise entre Fiume et la Dalmatie, de même qu'elle ne prévoit pour les Serbes qu'un débouché au sud de la Narenta.

Les Italiens en affirmant les nécessités impérieuses de leur politique maritime, font remarquer que malgré l'importance de l'élément rural slave en Dalmatie, Latins et Dalmates ont vécu en harmonie pendant dix siècles de domination vénitienne. Ils ajoutent que lorsque le traité de Campo-Formio eut abandonné la Vénétie à l'Autriche, la Dalmatie entière protesta avec énergie, affirmant par des manifestations spontanées tout son attachement pour Venise.

Enfin suprême argument, Antonio Baïamonti proclame que :

« Tandis qu'au moyen âge des peuples, quoique non divisés par la langue et par le territoire, s'entre-déchiraient en luttes fratricides et remplissaient le

monde de leurs gestes sanglants ; tandis que l'esprit féodal régnait presque partout en maître et que les puissants, fiers et jaloux de leur position, foulaient aux pieds les déshérités en les privant de tout droit civil et politique, la Dalmatie offrait le spectacle merveilleux de deux races, qui, conduites sur ses rives, par des voies et des intérêts différents, vivaient depuis ce temps-là en un accord fraternel, bien que l'une fût cultivée et dominatrice, et l'autre ignorante et attachée à la glèbe. . . . .

. . . .

« Des siècles sont là qui témoignent de la droiture de notre jugement et de la sincérité de notre affection ; des siècles où nous aurions eu libre carrière de fausser la nature de nos frères slaves, et qui, au contraire, attestent éloquemment notre soin constant de les élever jusqu'à nous en partageant avec eux aussi bien le pain matériel que le pain de l'esprit. »

Tous ces arguments très judicieusement apportés en contribution à la thèse italienne peuvent être contestés, il suffit par exemple de relire avec attention l'histoire de Raguse et de sa rivalité avec Venise. Quoi qu'il en soit, les Italiens ne songent nullement à nier la prépondérance slave dans les territoires en litige qu'ils réclament seulement dans un but politique, et dans l'intérêt général de l'équilibre européen.

En face du programme italien, celui des yougoslaves envisagés comme formant une fédération comprenant les Serbes, Croates et Slovènes, réclame tout le littoral adriatique de l'Istrie aux rives monténégrines.

Ayant exposé les raisons que l'Italie met en avant, je cite sans commentaires celles que le comité yougoslave défend avec énergie :

« La question adriatique est un problème concernant l'Europe centrale et la Méditerranée. . . .

. . . .

. . . . *Censuré* . . . .

. . . .

. . . .

. . Pour cette raison, il est important pour tous les pays qui, par leur situation géographique, gravitent vers les côtes adriatiques septentrionales et orientales, pour atteindre les ports adriatiques, d'avoir à traverser, non les territoires de plusieurs Etats, mais d'un seul. Pour cette raison la zone côtière et celle de l'hinterland de l'Adriatique septentrional oriental doivent faire partie d'un même Etat. Si l'Italie obtenait quelque partie de la côte adriatique utilisable, elle monopoliserait injustement toute cette mer, ce qui provoquerait des conflits avec les yougo-slaves et, par ce fait, la possibilité d'une nouvelle poussée allemande vers le sud. Un accord italo-yougo-slave empêcherait cette éventualité désastreuse. Trieste, Fiume, Sebenico et Spalato sont quatre points principaux du problème adriatique. Ces quatre ports ont une importance en tant que ports commerciaux de leur hinderland. »

La proclamation du comité donne ensuite des renseignements détaillés sur ces quatre ports, exposant la nécessité de les conserver à la future nation yougo-slave dont ils assureraient le développement économique, puisque les ports méridionaux de Dalmatie sont tout à fait inutilisables.

Le manifeste ajoute que le peuple slave est en réalité le représentant de la vie commerciale et maritime sur toute la côte septentrionale et orientale de l'Adriatique. A Trieste et à Fiume, il y a plus de 20.000 marins slaves, et si à Trieste même on compte 60.000 yougo-slaves contre 115.000 italiens, l'hinter-

land de Trieste représente au contraire 225.000 yougo-slaves, et seulement 150.000 italiens. Il en est de même dans le district de Goritza. Enfin à Fiume, 25.000 italiens cohabitent avec plus de 45.000 slaves. C'est d'ailleurs le seul port qui puisse exister sur le littoral croate à cause des difficultés de terrain, et de la terrible « bora », vent du nord d'une force exceptionnelle.

En ce qui concerne la Dalmatie, l'appel des yougo-slaves est encore plus véhément, car sa richesse naturelle est dans l'exploitation de sa situation géographique comme littoral de la Bosnie et de la Serbie, et par suite des Balkans.

Sur les îles dalmates il y a 120.000 slaves contre 1.500 italiens, alors que pour la Dalmatie proprement dite on compte un demi-million de slaves, et seulement 20.000 italiens.

La thèse italienne et le programme yougo-slave sont donc en désaccord sur presque tous les points. Les revendications du comité yougo-slave ont été adoptées par le gouvernement serbe. Belgrade, en effet n'a pu qu'accueillir avec enthousiasme ceux qui venaient se joindre à la Serbie et qui, frères de race, demandaient résolument à former un groupement unique des Slaves du Sud. Mais la Serbie à côté de ses droits, a des devoirs à remplir envers les alliés, elle compte désormais comme une nation du grand groupement politique qui doit s'efforcer d'assurer la paix de l'Europe. Ce n'est pas en effet avec un comité qu'on discutera au moment de la paix : le différend italo-yougo slave n'existe pas officiellement, et le gouvernement serbe reste seul vis-à-vis de l'Italie et des alliés pour le régler au mieux des intérêts slaves.

La Serbie doit donc plus que jamais respecter les nécessités politiques d'intérêt général, et c'est ce

qu'elle a parfaitement compris en acceptant de régler le différend italo-serbe relatif à la question adriatique, avec l'esprit de sacrifice et de loyauté envers tous les alliés qui lui assurera l'estime de tous.

. . . .
. . . . *Censuré* . . . .
. . . .
. . . . les populations yougo-slaves, fédérées ou non, ne peuvent avoir aucun intérêt dans l'avenir à attaquer les côtes italiennes. . . . .
. . . .
. . . . *Censuré* . . . .
. . . .
. . . Que l'Italie s'assure dans l'Adriatique des points stratégiques, personne n'y peut contredire. Que la question de Trieste et de Goritza soit tranchée, et elle l'est déjà virtuellement, dans un sens favorable exclusivement aux intérêts italiens; . .
. . . .
. . . . *Censuré* . . . .
. . . . mais il faut souhaiter que le règlement de la question adriatique accorde aux Slaves du sud la majeure partie de leurs revendications pour éviter de susciter des rancunes qui ne s'apaisent jamais, et laissent subsister des ferments de discorde pour l'avenir.

A ce sujet, Crispi lui-même déclarait, dans un célèbre discours du 25 octobre 1889, que la politique italienne dans les Balkans devait avant tout favoriser les droits des peuples, et le développement progressif de leur autonomie. Il ajoutait :

« Cette politique n'est-elle pas la plus digne de « l'Italie, la plus conforme à ses origines et à nos « principes ; et réfléchissez bien, messieurs, que cette « politique n'est pas seulement celle des principes et

« des sentiments : elle est aussi celle des intérêts
« bien entendus. Les peuples balkaniques qui repré-
« sentent la jeunesse avec son inexpérience, mais
« aussi l'avenir avec ses forces et ses espoirs, n'ou-
« blieront pas le concours tutélaire que l'Italie leur
« aura prêté. »

Il est une autre raison, d'ordre économique, qui devrait interdire aux Italiens toute idée de conquête sur les Yougo-slaves. Ceux-ci en effet leur fourniront par la suite des débouchés importants pour leur expansion commerciale, et ils s'y prêteront d'autant plus volontiers que les relations politiques seront meilleures.

CHAPITRE V

Les chemins de fer balkaniques

Pour réaliser sa politique d'expansion orientale, l'Autriche devait nécessairement s'attaquer aux intérêts slaves. Il lui fallait donc attendre le moment où la Russie serait occupée ailleurs pour mettre à exécution son entrée en lutte contre les Serbes. C'est ainsi que l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, corollaire de la Révolution turque de 1908, fut accomplie le 6 octobre alors que la Russie, à la suite de ses échecs contre le Japon, n'était pas préparée à une guerre que l'intervention annoncée de l'Allemagne eût transformée en conflit européen.

Mais le traité de Berlin avait déjà donné à l'Autriche-Hongrie le droit d'occuper et d'administrer la Bosnie et l'Herzégovine, et même d'occuper au besoin le sandjak de Novi-Bazar, c'est-à-dire le passage de Bosnie en Vieille-Serbie, et de là vers Salonique. C'était pour l'Autriche la voie ouverte à une expansion économique en Orient qu'il fallait organiser en construisant des voies ferrées pour coloniser les pays balkaniques.

Ce fut en effet le programme qu'adopta le gouvernement de Vienne. Une première conférence eut lieu quelques années après la conclusion du traité de Berlin, dont l'article 10 avait prévu l'achèvement du

raccord du réseau turc avec les réseaux serbes et autrichiens.

Deux lignes furent alors projetées, reliant l'une Vienne à Constantinople par Belgrade, Nich, Sofia, Philippopolis et Andrinople, qui est aujourd'hui réalisée, et l'autre reliant Vienne à Salonique directement, et qui n'a pas été mise à exécution, le tronçon turc et le tronçon autrichien n'ayant pas été raccordés.

La jonction de ces deux tronçons d'Uvac à Mitrovitza favorisait surtout les Germaniques de la monarchie dualiste, au détriment des intérêts purement hongrois, et surtout des intérêts français et italiens. C'était un avantage incontestable pour le commerce allemand tendant à germaniser le port de Salonique au détriment de Brindisi, et permettant aux Allemands par la Méditerranée d'accéder en Asie Mineure et en Extrême-Orient.

Il fallait donc trouver un contre-projet aux chemins de fer autrichiens, ce fut la ligne Danube-Adriatique, que non seulement les Slaves, mais tout le monde balkanique adopta dès lors, sans qu'on se soit mis d'accord pour déterminer un tracé définitif.

Le Monténégro préconisait, bien entendu, la ligne dont le terminus est à Antivari, et qui ferait la fortune du pays. Cette ligne, passant à Mitrovitza, devait suivre la vallée de l'Ibar, toucher Podgoritsa, puis Vir-Bazar et Antivari.

Les Serbes, au contraire, pour éviter des négociations avec l'Autriche, préconisaient avant les guerres balkaniques un tracé plus méridional, passant par Prichtina, Prizrend, longeant la vallée du Drin, et aboutissant soit à Antivari, soit à Saint-Jean-de-Medua.

Enfin la Bulgarie voulait éviter tout passage par la Serbie avant que Skoplié (Uskub), soit devenu serbe, et préconisait dans ce but le prolongement de sa ligne Sofia Kustendil à Uskub par Koumanovo.

Les guerres balkaniques ont modifié quelque peu toutes ces conceptions ; toutefois les grandes puissances intéressées à la création d'une grande ligne Danube-Adriatique étaient décidées à favoriser financièrement le projet le plus conforme aux divers intérêts en présence.

La Conférence de Londres a sanctionné le tracé du nouveau chemin de fer, qui, passant par Prichtina, doit aboutir à la côte Adriatique un peu au nord de Saint-Jean-de-Medua. Une ligne transversale doit relier Ipek à Prizrend. Mais il est toutefois possible, sinon certain, que le prochain traité de paix apporte quelques modifications de détail au projet adopté à la Conférence de Londres, puisque la Société déjà créée pour la construction et l'exploitation de cette ligne n'a pas eu le temps d'entreprendre ses travaux avant la guerre actuelle.

Je dirai un mot en terminant sur l'affaire des Chemins de fer orientaux. On sait qu'un tronçon reliant Nich à Salonique était exploité avant les guerres balkaniques par la Compagnie des chemins de fer orientaux, dont l'Autriche détenait la majorité des actions.

La Serbie ayant reçu après la paix de Bucarest la plus grande partie des territoires traversés par cette ligne, se trouvait par suite dans une situation délicate, car le gouvernement autrichien avait tout d'abord opposé un refus catégorique aux demandes du gouvernement serbe. C'est seulement en mai 1914 qu'un accord austro-serbe solutionna la question en rétrocédant à la Serbie toute la partie du tronçon qui se trouvait sur son territoire, moyennant une indemnité de rachat de 40 millions.

Je termine ainsi l'exposé des différents problèmes balkaniques qu'il était utile de connaître avant d'aborder l'étude plus détaillée des différents pays qui composent la péninsule.

LIVRE III

LE ROYAUME DE ROUMANIE

CHAPITRE I

La race roumaine.

§ 1. — **Esquisse géographique.**

La Roumanie actuelle est limitée au nord-ouest par la chaîne des Carpathes qui constitue la frontière hongroise ; au nord par le Pruth (affluent du Danube) qui forme la frontière russe ; au sud par le Danube qui la sépare de la Serbie depuis Verciorova jusqu'au Timok, et de la Bulgarie depuis le Timok jusqu'à la ligne conventionnelle fixée par le traité de Bucarest 1913, enfin à l'est, par la mer Noire.

Le royaume de Roumanie se compose essentiellement des deux anciennes principautés : la Valachie et la Moldavie, et de la province Dobroudja, cédée aux Roumains par le traité de Berlin en échange de la Bessarabie.

La Valachie, composée des deux provinces : Munténie et Olténie, est une des plus fertiles contrées de

l'Europe, traversée par le Danube, dont elle possède à elle seule plus du tiers.

La Moldavie, moins étendue et moins peuplée, est cependant très fertile, et possède des richesses naturelles importantes.

Quant à la Dobroudja c'est une province marécageuse, mais déjà partiellement assainie, et qui renferme des gîtes minéraux de grande valeur. Elle possède d'ailleurs Constantza, le seul grand port roumain sur la mer Noire, appelé prochainement à concurrencer Odessa.

Quoique la latitude de la Roumanie corresponde à celle de l'Italie du nord, son climat offre les particularités et les températures extrêmes du régime continental : le printemps y est presque inconnu ; à l'été tropical succède, sans transition notable, l'hiver souvent très rude, et le Danube gèle presque chaque année pendant deux à trois mois.

Le Danube qui prend sa source en Allemagne dans la forèt Noire, vient baigner les côtes méridionales de la Roumanie, depuis Verciorova jusqu'à la mer Noire, et sert de frontière naturelle entre la Roumanie et les Etats balkaniques.

Immense artère de la navigation, il relie la Roumanie au centre de l'Europe d'une façon directe, et par la mer Noire il la relie au reste du monde. Cette situation géographique incomparable est une des causes les plus réelles du développement économique si remarquablement rapide du jeune royaume.

Mais les populations roumaines n'habitent pas seulement le royaume de Roumanie, plus de trois millions de Roumains vivent en Transylvanie, en Bukovine, en Bessarabie et même en Macédoine, où sous le nom de Koutzo-Valaques ou d'Arroumains, ils ont pu conserver la langue et les traditions nationales.

L'agglomération la plus importante de Roumains

extra muros se trouve dans la province, encore hongroise, de Transylvanie, leur nombre y dépasse certainement deux millions et demi.

La Transylvanie est un plateau circulaire d'une altitude moyenne de 500 mètres, très accidenté, entouré de montagnes de tous côtés, que l'on peut aborder assez facilement à l'ouest, mais qui fortement escarpées à l'est et au sud, dominent les plaines de Moldavie et de Valachie, rendant tout passage très difficile. On conçoit donc que cette situation géographique soit très favorable à la défensive contre toute attaque des armées russes ou roumaines.

Le plateau de Transylvanie est formé de plusieurs bassins isolés les uns des autres, et habités par des populations de races diverses, mais où cependant dominent les Valaques et les Magyars ; on y rencontre aussi en assez grand nombre des Allemands, descendants des colonies saxonnes du XIe siècle.

A première vue, l'élément magyar semble avoir la prépondérance, car les Hongrois s'efforcent de nationaliser cette province par tous les moyens propres à faire disparaître la langue et les mœurs des Valaques. Ceux-ci n'ont jamais cessé de revendiquer leur autonomie, nous saurons prochainement si leurs aspirations nationales ont été satisfaites par leur réunion aux Roumains de Roumanie, que réclament aussi ceux de Bukovine.

§ 2. — **Ethnographie.**

L'origine latine des Roumains est encore assez controversée. L'ancienne Dacie qu'ils habitent aujourd'hui fut occupée vers l'an 106 de l'ère chrétienne par des colonies militaires envoyées par l'empereur Trajan. Ces colons, se fixant en Dacie y propagèrent le langage et les mœurs des Romains.

La théorie la plus accréditée parmi les historiens paraît être celle de la fusion de plus en plus intime des éléments autochtones et des colons romains, d'où serait issu le peuple roumain qui depuis lors a toujours gardé conscience de son origine et de son unité.

On conserve à Bucarest, au Musée, les bas-reliefs d'une colonne, dite colonne de Trajan, de 40 pieds de haut, élevée à la mémoire de l'empereur romain, pour perpétuer le souvenir de son triomphe sur les Barbares.

De nombreux monuments conservés attestent, en outre, que bien avant les invasions des Goths, les Roumains s'étaient convertis au christianisme.

Il est à peu près certain qu'à l'époque des premières invasions barbares qui dévastèrent tout sur leur passage, anéantissant les villes romaines, les ancêtres des Roumains se sont réfugiés dans leurs montagnes, qu'ils ne quittèrent que lors de l'arrivée des Slaves.

En effet les envahisseurs slaves ne furent pas des conquérants, mais très vraisemblablement des peuples trop à l'étroit chez eux, venus là après tant d'autres, attirés par la fertilité du sol que les hordes barbares n'avaient fait que traverser, et que les Roumains n'avaient quitté que momentanément.

Les Slaves s'étaient donc installés sans luttes, et quand les anciens possesseurs descendirent de leurs montagnes, au lieu de combattre, on vécut ensemble.

Le Slave a donc exercé au point de vue ethnique une influence très importante sur les Roumains ; il en est de même de la langue, ainsi que le prouve nettement la terminologie géographique roumaine.

Toutefois, et d'une manière indiscutable, l'influence slave n'a pas modifié sensiblement l'ossature latine du Roumain.

L'influence ethnique des Turcs est restée nulle, il ne pouvait en être autrement, puisqu'en somme il n'y a jamais eu réellement contact prolongé.

Lors de la domination turque, ce sont en effet les phanariotes grecs qui administrèrent les provinces roumaines, et qui, dans les dernières années surtout, se sont alliés aux grandes familles du pays. Gens habiles, d'esprit pratique et supérieur, leur influence sur l'esprit roumain a été considérable.

Ce n'était d'ailleurs pas là le premier contact de la race roumaine avec les Grecs, les Byzantins avaient jadis exercé sur eux une influence ethnique certainement appréciable.

La population du royaume de Roumanie, en augmentation constante, atteint actuellement sept millions d'habitants. Son accroissement rapide est dû surtout à l'excès des naissances sur les décès ; c'est ainsi que la population s'est accrue de près d'un million d'habitants depuis 25 ans.

L'élément essentiellement roumain représente plus de 90 °/₀ du nombre total des habitants. A part 300.000 israélites, qui pour la grande majorité sont établis dans le nord de la Moldavie, et 50.000 mahométans qui sont installés en Dobroudja, les étrangers habitent surtout les villes ou les centres industriels qui les ont attirés dans le pays.

§ 3. — Mœurs et coutumes roumaines. La langue et la littérature.

Depuis la libération, la nation roumaine ne cesse d'évoluer dans l'ordre économique ; il en résulte par suite une transformation rapide de l'existence des populations.

Hier, peuple de bergers, les Roumains développent leur agriculture, la vie au village est alors celle des

populations agricoles. Puis l'industrie prend naissance ; les sources pétrolifères reconnues, des exploitations d'abord très réduites, prennent très rapidement des proportions imposantes, et telles que d'ici peu d'années les sondes roumaines verront leur production supérieure à celles des sources de Galicie.

Toujours agriculteurs, les Roumains deviennent d'adroits industriels, et s'organisent avec une inlassable activité pour exporter leurs produits. Les routes, les voies ferrées se multiplient, les ports s'outillent, une flotte marchande est créée.

Mais cependant c'est encore la grande majorité de la population qui s'adonne à l'agriculture. La classe instruite fournit surtout des fonctionnaires, et en Roumanie leur nombre est considérable, à tel point qu'un proverbe roumain, parfaitement justifié, se traduit ainsi : « Le Roumain naît boursier, vit fonctionnaire, et meurt pensionnaire ».

Si j'excepte donc les deux cent mille roumains exerçant des professions libérales, les fonctionnaires, et environ cent mille ouvriers ou employés dans l'industrie, les Roumains peuvent encore, pour longtemps peut-être, se classer nettement en propriétaires et paysans.

Le paysan, agriculteur ou berger, est laborieux, se nourrit de peu, et ne se départit de sa sobriété qu'aux grands jours de fête.

La religion orthodoxe, avec ses périodes fréquentes de jeûne prolongé, astreint nécessairement à la sobriété.

Le paysan roumain se nourrit surtout de maïs, d'oignons et de piments ; son seul plat, la « mamaliga » est une farine de maïs qu'il fait cuire en la barattant à l'aide de deux bâtons, et qui forme une pâte jaunâtre qu'il partage en tranches.

La vie au village roumain est calme, paisible, comme chez tous les peuples agricoles. Les habitations sont très primitives et très rustiques, en bois ou en terre suivant que l'on se trouve en montagne ou en plaine.

La maison s'élève généralement à l'intérieur d'une cour entourée d'une palissade faite de branches tressées. Les règlements de police sanitaire interdisent maintenant les anciennes huttes malsaines que les paysans les plus miséreux habitaient autrefois, et qui se composaient d'un trou creusé dans le sol, abrité par un toit de branches tressées.

Le type commun de maisons de paysans est très bas, mal aéré, par de petites fenêtres étroites, mais l'intérieur est propre, presque luxueux même pour des paysans.

Les anciennes demeures des boyards étaient de véritables forteresses pouvant défier la police et la justice princières. L'hospodar pouvait au besoin fermer ses portes et vivre des mois entiers avec ses gens, sans communiquer avec l'extérieur.

A côté des habitations, écuries et remises, se trouvaient en effet, outre les jardins, la boulangerie, l'atelier de maréchal-ferrant, de corroyage, des tailleurs, blanchisseurs, etc. Les boyards soutinrent souvent de véritables sièges à l'abri de ces forteresses organisées.

Le paysan du Danube, tel que le représente l'antique légende, n'existe pour ainsi dire plus; on ne trouve plus sur les bords du grand fleuve que des pêcheurs groupés en hameaux. Ceci s'explique par ce fait que le Danube, grâce aux travaux considérables qui l'ont rendu pratiquement navigable, est devenu depuis quelques années une des plus grandes artères de la vie économique internationale.

Les Roumains ont conservé de leurs ancêtres ro-

mains, le goût de la parade, du faste, de la grande pompe, avec le maximum de luxe déployé.

Toutes les cérémonies : fiançailles, baptêmes, mariages, enterrements, sont toujours prétextes à des manifestations symboliques pour lesquelles chaque famille déploie un luxe généralement supérieur à ses ressources.

Au village, le désir de paraître se traduit par la richesse des costumes aux tonalités éclatantes, mais qui décèlent cependant une recherche artistique indéniable. Les broderies roumaines sont d'ailleurs renommées, et celles des paysannes ne sont pas les moins remarquables.

A la ville, le goût de la parure est plus développé encore, en particulier l'amour inconsidéré des bijoux que l'on constate même chez les hommes souvent parés de bracelets et autres joyaux de prix, ce qui fait qu'à cet égard on les associe par la pensée aux Américains du Sud.

Toutefois cet amour de la splendeur n'est pas le seul héritage qu'ils tiennent des Romains; comme eux ils ont l'esprit d'organisation, l'amour des grandes choses, des vastes entreprises, en un mot, ils voient grand.

Le roumain est une langue essentiellement latine, malgré la présence dans le vocabulaire de mots slaves, grecs et turcs. La tradition orale s'est perpétuée à travers les siècles en langue essentiellement romane, et les vieux proverbes latins ont tous leur analogue en roumain pittoresque.

L'esprit populaire n'a d'ailleurs jamais cessé d'être en contact avec la culture latine, d'abord par l'intermédiaire des prêtres transylvains venus à Rome, puis par les jeunes Roumains des principautés qui venaient y terminer leurs études; enfin par les littérateurs pour qui Rome était le pèlerinage artistique obligé.

L'influence de la civilisation française est également très nette sur l'esprit populaire roumain. D'abord propagée dans les principautés à l'époque de la Révolution française par les Phanariotes eux-mêmes, elle exalte les aspirations nationales. Puis surviennent les campagnes de Napoléon qui ont surexcité d'ailleurs toutes les populations asservies par les Turcs, et n'ont pas peu contribué, en particulier, à entretenir parmi les populations roumaines les idées de libération qu'un avenir prochain allait voir se réaliser.

Les plus grands écrivains roumains se sont illustrés en défendant la rénovation de la patrie roumaine.

Nicolas Balcesco, l'un des plus célèbres historiens roumains, qui réclame un des premiers l'union des deux principautés; Jean Héliade Radulesco qui rassemble les vieilles légendes et exalte le génie latin de la race; Georges Assaki, fondateur du théâtre national, et dont Jassy possède une fort belle statue; le grand poète Jean Vacaresco, et enfin le poète transylvain André Muresiano, dont l'ode célèbre *Réveille-toi, Roumain, de ton sommeil de mort* a exercé au siècle dernier une influence prépondérante sur les destinées du pays. Mise en musique, elle a joué le rôle d'une véritable *Marseillaise* roumaine.

§ 4. — La constitution de l'État roumain.

Après les invasions, les Roumains des deux côtés des Carpathes où ils s'étaient réfugiés à l'arrivée des hordes barbares, se réunirent à nouveau en se groupant en petits États formant d'abord la Valachie, puis la Moldavie.

Valaques et Moldaves, après des luttes incessantes contre les Hongrois et les Polonais, résistent à l'invasion des Tartares, mais succombent devant les armées

turques, et sont contraints, vers 1520, d'accepter la suzeraineté du Sultan.

Apparaît alors le grand héros roumain du XVIe siècle, Michel le Brave, qui parvient à reformer le bloc de toutes les terres roumaines, c'est le précurseur de Bratiano (l'oncle du ministre actuel), qui devait plus tard réaliser la constitution définitive de l'Etat roumain.

A la mort de Michel le Brave, la Roumanie, traquée de toutes parts, se met sous la protection des Turcs, c'est le début de la période *phanariote*.

Le Sultan exerçait le pouvoir princier en Valachie et Moldavie par l'entremise de princes choisis parmi les phanariotes, riches financiers grecs habitant le faubourg de Constantinople appelé le Phanar.

Le titre de prince s'achetait un million de francs environ, plus un tribut annuel; le Sultan avait ainsi trouvé un moyen pratique de s'assurer des revenus merveilleux.

Les Phanariotes promus princes valaques ou moldaves entendaient faire une opération commerciale; ils récupéraient donc le prix de leur charge en pressurant le pays par tous les moyens, car le Sultan, voulant renouveler le plus souvent possible les titulaires pour recevoir plus fréquemment le prix de ces charges, obligeait ainsi les princes à réaliser au plus vite.

Ceux-ci faisaient donc percevoir les dîmes sous la protection des troupes turques; les paysans étaient traqués sans cesse, et les insurrections toujours réprimées dans le sang.

La population, lasse de ce régime, se souleva à différentes reprises, d'abord sans succès, et enfin en 1821 une révolution appuyée par la Russie mit fin au règne des princes grecs. Celle-ci imposa aux Turcs de laisser aux principautés roumaines le droit de choisir des princes indigènes.

Mais le protectorat de la Russie leur pesait, les grandes puissances, et notamment la France, interviennent, c'est le traité de Paris (1856) qui fait cesser le protectorat russe, et maintient la suzeraineté de la Turquie en permettant aux Roumains de réaliser l'union des principautés, et d'élire leur prince.

Les assemblées de Jassy et de Bucarest élirent simultanément le même prince, le colonel Couza (1859) reconnu par la Turquie en 1861 avec l'assentiment de l'Europe.

Le règne de Couza fut fécond en réformes les plus diverses ; il entra de suite en lutte avec le parti des boyards qui s'opposaient par principe à toutes les innovations dues à l'influence française propagée par le prince, encouragé par Napoléon III.

L'administration, l'armée, les arts, la littérature, tout évoluait rapidement sous l'égide de la civilisation française, mais Couza, traqué par les boyards dont il avait tenté d'abolir les privilèges, fut contraint d'abdiquer en 1866.

C'est alors que l'influence de Napoléon III sur le jeune État roumain s'exerça d'une manière radicalement opposée aux intérêts français.

Lorsque après l'abdication de Couza, l'Assemblée nationale roumaine fut appelée à élire un nouveau prince, les hommes d'État roumains proposèrent le prince Philippe, comte de Flandre, frère du roi de Belgique Léopold II, c'est-à-dire le père du roi actuel Albert.

Mais Napoléon III eut l'idée de susciter un autre candidat : il indiqua en effet le second fils du prince Antoine de Hohenzollern, le prince Charles.

Le roi de Prusse hésitait à donner son consentement, sans doute pour mieux décider son impérial « ami » à appuyer chaleureusement la candidature de Charles de Hohenzollern. L'Assemblée roumaine

ratifia le choix de Napoléon III, et le 12 mai 1867 la dynastie des Hohenzollern s'installait sur le trône roumain qu'elle occupe encore actuellement.

En considérant que le Danube prend sa source en Allemagne pour terminer son cours sur les rives roumaines, on pouvait craindre que cette liaison naturelle entre la Roumanie et l'empire allemand fût rendue plus définitive par ce lien dynastique entre les deux Etats.

Les événements politiques n'ont pas justifié complètement ces appréhensions. Le long règne du roi Charles, dont l'œuvre est véritablement remarquable, a eu les plus heureuses conséquences pour le jeune État. Il fut l'organisateur pondéré qu'il fallait aux Roumains pour modérer leurs conceptions quelquefois trop hardies : il fut d'autre part un administrateur sévère, qui eut le rare mérite de savoir s'élever au-dessus des luttes politiques, sans dévier jamais de la ligne de conduite qu'il s'était tracée. Mais il a su comprendre avant tout que, souverain d'un peuple d'origine latine, il devait s'appliquer à paraître dans toutes circonstances dévoué aux seuls intérêts roumains, en cherchant à acquérir le maximum d'indépendance vis-à-vis de son pays d'origine et de ses attaches dynastiques. Sa politique, pourtant nettement appuyée sur la Triple Alliance, a su rester purement roumaine.

En montant sur le trône, le jeune prince Charles prenait en mains une lourde tâche, car il n'avait ni les sympathies de son peuple, ni celles des Etats voisins.

Ses premières réformes eurent pour effet de liguer contre lui les hospodars dont il avait aboli les privilèges. Leur parti entama dès lors une lutte sourde contre le prince.

Survint la faillite du banquier allemand Strousberg,

concessionnaire des chemins de fer roumains, qui suspendait le paiement de ses coupons; on en fit grief au prince, et le peuple, soutenu par le parti des boyards, manifesta dans la rue. Charles I[er] menaça alors d'abdiquer, ce qui eut pour effet de calmer les passions politiques.

Dès lors, le prince, décidé à s'affranchir définitivement de la suzeraineté turque, entreprend avec ardeur la réorganisation de l'armée pour être prêt à jouer un rôle dans les conflits imminents entre la Russie et la Turquie.

Bientôt éclate la guerre russo-turque, et en 1877 l'armée roumaine, forte seulement de 50.000 hommes et de 180 canons, décide de la victoire de Plevna au moment où les Russes commençaient à faiblir.

Le traité de Berlin qui sanctionna cette guerre consacrait l'indépendance de la Roumanie dès lors constituée en royaume, mais lui enlevait définitivement la Bessarabie réclamée par les Russes qui lui donnaient en échange la Dobroudja.

La politique de Charles I[er] durant tout son règne tendra à maintenir la paix et à organiser le royaume en Etat moderne, politique fermement nationale quoique nettement appuyée sur la Triple Alliance jusqu'aux récentes guerres balkaniques.

Il avait semblé qu'après le traité de Bucarest, la politique roumaine allait suivre une orientation nouvelle basée sur un rapprochement sensible entre Pétrograd et Bucarest. Mais l'heure n'était pas sonnée encore de la réconciliation avec l'Empire russe; là encore l'influence allemande n'avait pas encore perdu tout son prestige.

La mort du vieux souverain, après un règne de près de cinquante années, a fait monter sur le trône son neveu, le prince Ferdinand, Hohenzollern il est vrai, mais marié à une princesse anglaise.

Le nouveau roi, malgré ses origines et son éducation allemande, a toujours fait montre de sentiments très nettement roumains.

Tant que les armées austro-allemandes n'eurent pas subi d'échecs militaires véritablement appréciables, le roi de Roumanie a continué à maintenir une neutralité dont les effets financiers seront appréciés ci-après lorsque j'étudierai les finances du royaume roumain.

Le 28 août 1916, la Roumanie est venue prendre sa place aux côtés des Alliés, dans la grande guerre européenne, dans le but nettement défini de réaliser ses légitimes aspirations nationales.

Cette décision honore grandement le monarque roumain qui sacrifie ainsi loyalement tous liens de parenté à ses devoirs de souverain d'un peuple qui s'est toujours montré dévoué à sa dynastie.

§ 5. — **La Religion**.

La religion d'État est celle de l'Église orthodoxe grecque ; elle était soumise au patriarcat de Constantinople, mais en 1864 la Roumanie déclara son Eglise indépendante et nationale, après avoir constaté que le patriarche secondait les vues politiques ambitieuses de la Grèce.

L'importance spirituelle du patriarcat de Constantinople a donc beaucoup diminué au fur et à mesure que les provinces turques se sont émancipées politiquement, car à l'exemple de la Russie qui est depuis longtemps autocéphale, et de même que les orthodoxes d'Autriche et de Hongrie, les royaumes de Roumanie, de Serbie, de Bulgarie et du Monténégro possèdent maintenant leurs Eglises nationales.

Seuls, les Grecs, dans toute la péninsule balkanique, continuent à reconnaître l'autorité spirituelle du

patriarche de Constantinople, ce qui se conçoit aisément, puisque tous les fonctionnaires du patriarcat sont eux-mêmes Grecs.

Mais la réforme religieuse accomplie en Roumanie en 1864, avait eu pour conséquence la confiscation des biens conventuels effectuée au profit de l'Etat, ce qui permit de reprendre aux moines grecs et russes une grande partie de la propriété foncière qu'ils détenaient.

Cette mesure ramenait dans les caises de l'État des ressources qui lui permirent de faire face aux dépenses énormes que nécessitait la réorganisation du royaume; elle fournit en outre au prince Couza le moyen de faire répartir des terres aux paysans libérés qui, au nombre de quatre cent cinquante mille, reçurent environ trois millions d'hectares.

L'indépendance religieuse étant assurée, l'Etat roumain organisa l'autorité ecclésiastique sous le contrôle du pouvoir législatif. Le chef de l'Eglise roumaine est le Métropolitain primat, qui réside à Bucarest. Il est élu par les Chambres, avec la sanction du roi, et cette sanction royale suffit seule à démontrer l'absence de tout fanatisme religieux en Roumanie, puisque c'est un souverain d'origine protestante qui peut intervenir directement dans la désignation du chef de la religion nationale, alors que dans l'Etat voisin, la Bulgarie, le roi catholique, Ferdinand, fut amené à faire embrasser à son fils la foi orthodoxe pour mieux affermir la dynastie des Cobourg sur le trône bulgare.

La Roumanie est en effet un des pays les plus tolérants d'Europe, ce qui tient vraisemblablement à ce que la religion nationale est celle de plus de 90 p. 100 des Roumains.

CHAPITRE II

Les rouages politiques. — Les finances. Les villes roumaines.

§ 1. — La Constitution. — Les partis politiques en présence.

J'ai indiqué déjà que l'Assemblée nationale roumaine de 1866 avait tout d'abord élu prince de Roumanie, le frère du roi Léopold II de Belgique. Et comme décidément la Belgique était à l'ordre du jour à cette époque, la Constitution qui fut votée la même année, a été édictée sur le modèle de la Constitution belge de 1831.

La Roumanie contemporaine est donc une monarchie constitutionnelle caractérisée par le souci d'asseoir la nouvelle dynastie sur des bases solides. Depuis cinquante ans qu'elle est en vigueur, elle n'a été modifiée que deux fois, et très légèrement ; une première fois en 1879 à la suite des résolutions du Congrès de Berlin relativement à la situation des étrangers, et plus tard en 1884, en ce qui concerne la loi électorale.

La Constitution assure la liberté individuelle et la liberté de conscience, ainsi que la libre pratique de tous les cultes qui ne troublent pas l'ordre public. Elle garantit la liberté de la parole et de la presse à

tous les habitants, qui d'ailleurs en font un usage immodéré. La censure sous aucune forme ne peut être établie, même par une loi exceptionnelle. On ne peut suspendre ou interdire aucune publication. Les délits de presse sont jugés par les tribunaux, mais l'arrestation préventive pour délit de presse est formellement interdite.

Tout citoyen roumain peut poursuivre un fonctionnaire public sans autorisation préalable. Le droit de réunion est entier, et le secret des lettres et télégrammes absolument garanti. Enfin l'instruction primaire est obligatoire et gratuite, et l'enseignement entièrement libre.

La personne du Roi jouit de l'inviolabilité, et les ministres sont responsables devant le pays.

La peine de mort est abolie, sauf dans le Code pénal militaire.

Le principe de la séparation des pouvoirs est nettement établi. Le pouvoir législatif prime les deux autres : il est exercé par le Souverain et les deux Chambres : Sénat et Chambre des députés, collectivement.

Le Roi a le droit de *veto*, ainsi que le droit de dissoudre le Parlement. Il exerce seul d'autre part le pouvoir exécutif. La magistrature roumaine est indépendante, tous les juges sont inamovibles. Quant à la législature, c'est une adaptation aux besoins locaux du code Napoléon.

Le suffrage universel n'est pas inscrit dans la Constitution roumaine, mais le droit de suffrage censitaire des Belges est ici élargi très notablement, puisque tout citoyen roumain payant un impôt, si minime soit-il, est admis au droit de vote.

L'Assemblée constituante de 1866 en élargissant la base du système belge pour affirmer ses sentiments démocratiques, a cependant tenu compte de la capa-

cité politique du pays, et de l'insuffisance de diffusion de l'instruction dans le peuple à cette époque.

La division des trois collèges électoraux du système roumain où les électeurs sont rangés d'après leur fortune, est sans doute quelque peu arbitraire. Je ne m'attarderai pourtant pas à en faire la critique, car depuis 1866 l'évolution politique a été tellement rapide, que le pays est à la veille d'une revision de la Constitution qui aura pour base, sinon le suffrage universel réclamé cependant par les hommes d'Etat les plus qualifiés, tels que M. Bratiano, du moins une division plus rationnelle des collèges électoraux.

Le Roi confie la direction des affaires politiques et administratives à un Conseil des ministres, nommé par lui dans ce but.

Les ministres doivent être citoyens roumains ou naturalisés : ils ne sont responsables que devant les Chambres ou devant le Roi, mais la responsabilité ministérielle peut être individuelle ou collective. Ils peuvent en effet être mis en accusation, traduits devant une Haute Cour, et passibles de la détention.

Ce mécanisme politique serait presque parfait si les élections étaient bien régulières. Or, en examinant de près ce qui se passe en Roumanie, on aperçoit deux grands partis politiques : les conservateurs et les libéraux, qui se disputent tour à tour le pouvoir. Lorsque l'un des deux partis siège au gouvernement, ce ne sont jamais les Chambres qui le renversent puisqu'elles appartiennent en grande majorité au parti au pouvoir; mais l'opposition guette l'occasion favorable, et, quand le gouvernement a commis une faute, elle s'en empare, organise des réunions publiques et des échauffourées : c'est alors que le Roi intervient, et... démissionne le ministère.

Ce système a donc des avantages et des inconvénients. Le parti au pouvoir cherche à remplir sa

mission au mieux des intérêts du pays pour ne pas donner prise à l'opposition : c'est un avantage commun à tous les systèmes parlementaires ; mais ici l'inconvénient est flagrant, car à chaque chute de ministère, le nouveau parti, en prenant possession du pouvoir, commence par installer partout ses créatures en vue des élections, pour s'assurer la majorité dans les Chambres.

Je veux bien admettre que ce soit là un mal commun à beaucoup de régimes parlementaires ; toutefois en Roumanie il se produit dans le personnel des fonctionnaires un changement trop radical et trop profond à chaque crise ministérielle. « Mais, me faisait observer un spirituel homme d'Etat roumain, comme nous n'avons réellement que deux grands partis politiques, le changement n'est pas si radical que vous le prétendez : en définitive nous n'avons ainsi que deux équipes de fonctionnaires qui se remplacent et se reposent à tour de rôle : en France, vous en auriez dix. »

Malgré cette spirituelle boutade, il n'en est pas moins vrai que si le gouvernement est maître des élections, le Roi est le maître du gouvernement : par suite, malgré l'apparence démocratique de la Constitution, c'est le Roi le maître absolu du régime puisqu'il peut maintenir ou renverser les ministères de par sa seule volonté.

Il n'est pas sans intérêt d'indiquer à cet égard ce que fut la jeunesse du Roi actuel qui vient de monter sur le trône, en pleine guerre européenne.

Le roi Ferdinand a cinquante et un ans, c'est le deuxième fils du roi Léopold, frère du défunt roi. Après avoir étudié au lycée de Dusseldorf, il entra à l'Ecole de guerre de Kassel avec le grade de lieutenant dans le premier régiment de la garde à Potsdam, puis à Leipzig il étudia le droit, l'économie politique

et la science des finances, pour prendre ensuite du service actif dans un régiment d'infanterie à Bucarest. Enfin en 1893, il épousait la princesse Marie d'Edimbourg.

Le nouveau souverain a donc reçu une éducation allemande, comme son oncle et prédécesseur, le roi Charles. Mais il vit depuis vingt-cinq ans en Roumanie : vingt-cinq années pendant lesquelles il a pu assister aux efforts du chef de la dynastie pour maintenir la paix indispensable pour assurer le développement économique du jeune royaume.

Certes il est incontestable que Bucarest n'a cessé d'être en rapport les plus étroits avec Berlin. Pendant vingt ans le roi Charles a maintenu en effet le même ministre plénipotentiaire à Berlin, M. Beldiman qui était l'ami personnel de Guillaume II, et le conseiller intime du souverain roumain.

La politique roumaine a donc semblé en apparence inspirée par le monarque allemand, je n'en veux pour preuve que cette phrase du télégramme adressé par Charles I[er] de Roumanie au lendemain de la signature du traité de Bucarest 1913 :

« Merci encore de l'intérêt que tu nous portes et
« de la part active que tu as prise aux événements si
« importants pour mon pays.

« CHARLES. »

D'autre part, les mémoires[1], publiés par le Roi lui-même, montrent très nettement que le prince Charles-Antoine de Hohenzollern son père, n'a cessé, du fond du château de Sigmaringen de s'intéresser aux choses de la Roumanie, et de conseiller le jeune

1. Notes sur la vie du roi Charles de Roumanie par un témoin oculaire. Bucarest 1894.

monarque à toutes les heures difficiles de son règne.

La longue correspondance échangée entre eux, publiée dans ces notes, nous révèle le véritable inspirateur de la politique roumaine des premières années du règne, qui n'a cessé par la suite d'être empreinte de la plus réelle habileté, comme de la plus grande finesse politique.

Le roi Charles a gouverné avec beaucoup de fermeté, sans jamais cesser de laisser croire qu'il était le serviteur dévoué de la Constitution ; son adresse apparaît nettement jusque dans les moindres détails de la politique intérieure, mais il a réussi en outre à laisser croire à l'Empereur allemand que celui-ci dirigeait effectivement toute la politique roumaine.

Secondé par des hommes d'Etat vraiment remarquables, il a accompli au cours d'un règne de près de cinquante années une œuvre considérable, et en se plaçant uniquement au point de vue roumain, on ne saurait faire grief à ses sujets de lui en garder une vive reconnaissance.

Son successeur, le roi actuel Ferdinand, malgré ses origines, est devenu véritablement Roumain ; sa politique revêt un caractère national qu'on ne peut contester, d'accord avec ses ministres, il a préparé énergiquement la réalisation des aspirations du pays.

Certes il a présidé aux accords commerciaux avec les empires centraux, mais que pouvait faire la Roumanie pour écouler le surplus de la production agricole de deux années, alors que toute exportation lui était interdite par son grand port de Constantza sur la mer Noire, bloqué par la fermeture des détroits ?

Les Roumains, qui ne pouvaient utiliser que le Danube pour exporter leurs céréales, ont bien été obligés de les vendre aux Austro-Allemands, mais il en est résulté des rentrées d'or abondantes dans le

pays, qui a pu ainsi accumuler des réserves importantes telles qu'un emprunt intérieur d'un demi milliard a pu être souscrit, cependant que l'Etat voyait rentrer dans ses caisses plus de deux cents millions de valeurs roumaines venant d'Allemagne. C'est donc grâce à l'or allemand que la Roumanie peut subvenir en grande partie aux dépenses considérables, nécessitées par l'état de guerre.

La Roumanie est entrée dans le grand conflit à son heure, elle ne pouvait le faire plus tôt sans courir les plus grands risques, la suite des événements ne l'a que trop prouvé ; la politique royale, d'accord avec celle de ses ministres, n'a donc pas cessé d'être essentiellement roumaine.

J'ai dit précédemment qu'il n'y avait en Roumanie que deux grands partis politiques en présence, ce n'est peut-être pas tout à fait exact. En face des deux partis nationalistes, un parti nouveau s'est dressé : le parti de la jeunesse, formé à Jassy, la Junima. Au point de vue politique, les junimistes se placent entre les libéraux et les conservateurs. Aux autres points de vue, la Junima veut l'émancipation rapide du pays, et se voue uniquement au développement économique. Ces jeunes ont choisi pour chef un vieux cultivateur de maïs, qui fut déjà ministre en 1870, Pierre Carp, un germanophile notoire.

Le parti junimiste a été au pouvoir il y a quelques années, et l'opposition lui a reproché véhémentement de ne pas appliquer les idées maîtresses de son programme, d'où polémique violente.

Ce qui frappe l'étranger qui séjourne en Roumanie, c'est l'exaltation des passions politiques qui parvient même assez souvent à provoquer l'émeute.

C'est qu'ici plus qu'en aucun autre pays d'Europe, la bataille est chaude pour conquérir le pouvoir. La lutte politique se complique d'une rivalité d'inté-

rêts d'autant plus importante que la chute des ministères est toujours accompagnée, ainsi que je l'ai indiqué, d'un remplacement radical de tous les fonctionnaires, chaque parti ayant sa « gens » à caser.

Dès lors, les journaux d'opinions contraires s'invectivent avec une véhémence qui dépasse de loin celle de nos feuilles de combat. Les leaders des partis sont attaqués avec la plus extrême violence, villipendés, accusés des actions les plus basses.

Qu'importe! Tel ou tel homme politique dénoncé comme traître, ayant vendu la patrie, accusé des plus viles concussions, sera ministre demain !

Au demeurant, les hommes d'Etat roumains ne doivent pas être jugés d'après la presse de leur pays ; et puisque les affaires du royaume ont été prospères, il faut bien en conclure qu'elles ont été gérées avec toute la compétence désirable.

§ 2. — **Les finances roumaines.**

La Roumanie a adopté toutes les prescriptions de la Convention d'Union latine. On y frappe des pièces d'argent suivant ces prescriptions, mais les impôts et les droits de douane sont payés en or.

L'unité monétaire est le franc ou « leu » qui vaut cent centimes ou « bani ». Il circule des billets de vingt, cent, mille lei, qui tous sont payables en or à présentation.

Les finances roumaines sont dans le meilleur état possible pour un pays dont la stabilité actuelle succède à tant de secousses.

Le budget se solde, depuis plusieurs années, par des bénéfices, malgré les amortissements du passé et les dépenses considérables nécessitées par la transformation d'anciennes provinces turques en Etat moderne.

Il y a bien à enregistrer des crises passagères impossibles à éviter, car elles sont presque toujours des conséquences directes de mauvaises récoltes, calamités auxquelles un peuple essentiellement agricole ne peut échapper.

On objecte aussi, à juste titre, que la dette publique dépasse le milliard, mais les chemins de fer, plus développés en Roumanie que chez les voisins balkaniques, et les Domaines de l'Etat forment ensemble une contre-valeur qui peut s'estimer à près de deux milliards.

Il est à remarquer que les emprunts successifs n'ont pas été exclusivement employés à la réorganisation de l'armée, mais aussi, et pour une part au moins égale, à racheter des chemins de fer, à créer de nouvelles voies ferrées, à organiser les ponts et chaussées, et à encourager l'industrie naissante.

Pour mieux apprécier l'état des finances, les fluctuations du crédit national apportent un élément certain. En 1865, la Roumanie empruntait à 9 p. 100, l'élection du prince Charles, en 1866, amenait le taux à 8 p. 100 ; au début de la guerre actuelle, les emprunts roumains trouvaient preneurs à 4 p. 100.

C'est qu'en effet, après une période de crises agricoles successives, compliquées de liquidations laborieuses, accompagnées d'émissions réitérées de bons du Trésor, un emprunt conclu en 1899, avec beaucoup de difficultés d'ailleurs, fait reprendre aux affaires leur cours normal. La confiance des financiers d'Occident s'affirme dès lors, car si d'une part la dette publique est considérable, la contre-valeur ne l'est pas moins ; et d'autre part l'intensité de production agricole est loin d'avoir atteint son maximum, alors que les espérances données par l'industrie pétrolifère roumaine se précisent très nettement depuis que l'ère des spéculations dangereuses pour le crédit du pays semble à peu près terminée.

Depuis plusieurs années, il faut le remarquer, le commerce intérieur roumain se règle en or, les céréales sont vendues en or à l'étranger ; la Roumanie emprunte et paie ses coupons en or.

La fortune nationale est évaluée à dix-neuf milliards, et le budget dépasse cinq cents millions, dont un tiers environ consacré à l'amortissement de la dette.

Les recettes se composent surtout d'impôts indirects qui représentent 60 p. 100 des recettes totales (contre 85 p. 100 en France).

Ces impôts indirects pèsent lourdement sur la classe populaire, aussi rencontre-t-on, depuis plusieurs années, un fort courant d'opinion tendant à une répartition plus démocratique des charges, de façon à frapper davantage la fortune acquise, et même la fortune en formation.

Les Roumains, statistiques en mains, cherchent à prouver à l'étranger qu'ils sont l'un des peuples payant le moins d'impôts. Ils l'affirment avec le plus grand sérieux, car ils n'envisagent que les impôts directs, qui, outre l'impôt personnel, ne concernent que les terrains bâtis ou non, les péages, les licences et les patentes.

Mais parmi les impôts indirects, je citerai la taxe sur la bière qui est de 30 centimes par litre, celle du vin qui est de 20 centimes. Enfin le pétrole paie 12 francs par kilo.

Les taxes prélevées sur les marchandises à leur entrée dans le pays ont toujours constitué un revenu important. Elles furent au début de 3 p. 100 *ad valorem*, puis 5 p. 100, pour atteindre 7 1/2 p. 100 en 1866.

En 1875, à l'occasion d'un premier traité de commerce conclu avec l'Autriche-Hongrie, fut élaboré le premier tarif douanier qui devait plus tard subir des modifications profondes, puisque à ce moment l'industrie s'ouvrait seulement à l'exportation.

On a modifié ce tarif en 1891 et 1904. Le tarif général voté en 1904 n'est entré en vigueur qu'en 1906, il est basé sur le principe protectionniste dans le but de favoriser les industries existantes, et la création d'industries nouvelles. La Roumanie ne pourra en effet, avant longtemps, modifier sa politique douanière.

L'Etat trouve aussi des ressources importantes dans l'exploitation des monopoles. Ceux-ci produisent environ 25 p. 100 des revenus publics. Le plus important est le monopole des tabacs, introduit en 1872, et affermé aux Anglais jusqu'en 1879; puis vient celui des allumettes, et enfin le monopole du sel que l'Etat exploite en régie depuis 1862.

En définitive, la situation financière de la Roumanie était, au début de la guerre, absolument privilégiée, comparativement à celle de tous les autres Etats balkaniques, que deux guerres successives avaient presque entièrement ruinés.

Il n'est donc pas sans intérêt d'examiner ce que peut être cette situation à l'heure présente, cela peut permettre en effet d'apprécier avec plus de netteté le rôle de la Roumanie envisagé dans ses relations économiques et financières actuelles avec l'Europe.

Après deux années de guerre européenne, le résultat de la politique neutraliste des Roumains est le suivant :

L'Etat a réussi à profiter très habilement des circonstances et de la situation géographique du royaume. Les contrats de grande envergure avec les puissances centrales auxquelles la Roumanie a vendu le surplus de deux campagnes agricoles, ont eu pour effet immédiat, tout d'abord des rentrées importantes d'or dans le pays, telles que l'Etat a pu réussir le plus considérable emprunt intérieur qui ait jamais été souscrit dans le royaume, et qui a fait rentrer un demi-

milliard dans les caisses du Trésor, puis des retours non moins importants de valeurs roumaines que les financiers allemands détenaient en portefeuille. Dans ces conditions l'état des finances en Roumanie est à ce moment plus prospère qu'il ne l'a jamais été.

Ce pays qui est peut-être le plus nationaliste qu'il soit en Europe, et qui souffre d'être contraint d'accueillir tant d'entreprises étrangères sur son territoire, était en voie de s'affranchir de l'influence des capitaux étrangers sur son sol, et tout spécialement de celle des capitaux allemands qui avaient la prépondérance, lorsque, le 28 août 1916, il s'est décidé à entrer dans la grande tourmente européenne.

On a constaté en effet une rentrée en masse de rentes roumaines depuis deux années. De ce fait, 200 millions de la dette publique[1] se trouvent à l'heure actuelle rachetés par le pays. C'est un résultat d'autant meilleur, que la rentrée de ces rentes a eu lieu dans d'excellentes conditions, et en tout cas à un taux nettement inférieur au taux d'émission.

§ 3. — Bucarest et les villes roumaines

La capitale roumaine a perdu son caractère byzantin sous l'influence de la culture occidentale, par suite de l'émigration continue des étrangers. La ville a été assainie à l'exemple de l'Occident, de vastes terrains marécageux ont fait place à un superbe jardin public : le jardin de Cismegiu.

Bucarest est une ville très vaste, dont la partie centrale a pris peu à peu le caractère des grandes villes d'Occident. Le modernisme de cette capitale se

1. La dette publique roumaine était détenue ainsi qu'il suit, par les porteurs européens : 52 p. 100 Allemagne ; France, 32 p. 100 ; Belgique, 5 p. 100 ; Marché roumain, 11 p. 100.

remarque surtout si on la compare aux autres grandes villes balkaniques qui ont conservé pour la plupart leur cachet oriental.

Cela est d'ailleurs fortuit. car un incendie considérable ayant détruit, en 1847. le quartier commercial bucarestois sur la rive gauche de la Dambovitsa. qui traverse la ville, il a fallu reconstruire, et les Roumains en ont profité pour édifier un quartier moderne, avec des rues presque droites.

Dès l'avènement de Charles Ier. on assiste à l'essor véritable de la capitale. Tous les monuments importants, toutes les grandes voies, datent de son règne. D'importants travaux d'édilité achèvent de doter Bucarest d'un confort qui n'existe nulle part en Orient.

La circulation est aisée, les boulevards sont desservis par des tramways électriques, cependant que les voies moins importantes sont sillonnées de tramways à traction animale et de voitures de place qui font l'orgueil des Bucarestois.

La capitale est animée. trop quelquefois. lorsque les partis politiques s'expliquent dans la rue.

Le luxe déployé séduit les yeux qui se prennent à le comparer avec la steppe qu'ils viennent de quitter pour l'exubérance d'une ville qui s'offre sans transition au retour d'excursions dans la campagne roumaine.

Ce qui flatte le Français qui séjourne à Bucarest, c'est de constater qu'on y parle presque partout sa langue. Toute la bonne société parle français; aux devantures des libraires les derniers livres de nos meilleurs écrivains sont en évidence; dans les grands restaurants, les dineurs s'interpellent en français. Enfin trois grands quotidiens sont imprimés dans notre langue et permettent ainsi de suivre la vie du pays au jour le jour.

Il n'est pas jusqu'aux music-halls de Bucarest où des artistes français chantent en français, qui viennent contribuer à dissiper l'isolement que nos compatriotes, rarement polyglottes, cherchent à éviter, à l'étranger, en recherchant avidement la société d'indigènes sachant parler notre langue.

Bucarest compte environ trois cent mille habitants, parmi lesquels 36.000 israélites, et des représentants des nombreuses nationalités d'Orient : Serbes, Bulgares, Grecs, Macédoniens et Albanais; on y compte aussi 30.000 Allemands ou Austro-Hongrois, des Russes, des Italiens, des Belges, quelques Anglais et environ un millier de Français.

Le quartier commerçant, sur la rive gauche de la Dambovitsa, est surtout le quartier des étrangers, russes, juifs et grecs, qui détiennent la plus grande partie du commerce de la ville.

Les Roumains ont fait, dans leur capitale, des folies de constructions, mais ces beaux palais, ces riches monuments publics ne possèdent pas de dégagements suffisants, ce qui est nuisible à leur aspect. Palais princiers, échoppes de savetiers, voisinent sans aucune transition.

Le nombre imposant d'églises et d'hôpitaux impressionne tout d'abord le visiteur. Ce n'est pas qu'on soit ici plus religieux ou plus malade qu'ailleurs. C'est un legs du passé. Tous les possesseurs de grandes fortunes laissaient à la postérité une église ou un hôpital. Cette tradition, longtemps conservée, a ainsi accumulé dans la capitale et dans le pays, un grand nombre d'églises, pour la plupart sans aucun caractère artistique.

A cause de sa très grande superficie (5.000 hectares), Bucarest, par sa situation centrale de concentration pratique pour la région industrielle et pétrolifère, est appelée à voir la densité de sa population

s'accroître très rapidement. On y vit à bon compte malgré la cherté extrême des loyers, car, en temps de paix, les denrées alimentaires y parviennent nombreuses, et à un prix très peu élevé, et si, dans les hôtels, l'étranger est quelquefois mis en coupe réglée, le Roumain peut y vivre sans frugalité et à très peu de frais.

En été, la population aisée de Bucarest s'installe à Sinaïa, l'un des plus beaux sites des Carpathes, situé au pied de la montagne, sur un plateau qui descend de la vallée de la Prahova. C'est là que la famille royale a édifié sa résidence d'été, le château de Pèlès.

Comme Bucarest, toutes les villes roumaines paraissent très étendues, car on ne discerne pas leurs limites au premier abord. Elles sont en effet entourées d'une sorte de banlieue qui fait qu'on ne sait exactement où commence la ville. Les maisons sont campées au hasard des circonstances, sans aucun souci d'alignement, et le plus souvent réduites à un seul étage assez bas, qui disparaît en été sous la verdure.

Parmi les villes importantes, Craïova (50.000 habitants) peut être citée parmi celles qui ont conservé le caractère des vieilles cités roumaines : grande superficie, maisons basses, rues mal alignées.

Les villes-ports sont au contraire sillonnées de grandes avenues aux magasins modernes, bien éclairés. Grands hôtels, maisons à étages, équipages, tramways électriques, tout le grand luxe des villes modernes de l'Occident se rencontre à Braïla, où, comme à Bucarest, et peut-être plus encore, les femmes rivalisent d'élégance, et l'élite de la société forme un foyer littéraire et artistique.

Jassy, capitale de la Moldavie, fut jadis le centre intellectuel du royaume. C'est une ville commerçante, peuplée de 80.000 habitants de toutes les races orien-

tales, où l'on peut voir les costumes les plus disparates, mais qui, malgré ses beaux monuments et toute son animation, n'a pas l'aspect de gaieté des autres villes roumaines. Par suite de la proximité de la frontière russe, il semble que l'influence slave soit ici plus accentuée.

C'est à Jassy que l'on saisit le mieux la différence essentielle qui existe entre les caractères moldaves et valaques. Le Moldave, plus slavisé, est plus artiste : tous les grands poètes roumains sont Moldaves. Le Valaque est plus latin. Le Moldave est meilleur laboureur, alors que le Valaque est plus apte à l'industrie, ce qui explique que la Valachie forme la région industrielle, alors que la Moldavie est celle des deux provinces qui obtient le meilleur rendement agricole à fertilité égale.

A Jassy, la moitié à peine de la population est roumaine. C'est une ville moins accueillante pour les Français que Bucarest et Braïla, et même Galatz; les magasins n'étalent que des articles allemands ou autrichiens, on y parle partout allemand.

La capitale moldave est cependant restée bien roumaine par le pittoresque de son ordonnance, et malgré la présence d'étrangers de toutes races.

§ 4. — Les ports roumains sur le Danube. Le port maritime de Constantza.

Braïla, ville de 75.000 habitants, est une cité moderne, riche et commerçante, que sa situation de port au confluent des deux bras du Danube a beaucoup contribué à rendre florissante.

Le port profond, doté d'un outillage moderne, très accessible aux grands bateaux, fait de Braïla un carrefour commercial qui s'accroît de jour en jour, et qui tient la tête parmi les ports exportateurs roumains.

Galatz, distant de Braïla de 20 kilomètres seulement, était le premier autrefois pour l'exportation des céréales ; Braïla l'emporte aujourd'hui à ce point de vue, quoique, avec Jassy, Galatz reste toujours le grand entrepôt des céréales roumaines, et le grand exportateur des bois de construction de Moldavie. C'est une ville moins modernisée que Braïla, aussi commerçante et aussi peuplée, mais elle n'a pas le même cachet d'élégance. C'est encore une ville roumaine, dont les hauts quartiers sont pourtant parsemés de riches habitations de plaisance.

Sulina, situé sur le delta danubien, est un port pratique pour les exportations de grains qui lui parviennent par le Danube, le Pruth ou le Siret, venant des pays balkaniques et de la Russie, mais sa situation même y rend impossible pratiquement l'accès des importations. Ce n'est pas, comme Braïla et Galatz, un centre industriel.

Constantza, l'ancienne Tomis des Romains qui recueillit Ovide exilé, est actuellement un port très important, en même temps qu'une ville moderne où sont édifiés de grands hôtels et de superbes villas, avec casino, parc, établissement balnéaire.

Constantza est essentiellement un centre d'exportation de grand trafic, surtout en hiver quand le Danube est gelé, et depuis que le pont de Cernavoda relie ce port à la capitale et aux districts pétrolifères.

L'entrée du port a 160 mètres de large, les bassins couvrent plus de 60 hectares, et les dimensions ont été prévues pour atteindre un trafic d'importation de 400.000 tonnes. Les quais à céréales, pétrole et marchandises diverses, occupent près de 100 hectares, et sont desservis par 60 kilomètres de voies ferrées.

Des installations spéciales ont été aménagées pour la réception, le dépôt en réservoirs et l'exportation du pétrole.

Pour le dépôt de celui-ci, on a construit sur la plate-forme du port, à trois mètres au-dessus de la mer, vingt-cinq réservoirs de 22 mètres de diamètre sur 13 mètres de hauteur, d'une contenance de 5.000 mètres cubes chacun. La liaison entre les réservoirs de réception et ces réservoirs de dépôt est faite par trois conduites de 20 centimètres de diamètre, soutenues par des charpentes métalliques, et passant au-dessus de tous les réservoirs.

Chaque conduite est destinée spécialement à l'un quelconque des produits : benzine, pétrole raffiné et pétrole distillé, et est reliée à tous les réservoirs de dépôt.

Pour les résidus, on a aménagé quatre réservoirs spéciaux de dépôt ; l'écoulement du liquide, des réservoirs de réception dans les réservoirs de dépôt, s'effectue au moyen d'une pompe par une conduite souterraine de 25 centimètres de diamètre.

Enfin le chargement en bateaux des produits pétrolifères s'effectue au moyen de pompes qui se trouvent dans une station bâtie sur la plate-forme du port.

Les pompes aspirent les produits par des conduites reliées aux tubes d'aspiration de chaque réservoir. Ces mêmes pompes les refoulent ensuite dans des conduites de plus d'un kilomètre chacune, jusqu'aux bateaux qui chargent dans le bassin à pétrole.

Ce bassin contient quatre emplacements pour chargements, formés de môles ayant chacun 40 mètres de longueur. Les conduites des môles sont reliées aux bateaux par des tubes flexibles qui, leur donnant un certain jeu, permettent à ceux-ci de subir l'agitation qui pourrait exister dans le bassin.

Le bassin à pétrole communique avec le reste du port au moyen d'une passe de 40 mètres que ferme

une porte flottante, afin de pouvoir localiser un incendie éventuel.

Les bateaux réduisent d'abord leur pression dans un bassin spécial qui précède le bassin à pétrole, alors seulement, manœuvrés au moyen de cabestans électriques, ils entrent et se mettent en place dans le bassin à pétrole.

Bien d'autres installations toutes récentes pourraient être citées, notamment pour l'exportation de pétrole en bidons, et pour le chargement en wagons. Je ne puis insister ici davantage, je me borne à faire remarquer que les Roumains ont pourvu leur unique port de mer d'un outillage réellement moderne, d'ailleurs impérieusement réclamé par l'accroissement constant du trafic que j'aurai l'occasion d'expliquer avec quelques détails en étudiant l'industrie pétrolifère en Roumanie.

Mais Constantza n'exporte pas seulement le pétrole. Parallèlement on y a développé des installations gigantesques en vue de l'exportation des céréales.

Toutes fonctionnent mécaniquement. Ce sont :

1° Des magasins comportant un millier de silos, pouvant contenir 140.000 tonnes de céréales;

2° Un dispositif permettant le transbordement direct des céréales des wagons aux bateaux, sans passer par les magasins;

3° Une estacade métallique de près de 600 mètres de longueur, avec trémies pour l'écoulement des céréales amenées par bandes dans des tubes télescopiques portés par des palées mobiles, et ensuite dans les bateaux;

4° Enfin des quais de 600 mètres de longueur permettent de faire accoster cinq, ou éventuellement dix bateaux qui peuvent se charger simultanément.

L'emmagasinage des céréales amenées en wagons est entièrement mécanique par voies de garage au

droit de chaque magasin, train-locomotive électrique se rendant dans le tunnel central des magasins au-dessus d'un plancher métallique au-dessous duquel des trémies-balances reçoivent le contenu des wagons. Puis par bandes, élévateurs, chariots de décharge et tubes de chargement en silo, tout le travail se continue presque automatiquement.

Le chargement des céréales des silos en bateaux a lieu également, d'une manière automatique, par élévateurs, bandes, balances, chariots de déversement, trémies et tubes téléscopiques, portés par des palées mobiles le long du quai.

Une troisième catégorie d'opérations se fait aussi au moyen de machines spéciales, c'est le nettoyage des céréales.

On voit donc que l'ensemble des installations pour les deux principales exportations roumaines par Constantza constitue une organisation vraiment moderne. Comme on semble loin des conceptions turques!

Une visite à Constantza, un séjour dans les plaines moldaves et dans les districts pétrolifères, suffit pour convaincre ceux qui pourraient encore douter de la nécessité qu'il pouvait y avoir à libérer les provinces balkaniques restées si longtemps sous le joug turc.

CHAPITRE III

La Roumanie agricole.

§ 1. — La campagne roumaine.

La plaine danubienne est couverte d'argile jaunâtre qui fait place, aux abords immédiats du grand fleuve, à cette merveilleuse terre noire si féconde, tout à fait analogue à celle de la Russie méridionale.

C'est une région admirablement propice à la grande culture, que Reclus compare à la Lombardie, et qui, plus fertile peut-être que les vallées du Nil, produisant presque sans travail toutes les céréales, aurait pu acquérir une intensité de production incomparable, si le vent qui souffle des immenses steppes russes, qu'aucune barrière n'arrête, ne venait pendant une partie de l'année, décourager les efforts des laboureurs en desséchant la terre et détruisant les semailles.

Sous l'influence de ce vent la température devient glaciale, descend souvent à 25 et même 30 degrés au-dessous de zéro, pour passer sans transition, de l'hiver à l'été tropical.

Il s'ensuit que la fonte des neiges, trop précipitée, dirige de la montagne à la plaine, des cours d'eaux rapides emportant tout sur leur passage, et qui

forment ensuite des marais engendrant la fièvre, spécialement la malaria en Dobroudja.

Les Roumains se préoccupent activement de dessécher les terrains marécageux que ce régime a formé le long du Danube. La tâche est ardue, car il faut pouvoir canaliser toutes ces rivières qui causent tant de dégâts, ravagent la prestigieuse terre noire, et transforment en marais pestilentiels un sol si fécond.

Mais il faut également reboiser très activement les terres les plus élevées, pour éviter en grande partie la descente rapide de ces torrents de la montagne à la plaine.

Reboiser, canaliser, telles sont les deux tâches les plus urgentes que les Roumains doivent accomplir avant de pouvoir tirer tout le parti possible de leur terre.

Une autre grande conséquence de l'accomplissement de ce double programme, sera d'assainir ces plaines insalubres, où seul le rude paysan du Danube, attaché au sol des aïeux, peut résister au climat et aux fièvres.

§ 2. — **La politique agraire.**

Le problème agraire tient ici la place qu'occupe la question ouvrière dans nos pays industriels d'Occident, puisque malgré le développement de l'industrie en ces dernières années, la Roumanie voit deux tiers de ses habitants occupés à l'agriculture.

Il est donc intéressant d'examiner ce qui a été fait jusqu'ici pour solutionner le problème agraire.

Autrefois, avant l'indépendance, les édits empêchaient la vente des céréales et des bestiaux à d'autres qu'aux Turcs qui les achetaient à des prix qu'ils fixaient eux-mêmes. La propriété tout entière se

trouvait aux mains des boyards et des prêtres ; le paysan n'était pas libre, mais soumis à des redevances et à des corvées.

Le grand vice social du siècle dernier, dans les deux principautés, consistait dans l'octroi d'une profusion de privilèges. En Moldavie, par exemple, plus de huit cents familles de boyards, sans fortune personnelle, vivaient du travail des cultivateurs, car chaque boyard avait droit à un certain nombre de paysans redevables seulement à leur seigneur.

De ce fait, soixante mille familles rurales devaient supporter le poids des redevances très lourdes imposées par l'Etat.

Inévitablement devait donc se produire en Roumanie cette éclosion du mouvement social à laquelle aucun pays n'a échappé ; elle s'est même produite ici d'une façon presque plus normale qu'en d'autres pays, puisque cette évolution sociale devait se précipiter parallèlement à l'évolution politique.

Les paysans, les serfs, réclamaient l'indépendance, en même temps que la nation s'organisait pour s'affranchir politiquement. Ce mouvement de libération qui s'y propageait au milieu du siècle passé, n'était d'ailleurs pas spécial à la Roumanie. En 1860, la Russie se préparait à affranchir ses serfs, ce qui fut fait en Roumanie en 1864.

A dater de cette époque, toutes les familles de paysans, auparavant corvéables sur les propriétés de l'Etat, des monastères, et aussi des particuliers, quels que fussent leurs titres, furent déclarés libres.

Les paysans reçurent des terres, des prairies, des pâturages qu'ils devaient rembourser à l'Etat au moyen de l'impôt, dans un délai de quinze ans. L'inaliénabilité de ces terrains fut proclamée pour vingt ans, durée qui a d'ailleurs été depuis prolongée pour une nouvelle période de vingt années. La

superficie des terres ainsi octroyées était de un million six cent mille hectares, répartis entre quatre cent mille paysans.

Toutefois, cette réforme n'a pas produit les résultats qu'on en attendait, elle avait eu surtout pour but d'enrayer la révolution agraire imminente, à une époque où l'élite de la nation se consacrait à son évolution politique.

Mais l'émancipation des paysans était loin d'être complète, car beaucoup d'entre eux n'avaient reçu aucune parcelle de terre, et ceux qui en avaient reçu ne pouvaient en tirer de quoi payer l'impôt, et devaient par suite continuer à cultiver la terre des grands propriétaires.

Depuis l'indépendance et la constitution du royaume roumain, les dépenses énormes d'établissement de voies ferrées n'ont profité qu'aux grands propriétaires, exportateurs de céréales. Le paysan n'en a profité qu'indirectement puisqu'il laboure surtout la propriété d'autrui, et qu'il n'exporte pas. Théoriquement, ce profit indirect aurait pu être suffisant pour le paysan, si celui-ci n'était visiblement exploité par les grands propriétaires qui bénéficient dans la plus large mesure des sacrifices que la nation s'est imposée pour se développer économiquement.

Les lots de terre donnés en 1864, ainsi que les lots vendus plus tard, ont été morcelés par les héritages, de sorte que beaucoup de paysans ne peuvent pas retirer de leurs terres leur nourriture quotidienne.

La moyenne de la petite propriété n'est guère que de trois hectares, et sans outils agricoles modernes, les paysans ne peuvent nourrir leur famille que si la récolte est abondante. Lorsqu'ils cultivent les terres des grands propriétaires, le fermage peut être payé en argent ou en nature. Ce dernier système est employé surtout en Valachie.

En Roumanie, une terre de plusieurs milliers d'hectares est souvent cédée pour un temps relativement court à un seul fermier qui est alors un entrepreneur de culture, mais non un cultivateur, et qui exploite le domaine affermé au moyen de contrats faits avec les paysans. La durée trop courte des baux, et l'immense étendue des propriétés ainsi affermées, font que le fermier loin de se préoccuper d'améliorer la terre, n'a d'autre but que de réaliser au plus vite le bénéfice maximum.

Il en résulte que dans ce pays, hier encore à l'état féodal, le premier bénéfice que songent à réaliser ces entrepreneurs de culture consiste à diminuer le plus possible les salaires des ouvriers agricoles.

Il est flagrant en effet, que presque partout, surtout en Valachie, le paysan n'obtient pas une juste rémunération de son rude labeur. Le grand propriétaire, possesseur d'immenses terres (certaines atteignent 10.000 hectares), ne réside pas dans ses domaines, et les afferme d'après le mode que je viens d'indiquer. Il en résulte des soulèvements fréquents, des jacqueries, qui se sont souvent terminés dans le sang.

Cette absence du propriétaire qui dépense ses revenus dans les grandes villes de Roumanie, et de l'étranger le plus souvent, est une des principales causes de ces soulèvements agraires.

Au point de vue du rendement de la production agricole, cette habitude d'affermer d'immenses domaines, qui semble devoir favoriser l'application des procédés modernes de grande culture, produit ici un résultat opposé. Le paysan insuffisamment rémunéré n'a pas d'intérêt direct au rendement intensif, il oppose donc, le plus souvent qu'il peut, une force d'inertie qu'aucune surveillance ne peut abattre. Par suite, malgré la fertilité du sol, la production est

loin de ce qu'elle pourrait être si la question agraire était pratiquement résolue.

Je crois qu'il faut attendre encore un certain temps que l'instruction pénètre les masses agricoles, et que celles-ci, au lieu de se soulever en mouvements irréfléchis, violents, mal coordonnés, presque toujours conduits par des agitateurs intéressés, puissent s'associer, s'organiser en vue d'obtenir des rémunérations suffisantes.

On perçoit très nettement combien la question est difficile à résoudre d'une manière satisfaisante et durable. L'évolution sera lente, c'est certain, et il est à présumer que le jour où, grâce à des mœurs électorales plus loyales, les paysans auront acquis par leur masse la majorité parlementaire qu'ils sont en droit d'obtenir, leurs revendications ne dépassent le but très légitime qu'ils se proposent d'atteindre actuellement.

L'amélioration du sort du paysan est d'ailleurs en Roumanie une question électorale à l'ordre du jour ; les partis l'accaparent, car les paysans sont électeurs pour la plupart.

La révolution agraire de 1907, suivie d'une enquête minutieuse, faite par des Commissions régionales, a déterminé une évolution importante de la législation rurale. C'est ainsi qu'en 1911, le parti junimiste au pouvoir a réussi à faire dégrever de l'impôt foncier toutes les terres de moins de six hectares, déjà rendues inaliénables par une loi précédente.

Dans le but d'intensifier le production par des moyens mécaniques, certains propriétaires afferment la terre en fournissant les machines agricoles perfectionnées, mais c'est la minorité. Les paysans doivent donc se cotiser pour acheter les machines, quand celles-ci ne sont pas fournies par les propriétaires. C'est le principe qui semble prévaloir, car le paysan

préférera toujours la forme mutualité à l'obligation d'emprunter à une institution de crédit, à des taux élevés.

Aussi les banques populaires, créées dans le but de soustraire le paysan à l'usure dont il était victime auparavant, sont-elles très répandues en Roumanie, où l'on en compte actuellement plus de trois mille.

§ 3. — L'Agriculture.

J'ai déjà indiqué plusieurs causes très importantes qui contribuent à barrer la route au progrès agricole en Roumanie ; il en est une autre qui pour n'être pas d'ordre naturel, n'en est pas moins réelle : c'est la routine du paysan roumain qui se montre toujours rebelle aux procédés de culture intensive de l'Occident, grâce auxquels sa terre produirait deux ou trois fois plus.

La couche de loess atteint plusieurs mètres d'épaisseur, souvent transformée dans la partie supérieure par l'entassement d'un grand nombre de débris organiques formant une couche de terre noire pouvant atteindre jusqu'à un mètre d'épaisseur.

D'autre part, presque toute la plaine valaque et le plateau de Moldavie possèdent un sol arable dont la constitution présente, au point de vue mécanique, des qualités importantes. Le sol est en effet composé d'argile fine mélangée d'un peu de sable ; il est donc très peu perméable, ce qui lui permet de retenir une grande quantité d'eau, avantage précieux étant donné la sécheresse de l'été.

Toutefois, ce sol très compact doit être labouré assez profondément si l'on veut obtenir de bonnes récoltes. Et voilà pourquoi l'avenir est ici nettement subordonné à l'emploi généralisé des instruments de labour perfectionnés.

La petite propriété occupe en Roumanie 40 p. 100 de la superficie totale, ce sont les terres de 1 à 10 hectares, La moyenne propriété, c'est-à-dire les terres de 10 à 100 hectares, n'occupent pas plus de 10 p. cent de l'ensemble. Les domaines de plus de 100 hectares couvrent donc la moitié des terres cultivées du royaume.

J'ai dit que les méthodes modernes n'étaient pas encore généralement adoptées ; il ne faudrait pourtant pas croire que l'on soit resté à l'âge primitif. Le progrès est en marche: déjà près de trois cent mille charrues sont en œuvre dans le pays, et non plus des charrues en bois, mais des charrues allemandes, pour la plupart fabriquées à Leipzig, et dont deux modèles courants sont employés un peu partout.

Les herses sont aussi utilisées, surtout en Moldavie où l'on a fini par convaincre le paysan de leur utilité pour purger le sol et niveler le terrain.

Dans les petites propriétés les semailles se font toujours à la main, mais dans les grands domaines on se sert couramment de machines à semer, à faucher et à botteler, de locomobiles avec batteuses, de même qu'on y emploie aussi maintenant la charrue à vapeur.

Enfin, les petits propriétaires eux-mêmes ont abandonné le procédé autrefois pratiqué dans tous les pays balkaniques, et qui consistait à battre au moyen de bœufs qui foulaient le blé sur l'aire; ils emploient aujourd'hui presque partout la machine à vapeur, en s'associant pour l'acheter ou la louer.

En résumé, pour bien se faire une idée de l'importance agricole actuelle de la Roumanie, il convient de considérer que ce pays, au point de vue de la production du blé et de maïs par tête d'habitant, vient en seconde ligne pour le monde entier, avant la Russie et les Etats-Unis, n'étant dépassé que par la République Argentine.

Au point de vue de l'exportation des céréales, proportionnellement au nombre d'habitants, la Roumanie occupe le même rang. Quant à la valeur annuelle de la production agricole roumaine, elle dépasse le milliard, ce qui est un résultat déjà considérable, comparativement à la superficie du pays.

On cultive surtout les céréales, et parmi elle, principalement le maïs et le blé. Comme le paysan se nourrit presque exclusivement de maïs, c'est le blé qui constitue le facteur le plus important de l'agriculture roumaine, car il est l'article principal du commerce extérieur.

Aussi depuis longtemps les ensemencements de blé augmentent-ils sans cesse, ils ont presque triplé en cinquante ans; on le cultive davantage en Valachie, et principalement dans les départements traversés par le Danube.

J'ajoute pour mieux fixer les idées que la Roumanie exporte, les meilleures années, environ deux millions de tonnes de blé.

CHAPITRE IV

L'industrie roumaine. — Le pétrole.

§ 1. — Naissance de la grande industrie.

La Roumanie possède certainement les conditions nécessaires au développement de la grande industrie.

Le sol du pays est en effet riche en combustibles, ainsi qu'en matières premières diverses. D'autre part, les Roumains sont actifs, intelligents, j'ajouterai même entreprenants. La situation géographique de la Roumanie est enfin très favorable à l'exportation des produits industriels.

Malgré tout, la grande industrie est de création très récente : les fabriques dignes de ce nom ne datent guère que d'une vingtaine d'années. Ceci s'explique aisément si l'on se reporte à l'histoire si troublée du pays, qui n'a pu réellement s'organiser que depuis la proclamation de l'indépendance. Mais il est des causes également sérieuses, d'ordre économique ou naturel.

La densité de la population est en effet bien inférieure à la moyenne des pays de l'Europe occidentale, et la majeure partie de cette population est occupée aux champs, où, malgré les progrès rapides que j'ai signalés, on en est encore à la phase de cul-

ture extensive qui absorbe beaucoup de matériel humain.

D'autre part, jusqu'au développement relativement récent de l'industrie pétrolifère, et à l'utilisation rationnelle des résidus de pétrole, le combustible à bon marché faisait entièrement défaut, et enfin la cherté des capitaux et la concurrence de l'industrie européenne puissante et organisée, venaient encore s'ajouter aux causes multiples qui paralysaient l'industrie naissante.

Il fallait donc faire un effort considérable pour surmonter ces obstacles ; le gouvernement roumain se traça dans ce but, dès la proclamation de l'indépendance, tout un programme économique qui fut appliqué et développé par tous les partis qui se sont succédé au pouvoir sous la direction énergique du roi Charles.

Trois principes dominent ce programme : protection efficace contre la concurrence étrangère ; encouragements à l'industrie nationale ; organisation intensive des voies et moyens d'assurer l'écoulement des produits.

L'application du premier principe entraînait le gouvernement dans la voie du protectionnisme, où il se maintient depuis.

Les tarifs d'importation très élevés atteignent-ils réellement le but proposé pour lequel les Roumains s'imposent des sacrifices énormes? C'est là une question à laquelle il paraît bien difficile de répondre *à priori*. Le capital bon marché fait complètement défaut, et d'autre part, malgré les facilités d'assimilation des Roumains, la main-d'œuvre est encore rare, et par suite à un prix élevé.

Il s'ensuit que la main-d'œuvre et le capital étrangers profitent largement des mesures protectionnistes prises par l'Etat roumain. Dans quelles proportions?

il est bien malaisé de pouvoir l'établir avec une approximation suffisante.

Les Roumains s'efforcent de nationaliser de plus en plus la main-d'œuvre, mais certaines industries n'occupent que des ouvriers étrangers, et d'autres, pour n'être pas complètement tributaires, n'en sont pas moins très nettement obligées de subir pour longtemps encore un pourcentage élevé de main-d'œuvre étrangère. Telle est par exemple l'industrie du pétrole qui se trouve toujours aux mains des capitaux allemands, français, américains, italiens ou hollandais.

Le protectionnisme a donc pour effet certain de contribuer à une hausse progressive des prix, nuisible avant tout au consommateur roumain, sans que la compensation pour l'industrie nationale soit nettement établie.

De toutes façons, il est un autre effet que l'on ne peut manquer d'apercevoir en étudiant la répartition des capitaux étrangers en Roumanie : tous vont à l'industrie encouragée par les tarifs protecteurs quelquefois exorbitants, et par les primes à l'exportation, privant ainsi l'agriculture roumaine de l'appui du capital dont elle aurait cependant besoin pour intensifier sa production.

La thèse économique roumaine est bien définie ; elle tend à contraindre le pays à se suffire dans tous les domaines de l'activité. Elle me paraît beaucoup trop radicale : l'agriculture, privée des moyens financiers indispensables à son développement ne peut que souffrir de cette intransigeance qui contribue à faire prospérer l'industrie trop avantagée, aux dépens du pays tout entier.

En même temps qu'ils fermaient leurs frontières aux articles manufacturés d'Europe, les législateurs roumains votaient la loi de 1887 pour l'encouragement

de l'industrie nationale, et décidaient de développer de la manière la plus rapide les divers moyens de communication.

La loi de 1887, renforcée par celle de 1912, accorde à tous les établissements industriels ayant un capital minimum de 50.000 francs, et au moins vingt-cinq ouvriers, la cession gratuite de terrains de l'Etat ou des départements, l'exemption d'impôts directs, l'exemption des droits de douane pour les machines ou les matières premières ne se trouvant pas dans le pays, réduction de moitié sur le transport par voie ferrée, enfin préférence, à conditions égales, pour les fournitures de l'Etat, aux produits fabriqués dans le pays.

Sous l'influence de cette double protection, de nombreuses installations industrielles ont été créées, et l'on compte actuellement plus d'un millier de grandes fabriques roumaines abstraction faite de l'industrie pétrolifère, alors qu'en 1866 il n'y en avait réellement aucune, et que les statistiques de l'époque indiquaient trente-neuf fabriques, qui n'étaient en réalité que des petites manufactures d'articles de toute première nécessité.

L'industrie roumaine représentait en 1914, sans tenir compte des entreprises de pétrole, un capital d'un demi-milliard, avec une production de quatre cents millions de francs. Elle ne suffit pas encore aux besoins de la consommation locale, mais on verra d'autre part que les importations roumaines décroissent d'une manière très rapide.

On a créé bien entendu tout d'abord des fabriques pour lesquelles la matière première se trouvait dans le pays, ainsi que des usines produisant les articles de grande consommation.

Les Roumains sont arrivés en quelques années à s'organiser industriellement de telle façon que, pour

la plupart des industries, ils parviennent à suffire à leurs besoins.

Chaque année voit combler une lacune, mais il semble bien pourtant qu'avant longtemps il sera impossible d'instaurer l'industrie métallurgique, de même que la Roumanie sera toujours tributaire de l'étranger pour les textiles. Ce qui pouvait être fait l'a été, dans toutes les branches de l'activité industrielle, avec une méthode, une persévérance, qui font impression lorsque l'on songe aux difficultés de toutes natures que ce jeune Etat a dû surmonter.

Guidés par l'expérience des grandes nations d'Occident, instruits par les leçons du passé, relativement à la question agraire, les Roumains, en édifiant leur domaine industriel, ont pensé à assurer le travail. La loi de 1912 consacre le principe de l'assurance obligatoire pour toutes les catégories d'assurances et d'assurés ouvriers.

Ces assurances sociales s'appliquent à tous les ouvriers et travailleurs des deux sexes, et de toutes nationalités.

La loi de 1912 édicte trois catégories d'assurances : 1° contre la maladie ; 2° contre les accidents ; 3° contre la vieillesse et l'invalidité provenant de maladie.

Pour la première catégorie, les ouvriers versent 2 °/₀ des salaires.

Pour la deuxième, ce sont au contraire les patrons qui en font les frais sous forme mutuelle.

Enfin les versements de la troisième catégorie sont effectués par tiers, par l'Etat, les patrons et les ouvriers.

§ 2. — **L'industrie minérale.**

L'industrie minérale qui pourrait être florissante, puisque le sous-sol roumain contient de très riches

gîtes minéraux, a été complètement délaissée jusqu'ici, l'exploitation du pétrole ayant seule retenu l'attention des financiers d'Europe.

La Dobroudja, que les Roumains affectent de traiter en parente pauvre, est cependant un vaste réservoir de houille et de fer; on y rencontre également le cuivre et bien d'autres minéraux de moindre importance, et la proximité de Constantza pourrait, si les voies ferrées étaient développées dans cette province, permettre de mettre en valeur une région trop délaissée jusqu'ici faute de capital.

Il est très évident que les Roumains ont quelque peu honte des Tatars qui habitent la Dobroudja. Au lieu de laisser dans leur repoussante saleté Tatars, Kurdes et Tziganes qui vivent au milieu de la vermine amassée par leur crasse répugnante, on aurait pu essayer de leur appliquer un régime colonisateur progressif, qui aurait pu les amener à un état de propreté relative, et à des mœurs plus acceptables. Et puisqu'il est si difficile d'attirer en Dobroudja de nouveaux colons que la fièvre des marais continue à éloigner, je m'étonne que les Roumains n'aient pas fait davantage pour transformer peu à peu les Tatars.

Je n'ignore pas les difficultés rencontrées au cours des tentatives d'assainissement de ces immenses marécages. La Roumanie doit cependant continuer ses efforts dans ce but, car la Dobroudja, acceptée à contre-cœur en échange de la Bessarabie, peut devenir par la suite un élément de richesse réellement appréciable.

L'exploitation des mines existait du temps des Romains; on rencontre de nos jours d'anciens travaux, ainsi que des inscriptions, qui ne laissent aucun doute à cet égard.

A Baïa de Arama notamment, on trouve des traces d'exploitation régulière remontant à cette époque.

Cette prospérité minière fut anéantie par les premières invasions barbares, pour reprendre à nouveau au XIVe siècle, et être enfin complètement réduite à néant par l'invasion turque.

L'or existe en Roumanie sous forme de filons venant de Transylvanie, et d'alluvions aurifères que l'on rencontre notamment dans le district de Buzeu. Quant au fer, on en trouve un peu partout, dans la vallée de la Bistritza, puis à Baïa de Arama, Baïa de fer, à Dorna, Brosteni, enfin et surtout en Dobroudja. Tous ces gîtes sont peu ou pas étudiés, et cependant quelques-uns d'entre eux suffiraient à alimenter la Roumanie, et peut-être l'Europe entière.

Le cuivre se trouve spécialement sous forme de chalcopyrite, à Baïa de Arama où il est exploité, à Baïa de fer, à Brosteni. Dans la Dobroudja où le cuivre abonde, on n'a entrepris ni exploitation, ni même aucune étude sérieuse.

Parmi les combustibles minéraux, ce sont les lignites qui dominent, quoiqu'il y ait aussi de la houille dans le district de Prahova, et surtout en Dobroudja. On extrait également de l'anthracite, spécialement à Skéléa, dont les mines sont affermées à une Société anglaise.

Une loi des mines régit les exploitations, mais cette loi n'a pas encore été mise au point pour attirer le capital ; les rapports entre les propriétaires du sol et les concessionnaires n'y ont pas été suffisamment réglés.

Je passe sous silence d'autres minerais secondaires, également très abondants, pour étudier plus spécialement l'industrie pétrolifère qui a réussi à attirer le capital.

§ 3. — Le pétrole.

Pour mieux comprendre l'importance de la Roumanie comme pays producteur de pétrole, il faut comparer sa production à celle des autres pays pétrolifères. Les Etats-Unis qui viennent en tête, produisent vingt fois plus que la Roumanie ; la Russie qui vient ensuite, produit sept fois plus ; la Galicie ne la dépasse que de quelques milliers de tonnes, enfin les Indes néerlandaises sont à peu près à égalité de production avec la Roumanie. Mais tandis que les dépôts du pétrole aux Etats-Unis ont une tendance à s'épuiser dans un avenir peut-être pas très éloigné, vu leur exploitation intensive, en Roumanie au contraire où il s'agit de sources très simplement exploitées comparativement aux méthodes américaines, la production semble presque illimitée.

On n'y exploite qu'une très faible partie de la zone pétrolifère techniquement reconnue : c'est dans le district de Prahova principalement que s'est concentrée jusqu'à présent toute l'activité.

La production roumaine qui atteignait en 1860 environ 3.000 tonnes, s'est élevée en 1900 à 250.000 tonnes, pour atteindre actuellement environ 2 millions de tonnes, sur une production mondiale de près de 50.000.000 de tonnes.

Ces progrès rapides qui n'ont été suivis avec autant d'intensité par aucun pays producteur, démontrent, d'après ce que j'ai dit sur les disponibilités en pétrole du sous-sol roumain, que la Roumanie doit prendre tout prochainement le troisième rang, aussitôt après la Russie, parmi les pays pétrolifères.

Si cependant ce développement remarquable a pu être atteint si rapidement, ce n'est pas sans difficultés.

Dans nos vieux pays d'Occident, découvre-t-on un gisement intéressant que des Sociétés à grands capitaux s'en emparent, et, à l'aide d'outillages les plus perfectionnés, équipent presque aussitôt une exploitation intensive. En Roumanie, au contraire, le capital a longtemps hésité avant de s'intéresser aux affaires de pétrole. Il a tout d'abord attendu la stabilité politique, puis le développement des voies de communication, l'outillage des ports, et enfin des lois protégeant les exploitations. Tout cela a demandé un certain temps, car si le sous-sol roumain est riche, l'Etat ne disposant que de crédits modérés, a dû procéder progressivement.

L'extension des exploitations ne date donc que d'hier, et très certainement elle ira sans cesse s'amplifiant.

Les capitaux investis dans l'industrie pétrolifère sont actuellement abondants, ils atteignent le demi-milliard. Ils n'ont pas malheureusement été employés rationnellement, plus des deux tiers n'ont été utilisés qu'à des opérations de spéculation sur les terrains.

Les gisements de pétrole sont localisés en Roumanie dans la région des montagnes et la région subcarpathique. Ils occupent une zone étroite qui s'étend depuis le district de Suceava jusqu'en Olténie, avec interruption dans les districts de Muscel et d'Arges, où jusqu'à présent on n'exploite aucun gisement important. Toutes les autres régions sont totalement dépourvues de pétrole.

Au point de vue géologique, le crétacé forme l'assise principale de toute la région pétrolifère ; les gisements se rencontrent surtout dans le tertiaire. En Moldavie, ils se trouvent principalement dans les terrains tertiaires plus anciens : éocène, oligocène salifère et sarmatique ; tandis qu'en Valachie, le pétrole se rencontre non seulement dans ces terrains, mais aussi dans le tertiaire néogène.

On n'a fait jusqu'à présent que peu de recherches dans les terrains du crétacé, si ce n'est dans les districts de Dambovitsa et de Prahova. Le pétrole rencontré dans ces deux districts est peu abondant, mais d'excellente qualité, et il est à prévoir qu'avec les progrès de la technique des sondages, on pourra poursuivre ces recherches, percer les formations néogènes et paléogènes, et parvenir ainsi en pénétrant dans le crétacé, à rencontrer en abondance du pétrole de première qualité.

Les couches trouvées jusqu'à présent en Roumanie sont en général très plissées, ce qui rend difficile la découverte des gisements où le hasard joue souvent un très grand rôle. La profondeur à laquelle on les rencontre est très variable, et atteint jusqu'à 800 mètres.

Il arrive parfois que des hydrocarbures gazeux qui sortent des fentes des roches pétrolifères s'allument et brûlent continuellement, pendant des mois, jusqu'à ce qu'une pluie vienne les éteindre. C'est ce qu'en Roumanie on nomme les « feux non éteints ». Il peut se produire aussi ce que les Roumains appellent les « bouillonnements ». Ce sont des émanations de gaz se produisant sous l'eau, ou dans des terrains marécageux. Lorsque ces gaz se trouvent canalisés dans des argiles, ils amènent à la surface une boue formant à l'embouchure de cette sorte de canal un cône de plusieurs mètres de hauteur, ayant à son sommet un petit cratère d'où s'écoule un ruisseau de boue. On donne à ces cônes le nom de « volcan de boue », on en rencontre surtout dans le district de Buzeu.

Le pétrole brut en Roumanie est de couleur généralement très foncée, brun vert ou même brun noir, mais certains pétroles ayant filtré naturellement à travers des couches de grès fins présentent une certaine limpidité ; ils sont jaune clair dans certains

districts, rougeâtres dans d'autres, mais tous se distinguent par une fluorescence verdâtre. Ils dégagent tous une faible odeur d'éther.

La composition chimique est à peu près constante dans tous les districts; ils contiennent peu ou pas d'oxygène, seulement des traces de soufre, oxygène et soufre se concentrant du reste par distillation dans les résidus.

Au début, les paysans roumains extrayaient le pétrole de la manière la plus rudimentaire. A l'endroit où ils avaient trouvé un écoulement de ce liquide, ils pratiquaient des excavations de 7 à 8 mètres, puis le recueillaient dans un baril, et l'isolaient ensuite par décantation d'eau.

Pour augmenter les dimensions de ces sortes de fosses, ils eurent ensuite l'idée de les boiser afin d'éviter les éboulements. Ce furent alors des bassins de 5 mètres carrés de section, pouvant atteindre jusqu'à 20 mètres de profondeur. C'était le maximum que ce procédé pouvait permettre d'obtenir. Il fallut bien alors réduire la section pour pouvoir descendre plus profondément. C'est ainsi que ces bassins de section réduite à 1 mètre, atteignirent alors 30, 40 mètres de profondeur et davantage. Ce n'étaient plus des bassins, mais bien des puits. Telle est en Roumanie l'origine des puits de pétrole qui constituent le mode de transition entre l'exploitation du début, et celle qui est presque exclusivement employée aujourd'hui, c'est-à-dire le sondage.

Les grandes Sociétés qui exploitent uniquement par sondages emploient cependant encore les puits pour fournir des renseignements géologiques sur les zones qui ne sont pas encore en exploitation.

En ce qui concerne les sondages employés à peu près exclusivement dans les grandes exploitations, c'est la méthode canadienne, par trépan et tiges d'acier, qui est la plus répandue.

Les premières sondes mécaniques furent employées dans la région de Campina, depuis elles se sont beaucoup répandues ; ces dernières années les sondages hydrauliques Raky se sont multipliés, mais surtout dans les très grandes exploitations ; ils ont fait leur apparition depuis que les capitaux allemands se sont emparés d'une grande partie des affaires de pétrole en Roumanie.

Sans entrer ici dans une discussion technique sur les avantages et inconvénients des deux procédés, j'indique que dans les petites exploitations le sondage à sec sera toujours employé, et qu'en ce qui concerne les grandes Sociétés, le sondage hydraulique sera de plus en plus exclusivement adopté, surtout pour les zones déjà techniquement étudiées.

Un spectacle intéressant, lorsqu'on visite les régions pétrolifères, est celui des sondes jaillissantes qui s'élèvent à une vingtaine de mètres, et quelquefois bien davantage. Elles donnent de grands profits aux exploitants, puisqu'elles débitent, sans aucun travail, ce que des sondes ordinaires ne peuvent donner que très lentement.

En Roumanie, certaines sondes jaillissantes ont donné des résultats vraiment remarquables ; l'une d'elles a produit une gerbe de plus de 100 mètres de hauteur pendant plusieurs jours. La sonde donna à son début plus de 300 wagons par jour. Ceci est une exception ; toutefois, il n'est pas rare de constater des éruptions procurant régulièrement 40 à 50 tonnes par jour.

Ces phénomènes sont toujours accompagnés d'un dégagement considérable de gaz, ce qui fait penser que, lorsque la sonde perce ce qu'en langage de mineur on nomme le toit de la nappe (c'est-à-dire la dernière couche de terrain traversée avant de rencontrer le pétrole), le gaz subit une détente brusque déterminant l'éruption.

Mais le pétrole brut doit être épuré et distillé avant d'être livré à la consommation. A cet égard, l'administration roumaine classe les produits en quatre catégories : 1° Benzine. 2° Pétrole lampant. 3° Pétrole distillé. 4° Résidus.

Dans les premières distilleries installées dans le pays, on distillait dans des chaudières de fer battu de 5 à 12.000 litres de capacité, le raffinage à l'acide sulfurique et le lavage se faisaient à bras dans des tonneaux en bois.

Plus tard, de puissantes raffineries se sont installées, surtout en ces dernières années, possédant tous les perfectionnements modernes, permettant ainsi l'exportation sous les formes désirées par la consommation. Il y en a ainsi près d'une centaine dans le pays.

Il en est résulté que la branche de l'extraction dépendait des raffineurs qui fixaient les prix, et les Sociétés pétrolifères qui possédaient des raffineries dominaient l'industrie du pétrole. Aussi l'Etat est-il intervenu pour imposer un cartel légal à tous les raffineurs, et fixer un prix maximum pour le pétrole lampant, tout en laissant le terrain libre pour le prix du brut.

La loi, dite du contingent, fixe la quantité de pétrole lampant que chaque raffinerie est autorisée à livrer à la consommation, quantité basée sur la puissance de production qui est fixée pour les raffineries du groupe allemand, à 1.273.000 tonnes : pour celle du groupe roumain, à 292.000 tonnes; pour le groupe français, 285.000 tonnes; pour le Standard Oil, 258.000 tonnes. Viennent ensuite le groupe hongrois et le groupe hollandais.

La proportion de brut livré aux raffineurs a augmenté chaque année, si bien qu'actuellement presque tout le pétrole roumain est raffiné sur place.

Le pétrole sortant des raffineries sous ses différents aspects doit être ensuite dirigé sur les centres d'exportation ; le gouvernement roumain, secondant très intelligemment les efforts des chefs d'exploitation, a donc créé des lignes de chemin de fer dans tous les centres productifs ; mais il y a une limite à la création des voies ferrées.

D'autre part, en ce qui concerne aussi le transport du pétrole brut aux raffineries, les prix des chemins de fer, quoique très bas, sont encore trop onéreux. On a donc songé à créer des conduites drainant le pétrole ; elles ont pris une grande extension au cours de ces dernières années.

Entre temps, une puissante Société américaine avait fait des propositions au gouvernement roumain pour l'établissement d'une grande conduite générale. Mais l'opinion publique se souleva, on eut peur d'un trust américain du pétrole, et l'ombre de Rockfeller vint hanter les cerveaux roumains. Le gouvernement dut décliner les propositions, et promettre d'étudier un projet de conduite nationale ; la Chambre vota même des crédits d'étude. L'affaire en est restée là ; quoi qu'il en soit, les conduites privées se sont développées rationnellement au fur et à mesure des besoins, certaines d'entre elles sont gigantesques ; dans le district de Prahova notamment, l'ensemble des Sociétés possède un total de conduites de près de 1.000 kilomètres.

A côté de ces conduites de pétrole, j'en signale d'autres nombreuses, en fonte, destinées à amener l'eau nécessaire à beaucoup de centres d'exploitation qui en sont totalement dépourvus. Dans le seul district de Prahova, on compte plus de 500 kilomètres de ces conduites d'eau, dont le diamètre varie de 50 à 125 millimètres.

D'autre part, le gouvernement a l'intention de

faire construire, aux frais de l'Etat, une conduite pour le transport du pétrole, depuis la vallée de la Prahova, jusqu'à la mer. Ceci n'est qu'un projet, mais j'ai tout lieu de croire qu'il sera réalisé dès que les circonstances politiques le permettront.

La cession par les propriétaires du sol de leur droit d'exploitation, d'après la loi des mines, a donné lieu à des abus considérables qui ont au début gravement compromis l'avenir des affaires pétrolifères. En effet, en Roumanie comme dans tous les pays d'Orient, il n'existait pas de cadastre ; l'étranger voulant acquérir un terrain ou un droit d'exploitation, ne savait généralement pas qui en était le vrai maître : après achat, et au bout de plusieurs années d'exploitation, surgissait souvent le véritable propriétaire, ou se disant tel, et il en résultait d'interminables procès qui éloignèrent le capital. Tant et si bien que le gouvernement s'en émut, et, dans l'impossibilité d'établir rapidement un cadastre, fit voter une loi spéciale, dite de consolidation des concessions.

La cession du droit d'exploitation est désormais soumise à la formalité de la transcription, à dater de laquelle le concessionnaire possède un droit réel. Le fait même de la transcription sur le registre *ad hoc* du tribunal d'arrondissement confirme ce droit, et, en cas de contestation, le droit reste acquis à la priorité de transcription. Cette loi mit fin à un état d'incertitude intolérable qui avait contribué pour beaucoup à tenir en laisse les capitaux, et de fait, depuis la promulgation de cette loi, ceux-ci se sentant plus en sécurité, sont venus de plus en plus abondants.

Toutefois, si beaucoup de sociétés ou de propriétaires ont fait de mauvaises affaires au début, il y avait d'autres causes que cette anarchie causée par l'absence de cadastre, et l'insécurité dans la mutation

des droits. En première ligne, je signalerai l'incompétence reconnue de tous ceux qui, à divers titres, s'occupèrent dans les premiers temps des affaires de pétrole en Roumanie. Les propriétaires de terrains ont longtemps profité de cette absence générale de connaissances techniques de ceux qui s'occupaient d'exploitation : c'étaient eux qui désignaient l'emplacement des puits ou des sondes dans un but intéressé, mais au détriment de l'avenir de l'industrie ; des sommes énormes ont été ainsi, pendant de longues années, englouties pour des recherches forcément infructueuses, jamais dirigées par des techniciens, alors que, surtout en Roumanie, l'allure irrégulière des couches pétrolifères réclamait des guides compétents. En ce qui concerne les sondages, on a longtemps manqué de sondeurs habiles ; ceux que l'on appelait de l'étranger étaient nécessairement de mauvais ouvriers, les bons préférant rester dans leur pays.

Enfin l'organisation commerciale fut plus mauvaise encore que la direction technique. Les sociétés et les propriétaires n'ont cessé de se disputer entre eux, au lieu de s'associer dans l'intérêt général.

Au point de vue financier, la grande fièvre des spéculations paraît calmée, on a compris qu'il ne fallait pas seulement brasser des affaires, mais plutôt travailler, et après le discrédit des exploitations pétrolifères roumaines, causé par les spéculations du début, a commencé une période de calme et de travail dont les résultats confirment toutes les espérances qu'on était en droit de former après les mauvais jours.

J'arrive maintenant au côté commercial de la question pétrolifère. L'Etat avait dû intervenir pour fixer à 10 p. 100 maximum, la proportion d'huiles lourdes distillant à 20°, et limiter d'autre part le degré d'inflammabilité à 23°, ce qui est déjà très bas au point de

vue sécurité dans un pays où l'été est toujours très chaud.

Les résidus constituent, après le pétrole lampant, le facteur le plus important de la consommation ; on a fait en ces dernières années de très notables efforts pour en développer l'emploi à l'intérieur : les chemins de fer roumains notamment, après de nombreux essais, ont finalement adopté le combustible liquide pour tout le réseau. Il en est de même pour la navigation. Enfin les fabriques de sucre, les raffineries et autres usines emploient également presque exclusivement les résidus. Quant à la benzine et aux huiles minérales, ce sont surtout des produits d'exportation.

Les principaux acheteurs de pétrole roumain sont l'Angleterre, la France, l'Allemagne, l'Italie et la Turquie. En ce qui concerne la benzine, la France occupe le premier rang ; viennent ensuite l'Angleterre et l'Allemagne. L'exportation du pétrole brut est insignifiante, puisque le raffinage s'effectue en Roumanie ; de ce fait toute la dépense nécessitée par cette transformation reste dans le pays.

La situation de la Roumanie lui fait envisager le rôle de fournisseur normal des pays méditerranéens, ce qui explique pourquoi la proposition déjà faite par le groupe Rockfeller pour accaparer la production du pétrole des exploitations de l'Etat roumain, proposition d'ordre purement commercial, a été reprise par la Disconto Gesellschaft de Berlin, dans le but d'assurer un formidable approvisionnement de pétrole aux Germaniques ; cette offre a d'ailleurs été repoussée par l'Etat roumain, comme l'avait été celle des Américains.

§ 4. — Les mines de sel.

Une autre richesse de la Roumanie est constituée par les mines de sel qui renferment une prodigieuse réserve, susceptible d'être exploitée pendant des centaines d'années, et que l'on évalue à plus d'un demi-milliard de tonnes.

Poussée plus activement, l'extraction du sel des salines roumaines pourrait être une source très importante de revenus pour l'Etat, puisque les nations voisines, Russie, Serbie, Bulgarie, Turquie, en sont dépourvues.

Les gisements de sel se trouvent dans les régions pétrolifères, dans la partie extérieure de l'arc carpathique, depuis la Galicie jusqu'en Olténie. Ils se sont formés entièrement dans l'ère tertiaire, mais à deux époques différentes ; les plus anciens, dans le paléogène, les plus récents, dans les couches méditerranéennes. Ces derniers forment une étroite bande de terrain qui s'étend au pied des Carpathes depuis la Galicie jusqu'en Olténie. Ce sont généralement les plus riches.

Le sel se présente sous l'aspect de massifs en forme de lentilles aux dimensions colossales, enveloppées de marnes argileuses ; il se présente aussi quelquefois sous forme de couches. En certains endroits, comme à Slanic, qui est un des plus importants gisements exploités, les massifs sont mis en évidence par érosion, et forment des rochers de sel.

L'exploitation des salines a lieu en régie, non plus par puits verticaux suivant l'antique méthode, mais par galeries qui s'élargissent au fur et à mesure que l'on descend dans le massif, et jusqu'à ce que les parois deviennent verticales, de telle façon que la galerie prend la forme d'une voûte ogivale.

L'abatage se fait au marteau, soit par des ouvriers, soit par des forçats.

A Slanic seulement, on utilise la machinerie moderne ; les voûtes sont à une cinquantaine de mètres de l'orifice du puits d'extraction, et les galeries occupent 16.000 mètres cubes. On a l'impression d'être transporté au milieu d'une gigantesque cathédrale transformée en un féerique chantier sillonné par d'innombrables wagonnets transportant des blocs rendus scintillants par l'arc électrique.

Le sel roumain est de qualité supérieure, il contient en effet 99,92 p. 100 de chlorure de sodium.

La production de Slanic équivaut à celle des trois autres salines. Son sel est plus blanc que celui des autres exploitations.

L'ensemble de l'extraction roumaine dépasse un million de tonnes par an, dont 40 p. 100 destinés à l'exportation.

CHAPITRE V

Les voies de communication. Les transports. Le commerce roumain.

§ 1. — Les voies de communication.

Jusqu'au milieu du siècle dernier, les moyens de transport étaient très rudimentaires en Roumanie. Ils étaient constitués uniquement par des chariots à bœufs, roulant sur de mauvaises routes, car les Turcs ont toujours été réfractaires au développement des voies de communication, les grandes routes étant trop propices à la marche des armées ennemies.

La première voie ferrée date de 1869, elle menait de Bucarest à Giurgevo, c'est celle qui relie aujourd'hui Bucarest à Sofia. Giurgevo[1] est donc la première ville roumaine que l'on traverse en venant de Constantinople par Sofia.

En 1872, un tronçon de 100 kilomètres était ouvert au trafic, d'Istkani à Roman ; et depuis cette époque, les voies ferrées ont été développées sans interruption.

A dater de 1888, toutes les lignes anciennes ou nou-

1. Giurgevo, centre commercial assez important, fut fondé par les Génois, on y voit actuellement, au bord du Danube, les ruines de l'ancienne forteresse génoise.

velles sont la propriété de l'Etat. Leur longueur actuelle dépasse 4.000 kilomètres, représentant une valeur de près d'un milliard.

Les chemins de fer roumains sont, en Europe, ceux sur lesquels le trafic est le moins cher; on s'est efforcé d'ailleurs d'assurer la continuité des lignes nationales avec les grands express européens.

En outre, en vue du développement rapide de Constantza, dont j'ai indiqué déjà toute l'importance au point de vue de l'exportation des céréales et des pétroles, on a jeté, il y a une vingtaine d'années, un pont[1] gigantesque sur le Danube, entre Cernavoda et Fetesci, reliant ainsi la Dobroudja, située sur la rive droite, à la Roumanie proprement dite, située entièrement sur la rive gauche.

Cet important ouvrage d'art, un des plus grands d'Europe, mesurant 28 kilomètres, dû à un ingénieur roumain, a été construit par la Société française de Fives-Lille. La partie principale entièrement métallique, a 750 mètres de longueur, et correspond au bras le plus large du fleuve. L'autre partie importante du pont, également métallique, a 420 mètres, et correspond à un autre bras du Danube.

Ces deux ponts sont reliés ensemble par deux viaducs, l'un de 900 mètres, l'autre de 650, et une digue de pierre qui traverse tout le terrain marécageux.

La construction de ce mastodonte a duré dix ans, et coûté 34 millions. Il sert uniquement au passage de la voie ferrée, et supprime ainsi tous les transbordements inévitables auparavant. Son utilité est mieux appréciée encore lorsque les glaces d'hiver interceptent la navigation fluviale, car sa construction à réduit de six ou sept heures le trajet du grand port à Bucarest.

1. Ce pont vient d'être en partie détruit par les Roumains eux-mêmes, avant leur retraite de Dobroudja.

§ 2. — La régularisation du Danube.

La navigation sur le Danube est évidemment moins coûteuse que le transport par voie de terre, mais, depuis la frontière serbe jusqu'à Braïla et Galatz, le Danube est roumain, il fallut donc s'affranchir non pas du concours, mais de l'ingérence exagérée des puissances étrangères qui, sous le prétexte de régularisation du grand fleuve, tendaient de plus en plus en parler en maîtresses sur le territoire roumain.

Une Commission européenne du Danube s'est en effet créée en 1856 en vue de régulariser par de grands travaux, les parties du fleuve inaccessibles ou dangereuses pour la navigation, mais la Roumanie, n'étant pas encore indépendante, avait été exclue de cette Commission ; cette injuste décision fut réparée en 1883; la Roumanie depuis lors fait partie de la Commission au même titre que les autres puissances intéressées.

Le Danube est, on le sait, le plus grand fleuve d'Europe après le Volga ; son aspect, en Autriche et en Hongrie, produit une fort belle impression, mais qui n'est pas le spectacle imposant du Danube roumain. Déjà en Serbie, passé Belgrade, le célèbre fleuve entrant dans le fameux défilé de Kazan, impressionne le voyageur en l'émerveillant ; mais voici bientôt la Roumanie, à l'endroit où se rencontrent les Carpathes et les Balkans près d'Orsova : le fleuve se tord entre deux murailles énormes, qui le forcent à onduler en tous sens à travers d'immenses récifs. Ce sont les célèbres Portes de Fer, que le gouvernement hongrois a régularisées, comme le défilé de Kazan.

Avant l'achèvement des grands travaux de régularisation, terminés en 1898, le Danube n'était naviga-

ble en ces passes que pour des bateaux de très faible tonnage, et encore étaient-ils exposés à se briser sur les nombreux rochers et bancs qui sillonlonnaient ces parages. Les travaux durèrent huit ans, et coûtèrent plus de 20 millions de francs au gouvernement hongrois. Toutefois celui-ci fut autorisé à prélever des péages ; mais il a la main lourde, et cet événement, tant attendu, de la régularisation des Portes de Fer n'a pas donné, du fait de ce péage exagéré, les résultats qu'on en espérait. La Hongrie veut amortir plus rapidement ses dépenses, mais je ne crois pas que ce soit le moyen véritable, bien au contraire ; ce système paralyse l'exportation roumaine en premier lieu, mais il gêne également beaucoup l'expansion de l'Allemagne vers l'Orient.

La Commission européenne du Danube a eu pour but principal la régularisation de son cours depuis Galatz jusqu'au Delta ; il s'agissait de rendre le fleuve plus navigable en l'approfondissant vers Sulina ; l'Autriche-Hongrie avait même essayé d'obtenir que les pouvoirs de la Commission s'étendissent également entre Galatz et les Portes de Fer. Mais la Roumanie ne le permit pas ; certes elle désire le maintien de cette Commission européenne pour les grands services qu'elle rend à la cause roumaine, mais son indépendance nationale lui fait un devoir de ne pas laisser grandir davantage cet Etat dans l'Etat.

Le siège de la Commission européenne est à Galatz ; sous sa direction on a déjà supprimé plus de vingt détours que faisait le bras de Sulina ; un canal rectiligne les remplace maintenant, réduisant d'environ 20 kilomètres l'ancien cours du fleuve. Ces travaux ont coûté 80 millions en cinquante ans, somme qui est couverte par des péages.

En ce qui concerne le Pruth, principal affluent du Danube, les Etats riverains, Russie, Roumanie et

Autriche, ont conclu une convention en 1866; ils ont institué ensuite une Commission mixte, chargée de s'occuper de la régularisation de ses eaux, qui s'obtient en préservant les bords de la rivière contre l'érosion, et en nettoyant le lit qu'on débarrasse des troncs d'arbres tombés. Pour couvrir les frais, la Commission a été autorisée à percevoir un droit sur les bateaux circulant sur le Pruth, et dont le tonnage maximum doit être de trois cents tonnes.

§ 3. — La politique économique.

J'ai eu l'occasion en parlant de l'industrie en Roumanie, d'indiquer les grandes lignes de la politique économique de ce pays.

J'ai mentionné également la présence de nombreux étrangers dans les entreprises industrielles, en faisant remarquer que les tarifs protecteurs ne profitaient peut-être pas très judicieusement à l'économie nationale. Au point de vue commercial, l'effort de la nation s'exerce progressivement pour affranchir de l'étranger les jeunes nérations roumaines.

A première vue il est facile de remarquer que les commerçants de Roumanie ne sont généralement pas roumains: les épiciers sont grecs, les maraîchers sont serbes ou bulgares; les juifs font un peu tous les métiers: fermiers, cabaretiers, coiffeurs, etc. Mais là aussi la transformation s'opère, et si l'on songe que ces Latins sont des assimilateurs de premier ordre, et que leurs maîtres actuels en matière d'activité commerciale, les Arméniens, les Grecs, et les juifs sont, en Orient, les rois du commerce, il n'est pas douteux qu'avant longtemps l'indépendance des Roumains sera complète à cet égard.

Au point de vue économique, il existe deux écoles

en Roumanie, qui sont très nettement séparées au sujet de l'apport des capitaux étrangers dans les entreprises industrielles et commerciales.

Les uns préconisent d'attirer dans le pays le capital étranger, au risque d'un accaparement momentané ; ils y voient avec juste raison une source de richesse et de prospérité pour la nation.

Les autres sont au contraire opposés à toute emprise nouvelle de capitaux extérieurs, craignant que les bénéfices réalisés par les industriels étrangers soient drainés au dehors. Ils n'envisagent pas, ou ne veulent pas envisager, que les Sociétés étrangères laissent dans le pays les sommes énormes représentées par le salaire des employés et ouvriers roumains, les impôts, les achats de matières premières, les frais de transport, etc., et que ce sont précisément ces sommes restées en Roumanie qui, transformées et accumulées, serviront en partie dans l'avenir à affranchir la nation du capital étranger.

Sans lui, les Roumains seraient restés tributaires de l'Europe pour les articles manufacturés qu'ils ne pouvaient produire, le pétrole serait toujours enfoui dans le sous-sol du pays sans profit pour personne, et la Roumanie ne serait qu'un pays agricole d'avenir moyen.

Non, longtemps encore les ultra-nationalistes devront restreindre leurs doctrines, la Roumanie a besoin encore de capitaux étrangers, de même qu'il lui faudra prochainement modérer ses tendances protectionnistes.

Les traités de commerce entre la Roumanie et plusieurs grands Etats européens datent de 1906, et ont été conclus pour une période de douze ans. C'est donc très prochainement qu'une décision doit intervenir. Je ne crois pas toutefois que les Roumains modifient sensiblement leur façon de voir. Les Balka-

niques, peuples essentiellement agricoles, sont tous protectionnistes, souvent à leurs dépens, et la Roumanie après la grande guerre, ne renoncera probablement pas à sa politique économique actuelle.

§ 4. — **Le commerce extérieur.**

La situation du commerce extérieur est celle d'un pays qui depuis quinze années a renversé sa balance commerciale : tandis qu'avant 1900, l'excédent des importations sur les exportations atteignait environ 70 millions de francs, depuis 1901, c'est l'excédent des exportations sur les importations qui a atteint et dépassé ce chiffre.

Les exportations qui étaient autrefois dirigées en grande partie sur l'Angleterre, ont peu à peu pris la direction de la Hollande et la Belgique, surtout en ce qui concerne les céréales.

Les envois en Hollande se sont en effet amplifiés à cause de la ligne de service maritime qui transporte les céréales du Danube à Rotterdam.

D'autre part, la diminution considérable des envois en Angleterre est seulement apparente, si l'on veut considérer que les céréales dirigées en temps de paix sur Anvers sont réexpédiées ensuite dans les ports anglais.

Il n'est pas sans intérêt de remarquer ici que sur un chiffre d'exportation d'environ 700 millions, plus de 600 millions allaient avant la guerre aux Alliés : Belgique, Angleterre, Italie, France, Russie, ainsi qu'aux neutres ; et que par suite, pendant la guerre, la Roumanie séparée de ses meilleurs clients, ne pouvait que diriger ses produits vers les empires centraux. On voit donc par là toute l'importance au point de vue économique, de l'entrée en ligne des Roumains aux côtés des Alliés.

Dans le chiffre d'exportation totale, les céréales et autres produits agricoles réprésentent près de 600 millions, dont plus de 500 vont aux pays alliés, en temps de paix. Il s'ensuit donc que la déclaration de guerre du 28 août aurait dû priver les empires centraux et la Turquie d'un ravitaillement considérable en produits du sol, que les Roumains ne pouvaient exporter que chez eux depuis le début des hostilités. Ces chiffres soulignent toute l'importance de cette date du 28 août 1916, que l'on escomptait devoir correspondre à un resserrement très notable du blocus.

Les chiffres des importations roumaines ne sont pas décroissants, ce qui peut paraître en contradiction avec les indications que j'ai formulées en étudiant le développement de l'industrie en Roumanie. On peut cependant affirmer que depuis la proclamation de l'indépendance, les conditions de la vie dans ce pays ont été radicalement transformées ; par suite, sans l'industrie locale, le chiffre des importations qui oscille autour de 450 millions de francs aurait été vraisemblablement doublé, alors qu'il est resté presque stationnaire, tandis que celui des exportations passait dans le même laps de temps de 200 à 700 millions.

La France importe de Roumanie pour 30 millions d'articles divers, tels que céréales, pétroles bois, laines et peaux, et, parmi les grandes puissances, c'est elle qui en reçoit le moins.

En ce qui concerne l'importation en Roumanie, la France tient le quatrième rang après l'Allemagne, l'Angleterre et l'Autriche : le total importé oscille aux environs de 20 millions.

La France fournit surtout à la Roumanie l'article de luxe, l'article de goût que celle-ci tient essentiellement à recevoir de France, mais presque aucun des articles de grande nécessité pour lesquels, sur le

marché roumain, elle ne pourrait entrer en concurrence avec les autres nations importatrices.

Le chiffre total du commerce extérieur roumain dépasse un milliard depuis 1910, avec un excédent, variant de 100 à 200 millions des exportations sur les importations.

Une loi du 20 mai 1886 a créé en Roumanie des Chambres de Commerce, destinées à fournir au gouvernement des renseignements sur les intérêts du commerce et de l'industrie, soit de leur circonscription, soit de l'ensemble du pays.

Il existe ainsi dix Chambres de Commerce, et d'autre part, la loi du 4 juillet 1881 a créé des Bourses de Commerce en vue de faciliter les transactions entre commerçants. Au nombre de cinq : à Bucarest, Braïla, Constantza, Craïova, et Galatz, elles sont organisées à la façon des Bourses libres, mais leurs opérations sont placées sous le contrôle de l'Etat, représenté par un commissaire du gouvernement.

§ 5. — Conclusion.

Les chiffres que j'ai cités montrent nettement que la Roumanie compte surtout au point de vue du commerce extérieur comme un pays essentiellement agricole, puisque les exportations de produits du sol représentent environ 90 p. 100 du chiffre d'exportation total.

La rivalité entre l'industrie pétrolifère et l'agriculture est limitée à la consommation locale ; les efforts du gouvernement n'ont donc en définitive abouti qu'à assurer la création de la grande industrie qui ne pourra produire avant longtemps en quantité suffisante pour influencer la proportion que j'ai indiquée relativement aux exportations.

La vraie force de la Roumanie réside dans son agriculture; il ne faut donc pas, à part quelques critiques justifiées, la blâmer de son conservatisme économique guidé par l'instinct le plus sûr et le plus sain, pendant la période d'industrialisation à outrance qui a mené l'Europe à la catastrophe actuelle.

Il faut louer au contraire les Roumains pour avoir refusé très nettement les propositions du comte Bertchold qui voulait en 1913 entraîner la Roumanie à relier économiquement les pays agricoles de la péninsule balkanique au grand centre industriel: le Zollverein.

Cette première fin de non-recevoir aux avances de la culture germanique faisait prévoir l'intervention roumaine, qui s'est produite dès que les circonstances politiques l'ont permis. Aucun doute n'était possible à cet égard, non seulement pour ceux qui ont séjourné en Roumanie, mais même pour ceux qui ont suivi avec attention la politique économique roumaine depuis le traité de Berlin.

Les origines du souverain ont contribué, il faut bien le reconnaître, à fausser l'esprit du grand public sur les intentions de ce pays.

Depuis deux ans, le gouvernement préparait avec énergie la voie susceptible de lui assurer, aux côtés des Alliés, la réalisation de son idéal national. Son chef, M. Bratiano, ancien élève de l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées de Paris, Français de cœur, achèvera bientôt, il faut l'espérer malgré tout, l'œuvre de l'autre Bratiano auquel les Roumains doivent en grande partie leur indépendance.

LIVRE IV

LE ROYAUME DE SERBIE

CHAPITRE I

La race serbe. — Le développement historique de la Serbie.

§ 1. — Caractéristiques de la race serbe.

Les Serbes, qui font partie de la grande famille des Slaves du Sud, ainsi que je l'ai déjà exposé, n'ont pas occupé leur pays actuel en une seule expédition militaire organisée et développée. Leur installation dans les Balkans s'est faite progressivement, et a duré plusieurs siècles. Elle n'a été réellement terminée qu'au VIIe siècle de notre ère.

Dès qu'ils furent fixés dans la péninsule, ils assimilèrent peu à peu les éléments épars des races étrangères qu'ils y rencontrèrent, et d'une manière relativement pacifique. Il se forma donc ainsi, avec le temps, une mosaïque de petits Etats serbes disséminés dans la presqu'île balkanique. Au cours de l'histoire leur attitude sera purement défensive, ils ne provo-

queront jamais leurs voisins, mais leurs seuls efforts considérables et répétés n'auront d'autre but que de se soustraire à la domination étrangère.

Les Serbes ont en général le teint brun, les yeux et les cheveux brun foncé, mais rarement noirs ; ils sont de taille élevée, la moyenne dépassant 1^{m}, 70. C'est une race saine et forte que les travaux agricoles auxquels ils s'adonnent depuis les temps les plus reculés, maintiennent en parfait état de souplesse et de force.

Ils sont généralement très impulsifs ; c'est ainsi qu'on les voit fréquemment se livrer à de grandes expansions de joie ou de douleur. Mais ces émotions toujours très démonstratives, sont de courte durée. La grande franchise qui fait le fond de leur caractère, toujours attestée par de bruyantes manifestations pouvant aller jusqu'à l'exaltation, se trouve souvent tempérée très rapidement sous l'influence d'une sorte de retenue spontanée qui constitue un autre trait distinctif de leur caractère, et que j'attribue aux souffrances prolongées de leur race à travers l'histoire du monde balkanique.

C'est ainsi que leurs explosions de joie se transforment très souvent en accès de mélancolie, dès qu'ils réfléchissent aux conséquences que leur caractère impulsif les avait empêchés d'entrevoir au premier abord. Malgré leur fougue, la spontanéité de leurs élans, qui caractérise les Slaves du Sud, ils passent de longues heures à la méditation, à la rêverie, comme tous les Slaves. Mais chez les Serbes la rêverie n'est pas toujours silencieuse, elle se développe souvent en des conversations interminables.

A l'annonce d'une nouvelle importante, tout Serbe bondit de joie ou d'indignation, avec un grand luxe de paroles et de gestes surabondamment significatifs. Puis il réfléchit, très vite parce que très intelligent, et

c'est alors un nouveau déluge de paroles, de questions aussi vite résolues que posées.

Très emporté, très démonstratif, le Serbe paraît violent, mais pour qui le connaît bien, c'est cependant un doux, capable d'actions les plus généreuses; il faut avoir vu les soldats en campagne s'entr'aider et se soigner mutuellement, pour n'en pas douter. Les actes de dévouement dont j'ai été témoin sont d'une beauté qui force l'admiration. La guerre offre en effet pour l'étude des caractères des occasions multiples d'exercer le jugement en pleine connaissance de cause. Je n'y ai pas manqué.

Quand on a vécu en Serbie, il est impossible de n'être pas gagné par la sympathie que les Serbes savent inspirer. Leur grande franchise les empêche de cacher leurs défauts, mais on n'est pas toujours certain de la réalité de leurs solides qualités que je n'ai pu apprécier sans réserve que depuis qu'ils sont en guerre.

Le régime turc qui, pendant près de quatre siècles a étouffé toutes leurs manifestations d'activité, a eu pour effet d'accumuler à l'état latent une somme considérable d'énergie qui déborde aujourd'hui et qui explique très clairement leur présomption, qui peut n'être pas vaine, de vouloir tout entreprendre et de se croire capables de faire tout aussi bien que les nations civilisées, qui pendant le long sommeil des Serbes, ont acquis l'expérience du mieux-être de la vie des nations que la science chiffre par une cristallisation de quatre siècles.

Leur accumulation d'énergie, jointe à leur capacité d'assimilation pourra-t-elle très rapidement égaler l'expérience des sciences politiques et sociales que représentent ces quatre siècles de cristallisation ? Beaucoup de Serbes répondraient par l'affirmative, mais je dois avouer que l'élite n'a pas complètement

cette présomption, et admet parfaitement une différence marquée de degré de civilisation, qu'elle espère d'ailleurs voir s'annuler dans un avenir prochain.

Prouver qu'ils ont réellement de grands desseins, qu'ils peuvent réaliser si l'on veut bien leur permettre d'affirmer leur personnalité en les laissant s'organiser en grande nation moderne, possédant librement ses ports sur l'Adriatique ; tel est le grand désir qui les anime présentement. S'affranchir de toute dépendance politique et financière, voilà leur idéal, pour la réalisation duquel ils sont à nouveau prêts à tous les sacrifices.

Leur présomption ne va certes pas jusqu'à penser qu'ils soient près du but. Leurs financiers, leurs économistes sont gens de talent, qui connaissent la longueur de la route à parcourir. Mais la nation est impatiente, ses malheurs ont décuplé son énergie au lieu de l'abattre, elle veut donc brûler les étapes et risque par suite de s'arrêter à mi-chemin.

Certes, les Serbes sont intelligents et hardis, ils veulent tout tenter, rien ne les arrête, ils ont prouvé au point de vue militaire qu'ils étaient capables des plus grandes choses, mais leur prétention peut paraître excessive au premier abord, lorsqu'ils affirment avec la plus belle audace leur capacité de résoudre toutes les difficultés par la puissance incommensurable du génie de leur race.

Je persiste cependant à croire qu'ils sont capables d'étonner à nouveau l'Europe qui les a toujours mal jugés jusqu'ici, car leur élite intellectuelle est vraiment remarquable. Elle a le rare mérite de savoir conduire la masse avec le plus grand sens pratique dans la voie des réalisations.

Les luttes presque perpétuelles des siècles passés n'ont pas amené de modifications profondes du caractère serbe, car elles se déroulaient toujours dans un

champ d'action restreint dont l'horizon était limité. La guerre actuelle a singulièrement reculé ces limites, la rude école du malheur sera cette fois profitable, elle exaltera les qualités de la race en éliminant ce que ces défauts pouvaient avoir d'excessif. Aux prises avec des difficultés jusque-là insoupçonnées, les intellectuels serbes ont pu mesurer des ordres de grandeur qu'ils n'avaient jamais été à même d'apprécier, ils ont acquis le sens des réalités qui leur manquait surtout. Toujours tournés vers le même but : la libération, ils n'ont jamais eu l'occasion d'étudier ce que je pourrais appeler les relativités de notre vieille Europe. Les problèmes balkaniques, et plus récemment les affirmations du panserbisme, existaient seuls pour eux. S'ils s'étaient occupés du péril germanique, c'était seulement dans l'ordre d'idées qui les préoccupait.

Il n'en est plus de même actuellement ; les Serbes ont mieux compris que pour accéder au rang des grandes puissances, il leur fallait accomplir une transformation assez profonde de leur mentalité, ce qui ne pourra se faire qu'avec la volonté énergique et éclairée de leur élite intellectuelle. Celle-ci devra compter avec la grande lutte d'intérêts considérables qui succédera à l'enthousiasme de la victoire. La réussite sur les champs de bataille politique et économique est à ce prix. La tâche est grandiose d'organiser la future grande Serbie, et de lui assurer sa place au milieu des rivalités formidables de l'Europe de demain.

Les Serbes ont le grand mérite d'avoir su conserver leurs qualités natives après plusieurs siècles de demi-esclavage sous la domination turque qui provoque et habitue à la dissimulation. Ils ont conservé cependant leur grande franchise quelquefois brutale, et un grand fond de loyauté que l'on apprécie aussi

bien dans les menus actes de la vie courante que dans la politique de leurs gouvernements.

Depuis que les Serbes ont reconquis leur indépendance, la franchise et la loyauté, ces deux grandes qualités de la race, sont redevenues plus apparentes pour l'observateur le moins exercé à scruter les caractères. C'est ainsi qu'on les observe beaucoup plus aisément dans les provinces libérées les premières, que dans les départements récemment soustraits à la domination ottomane.

Le Serbe est très fier, d'un amour-propre immodéré, il n'en a que plus souffert pendant son long asservissement. Il n'a d'ailleurs aucune rancune durable: c'est ainsi que les Turcs qui habitaient encore la Serbie avant la guerre actuelle n'étaient l'objet d'aucune tracasserie, d'aucunes vexations, et vivaient là certes plus heureux qu'en Turquie, à l'abri le plus complet de toute persécution politique ou religieuse.

Le Serbe est actif, endurant, travaille sans cesse, et paraît doué d'un remarquable esprit d'assimilation. J'ai eu à ce sujet l'occasion d'observer d'une manière très approfondie ce trait de son caractère. Dans les exploitations minières que j'ai dirigées en Serbie, le recrutement du personnel spécial était pratiquement impossible dans un pays habité presque exclusivement par des populations agricoles. C'est donc parmi elles qu'il fallait absolument recruter des apprentis mineurs. L'expérience prolongée m'a démontré qu'en très peu de temps, ils pouvaient devenir d'excellents travailleurs de mines, très vite au courant des travaux divers qui leur étaient confiés, et capables même d'initiative, dès qu'on prenait la peine d'exercer leur imagination.

Tout ceci explique en partie ce que j'exposerai en détail en parlant des progrès vraiment remarquables

réalisés par les Serbes de Serbie depuis qu'ils ont acquis leur indépendance.

Je termine cette rapide étude du caractère par le trait le plus intéressant peut-être, que j'ai déjà signalé, mais sur lequel on ne saurait trop insister.

A l'encontre des idées fausses répandues à dessein et avec insistance par les Austro-Hongrois pour éloigner des Serbes la sympathie des nations civilisées, il faut retenir sans la moindre arrière-pensée que les populations serbes sont toutes douées de la plus véritable bonté. On les a représentées comme farouches et sauvages, rien n'est plus faux, et je l'affirme ici avec la plus grande énergie, car il faut que cette légende disparaisse.

Je me suis trouvé aux côtés de l'armée serbe pendant la deuxième guerre balkanique, et je n'oublierai jamais les scènes les plus diverses auxquelles il m'a été donné d'assister et au cours desquelles j'ai pu noter d'innombrables preuves de l'humanité de leur caractère, de leur incontestable bonté, alliée à une véritable grandeur d'âme. J'ai vu le peuple en armes courir sus aux Bulgares qui l'avaient lâchement attaqué ; j'ai visité les hôpitaux, vécu au milieu des soldats, et observé dans le détail comment l'ennemi était traité en frère, lorsque malade, blessé ou prisonnier, il était amené dans les rangs serbes. Mon témoignage n'est d'ailleurs pas isolé, d'autres que moi, plus autorisés, ont rendu hommage à la belle abnégation de ces vaillantes populations.

A cet égard, comme à tant d'autres, le Serbe a plus d'un trait commun avec le Français. C'est certainement une des raisons de l'instinctive amitié entre les deux peuples, devenue réelle et profonde depuis que les événements politiques ont démontré nettement le mal-fondé des accusations intéressées lancées par les Autrichiens contre le caractère serbe. Je

ne crains pas d'ajouter ici que c'est à tort que le public français avait subi l'influence de la presse austro-hongroise au moment de la tragédie de palais qui a précédé l'avènement du roi Pierre.

Il me paraît nécessaire d'insister sur cet événement dont il faut avoir le courage de parler, même en défendant la thèse que je développe.

La presse de Vienne a grossi démesurément l'acte des conjurés, et les Anglais, plus encore que nous-mêmes, se sont laissé prendre à ce piège grossier, puisqu'ils sont intervenus diplomatiquement pour réclamer des sanctions. Tout en regrettant le drame qui s'est accompli, il est permis à un esprit impartial de l'expliquer. C'est ce que je veux tenter.

Les Serbes, après avoir lutté avec le courage indomptable qui les caractérise, pour recouvrer leur indépendance, voyaient leurs efforts arrêtés net, paralysés par l'impéritie d'une dynastie non seulement incapable, mais devenue néfaste pour les intérêts du pays. La conjuration, d'abord imprécise, s'est organisée avec plus de cohésion à mesure que les actes du roi et de la reine devenaient plus préjudiciables à la nation. Il est arrivé un moment où les fautes du couple royal ont dépassé la mesure, et les conjurés ont alors accompli l'acte fatal dans l'intérêt supérieur du pays...

C'est là une révolution que bien d'autres nations. dites civilisées, ont vue surgir au cours de l'histoire. Rien n'est spécial à la Serbie dans cet acte, regrettable au point de vue humanitaire, mais que l'enchaînement des réalités de la vie politique d'une nation fait apparaître comme une dure nécessité accomplie au nom d'un intérêt supérieur.

Toutefois les Austro-Hongrois ont imaginé autour de cette tragédie de palais toute une mise en scène excessivement dramatique, que la reproduction de

proche en proche à encore amplifiée et dénaturée.

L'esprit populaire en Occident fut donc vivement ému, il a tendance à la généralisation, à l'exagération rapide; une légende très fausse s'est accréditée, et il a fallu que des événements autrement sanglants et d'une autre envergure aient rapproché d'instinct les deux peuples serbe et français pour qu'apparaisse la vérité que je veux contribuer à propager sur la véritable nature du caractère de nos vaillants alliés.

§ 2. — La formation de l'Etat serbe.

J'ai indiqué précédemment que la migration des Serbes était à peu près terminée au VIIe siècle de notre ère.

Ils s'étaient en effet peu à peu concentrés en masses assez compactes à l'extrémité nord-ouest de la péninsule balkanique, dont ils avaient absorbé une partie des anciens habitants, repoussant les autres sur la côte adriatique.

Leur conversion au christianisme date du IXe siècle, à l'époque où les disciples de Cyrille et Méthode commencèrent à prêcher la doctrine dans la langue que le peuple pouvait comprendre.

Les Serbes restèrent environ deux cents ans disséminés en tribus offrant une proie facile aux attaques des Byzantins. Dès le IXe siècle, on voit apparaître leur premier essai de concentration sous forme d'un Etat dont le centre était Horéa Margi, la ville actuelle de Tchoupria. Cette première organisation n'eut qu'une durée éphémère. D'autres essais furent plus heureux, un prince serbe réussit à grouper sous son autorité quatre provinces serbes du littoral de l'Adriatique. Mais l'empire byzantin était trop puissant et devint finalement maître des Etats serbes qu'il

administra par l'intermédiaire des joupans (ducs). A la fin du XIIe siècle un de ces joupans, Stévan Nemania, parvint à s'affranchir de la suzeraineté de Byzance, et fonda la dynastie des Nemanyitch, dont un descendant, l'empereur serbe Douchane, réussit en 1331 à conquérir toute la péninsule balkanique, depuis l'Adriatique jusqu'à la mer Egée. Il s'apprêtait à enlever Constantinople, lorsque la mort le surprit en 1355 : il était sur le point de régner sur tout l'empire qui constitua plus tard la Turquie d'Europe.

Ses successeurs ne surent pas résister aux attaques des Turcs, les Serbes, défaits à Kossovo, laissaient tout leur pays aux envahisseurs au milieu du XVe siècle.

Dès lors, le Serbe ne connaîtra plus d'autre patrie que son village. Sous l'influence du régime turc, toute cohésion devient impossible. Il ne reste d'ailleurs que des paysans sans chefs, toute la noblesse ayant émigré pour échapper à l'apostasie.

Il n'existe plus par suite aucune notion d'Etat ; la seule organisation qui ait subsisté est celle du village serbe qui a résisté, ainsi que les coutumes, à quatre cents ans de domination turque.

L'insurrection du début du XIXe siècle n'est donc pas encore un réveil de l'idée nationale, c'est plutôt un ensemble de soulèvements partiels contre les exactions des oppresseurs. Les villages serbes pour se mieux défendre, se sont peu à peu solidarisés, mais sans concevoir d'organisation centrale, et cela jusqu'à ce qu'un véritable chef se soit imposé à cette fédération de villages, jaloux de leur autonomie.

Ce héros de l'indépendance serbe n'est autre que le grand-père du roi actuel, dont la vie est à elle seule toute une épopée.

Humble paysan, Georges Petrovitch, surnommé

Karageorges, avait tout d'abord combattu contre les Turcs parmi les bandes formées sous le nom de *Haïdouks*, par les descendants des anciens émigrés serbes en Hongrie. Véritable colosse, d'une énergie indomptable, il se trouvait pourchassé par les janissaires, lorsqu'il réussit pour se défendre à grouper plusieurs milliers de paysans décidés comme lui à organiser l'insurrection. Ceux-ci le prirent pour chef en 1804. Pour ses débuts, il conquiert Belgrade 1806, puis s'avance jusqu'à la Drina à l'ouest, et bientôt jusqu'à Négotine à l'est. Il pousse enfin ses bandes victorieuses jusqu'à Novi-Bazar, et serait parvenu à l'émancipation complète du pays serbe, si les chefs de village, les Knèzes, n'avaient refusé de lui obéir, jaloux de son autorité.

Les Knèzes firent alors appel à la Russie, pendant que Kara-Georges s'adressait de son côté à Napoléon (1809). Mais quand l'Europe, et particulièrement la Russie, engagèrent la lutte finale contre l'empereur français, les Turcs envahirent la Serbie et Karageorges dut s'enfuir en Autriche, et plus tard en Russie.

Il avait voulu faire de son pays un Etat libre et indépendant, mais la jalousie des Knèzes, et notamment de Miloch Obrénovitch, l'avait retardé dans sa marche victorieuse, laissant ainsi aux Turcs le temps voulu pour intervenir et écraser les fidèles de Karageorges. Toutefois l'idée était lancée ; Miloch, qui avait été élu chef suprême des insurgés, parvint à vaincre les Turcs, et réussit à se faire reconnaître par eux comme prince héréditaire en 1830.

Dès lors, commence pour la Serbie une période de luttes politiques ininterrompues, causées très nettement par l'ingérence de l'Autriche et de la Russie dans ses affaires intérieures. La politique autrichienne du XIXe siècle sera d'empêcher la constitution

d'un Etat serbe, pour des raisons que j'ai déjà exposées.

Miloch Obrénovitch, qui ne savait ni lire écrire, était un violent : il voulut être despote, et fut forcé d'abdiquer en 1839 et de s'exiler. Son fils Michel lui succéda, mais fut renversé peu après, et remplacé par le fils de Karageorges en 1842. Sous son règne, la Serbie connut alors quelques années de quiétude. Mais le traité de Paris 1836 avait déclaré que les privilèges concédés à la Serbie seraient placés dorénavant sous la garantie collective des grandes puissances, et les Serbes alors. désireux d'un gouvernement plus fort, sommèrent leur roi d'abdiquer, le trouvant trop conciliant vis-à-vis de la Turquie (1859).

Le vieux Miloch, âgé de 78 ans, fut rappelé au trône qu'il ne devait guère occuper que deux années, laissant sa succession à son fils Michel, qui régnait ainsi pour la deuxième fois. A la mort de Michel, 1868, son cousin Milan fut proclamé prince de Serbie. De caractère indécis, le nouveau roi, sans personnalité, incapable d'adopter une ligne politique définie, se livra complètement aux mains de l'Autriche.

Cependant en 1878, le roi Milan Obrénovitch réussit à arracher aux Turcs quatre nouveaux départements, et la reconnaissance définitive de l'indépendance de la Serbie par le traité de Berlin 1878. En 1882, le royaume de Serbie était reconnu.

Mais Milan, grisé par ses succès, commit en 1885 la faute très lourde d'attaquer les Bulgares. Cette guerre malheureuse se termina toutefois par une paix honorable, et la Serbie ne perdit rien de son territoire. Peu après le roi Milan abdiquait en faveur de son fils Alexandre. Il devait mourir en 1901 ; sa femme, la reine Nathalie, vit actuellement en France.

Quant au roi Alexandre qui avait épousé Mme Draga Machine, ancienne dame d'honneur de la reine Nathalie, il avait restauré le régime dictatorial en abolissant la Constitution de 1888, et faisait subir les pires humiliations au patriotisme serbe. La conjuration de 1903 l'emporta ainsi que sa dynastie, qui avait perdu l'estime du peuple.

Pierre Ier Kageorgevitch fut élu à l'unanimité par la Skoupchtina. Il eut tout d'abord à lutter contre les intrigues autrichiennes qui tendaient à l'attirer dans l'orbite de l'Autriche comme elles avaient réussi à le faire pour le roi Milan.

Pierre Ier sut très habilement maintenir l'équilibre des partis et de leurs tendances ; très respecté quoique libéral, il réussit à imposer à son pays une politique vraiment nationale. Son désir très marqué fut d'annihiler les luttes des anciens partis austrophiles et russophiles. Au point de vue économique, même politique indépendante, réussissant très parfaitement à s'affranchir de la tutelle de l'Autriche. J'aurai d'ailleurs l'occasion d'analyser plus en détail les actes de ce règne en étudiant les rouages politiques de la Serbie et son organisation économique.

En 1914, l'état de sa santé obligeait le roi Pierre à confier la régence à son fils Alexandre dont les événements ont fait jusqu'ici un chef militaire aimé et respecté, et devant lequel se dresse une œuvre grandiose à réaliser : la restauration de la nation serbe, et sa transformation définitive en véritable Etat moderne.

§ 3. — Esquisse géographique. — La population. La langue. — La littérature.

La Serbie telle que la définissait le traité de Bucarest (1913) avait une superficie d'environ 80.000 kilo-

mètres carrés. Ses limites étaient : du côté de la Hongrie, le Danube et la Save; à l'ouest, la Drina qui la séparait de la Bosnie; au sud-ouest, le nouveau royaume d'Albanie; au sud, le royaume de Grèce; à l'est, le royaume de Bulgarie; enfin au nord-est, le Danube et son affluent le Timok, la séparaient de la Roumanie.

La Serbie ainsi limitée comprenait trois systèmes de régions. Au nord, de vastes plaines arrosées par le Danube et ses affluents et un peu analogues aux plaines si fertiles de la Valachie en Roumanie; puis les régions des collines dont l'altitude varie de 500 à huit cents mètres, régions forestières par excellence où paissent de nombreux troupeaux, et les plus étendues des trois systèmes, embrassant les vallées supérieures de la Morava et la fertile vallée du Vardar. Enfin les régions des montagnes, plus importantes depuis les annexions du traité de Bucarest.

Les divers systèmes montagneux de la péninsule balkanique se rencontrent en Serbie : les Carpathes, les Balkans, les Alpes Dinariques, enfin le Rhodope. Parmi les pics les plus importants, je citerai le Jacoupitza (2.530 mètres) au sud d'Uskub; le Nitchpour (2.600 mètres) au nord de Dibra; le Périster (2.552 mètres) à l'ouest de Monastir; le Souvo-Roudichté (2.140 mètres) à l'est de Ratchka; le Midjor (2.108 mètres); la Souva-Planina que l'on aperçoit de Nich; le Kopaonik, etc.

Au point de vue hydrographique, la Serbie de 1914 appartient par la Save et le Danube, au bassin de la mer Noire, et par le Vardar à celui de la mer Egée. La rivière la plus importante est ensuite la Morava, et, sur une certaine longueur la Drina. En exceptant la Save et le Danube, la Serbie ne possède pas de rivière navigable.

Située à la même latitude que l'Italie, le midi de

la France et l'Espagne, le climat dont elle jouit est pourtant tempéré, ce qui tient à son inclinaison vers le nord, à son éloignement des mers, et aussi à son altitude relativement élevée.

Les vents en Serbie ne sont ni trop forts ni trop froids : le climat influe sur la distribution des plantes, et par suite le pays est très riche en végétaux. Contrairement à ce que j'ai noté en Roumanie, les textiles réussissent parfaitement en certaines régions, notamment le chanvre; je montrerai d'ailleurs dans leur ensemble les résultats obtenus par les Serbes au point de vue agricole.

Leur pays est très beau, très varié ; si la Serbie n'a pas de rivière intérieure navigable, par contre beaucoup de rivières coulent à travers de nombreux défilés. L'Ibar notamment et la Drina présentent d'admirables chutes d'eau ; il y a d'autre part à l'est du pays des gouffres très pittoresques, et dans les nouveaux territoires, des lacs gigantesques qui seront certainement dans l'avenir des lieux d'excursion fréquentés. Les massifs montagneux couverts de forêts, nombreux à l'ouest et au sud, complètent l'aspect d'un pays que la nature a richement doté, et qui pour cette raison, a été de tout temps l'objet des compétitions les plus diverses.

D'après les renseignements les plus récents, la population du royaume était en 1914 de 4 millions 300.000 âmes, ce chiffre n'a rien d'officiel, car il n'y a pas eu de recensement depuis la guerre de 1912-1913. Avant les guerres balkaniques, la Serbie n'avait que 48.000 kilomètres carrés et environ 3 millions d'habitants. Dans ce nombre étaient compris 3.000 israélites, de 500 à 600 mahométans, 5.000 catholiques romains, environ 100.000 Roumains, 25.000 Tziganes, et 500 protestants. Il y avait 2 millions 800.000 serbes orthodoxes. Dans le chiffre de

1914, soit 4.300.000, la proportion est restée la même, à peu de chose près, c'est-à-dire qu'on comptait tout près de 4 millions de serbes orthodoxes.

La majeure partie de la population est constituée par les paysans, qui, nombreux à la Skoupchtina, sont, au point de vue politique, les maîtres du pays. Il n'existe guère d'aristocratie, de même qu'il n'existe pas non plus de prolétariat; les négociants et industriels forment avec les fonctionnaires ce que l'on peut appeler la bourgeoisie. Le paupérisme est inconnu, les mendiants que l'on peut rencontrer sont certainement des étrangers.

La langue que parlent les Serbes de Serbie est à peu de chose près celle dont se servent tous les Serbo-Croates, et les Slovènes. Elle appartient donc au groupe des langues slaves méridionales, et offre assez d'analogie avec le langage de la Petite-Russie. Les dialectes serbes et croates ne se distinguent que par l'emploi de l'alphabet, les uns utilisant les caractères cyrilliques ainsi que les Russes, et les autres se servant de l'alphabet latin. Toutefois depuis le milieu du XIXe siècle, les Croates ont adopté le dialecte serbe comme langue littéraire. Autrefois, les Serbes employaient l'alphabet formé au Xe siècle d'après les caractères grecs. Cet alphabet était utilisé aussi par les Russes et par les Bulgares, mais Pierre le Grand le modifia d'après l'alphabet latin. Ainsi modifié, il fut introduit dans la littérature serbe par les écrivains du XVIIIe siècle. Vouk Karadjitch, le véritable fondateur de la langue littéraire, ajouta six lettres nécessaires, et rejeta toutes celles qui étaient inutiles. L'alphabet serbe est ainsi parfait; dans chaque mot chaque lettre se prononce, et la prononciation de chacune d'elles est invariable.

La littérature serbe subit à peine l'influence des littératures russe ou orientale, et possède un carac-

tère national. Elle prend naissance au début du XIIIe siècle grâce aux efforts de saint Sava, fils de Nemania, qui avait à cette époque obtenu l'autonomie de l'Eglise serbe. Les débuts sont essentiellement d'ordre ecclésiastique : biographie des saints serbes et traductions d'ouvrages byzantins. La langue de ces premières œuvres est spéciale, c'est la langue slave ecclésiastique rapprochée autant que possible du langage populaire serbe. Un peu plus tard, au début du XVe siècle, les efforts d'un savant, Constantin le Philosophe, contribuèrent à améliorer l'orthographe littéraire. En même temps, sur le littoral adriatique, à Raguse, apparaissait une nouvelle littérature inspirée par l'art italien, et tout à fait indépendante des œuvres serbes de l'est, dont l'essor se trouvait paralysé par la domination turque. Cette littérature atteignit son apogée au XVIIe siècle avec le meilleur poète ragusain, Gundulitch, l'auteur de l'épopée d'Osman.

D'autre part, au début du XVIIIe siècle, en Bosnie-Herzégovine, un nouveau mouvement littéraire se manifesta. Les ouvrages produits par cette littérature sont écrits dans la langue nationale serbe, et avec les caractères cyrilliques qui étaient employés non seulement par les orthodoxes et les catholiques, mais aussi par les musulmans.

C'est ainsi que se développent trois littératures distinctes ayant chacune un caractère spécial et un champ d'activité relativement restreint jusqu'au milieu du XVIIIe siècle où commence la nouvelle période de la littérature sêrbe. Cette renaissance simultanée dans tous les pays serbes procédait du même désir d'instruire et d'amuser le peuple, et particulièrement la masse, elle a donc un caractère national. Chaque auteur en effet, à quelque province qu'il appartienne, s'adresse à la nation serbe tout

entière, et l'activité littéraire de cette époque a plus fait peut-être pour dogmatiser l'idée nationale que toutes les fédérations de villages en vue de secouer le joug.

Le philosophe serbe, Dositié Obradovitch, originaire du Banat, proclama le premier la nécessité d'écrire pour le peuple, et de l'instruire en l'amusant, d'une façon simple, dans la langue populaire, et non pas dans la langue littéraire de l'époque, qui était le russo-slave, que les paysans ne pouvaient comprendre. Mais Obradovitch n'avait fait que poser le principe, c'est Vouk Karadjitch, le véritable père de la nouvelle littérature, qui devait le réaliser après une lutte acharnée contre la routine. En langue populaire, il posa les bases de la littérature serbe, et, après avoir publié un recueil des poèmes nationaux, il publia en 1847 une excellente traductiou du Nouveau Testament, suivie d'autres recueils de poèmes serbes remaniés en langue populaire.

La littérature serbe comprend au tout premier plan la poésie épique qui chante les luttes incessantes de la race. Elle nous montre tour à tour la violence des sentiments, la fougue et la délicatesse des passions. Tous les poèmes, même les plus violents, présentent quelques passages de rêverie généreuse où l'auteur songe à la patrie perdue en espérant pour elle des jours meilleurs.

La poésie nationale comprend deux cycles principaux : la légende de Marko et celle de la bataille de Kossovo. Ces deux épopées forment un trésor commun à tous les Serbes, de l'Adriatique à la mer Egée.

Marko Kraliévitch, ancien prince de Macédoine, c'est le héros serbe du XIV[e] siècle qui personnifie la race, dont il possède par conséquent toutes les qualités et tous les défauts. C'est le géant, image de la

force nationale. La légende veut qu'il ne soit pas mort. Il dort quelque part dans les montagnes, d'où il doit s'éveiller quelque jour pour conduire le peuple à la victoire et à la délivrance. Cette légende est encore accréditée de nos jours parmi le peuple. C'est ainsi qu'en 1912, pendant la première guerre balkanique les paysans affirmèrent qu'on avait vu passer Marko à cheval. Il paraît même qu'à la bataille de Prilep, des soldats serbes, hantés par le voisinage des ruines du château de Marko-Kraliévitch, affirmèrent avoir vu son spectre se lever devant leurs lignes.

La légende de la bataille de Kossovo est aussi revendiquée par les Serbes de Croatie, de Bosnie et de Dalmatie. Elle glorifie le héros Miloch Obilitch qui, au cours de cette bataille néfaste aux Serbes, réussit cependant à tuer de sa main le sultan vainqueur Mourad.

A côté de la poésie épique, les chansons populaires ou *pesme* forment une partie importante de la littérature serbe, ainsi que les légendes transmises surtout par la tradition orale et qui, de ce fait, manquent souvent d'exactitude historique.

La littérature serbe est cultivée de nos jours sous toutes les formes; elle a de nombreux représentants dont quelques œuvres ont été traduites en France, en Russie, en Angleterre et en Italie. Tout dernièrement notre poète Auguste Dorchain traduisit les « Tombeaux glorieux », merveilleux poème serbe que Mme Bartet récitait à la manifestation des Alliés, à la Sorbonne, en l'honneur de la Serbie.

Les Serbes ont un grand culte pour les livres, et notamment pour la littérature russe qui est à la portée du plus grand nombre, à cause de la similitude des langues. Tolstoï est connu et aimé en Serbie presque autant qu'en Russie.

On trouve dans les bibliothèques serbes d'excel-

lentes traductions de Tolstoï, Dostoïevsky, Sienkieviez, Balzac, Flaubert, Musset, Victor Hugo, Lamartine, de Shakspeare, Byron et Mauzoni. Enfin Dickens et Cervantès, Daudet, Maupassant, et même Zola sont très connus, et ont un grand succès en Serbie.

Dans les maisons des lettrés, on trouve toujours, outre ces traductions d'auteurs étrangers, des recueils de poèmes nationaux, et des œuvres des écrivains serbes les plus connus. Au village des paysans illettrés ont souvent des livres très divers qu'ils conservent pieusement pour se les faire lire chaque fois que passe chez eux un parent ou un ami capable de leur en expliquer les beautés qu'ils pressentent sans pouvoir les comprendre.

Ainsi qu'en littérature, les Serbes ont la même originalité pour leur art. La caractéristique est l'indépendance, ce souci constant de s'affranchir de toute domination matérielle, intellectuelle et artistique. Toutefois, dans l'art architectural, quoique le propre des Serbes soit l'ornementation géométrique, ils ont subi pourtant l'influence turque qui apparaît nettement dans beaucoup d'agencements décoratifs.

L'art populaire est plus national. Dans les objets d'ameublement, dans les broderies des vêtements, se révèle une entente parfaite de l'harmonie et des contrastes. L'agencement des couleurs et le dessin, presque toujours faits d'instinct, sans modèle, par les ouvrières en broderies ou en tapis, témoignent de dons artistiques véritables.

En ce qui concerne spécialement les tapis, l'industrie serbe a toute son originalité ; ce n'est pas l'art persan reproduit en tons plus voyants par les Turcs, les décorations serbes sont plus sobres, plus géométriques, et se font remarquer par la richesse de leur coloris. Je donnerai à ce sujet de plus amples détails en étudiant à part les industries serbes.

En résumé je dois faire remarquer qu'une race qui n'a pensé sans cesse qu'à se défendre contre divers envahisseurs, ne peut avoir accumulé des trésors artistiques analogues à ceux des nations auxquelles de longues périodes de paix ont laissé le temps de produire ; mais en littérature comme en art ornemental, le Serbe possède un sentiment très personnel décelant un goût artistique très délicat et très développé dans le peuple.

§ 4. — Mœurs et coutumes. — Belgrade et les villes serbes.

La maison serbe n'offre rien de bien spécial. Au village c'est l'habitation commune à toutes les populations agricoles, souvent précédée d'un portique, qui seul rappelle la maison turque. Presque toujours composée d'un seul étage, elle comporte généralement un four pour la cuisson du pain, et une petite pièce réservée au métier à tisser, car les paysannes fabriquent elles-mêmes leur linge.

En Serbie, la femme n'est pas l'esclave de la maison comme au Monténégro et en Bulgarie; elle n'est cependant pas encore, au village, tout à fait l'égale de l'homme ; c'est toujours elle qui accomplit les gros travaux domestiques, porte les fardeaux, et va vendre à la ville voisine la récolte du champ. Mais depuis plusieurs années un immense progrès a été réalisé; la femme s'émancipe de plus en plus, surtout dans les villages voisins des grands centres, et tout spécialement dans le nord de la Serbie. La jeune génération sera tout à fait différente des précédentes à ce point de vue. C'est là une constatation bien caractéristique, qui marque une réelle étape franchie dans la voie de la civilisation, c'est un critérium

certain, qu'on n'observe pas avec la même netteté chez les autres peuples balkaniques, les Roumains exceptés.

Les costumes des villageois, quelquefois enrichis de broderies de soie, d'or et d'argent, mériteraient de longues descriptions que je ne puis entreprendre ici ; je veux pourtant signaler la chaussure de toutes les populations qui habitent la péninsule. C'est « l'opanque », sorte de semelle sans talon, en cuir ou peau de chèvre, terminée en pointe recourbée à l'avant, et retenue aux pieds par des lanières, ou même de simples ficelles.

Cette chaussure a fait ses preuves au cours des siècles de luttes dans tous les Balkans.

Les Serbes, intrépides marcheurs et grimpeurs merveilleux, escaladant en plein hiver les pics en apparence inaccessibles, ne renoncent pas volontiers à leur opanques. Les armées modernes sont dotées de brodequins, l'armée serbe n'a pu se soustraire à ces exigences du progrès, mais si les jeunes classes ont pu s'habituer quelque peu aux lourdes chaussures qu'elles avaient reçues au moment de leur équipement, aucun soldat serbe, partant en campagne, n'a jamais oublié ses opanques avec lesquelles il est imbattable pour la marche. Je signale à cet effet les chiffres fournis par un correspondant digne de foi : après la bataille de la Brégalnitsa (1913), où ils avaient combattu sans trêve pendant quatre jours, plusieurs milliers de soldats serbes ont fourni, sans aucun repos prolongé, un total de 110 kilomètres en quarante-huit heures. Arrivés au terme de l'étape, et après un repos de six heures, ils ont de nouveau combattu toute une journée et furent victorieux.

Je dois ajouter qu'en visitant les hôpitaux militaires, j'ai questionné de nombreux médecins relativement aux éclopés, et j'ai constaté que le soldat

serbe a très rarement souffert des pieds, ce qui explique en partie le record de l'infanterie, que je viens de citer.

Si, d'autre part, on observe que d'autres armées balkaniques, chaussées également d'opanques, ont accompli des raids analogues, sinon semblables, je dois bien en conclure qu'il faut en reporter le mérite pour une grande part, à la chaussure spéciale des paysans des Balkans.

La nourriture dans les campagnes est fort peu variée ; à part le pain, le maïs accommodé de diverses manières joue le plus grand rôle dans l'alimentation. Les paysans sont surtout végétariens, et boivent généralement de l'eau. Dans tous les intérieurs serbes, l'abstinence du carême est rigoureusement respectée, ainsi que le repos dominical, et les nombreuses fêtes que comporte le calendrier orthodoxe.

La vie au village est celle des populations agricoles. Le paysan serbe est travailleur, il besogne toujours, mais avec placidité : il est bavard et ne se hâte jamais. Conduit-il son char, il ne pressera jamais l'allure de ses bœufs : il a toujours le temps d'arriver. S'il marche sans perdre de temps, il ne court jamais. Il ne manque pas d'ingéniosité, il est intelligent et adroit, et sait parfaitement adopter les méthodes nouvelles dès qu'il en a compris la portée.

Ses distractions favorites sont la danse et la chanson. La danse nationale, c'est le « Kolo », sorte de ronde d'un rythme spécial aux Slaves, qui termine généralement toute fête serbe. Quant à la chanson, c'est la distraction de tous les instants, à la maison, au café, dans toutes les réunions familiales et même politiques.

Autrefois, tous les Slaves du Sud s'accompagnaient en chantant sur la « guzla », qui avait sa place dans toutes les chaumières. La guzla est une sorte de vio-

lon. dont la cavité plus profonde fait produire un son plus fort. Elle n'a qu'une seule corde, en crin de cheval; il en est de même pour l'archet. Autrefois, le père de famille, après le repas, chantait des chants héroïques en jouant de la guzla. Les aveugles furent de tout temps les plus habiles à faire sortir de cet instrument vraiment national les sonorités les plus harmonieuses. Certains d'entre eux parcouraient tous les pays serbes, chantant les poèmes épiques se rapportant à Kossovo. Leur zèle patriotique ainsi célébré enthousiasmait les populations, les encourageait à ne pas se laisser abattre, et à se préparer à délivrer la patrie du joug de l'ennemi. Au jour de l'insurrection, ils accompagnaient les insurgés, chantant jusqu'à la mort. Ces gouzlars, analogues aux trouvères français, ont eu une influence beaucoup plus grande qu'on ne saurait le croire sur les victoires remportées par les Serbes sur les Turcs dans les guerres de l'Indépendance. Ils étaient en effet animés d'une telle foi patriotique, exaltée jusqu'au sacrifice, qu'ils parvenaient à la communiquer aux soldats qu'ils semblaient ainsi électriser. L'étrange puissance de la poésie nationale sur l'âme serbe, alliée au charme si attirant de la musique slave, explique en grande partie l'influence incontestée des gouzlars pendant la période des guerres soutenues par les Serbes pour s'affranchir du joug ottoman.

Tout dernièrement encore, un gouzlar de talent a tenu sous le charme, pendant leurs durs combats, les héros de la magnifique retraite serbe. Le prince Alexandre, ému jusqu'aux larmes, l'a décoré de sa main au milieu des troupes enthousiasmées.

§ 5. — Belgrade et les villes serbes.

Il n'est pas exact, ainsi qu'on l'a écrit à tort, que Belgrade ait été aux trois quarts détruite par les bombardements successifs de la guerre actuelle. Certes, la capitale serbe a beaucoup souffert, mais elle en a vu bien d'autres depuis sa fondation, et je suis certain que la « Ville blanche » a conservé son aspect général.

La description qui va suivre se rapporte à mon dernier séjour en 1914, quelques semaines avant la guerre actuelle, et je veux espérer que prochainement, sans avoir trop souffert à nouveau des futurs combats qui la libéreront pour longtemps, la capitale du royaume se présentera à nos yeux plus attrayante encore qu'avant son long martyre.

Admirablement située en amphithéâtre, au confluent de la Save et du Danube, Belgrade donne bien l'impression d'une ville postée au seuil de l'Orient ; c'est la porte des Balkans dont les peuples n'ont cessé de se disputer la possession au cours de l'histoire. Vue du fleuve, lorsque le soleil l'illumine, c'est bien la cité blanche qu'indique son nom serbe, Béograd (de béo, blanc, et grad, ville).

La ville, harmonieusement étagée sur une pointe avancée, se trouve baignée de part et d'autre par le Danube et son affluent la Save. Au nord, le regard s'étend à perte de vue sur la plaine ; à l'est, c'est la baie formée par le Danube, laissant apercevoir en face les coteaux qui entourent le petit village de Vichgnitsa. Au nord-ouest se distingue nettement la petite ville de Zemlin, hongroise avant la guerre, quoique habitée en grande partie par des Serbes, et qui fera nécessairement retour à la Serbie au prochain traité de paix. Plus à l'ouest, ce sont les col-

lines qui bordent la Save, et qui, prolongées indéfiniment, conduisent le regard de crête en crête, jusqu'à la Bosnie.

La pointe avancée de la colline a été le berceau de la capitale actuelle de la Serbie[1]. Elle portait sur ses flancs le castel romain de Singidunum. On ignore l'époque où furent posées les fondations de cette forteresse ; on sait pourtant que les Romains, en pénétrant dans ces contrées. rencontrèrent sur leur chemin des fortifications celtiques érigées pour la défense des rives contre les peuplades ennemies, de l'autre côté des fleuves.

Durant toute la domination romaine, Singidunum fut fréquemment attaquée par les Barbares ; plus de 2000 ans après, le renouvellement de l'histoire nous a fait assister en 1914-1915 à de nouvelles attaques de barbares, certes plus dignes encore de ce nom. Singidunum-Belgrade mérite bien cette fois un long temps de repos : juste compensation d'un martyre millénaire.

Or, donc au v[e] siècle, Belgrade soutint les attaques des Huns et des Sarmates jusqu'à ce que l'empereur Anastasius entreprît de s'en emparer définitivement. On retrouve encore de nos jours en Serbie, en creusant le sol aux abords des anciennes galeries romaines, des monnaies de cuivre à l'effigie d'Anastasius, j'en fus personnellement témoin au cours de mes explorations minières dans le pays.

Plus tard, l'empereur Justinien, combattant l'invasion germanique (comme l'histoire se répète), fortifia Singidunum-Belgrade, et relia la forteresse au castel. Mais les attaques toujours plus compactes des Barbares se renouvelaient sans cesse, et en 682, après

1. D'après les renseignements de l'historien serbe Wilowsky, et de M. Milorad Zébitch.

un siège de trois années, Belgrade succombait et fut rasée. Singidunum disparaissait de la face du monde.

Ce n'est qu'au IXe siècle que des peuplades slaves, pénétrant dans la Serbie septentrionale actuelle, rétablirent la Singidunum romaine, en lui donnant le nom définitif de Beograd.

Tour à tour conquise par les Hongrois, puis reprise pour être de nouveau reconquise par les Hongrois, puis par les Turcs, Belgrade fut plusieurs fois détruite, incendiée, et chaque fois rebâtie, changeant simultanément de population et de physionomie.

En 1517, le prince Eugène de Savoie écrasait les Turcs et prenait possession de Belgrade qui fut convertie en ville européenne. De toute la forteresse, il ne fut conservé que le côté est de la tour Neboïcha. Le reste fut reconstruit à la Vauban.

Mais en 1739, les Turcs réussissant à reprendre la ville, la transformèrent à nouveau, rasant les nouvelles fortifications et toutes les maisons serbes ou européennes, transformant les églises ou monastères en mosquées ou magasins. De nouveau reprise en 1769 par les Autrichiens, reconquise en 1791 par les Turcs, ce n'est qu'en 1806 que Karageorge reprenait Belgrade qui, après un dernier spasme de domination turque, devenait définitivement capitale du royaume de Serbie en 1830.

Enfin, prise et reprise en 1914 et 1915, la cité martyre est encore à l'heure actuelle occupée par les Autrichiens pour un temps qu'il faut espérer très court.

On accède à Belgrade par le Danube ou par le rail. Des docks ou de la gare, des rues à très fortes pentes conduisent à la partie haute de la ville, la plus importante, où se trouvent les artères principales et les monuments intéressants.

La citadelle, ou plutôt ses vestiges, domine le

nord-ouest de la ville, car la tour Noboïcha subsiste, ainsi qu'une autre tour moderne construite sous le prince Eugène. Au sud de la citadelle, un joli parc, Kalémegdan, présente une merveilleuse terrasse qui domine la vallée de la Save et Zemlin, et d'où l'on aperçoit dans le lointain le sommet de l'Avala. Le panorama vu de cette terrasse est magnifique, les couchers de soleil y forment de saisissants tableaux avec des jeux de lumière sur les eaux aux teintes changeantes et mouvantes, qui s'étendent sur tout l'horizon.

Toute la partie supérieure de Belgrade, sillonnée de rues droites, assez bien alignées, parcourues par des tramways électriques, bien éclairées, également à l'électricité, donne l'impression de cité occidentale que seuls viennent trahir les costumes de paysans serbes de passage dans la capitale ; mais les rues qui descendent au fleuve ou à la gare présentent un caractère oriental nettement prononcé. Là, plus de luxueux magasins à l'européenne, certaines rues un peu commerçantes, avec leurs maisons basses à un seul étage, viennent rappeler le bazar turc.

Belgrade comptait au dernier recensement, un peu avant la guerre actuelle, plus de 100.000 habitants. Il est à présumer qu'après la paix, la capitale devenant de plus en plus le grand centre intellectuel de la race serbe, va voir augmenter sa population dans de très notables proportions. Les maisons basses ont fait leur temps, avec le prix sans cesse plus élevé des terrains, les maisons à plusieurs étages vont se multiplier rapidement, et le temps n'est pas éloigné où Belgrade comptera 200.000 habitants.

D'autres villes serbes également bien situées sont appelées à un grand et rapide développement, mais la capitale restera toujours, par son ascendant moral, par le prestige de son glorieux passé, la grande ville

des libertés serbes, et avant toutes choses, la porte principale par où l'on pénètre dans les Balkans au seuil même de l'Orient.

A cinq kilomètres de la capitale, se trouve le grand parc de Topchider, grand lieu d'excursion en été des Belgradois. Le 29 juin, jour anniversaire de la naissance du roi Pierre, considéré dans toute la Serbie comme fête nationale, tous les costumes serbes des départements qui entourent Belgrade se trouvent réunis dans ce vaste parc, où, par centaines, les paysans viennent chaque année célébrer avec un enthousiasme indescriptible la fête de leur roi. On saisit là en une seule journée le mode d'existence de tout un peuple. On assiste aux repas des jours de fête, on y voit rôtir des petits cochons de lait, plat national, sur des broches faites de simples baguettes de coudrier. Il est vraiment intéressant d'observer le partage du rôti, de noter la façon de se servir et de manger de tous ces braves paysans. Puis c'est l'allégresse générale qu'on ne saurait décrire et qui constitue un spectacle inoubliable ; c'est enfin le Kolo, dansé par des centaines de paysans aux costumes bariolés. Comme à cette époque le temps est généralement beau, ce spectacle est l'un des plus pittoresques qui puisse se voir dans le pays.

Les autres villes serbes n'ont pas encore été européanisées, elles conservent tout leur caractère, et c'est là qu'il est intéressant d'analyser la véritable vie des villes.

Celles-ci peuvent tout d'abord se classer en deux groupes assez distincts, celles des départements libérés aux premiers jours de l'indépendance, et qui ont acquis un certain cachet de propreté que n'ont pas encore les autres qui ont conservé plus ou moins l'aspect des villes turques, et qui forment le deuxième groupe.

Nich, qui fut considérée comme seconde capitale sous le règne précédent, et qui servit récemment de refuge au gouvernement après la prise de Belgrade, semble ne pouvoir appartenir à aucun de ces deux groupes, et mérite par suite une description spéciale. C'est une ville encore peu modernisée, comptant en temps normal environ 30.000 habitants, mais qui en abritait 100.000 il y a deux ans à peine. C'était le chef-lieu de l'ancien Pachalik de Nich, qui, sous la domination turque, comprenait les quatre départements de Toplitsa, Vrania, Pirote et Nich.

Annexée en 1878 au royaume de Serbie, Nich occupe géographiquement une position très importante au point de vue commercial. Elle est en effet le point de départ des chemins de fer orientaux, et se trouve par suite à la fois sur la grande voie ferrée Paris-Constantinople, et tête de ligne de la voie qui, par Lescovats, Vrania et Uskub, mène à Salonique. Il est donc à prévoir que prochainement Nich deviendra un centre très important du trafic serbe, d'autant plus que le tronçon Nich-Kgnajevats, qui était en voie d'exécution avant la guerre, la reliera au réseau roumain, et que d'autre part elle communiquera avec l'Adriatique dans un avenir prochain.

C'était autrefois une ville turque, avec toutes les particularités des villes musulmanes déjà décrites en maints ouvrages, et, bien qu'elle ait été fortifiée à la Vauban sur les plans d'ingénieurs français, elle avait conservé jusqu'en 1878 son caractère purement oriental. Mais depuis son annexion au royaume de Serbie, de larges rues ont remplacé presque tous les quartiers turcs, et quelques hôtels demi-confortables offrent maintenant au voyageur une hospitalité suffisante. Toutefois de nouveaux quartiers ont été bâtis de maisons à un seul étage, sauf un très petit nombre de maisons plus importantes, qui ne sont d'ailleurs

édifiées que dans le centre de la ville. La superficie totale de la cité est assez grande, et la maison serbe, limitée au rez-de-chaussée, sauf peut-être dans les rues commerçantes, paraît devoir y subsister encore pendant longtemps.

On trouve encore à Nich quelques quartiers turcs, mais ils disparaissent assez rapidement. Un quartier entièrement habité par des tziganes subsiste, où la marmaille, affublée d'oripeaux crasseux, grouille pour le plus grand plaisir des yeux amateurs de pittoresque. Tous les musulmans qui habitent Nich y mènent une vie à part, nullement tracassés, pas plus d'ailleurs que les israélites qui sont assez nombreux. Ces derniers, presque tous d'origine espagnole, sont des émigrés venus en Serbie à l'époque de l'Inquisition. Ils jouissent de la plus grande liberté religieuse, s'administrent eux-mêmes au point de vue municipal, et s'accordent très bien avec la population orthodoxe.

Je dois signaler, aux environs directs de Nich, un monument élevé à la mémoire d'un héros qui est le Jean Bart serbe, comme Marko Kraliévitch est leur Roland. C'est la « Tour des Crânes », monument intimement lié à la guerre de l'Indépendance. A l'intérieur de cette tour se trouve en effet le mur sur lequel les Turcs avaient fiché les crânes des héros serbes, tués avec leur chef, le voïvode Sindjélitch. Par piété, les habitants avaient peu à peu arraché les crânes du fameux mur, et leur avaient donné une sépulture. Le roi Milan fit plus tard construire le monument dit « Tour des Crânes », pour commémorer l'héroïsme de Sindjélich et de ses valeureux compagnons. Quelques crânes furent alors déterrés et remis en place sur le mur qui est conservé tel quel à l'intérieur du monument.

La mort glorieuse du chef Stéphane Sindjélitch mérite ici d'être mentionnée. A la tête d'une petite

troupe de trois mille hommes, et acculé par les Turcs de beaucoup supérieurs en nombre, plutôt que de tomber vivant aux mains des ennemis, Sindjélitch mit le feu au magasin de poudres de Kamenitsa (près de Nich), et fit sauter vainqueurs et vaincus. C'est alors que les Turcs, pour effrayer la population, eurent l'idée d'exposer les crânes de ces héros, en les fichant dans le fameux mur pieusement conservé à l'intérieur de la Tour des Crânes.

Je veux terminer ces descriptions de villes serbes par quelques mots sur les villes de Macédoine incorporées au royaume de Serbie par le traité de Bucarest, et qui redeviendront bientôt serbes à nouveau, notamment Uskub et Monastir.

Uskub, que désormais on devra appeler Skoplié qui est le véritable nom serbe, compte 35.000 habitants, en grande partie serbes d'origine, mais où l'on trouve aussi un certain nombre d'Albanais catholiques ayant ici leur archevêché, et des Grecs. La présence du Vardar, qui traverse la ville, permet d'espérer que d'ici quelques années elle deviendra une très belle cité sans perdre pour cela son cachet de pittoresque légué par l'occupation turque.

Skoplié a une très glorieuse histoire ; ce fut jadis une capitale romaine, et, au quatorzième siècle, la capitale du grand empire serbe de Douchane. A ce titre, l'entrée de l'armée serbe dans la ville, le 13 octobre 1912, restera dans l'histoire serbe une date mémorable.

Skoplié est située sur la voie ferrée qui relie Belgrade et l'ancienne Serbie à Salonique ; une autre ligne fait communiquer Skoplié et Mitrovitsa.

Il me faut aussi dire quelques mots de Monastir, que l'on doit désormais appeler du nom serbe, Bitol, actuellement dénomination officielle. Bitol, c'est l'ancienne Heraclea, grande ville de plus de 60.000 habi-

tants, célèbre dans tous les Balkans par ses foires gigantesques, et qui fut toujours le centre du fanatisme. La ville, autrefois inaccessible, est aujourd'hui desservie par la voie ferrée qui la relie à Salonique. Demain Bitol sera le point de départ d'excursions célèbres au lac d'Ochrida, car il n'est pas douteux qu'aux mains des Serbes, cette ville ne devienne un centre de tourisme important. D'ailleurs toute cette Macédoine est bien le pays curieux, étrange, qu'évoquent nos yeux en pensant aux luttes héroïques de tant de siècles, dans un cadre de moyen âge, où tant de races ont tour à tour marqué leurs empreintes, et où, çà et là, des châteaux forts en ruines rappellent tristement mais majestueusement, les différentes dominations byzantine, serbe, bulgare et turque.

Monastir, ou plutôt Bitol, s'étend au pied de collines peu élevées ; elle apparaît comme une immense rangée horizontale de maisons blanches pour la plupart surmontées de toits aux tuiles roses encadrées de verdure. La note pittoresque est donnée ici par de nombreux massifs de hauts peupliers, et des minarets ; çà et là quelques coupoles blanches de mosquées complètent l'apparence de ville turque, qui se précise dès que l'on s'approche. Sur une hauteur se dressent de lamentables ruines d'un ancien château fort incendié jadis par Basile II. L'intérieur de la ville est celui de toute ville turque, maisons de bois à balcons fermés, aux toits en saillie, avec le bariolage habituel des costumes.

Du côté ouest de Monastir se dresse un pays montagneux aux cimes élevées dépassant 2.500 mètres, dont les vallées renferment les grands lacs de Macédoine. L'un d'eux, celui d'Ochrida, est entièrement en territoire serbe, celui de Prespa est coupé en deux par la frontière gréco-serbe de 1913.

Les lacs d'Ochrida et de Prespa ont, l'un 15 kilo-

mètres de large sur 30 kilomètres de longueur, et l'autre 12 sur 30 ; ils sont donc tout à fait comparables aux lacs de Suisse et d'Italie, sauf qu'ils sont encaissés dans des terrains assez analogues à ceux de notre Plateau Central.

La petite ville d'Ochrida, campée sur deux rochers, présente un fouillis de maisons blanches très basses, aux toits de tuiles en saillie, entrecoupés de fins minarets, le tout se détachant lumineusement sur un fond de montagnes grises. Sur l'un des sommets une vieille citadelle dressant encore ses tours, sur l'autre une métropole byzantine. Voilà bien l'aspect général de ces villes situées aux bords des lacs, bâties sur des rochers dans un riant décor de verdure, mais gardant pourtant le cachet d'orientalisme qui fait leur pittoresque.

CHAPITRE II

Les rouages politiques et administratifs. Les finances de la Serbie avant la guerre.

---

§ 1. — La Constitution. — La politique du roi Pierre Ier.

La Serbie est une monarchie constitutionnelle. Le roi Pierre Ier dont l'avènement appelait au trône la dynastie des Karageorgevitch, remplaçant définitivement celle des Obrenovitch, est une figure sympathique à la France. Ancien élève du Collège Sainte-Barbe, ancien saint-cyrien, il fit partie de la promotion dite de Puebla; en 1870, il n'hésita pas à s'engager au 5e régiment de la Légion étrangère, avec tant d'autres amis de notre pays, Belges, Polonais, Irlandais, etc. Bientôt reconnu et nommé lieutenant, il participa à de sanglants combats, et faillit même être fait prisonnier par les Allemands. Décoré sur le champ de bataille à Villersexel par le général Bourbaki, il fut nommé capitaine peu de temps avant l'armistice.

Son attitude pendant la guerre actuelle est encore trop présente à l'esprit de tous pour qu'il soit nécessaire d'insister ici sur la noblesse de caractère du souverain serbe, dont la vieillesse est entourée de la respectueuse affection de ses sujets, et de l'estime des nations civilisées.

Dès son avènement, Pierre Ier eut à lutter contre les menées de l'Autriche qui mit tout en œuvre pour tenter d'entraîner la nation serbe dans son orbite. Il n'a cessé, au contraire, de faire prévaloir une politique claire, loyale, très nationale, quoique nettement appuyée sur la Triple Entente. Les intrigues autrichiennes n'ont pas cessé un instant, pendant son règne, de tenter de battre en brèche les efforts du roi pour assurer l'équilibre des partis. Comme il avait refusé nettement de tomber dans tous les pièges de la diplomatie austro-hongroise qui ne désespérait pas de faire de lui le satellite de la politique du Ballplatz, Vienne tenta d'intimider tout d'abord la Serbie en fermant la frontière aux produits serbes. Le gouvernement serbe tint bon et fit prendre une autre voie à ses exportations en évitant une crise économique que l'Autriche escomptait. Bien mieux, les Serbes qui étaient jusque-là les meilleurs clients des Austro-Hongrois, profitèrent de la rupture des relations économiques avec la monarchie dualiste pour provoquer une très notable diminution des importations autrichiennes en Serbie, ainsi que je l'expliquerai en détail en étudiant la politique économique du royaume serbe.

En définitive, le règne de Pierre Ier n'a pas connu les crises intérieures des précédents. Tolérant, libéral, respectueux de la Constitution, son autorité incontestée a contribué à ramener dans le pays la lutte des partis à un diapason normal, grâce auquel celui-ci a pu s'organiser et préparer l'union sacrée indispensable à l'effort gigantesque qu'il devait accomplir. Pas une note discordante en effet, mais une concentration en tous points complète de toutes les énergies disponibles pour faire face aux ennemis séculaires, voilà le résultat de la politique de Pierre Ier.

La première Constitution de l'Etat serbe, après

l'émancipation définitive de la tutelle de la Turquie, date de 1869. Elle faisait de la Serbie une monarchie constitutionnelle, avec représentation nationale. Les facteurs législatifs, d'après cette Constitution, étaient le souverain et la Skoupchtina nationale. Cette assemblée comprenait deux sortes de députés : les uns élus au second degré par le peuple, les autres nommés par le roi même, et au nombre du tiers des députés élus.

Cette Constitution assurait au souverain un rôle très considérable, et ne répondait pas aux tendances politiques de la nation qui se manifestaient sous l'influence des idées libérales de l'Occident. Aussi fut-elle remplacée par celle de 1888. Mais cette dernière ne tarda pas à être suspendue par le roi Alexandre, fils de Milan, qui dès sa majorité en 1893 rétablit la Constitution de 1869 qui resta en vigueur jusqu'au changement constitutionnel de 1901.

Alexandre avait donc rétabli le régime dictatorial que la Constitution du 6 avril 1901 laissait subsister, et qui n'avait eu pour but, sous l'influence de la reine Draga, que d'introduire dans le texte une disposition d'après laquelle le trône, à défaut d'héritiers mâles, pouvait passer à la ligne féminine.

La révolution de 1903 renversa, en même temps que la dynastie convaincue d'avoir livré le pays à l'Autriche, la Constitution du 6 avril 1901, et remit en vigueur à sa place celle de 1888 très légèrement modifiée.

Suivant cette Constitution toujours en vigueur, les facteurs législatifs sont le roi et la Skoupchtina.

Celle-ci se compose de députés directement élus par le peuple, avec représentation des minorités. Tout Serbe ou naturalisé, âgé de vingt et un ans, et payant au moins 15 francs d'impôts directs est électeur, sauf toutefois les officiers et les soldats sous les

drapeaux. Il est éligible s'il est âgé de trente ans et paie au moins 30 francs d'impôt. C'est donc à peu de chose près le suffrage universel.

Le droit de convoquer ou de dissoudre l'Assemblée nationale appartient au souverain. L'initiative pour la présentation des projets de loi appartient également au roi, qui exerce cette prérogative par l'entremise de ses ministres; mais elle appartient aussi à la Skoupchtina.

D'autre part, la Constitution a réservé au roi le droit absolu de veto, de telle façon qu'une loi ne peut être appliquée sans avoir été sanctionnée par lui.

Le pouvoir exécutif appartient au souverain qui l'exerce par l'entremise des ministres qu'il nomme lui-même. Conformément à l'esprit du régime parlementaire, le roi appelle un des chefs du parti qui a la majorité à la Skoupchtina, et lui confie la formation du cabinet.

Le souverain étant irresponsable, chaque acte du pouvoir exécutif pour être valable, doit être contresigné par le ministre du département intéressé.

Les ministres répondent de leurs actes officiels au roi et à la Skoupchtina, qui tous deux ont le droit de les mettre en accusation pour trahison, concussion, ou violation des lois. Le ministre mis en accusation est jugé par un tribunal d'Etat composé des membres du Conseil d'Etat, et de la Cour de cassation.

Les fonctionnaires sont nommés par ukases du roi, sur la proposition des ministres; ils répondent de leurs actes devant un tribunal disciplinaire, et la Constitution garantit à tout citoyen le droit de poursuivre un fonctionnaire qui a lésé ses droits ou ses intérêts.

Enfin le chef du pouvoir exécutif représente le pays vis-à-vis de l'étranger. Il a le droit de proclamer la guerre, et de conclure des traités d'alliance ou de

paix. En ce qui concerne les traités de commerce, l'assentiment de la Skoupchtina est nécessaire.

Les droits personnels qui sont garantis par la Constitution, et dont les citoyens ne peuvent être privés que par une loi, sont : 1° la liberté de conscience ; 2° la liberté de la presse ; 3° la liberté de réunion et d'association ; 4° l'inviolabilité du domicile ; 5° le secret de la correspondance ; 6° l'inviolabilité de la propriété ; 7° le droit pour chacun de ne pas être privé de sa liberté sans une décision du juge d'instruction, et enfin 8° l'exil du pays absolument interdit.

La Constitution de 1903 a maintenu l'institution du Conseil d'Etat avec des attributions à la fois d'ordre politique et administratif. Il se compose de 16 membres, nommés par ukase royal d'après la procédure suivante : le roi propose 16 candidats à la Skoupchtina, et celle-ci en élit 8 ; d'autre part la Skoupchtina propose aussi 16 candidats au souverain qui en choisit 8.

Le Conseil d'Etat émet un avis sur tous les projets de loi proposés, mais l'Assemblée législative n'est pas tenue de s'y conformer. Il statue sur les plaintes contre les ukases, sur les plaintes contre la validité des élections. Il tranche les conflits entre les autorités administratives, et juge les fonctionnaires en qualité de tribunal disciplinaire. Il approuve les dépenses partielles sur le budget extraordinaire, et les transactions entre l'Etat et les particuliers.

Au point de vue administratif, la Serbie était, avant la guerre, divisée en départements administrés par un préfet nommé par le roi. Les départements divisés eux-mêmes en arrondissements administrés par un sous-préfet, et enfin chaque arrondissement comportait un certain nombre de communes et villages jouissant d'une autonomie très large, puisque s'admi-

nistrant par assemblées communales élues sans l'intervention du pouvoir central.

Le pouvoir judiciaire était exercé par des tribunaux indépendants qui ne jugeaient qu'en conformité de la loi sans aucune ingérence du pouvoir exécutif, sauf le droit de grâce et d'amnistie réservé au souverain. Les juges, nommés par le roi, étaient inamovibles, et ne pouvaient même être déplacés qu'avec leur consentement.

Tels sont, dans leur ensemble, les rouages politiques et administratifs prévus par la Constitution en vigueur, et qui est d'essence nettement démocratique.

Les partis politiques en présence sont : le parti libéral qui correspond à peu près à notre parti conservateur ; le parti progressiste ; enfin le parti radical, composé de deux fractions : les vieux radicaux, ou radicaux-libéraux, et les jeunes radicaux, ou radicaux-progressistes. C'est ce dernier qui contraignit le roi Milan à inscrire le suffrage universel dans la Constitution.

Sous ce roi, la Serbie subissait, grâce à l'influence de la diplomatie autrichienne toute-puissante à Belgrade, la dictature à peine masquée par une Chambre qui n'était, entre les mains du monarque, qu'un instrument destiné à couvrir ses actes. Toutes les libertés se trouvaient suspendues, et un traité secret avait fait de l'Etat serbe un vassal de l'Autriche, qui récompensait Milan en protégeant sa dynastie, et en le faisant reconnaître roi de Serbie (1882).

C'est en effet l'Autriche qui a maintenu les derniers Obrenovitch, instruments dociles de sa volonté, et grâce auxquels le royaume serbe pouvait être considéré par elle comme sa colonie dont elle absorbait toute la production agricole et le bétail, lui vendant tous les produits manufacturés dont celle-ci avait besoin.

Le parti radical, qui avait pris naissance à Kragouyévats en 1880, n'a cessé de combattre la politique austrophile de Milan qui s'appuyait sur le parti progressiste en majorité à la Skoupchtina. L'autonomie communale, soutenue énergiquement par les radicaux, avait été supprimée, et ne fut rétablie que par la Constitution de 1888, un an avant l'abdication de Milan.

Sous le règne de son fils Alexandre, la lutte des radicaux soutenue par la Russie contre les progressistes austrophiles, est devenue plus âpre encore. Elle s'est terminée, on le sait, par la révolution de 1903 qui sauva la Serbie de l'annexion à la monarchie dualiste que l'Autriche serait certainement arrivée à imposer au roi Alexandre.

Depuis l'arrivée du roi Pierre, c'est le parti radical qui tient le pouvoir, et il faut bien dire d'ailleurs que la plupart des progressistes d'antan ont abandonné toute velléité de politique austrophile.

Je crois inutile ici de décrire en détail l'organisation de l'armée nationale puisque, peu avant les guerres balkaniques, un nouveau projet de loi avait été présenté à la Skoupchtina qui d'ailleurs l'avait fait remettre à l'étude.

Sous le régime de l'ancienne loi, la durée du service était pour la cavalerie et l'artillerie de deux années, et d'un an et demi pour les autres armes. Mais un courant d'opinion s'était dessiné en faveur du service d'un an, avec présence effective à la caserne pendant l'année entière, alors qu'auparavant le contingent était licencié en automne.

Les circonstances actuelles modifieront très certainement les opinions d'avant-guerre, de sorte qu'il est sans intérêt de préjuger de la future organisation.

Depuis bientôt cinq ans consécutifs l'armée serbe tient la campagne, et accomplit les prodiges que l'on

sait, qui font de ses soldats les égaux des meilleurs parmi les premières armées d'Europe.

D'une endurance exaltée par un patriotisme sans égal, l'armée serbe doit une grande partie de ses succès à la supériorité de ses officiers et de ses cadres subalternes, et à la docilité vraiment parfaite de ses soldats.

De l'avis des meilleurs critiques militaires qui ont suivi les opérations récentes, elle a accompli des prouesses que bien peu d'autres eussent même tentées. Certes les soldats serbes n'ont pas le monopole du courage, mais l'endurance exceptionnelle que peuvent montrer des paysans habitués par leur genre de vie à des privations prolongées, leur donne une supériorité physique sur bien d'autres soldats d'Europe aussi adroits, aussi courageux, et aussi entraînés. Je me reporte pour soutenir ce point de vue aux durs travaux de mines que j'ai vu exécuter à des mineurs serbes, restant des journées entières en plein hiver à travailler sans relâche à moitié nus dans l'eau, prenant à peine le temps de manger quelques croûtons de pain, et croquant pour se remonter le moral un de ces piments chers à tout Serbe, qu'on nomme paprika.

Il faut bien noter qu'il ne s'agit pas là seulement de mineurs professionnels, mais bien de paysans recrutés au hasard, et devenus depuis peu mineurs par occasion. Que ne peuvent accomplir de tels hommes lorsqu'ils luttent pour la libération de leur patrie, et de leurs terres !

§ 2. — Les finances de la Serbie. Les emprunts d'Etat.

Les sacrifices que se sont imposés les Balkaniques pour leur préparation militaire sont évidemment hors de proportion avec leurs ressources ; c'est ce qui

explique leur situation financière grevée d'une dette publique qui, prenant naissance avec les premières guerres de l'indépendance, a grossi par la suite devant la nécessité d'augmenter toujours davantage les armements.

Lorsque la Serbie eut recouvré son indépendance, l'organisation primitive de l'Etat et de la Société fut conservée un certain temps.

Toute la vie sociale se basait alors sur les communautés familiales, les « Zadrougas », dont il sera parlé d'autre part, et l'Etat n'était en définitive que la somme totale de ces communautés. La hiérarchie bureaucratique coûtait peu, car tous les fonctionnaires vivaient de leurs propres ressources, ou en tout cas aux dépens de la région qu'ils administraient : la plus grande partie de leurs traitements se payait d'ailleurs en nature. D'autre part l'armée permanente n'existait pas, et en 1875 la Serbie n'avait qu'un budget de 16 millions, *sans aucune dette publique*.

Les guerres de l'indépendance et l'entrée en relations suivies avec l'Europe occidentale créait à la Serbie une nouvelle situation en lui créant de nouveaux besoins. Les revenus réguliers ne pouvaient plus dès lors faire face aux énormes dépenses nécessitées par la transformation d'anciennes provinces turques en Etat moderne. Non seulement il a fallu construire le chemin de fer Belgrade, Nich, Pirote, imposé par le traité de Berlin, et qui constitue un important tronçon de la ligne Paris-Constantinople, mais pour les besoins du commerce d'exportation, on a dû créer d'autres lignes et tracer des routes. Enfin il a fallu réorganiser l'armée, la police et les tribunaux, fonder les postes et les télégraphes qui n'existaient pas sous le régime turc.

Ces dépenses considérables n'ont pu être soldées que par des emprunts. Ainsi en 1876 un emprunt

russe à 6 p. 100 de 3.750.000 roubles, couvrit en partie les frais de la guerre de l'Indépendance ; il fut converti à 5 p. 100 en 1881.

Les dépenses militaires nécessitèrent à la même époque deux emprunts intérieurs de 10 millions de francs à 10 p. 100. En 1881, l'Etat serbe empruntait à l'Union générale de Paris, 90 millions à 5 p. 100 pour la construction de la première grande voie ferrée, ainsi que 33 millions, mais à 3 p. 100 seulement (emprunt à lots), et destinés pour une grande part à couvrir la dette flottante.

L'année suivante un emprunt de 8 millions à 5 p. 100 servit au rachat des biens turcs, dans les départements du Sud-Est (Pachalik de Nich) nouvellement acquis. En 1883 et 1884, différents autres emprunts à 5 p. 100 étaient destinés aux chemins de fer.

Survint la guerre serbo-bulgare, il fallut alors contracter de nouveaux emprunts plus importants pour payer les fautes du roi Milan ; c'est l'origine notamment de la rente or de 1884 à 5 p. 100 se montant à 40 millions, à amortir en 70 ans. En 1887, c'est l'emprunt des tabacs à 5 p. 100 pour 40 millions de francs ; puis en 1890, 1893, d'autres emprunts pour différentes destinations portaient le montant de la dette à 388 millions, dont la Serbie n'avait d'ailleurs reçu effectivement que 260 millions.

L'annuité que l'Etat serbe avait à payer à ses divers créanciers (Union générale de Paris, Anglo-Bank de Vienne, etc.), atteignait 21 millions de francs, somme considérable si l'on songe qu'à cette époque la puissance économique de ce pays n'était pas encore développée.

Afin d'alléger ce fardeau, le gouvernement d'alors recourut à la conversion de presque toutes les dettes existantes. Il réussit en effet à conclure avec les prin-

cipaux créanciers de la Serbie, un nouvel emprunt de 355 millions de francs à 4 p. 100 au cours de 69,5 amortissable en 72 ans. Cette opération est connue sous le nom d'arrangement de Karlsbad.

Pour cet emprunt, la Serbie donnait en garantie les revenus des chemins de fer, des taxes, des droits de consommation, des douanes, des monopoles du tabac, du sel, du pétrole, des allumettes, et du papier à cigarettes.

Tous ces revenus furent gérés par l'administration des monopoles, qui se composait de six membres, dont quatre sujets serbes, et deux représentants des banques créancières. Le service de la dette était ainsi parfaitement assuré, et n'a cessé depuis 1895 d'être fait avec la plus grande régularité.

Les revenus engagés ont crû d'une façon satisfaisante, sauf évidemment depuis 1913, la guerre ayant eu comme conséquence évidente une diminution importante des recettes de l'administration des monopoles. D'autre part ces revenus ont toujours excédé, jusqu'en 1912, de 10 à 12 millions, la somme des annuités à payer pour le service des emprunts, quoique celles-ci aient augmenté depuis 1895 pour être portées de 20 millions en 1905, à 33 millions en 1912.

Depuis 1895, d'autres emprunts importants sont venus augmenter la dette publique serbe. Je cite parmi eux l'emprunt des monopoles en 1902 à 5 p. 100 de 60 millions de francs destiné à consolider la dette flottante; l'emprunt de 1906 à 4 1/2 p. 100 de 95 millions de francs destiné aux chemins de fer et aux achats d'armements, et celui de 1909 à 4 1/2 de 150 millions de francs.

De sorte qu'avant les guerres balkaniques le montant nominal de la dette était près d'atteindre 700 millions, représentant une annuité de 35 millions, c'est-à-dire environ 5 p. 100 du montant nominal de la

dette. Mais si l'on tient compte du cours très bas auquel les emprunts ont été émis (de 70 à 80) on voit que l'intérêt effectif payé par la Serbie s'élève jusqu'à 7 p. 100. Ce pays a donc payé deux fois plus cher que certains grands Etats les emprunts qu'il a dû contracter, malgré la régularité ponctuelle avec laquelle il a toujours fait face à ses engagements. C'est d'une part le résultat de la désastreuse politique financière du règne précédent, mais c'est d'autre part bien plus imputable à l'état d'équilibre instable dans les Balkans, et à l'encerclement systématique de la Serbie sous la pression de l'Autriche.

Enfin sans parler de l'emprunt de liquidation, d'ailleurs notoirement insuffisant, conclu avant la grande guerre, il n'est pas excessif d'évaluer à un demi-milliard le bilan des dépenses de la Serbie entraînées par les deux guerres balkaniques, et cela sans faire état des dépenses engagées depuis la paix de Bucarest jusqu'à l'ouverture des hostilités austro-serbes, pour le paiement de pensions, la reconstitution du matériel de guerre et des approvisionnements détruits, la mise en valeur des territoires conquis, etc. A tout cela s'ajoutent encore les frais de la guerre actuelle, et le total des annuités de la dette très incomplètement payées depuis plus de deux années.

Un chiffre total est impossible à formuler, même approximativement, et d'autre part il est plus difficile encore de pouvoir évaluer le prochain règlement de compte au lendemain de la paix.

Il est cependant permis de penser que malgré les dispositions amicales, je dirai presque fraternelles des Alliés pour la Serbie, les finances de tous les belligérants seront tellement pitoyables au lendemain d'une si effroyable guerre, que ce pays qui a donné la mesure de son esprit d'organisation et de pondération, devra réaliser un effort gigantesque au point

de vue financier pour pouvoir être en mesure d'assurer immédiatement la reprise économique dont le développement très rapide pourra seul lui permettre de s'organiser promptement en Etat moderne. Après les preuves d'énergie et d'esprit politique que la Serbie vient de donner, avec l'aide morale et matérielle des Alliés, il est permis de croire que les Serbes, travailleurs et industrieux, parviendront là aussi à surmonter les obstacles qui pourtant seraient de nature à décourager les plus ardents.

§ 3. — La politique financière.

Lorsqu'on examine attentivement le budget de l'Etat serbe depuis sa constitution, on remarque de suite que les augmentations de dépenses les plus importantes ont été nécessitées par les besoins militaires qui ont triplé depuis 1890 jusqu'en 1910 et par l'amortissement de la dette publique. Il est bien évident que les emprunts ont été contractés très souvent pour des buts productifs, mais cependant le tiers du budget de l'Etat a toujours été consacré à des dépenses absolument improductives, alors que les moyens manquaient pour faire face aux besoins croissants de l'économie nationale. Cette situation anormale s'explique en grande partie par les nécessités d'une politique de perpétuelle défensive, que l'encerclement de la Serbie et l'attitude agressive de l'Autriche-Hongrie ne pouvaient permettre de modifier. Sans les sacrifices énormes consentis pour soutenir cette politique, l'Etat serbe n'aurait pu se maintenir.

Il faut bien avouer cependant que l'administration des finances, sous la précédente dynastie, a été cause dans une très large mesure, de cette augmentation inconsidérée des dépendances improductives. Le conflit entre la couronne et le peuple rendait impossible

l'administration régulière des finances du pays, de sorte que les déficits et les dettes flottantes s'accumulaient.

En 1895, la Serbie se trouvait à deux pas de la banqueroute, qu'elle ne put éviter qu'à l'aide d'une conversion forcée que j'ai indiquée précédemment sous le nom d'arrangement de Karlsbad. Mais depuis la suppression du régime d'absolutisme des Obrenovitch, une loi de finances, votée en 1903, permet l'assiette de budgets plus réels, débarrassés des budgets spéciaux et comptes annexes dans lesquels étaient inscrites des dépenses qui, quoique qualifiées d'extraordinaires, n'en constituaient pas moins des charges réelles.

Donc depuis 1903, plus de budgets maquillés, une politique financière claire, saine et bien dirigée sous le contrôle d'un Parlement qui discute ses dépenses en toute souveraineté. Dès lors, la situation financière se trouve aussitôt modifiée dans un sens favorable. Grâce à des économies sagement réalisées, grâce aussi au développement des ressources publiques, la Serbie avait enfin réussi à équilibrer ses recettes et ses dépenses. C'est ainsi que le budget de 1910 se solda même par un excédent de recettes d'une dizaine de millions de francs.

Les revenus de l'Etat serbe avant la guerre actuelle étaient : les impôts directs, les douanes, les taxes, et les revenus des chemins de fer.

Le système d'impôt direct était une combinaison de l'impôt sur le gain, et de l'impôt sur le revenu. Il existait cinq formes de cet impôt : l'impôt sur les terrains, sur la propriété immobilière, le capital, le travail, et enfin l'impôt de capitation.

Les impôts directs vont nécessairement croître après la guerre dans de très notables proportions. Précédemment, leur rendement était trop stationnaire,

et leur répartition peu équitable et mal équilibrée. Cela tenait à plusieurs causes, dont voici la principale : le grand nombre de représentants ruraux au Parlement, qui s'opposaient à l'imposition de toutes les ressources imposables dans les villages, de sorte qu'une grande partie de la fortune nationale échappait à l'impôt (bétail, fruits, plantes commerciales, vignobles, etc.).

Une autre cause, d'ordre administratif, c'est le manque de cadastre complet, et la défectueuse organisation du service de la perception des impôts. C'est ainsi que l'impôt sur les terrains a diminué d'année en année, au point que, de 1886 à 1910, son rendement s'est réduit de moitié, alors que pendant cette même période la culture des terres s'est notablement améliorée, et que la superficie des terres cultivées a doublé. Le gouvernement s'est ému il est vrai de cette anomalie, le système de perception des impôts directs a été réorganisé, cependant que l'organisation cadastrale était mise à l'ordre du jour.

Là encore la future Serbie se trouvera dès la paix aux prises avec des difficultés qu'elle s'apprête à surmonter courageusement. J'ai eu, avec le regretté M. Pachou, ministre des finances, décédé au cours de cette guerre, d'assez longs entretiens qui m'ont convaincu que le gouvernement serbe avait envisagé toute la réorganisation du système d'impôts, dans un esprit très moderne, adapté avec beaucoup de méthode aux exigences locales. M. Pachou était un financier de très haute envergure qui faisait honneur à ce pays. Son œuvre subsiste que d'autres auront à développer.

Les impôts indirects : douanes, octroi, monopoles et taxes constituaient, avant la guerre, la plus grande partie des revenus du pays. J'ai remarqué que là aussi il est facile d'augmenter notablement le rende-

ment global, parce que les articles les plus importants ne sont pas assez imposés, c'est le cas pour les boissons alcooliques, insuffisamment taxées, c'est encore le cas pour les mutations de propriétés immobilières, les taxes sur les héritages, etc...

Avant les guerres balkaniques, la somme globale des revenus de l'Etat serbe dépassait 100 millions. Depuis le traité de Bucarest, le territoire ayant presque doublé, aucun chiffre officiel ne peut être envisagé et ne saurait avoir d'intérêt, puisque les limites territoriales vont être à nouveau modifiées.

CHAPITRE III

L'Agriculture. — L'Élevage.

---

§ 1. — L'Agriculture.

La Serbie est encore avant tout une nation agricole. La propriété est très morcelée, aussi les procédés modernes de grande culture sont-ils fort peu employés, ce qui explique pourquoi un pays si fertile n'obtient pas, à beaucoup près, les résultats que la fécondité de son sol pourra lui faire obtenir dans l'avenir.

On comptait en Serbie avant les guerres balkaniques. 160.000 propriétaires ayant seulement 5 hectares de terrain cultivable ; il n'y en a pas cinq qui possèdent plus de 300 hectares. La loi garantit à chaque paysan la propriété intangible de 2 hectares 8, qui ne peuvent être vendus pour dettes privées, et que seul l'Etat peut saisir en cas de non-paiement des impôts, ce qui d'ailleurs arrive très rarement.

On comptait en Serbie 70 p. 100 de terre cultivable, et 30 p. 100 de sol improductif. La moitié seulement du sol productif était cultivée, l'autre se composait essentiellement de forêts et de pâturages.

L'Etat s'est préoccupé d'une manière efficace du développement agricole, mais l'absence de cadastre a empêché longtemps les agronomes étrangers de

s'établir en Serbie; ce n'est donc que peu à peu qu'il sera possible d'éduquer le paysan qui cultive son champ avec toute la routine orientale.

Au cours de ces dernières années cependant, sollicités par les acheteurs étrangers qui se sont établis à demeure en Serbie, pour être prêts à centraliser les récoltes exportées par leurs soins, les paysans se sont habitués à ces recettes d'abord inespérées; ils ouvrent l'oreille plus facilement aux enseignements de l'Etat qui leur apprennent à mieux cultiver leur sol, à le fumer, à augmenter sans cesse la superficie cultivée, et à acquérir des instruments agricoles perfectionnés.

Les statistiques d'exportation démontrent nettement les progrès accomplis : le chiffre moyen de la période de 1891 à 1893 était seulement de 47 millions de francs, alors qu'il atteint 100 millions en 1912. En 1913, le pays ayant doublé sa superficie, l'exportation annuelle aurait certainement doublé au bout de peu d'années, à cause de la fertilité des nouveaux territoires.

Sur le chiffre d'exportations annuelles, les produits du sol représentent 62 p. 100, et l'élevage environ 20 p. 100. Dans l'ensemble le blé fournit à lui seul 30 p. 100, et le maïs 13 p. 100. Pourtant parmi les céréales, c'est le maïs qui est incontestablement le plus répandu, mais comme il est la base de l'alimentation du peuple, son chiffre d'exportation est inférieur à celui du blé dont la consommation au village est presque nulle.

Le maïs représente en effet près de la moitié de la terre cultivée en Serbie; il sert en effet non seulement à la nourriture du paysan, mais aussi à l'alimentation et à l'engraissement du bétail. Il faut aussi chercher la raison de l'importance de cette culture dans le fait que de nombreux terrains, au

voisinage des cours d'eaux, sont inondés au printemps ; par suite ils ne peuvent être labourés et ensemencés qu'à une époque trop tardive pour songer à semer d'autres céréales. Enfin les tiges de maïs et leurs racines peuvent être employées comme combustible, tandis que les feuilles et les tiges servent à la nourriture des bœufs.

Le blé qui vient aussitôt après le maïs comme importance de production, occupe environ 30 p. 100 de la surface ensemencée, il sert à l'alimentation des habitants des villes, et pour une faible part à l'alimentation des villages situés aux environs des grands centres. On le sème généralement en automne, car le rendement du blé d'hiver est beaucoup plus important. C'est le blé rouge qui domine.

Les autres céréales sont normalement cultivées pour les besoins locaux ; l'orge, entre autres, fournit de plus, pour 10 millions de francs environ d'exportation.

Parmi les plantes industrielles, le chanvre tient une place à part, car il sert, ainsi que je l'ai indiqué, à la confection du linge des paysans. Mais on traverse aussi, aux environs de Lescovats, de Vrania, et dans le département de Krouchévats, d'immenses étendues semées de chanvre, plus spécialement destiné à la corderie et à l'exportation.

Le lin vient plus difficilement, on ne le cultive que pour les besoins domestiques. Le tabac ne peut être planté que sur désignation et autorisation de l'Etat. La production est achetée par celui-ci, qui se charge de vendre le tabac manufacturé. La culture de la betterave est réglée d'après les besoins locaux de la fabrication du sucre.

Depuis que le commerce des grains s'est développé, la surface ensemencée a suivi la même progression au détriment des prairies et des pâturages. Il s'est

produit ici la même transformation que j'ai signalée en étudiant la Roumanie au point de vue agricole : l'élevage du bétail, qui autrefois formait la principale ressource du peuple serbe, a vu se restreindre considérablement les immenses étendues dont il disposait.

A côté des céréales, la culture des fruits et les industries qui en dérivent, plus spécialement répandues dans les départements du centre et de l'ouest, constituaient une source importante de la richesse nationale puisqu'elles faisaient rentrer chaque année en Serbie une trentaine de millions de francs. De plus, la vallée du Drin (Tétovo), les hauts plateaux du centre de Novi-Bazar sont réputés depuis l'antiquité pour l'abondance et la qualité de leurs fruits ; les exportations de fruits verts et secs, grâce à cet agrandissement territorial, auraient par suite presque triplé en deux ou trois années si la guerre européenne n'avait pas éclaté.

Le développement de l'arboriculture fruitière est dû tout d'abord au sol et au climat, ainsi qu'aux méthodes de culture, mais il faut attribuer aussi une large part à l'influence de la loi de 1898 qui imposa à chaque arrondissement de posséder et d'entretenir une pépinière modèle de 5 hectares au moins. Il en existait ainsi plus de 60 dans le pays avant la guerre.

Parmi les arbres fruitiers, le plus cultivé est le prunier. On compte environ dans l'ancienne Serbie 150.000 hectares plantés de pruniers, et peut-être davantage dans les territoires annexés en 1913. La production totale atteint 30 millions de francs. Les grands marchés de prunes se tiennent de septembre à novembre, tous les jours à Belgrade, Chabats, Kragouyévats, Valiévo, etc. La majeure partie quitte le pays sous forme de pruneaux, car l'industrie de dessiccation des prunes est devenue très prospère. Les

appareils dont on se sert sont : une sorte de four de boulanger, appelé « pouchnitsa » et l'étuve Glavinitch, combinaison de la pouchnitsa et de l'étuve française de Ribes. Celle-ci est considérée, à juste titre, comme bien supérieure à la pouchnitsa qui dépense beaucoup plus de combustible, et dont la ventilation est insuffisante.

Enfin on destine à l'alambic les prunes qui n'ont pas pu convenir à la dessiccation. Dans chaque maison de village, on distille le raki (eau-de-vie) de la consommation familiale. On se sert d'un simple chaudron appelé « cucurbite », qui contient de 1 à 2 hectolitres, et que les paysans recouvrent d'un couvercle en bois : le condenseur est constitué par un tube qui traverse une grande cuve généralement en bois, et remplie d'eau. On recueille ainsi un produit excellent, pesant de 10 à 20 degrés. Mais pour l'exportation, l'eau-de-vie de prunes est fabriquée dans des appareils moins rudimentaires, et pèse environ 40 à 50 degrés.

La quantité ainsi exportée annuellement est d'environ 500.000 kilogrammes.

En Serbie, les conditions climatériques, la situation et la nature des terrains, concourent pour donner au vin toutes les qualités exigées d'un cru réputé. Cependant malgré l'excellente qualité du raisin, le vigneron serbe ne sait pas faire du bon vin. La récolte s'effectue sans discernement : on cueille et l'on jette pêle-mêle le raisin mûr, le raisin vert et les grappes pourries. Quant aux tonneaux, ils sont toujours en mauvais état, pour cette raison bien simple qu'on ne les nettoie jamais. D'autre part la taille des vignes ne se fait pas toujours rationnellement, malgré les efforts de l'administration par l'intermédiaire des pépinières. Je dois pourtant signaler parmi les cinq ou six crus serbes, le vin de Négotine qui jouit d'une certaine réputation.

En Serbie aussi le phylloxéra a fait de grands ravages, et la reconstitution des vignobles, stimulée par la loi de 1895, n'a pas été aussi rapide qu'on l'avait espéré. La production du vin est encore insuffisante aux besoins du pays qui continue à importer, et qui en importerait davantage encore si les droits de douane n'étaient pas si élevés. La Turquie en outre expédie une grande quantité de raisin destinée à la vinification.

Le domaine forestier de la Serbie n'est pas exactement évalué, puisqu'il n'existe pas de cadastre, mais quelques années avant la guerre une loi a institué des Commissions de délimitation qui ont estimé, au cours de leurs travaux préliminaires, la superficie des forêts du royaume, avant les accroissements territoriaux de 1913, à 1.500.000 hectares, ce qui représenterait environ 31 p. 100 de la surface du territoire.

La Serbie était encore, au milieu du XIXe siècle, très riche en forêts : les habitants à cette époque possédaient assez de terres cultivables pour leurs besoins, comme d'autre part il n'existait aucun moyen de communication, et que le prix du bois était fort peu élevé, on n'avait pas songé à tirer parti de l'exploitation forestière. Mais après les guerres serbo-turques et serbo-bulgares (1885), on abattit beaucoup de forêts pour tracer des routes et pour des raisons stratégiques. En même temps la population s'accroissant sans cesse, et le commerce d'exportation se développant chaque jour davantage, on se mit à défricher, tant pour tirer parti de la vente du bois, que pour augmenter les terres à labour. La fortune forestière du pays s'est trouvée de ce fait sensiblement diminuée ; elle est toutefois assez importante encore, d'autant plus que les nouveaux départements acquis par le traité de Bucarest sont très boisés.

On rencontre en Serbie toutes les variétés d'arbres

de l'Europe centrale, toutefois le hêtre domine de beaucoup ; il constitue à lui seul la moitié des plantations du domaine de l'Etat. Viennent ensuite le chêne et les conifères, et enfin les frênes, ormes, érables, tilleuls, bouleaux et peupliers.

L'industrie du bois est encore insuffisamment développée, à cause de l'insignifiance des coupes. On ne compte guère qu'une douzaine de scieries assez bien outillées, et deux cents installations primitives mues par eau, qui débitent le bois nécessaire à la consommation du pays. L'exportation est par suite insignifiante, et consiste en douves de chêne pour tonneaux, et en traverses de chemins de fer.

§ 2. — L'Elevage.

L'élevage du bétail était avant la guerre la branche la plus importante de l'économie nationale. On peut estimer à 5 millions le nombre total de têtes de bétail que les Germano-Bulgares ont trouvées en Serbie, ce qui montre l'importance de l'envahissement de ce pays au point de vue du ravitaillement des empires centraux.

Je tiens pour certain que la presque totalité du bétail a été emmenée hors du pays où l'ennemi n'a maintenu que le strict nécessaire aux besoins agricoles.

Le chiffre total de 5 millions se décompose ainsi : 3 millions de moutons, un demi-million de chèvres, 800.000 porcs, autant de bœufs. Les chevaux, ânes et mulets ont été en grande partie utilisés par les armées, et n'entrent pas dans ce chiffre.

Les bœufs, les porcs, les moutons et les chèvres, ainsi que les volailles, constituaient des ressources très importantes du commerce d'exportation avant la guerre, malgré l'augmentation sans cesse croissante

de la culture des céréales, et malgré les profondes transformations subies par l'élevage du bétail à la suite de la rupture des relations commerciales avec l'Autriche-Hongrie en 1906.

L'exportation des bœufs atteignait, avant cette rupture, jusqu'à 80.000 têtes. Dès 1906, elle s'est abaissée à 10.000, pour reprendre ensuite une marche ascendante et atteindre, à la veille de la guerre, environ 70.000. J'expliquerai plus loin comment le commerce serbe est arrivé à compenser cette diminution, grâce au concours de l'Etat.

L'élevage du cheval a été négligé, quoique le sol et le climat soient tout à fait favorables. Le cheval indigène appartient à la race turco-orientale, et se croise admirablement avec l'anglais et l'arabe pur sang.

Par contre les Serbes consacraient à l'élevage des porcs, tellement de soins, que les journaux satiriques étrangers ont pour habitude, lorsqu'ils représentent un paysan serbe, de toujours le faire suivre d'un porc. La véritable raison est que le pays s'est adonné à cette spécialité parce que les porcs s'y engraissent très vite, et résistent très parfaitement aux épidémies.

L'exportation des porcs était de près de 150.000 têtes avant la rupture avec l'Autriche-Hongrie en 1906, elle est tombée en 1907 à 15.000, mais au lieu d'exporter ce bétail vivant, les Serbes ont créé des abattoirs, et ont exporté les produits d'animaux en Italie et en Afrique.

L'exportation des moutons et des chèvres s'est maintenue aux environs de 100.000 têtes. La Serbie envoyait enfin plusieurs millions de têtes de volailles sur les marchés européens, ainsi que plus d'un million de kilos d'œufs très réputés.

CHAPITRE IV

L'Industrie.

---

§ 1. — L'Industrie domestique.

Pendant longtemps, la production de l'industrie domestique resta limitée aux besoins de ceux qui s'y livraient. Il existait au village des collectivités dites « zadrouga », formées par un ensemble de personnes, presque toujours de la même famille, vivant en commun, et produisant, chacun dans sa sphère d'activité, au seul profit de la masse générale ; les jeunes gens se mariaient sans quitter la zadrouga.

Dans la seconde moitié du siècle dernier, ces collectivités commencèrent à se désagréger, et ceux qui se retiraient de la zadrouga se voyaient dans la nécessité de travailler, non seulement pour leurs propres besoins, mais aussi pour l'extérieur, de façon à couvrir les frais généraux auxquels il leur fallait subitement faire face dès qu'ils quittaient la communauté. De cette époque date la petite industrie domestique en vue du commerce. Celle des tapis est la plus développée.

Les tapis serbes sont en laine, à fond généralement rouge, quelquefois aussi à fond blanc, et ornés de dessins variés de couleurs très vives, représentant presque toujours des dessins géométriques. Ce qui

fait leur valeur est précisément la richesse de coloration obtenue par des procédés sur lesquels on garde jalousement le secret, et qu'on n'est pas encore parvenu à industrialiser. Toutefois, soit que les produits tinctoriaux naturels dont se servent les Serbes n'aient plus la même qualité qu'autrefois, soit que pour satisfaire aux exigences de la clientèle, on ait été amené à moins soigner le travail pour produire davantage, de l'avis des connaisseurs, ces tapis n'ont pas conservé toutes leurs qualités d'antan. Néanmoins, tels qu'ils se fabriquent encore actuellement, ils sont toujours inimitables au point de vue de la solidité et de la persistance du coloris.

Le principal centre de fabrication est à Pirote (frontière serbo-bulgare), où sur deux mille maisons environ, plus de quinze cents abritent des métiers. Il n'existe aucune grande manufacture. Dans chaque habitation possédant des métiers, souvent dressés au milieu de la cour, huit ou dix femmes sont employées au tissage pour un salaire dont le taux est inconnu en France, 0 fr. 20 centimes par jour pour dix heures de travail, nourriture et logement non compris.

Toutefois, comme la fabrication d'un tapis demande quelquefois plusieurs années, les tapis de Pirote sont des articles d'un prix assez élevé. Il existe des imitations venues d'Arménie, et vendues en Occident comme tapis de Pirote, à des prix beaucoup plus bas, mais ils ne sont pas comparables comme solidité.

Les industries domestiques : poteries, ustensiles en bois, etc., sont en décadence. Elles n'ont pu résister à la concurrence étrangère, dès l'établissement des chemins de fer ; d'autre part, le développement des travaux agricoles et de l'élevage a contribué pour beaucoup à faire disparaître la véritable industrie domestique. Autrefois, tout se faisait au village, dans chaque zadrouga ; aujourd'hui, on n'y fait plus d'une

manière courante que le linge, et encore parce que le paysan ayant l'occasion de cultiver le lin et le chanvre pour les tisserands et les cordiers, en garde une partie pour la consommation familiale.

Les voyageurs de commerce autrichiens ont fait pénétrer jusque dans les plus petites villes, la plus grande variété de produits manufacturés. Les villageois s'y approvisionnent les jours de marché, ce qui fait que peu à peu la rustique maison de village est remplie d'objets multiples fabriqués à l'étranger, et qui ont remplacé définitivement ceux qui se faisaient au village même, avant que le rail pénètre dans les Balkans. On ne trouve plus que très rarement chez les villageois serbes ces ouvrages intéressants qui faisaient l'orgueil des paysannes d'antan, et qu'on se léguait de génération en génération.

§ 2. — **L'Industrie minière.**

L'industrie minière en Serbie remonte à la plus haute antiquité. Les légendes populaires rapportent des souvenirs de mines d'or, d'argent et de cuivre exploitées aux temps héroïques. Ces légendes en se transmettant de générations en générations se sont amplifiées et embellies, mais comme d'autre part les emplacements des mines dont elles parlent existent encore en partie actuellement, il faut bien croire à leur ancienneté.

L'exploitation des mines d'or a commencé dans le pays aux temps les plus reculés ; certains lieux, certaines rivières portent d'ailleurs des noms tels que « zlatni potok » qui signifie ruisseau d'or.

Il en est de même pour les mines d'argent, de cuivre et de plomb. Ce fait explique d'ailleurs en grande partie la richesse et le luxe qui régnaient

autrefois dans ces contrées. Des vestiges d'exploitation romaine subsistent très nombreux. Les Romains avaient, dans les provinces qui constituent aujourd'hui la Serbie et la Bulgarie, des surveillants de mines appelés « procuratores metallorum », lesquels dépendaient des « comites metallorum per Illyrïcum. »

Les procédés de cette époque étaient rudimentaires ; les Romains, malgré le nombre considérable d'hommes dont ils disposaient, n'ont pu attaquer que les parties superficielles des gisements : les neuf dixièmes des gîtes sont encore aujourd'hui disponibles.

En outre, l'exploitation interrompue à la chute de l'empire romain, ne reprit régulièrement qu'au commencement du siècle dernier. La Serbie possédant des éléments entremêlés de quatre systèmes montagneux divers, cette complication de l'écorce terrestre rend plus ardue l'étude de la composition géologique du pays où sont représentés à la fois tous les éléments de la péninsule. Elle est cause, en outre, qu'à l'heure actuelle, l'industrie minière, cependant très active, n'a pas encore progressé en raison directe des études et travaux préparatoires de ces dernières années.

Ceux-ci ont permis la découverte de gisements primaires aurifères. Les recherches entreprises par un syndicat anglais, entre Neretnitsa et Maïdanpek, et aussi par un groupe local, portent sur des terrains cristallins et granitiques, où l'or se rencontre en filons quartzeux, contenant des sulfures de plomb, de cuivre, de fer et de zinc, de teneur aurifère variable. Toutefois il n'y a pas encore d'exploitation normale.

D'autres filons quartzeux aurifères se rencontrent dans la région du Deli-Jovan où un concessionnaire serbe recueille du minerai d'une teneur de 15 grammes à la tonne. En outre, le massif andésitique du Timok,

où existent des travaux anciens, contient des gisements d'or importants, mais jusqu'ici les recherches n'ont pas été menées assez activement.

En ce qui concerne les gisements aurifères secondaires qu'on connaissait déjà dans les alluvions de certaines rivières comme le Timok et le Pek, l'Etat serbe s'est préoccupé de faire pousser vigoureusement les recherches : d'autre part un syndicat anglais a entrepris des prospections systématiques dans toute la vallée du Pek.

Les gisements de plomb argentifère sont très abondants et répandus à peu près dans toute la Serbie. L'Etat serbe exploitait ceux de Podrinié : il y a construit des usines pour la métallurgie du plomb et de l'antimoine. Les gisements de plomb de Koutchaïna sont, de tous ceux en exploitation, les plus riches en or et en argent : ils donnent en effet une moyenne de 57 grammes d'or à la tonne, et de 46 grammes d'argent.

On rencontre également en Serbie d'assez nombreux gisements de cuivre : à la mine de Maïdanpek, qui appartient à une Société belge, et où l'on retrouve des vestiges des travaux considérables faits par les Romains, on a installé de nouveaux convertors, système Knudsen, avec lesquels on traite journellement 200 tonnes de minerai. Pour l'exploitation des pyrites, on a construit un chemin de fer aérien de 16 kilomètres de longueur, depuis Maïdanpek jusqu'à Milanovats sur le Danube.

Mais l'exploitation la plus importante en fait de minerais de cuivre est, sans contredit, celle de Bor, entreprise française qui donnait avant la guerre à ses actionnaires des dividendes remarquables, et sans cesse en augmentation. Ici, comme dans beaucoup d'autres gisements du pays, ce sont les anciens travaux romains qui ont servi de guide au prospecteur et

à l'ingénieur. Il est plus que certain que ce gisement n'a intéressé les anciens que pour sa teneur en or plus considérable dans les parties situées aux affleurements, et qu'ils l'ont abandonné dès qu'ils eurent atteint le minerai primaire d'une teneur aurifère très faible, c'est-à-dire à trente mètres à peine de profondeur.

Le minerai qu'on traite actuellement à Bor donne environ 6 p. 100 de cuivre, mais il possède une teneur en or de 10 grammes à la tonne. La production annuelle atteint environ 6.000 tonnes de cuivre, en progression constante. Le gisement, qui est reconnu sur 10 kilomètres de longueur et sur 2 kilomètres de largeur, est exploité actuellement dans le village même de Bor, où l'on a attaqué une masse minéralisée de 200 mètres en direction, de 100 mètres en pendage, avec une épaisseur moyenne de plus de 80 mètres. Le cuivre obtenu est d'une pureté extraordinaire, contenant plus de 99 p. 100 de métal pur ; il s'ensuit que la mine de Bor, actuellement la plus riche de Serbie, deviendra l'un des gisements de cuivre les plus riches du monde.

Mentionnons en terminant cette rapide nomenclature des richesses minières serbes, l'existence d'importants gisements de minerais de fer non encore étudiés : notamment à Vlacina, à Rudna Glava et dans la région du Kopaonik. Le zinc et l'antimoine sont plus étudiés ; quant aux manganèse, nickel, arsenic et chrome, simplement signalés, les études sont encore à leur début.

Les nouveaux territoires sont encore plus riches au point de vue minier, mais là rien n'est encore étudié sérieusement, car sous le régime turc, sans routes praticables et sans voies ferrées, toute étude minière était condamnée d'avance.

En ce qui concerne les combustibles minéraux, il

existe bien, en dehors de la mine de l'État. quelques exploitations intéressantes, mais insuffisantes pour subvenir aux besoins du pays. Une des anomalies les plus saisissantes, provenant du manque de capitaux en Serbie, est constituée par ce fait que pays riche en houille, en lignites de toutes qualités, elle doit cependant faire venir du charbon de l'étranger. Ses chutes d'eau inutilisées représentent des millions de kilowatts; des milliards de tonnes de charbon gisent dans le sous-sol serbe, et l'industrie à peine naissante doit faire appel aux houilles de Silésie ou d'Angleterre pour faire tourner ses machines.

L'État favorise activement l'établissement des capitaux étrangers; voici à ce propos quelques dispositions intéressantes de la loi des mines :

1° La concession n'est accordée, pour un même terrain minier qu'à un seul explorateur, et son privilège comprend toutes les sortes de minerais qui pourront être trouvées dans le terrain concédé;

2° Le concessionnaire a le droit de faire établir, pour l'usage de ses mines, toutes les installations et constructions nécessaires : machines, édifices, fonderies, usines, magasins, voies ferrées, etc.;

3° Le concessionnaire peut acheter toute parcelle de terrain qu'il jugera utile d'acquérir dans l'étendue de sa concession, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation;

4° Le concessionnaire bénéficie de la remise complète de tous droits de douane pour l'importation des machines, outils. matériaux, etc., et en général de toutes marchandises diverses qui ne se fabriquent pas dans le pays;

5° Pour l'exportation de tous produits miniers, le concessionnaire jouit d'un tarif spécial portant rabais de 50 p. 100 sur tous les transports par voie ferrée dans toute l'étendue du royaume.

En ce qui concerne les redevances de l'État, elles sont de deux natures, et pas très élevées : 1° un droit fixe de 12 francs par 10 hectares, et 2° un droit de 1 p. 100 sur le produit des ventes.

Une nouvelle loi des mines est en instance devant le Parlement : le projet dont j'ai eu communication au Ministère ne porte aucune atteinte aux droits actuels des concessionnaires ; toutefois les redevances seront probablement augmentées ; dans l'ensemble, je l'estime encore plus favorable aux concessionnaires que l'ancienne législation.

L'industrie minière représentait au début de 1914 une mise de fonds d'environ 25 millions, produisant près de 15 millions (chiffre de production brute) disposant d'une force motrice de 6.000 chevaux, et de 1.800 kilowatts d'énergie électrique. Ces résultats sont relativement peu importants comparativement à la richesse minérale du sous-sol serbe. Toutefois, les financiers de tous pays qui s'intéressent aux affaires minières ont depuis plusieurs années fixé attentivement leurs regards sur ce pays. L'après-guerre verra certainement se multiplier les études plus actives en vue de mises en exploitation prochaines de gisements déjà partiellement étudiés.

Les combustibles minéraux, et notamment les lignites atteignant souvent près de 6.000 calories, qui se trouvent en abondance à des profondeurs très faibles, feront très certainement l'objet d'exploitations rapidement productives dès que le capital pénétrera en Serbie, où il s'est montré jusqu'ici trop circonspect à cet égard, à cause de l'instabilité politique des Balkans.

§ 3. — Les divers établissements industriels existant en Serbie en 1914.

Il existait environ 300 moulins à vapeur, donnant un ensemble de un million d'hectolitres de farine. On peut évaluer à 15 millions le capital investi dans cette industrie.

La brasserie, qui comptait une dizaine d'établissements, était arrivée à suffire aux besoins de la consommation du pays.

Beaucoup de moulins à vapeur ont été détruits par l'ennemi, les brasseries ont été complètement mises hors service, tout le matériel transporté hors du du pays.

Parmi les industries accordées en concession, c'était l'industrie textile la plus importante de toutes. Il existait quatre tissages, une manufacture de rubans, une bonneterie et une filature de coton. L'établissement le plus considérable est la manufacture de drap de Lescovats, petite ville située sur la voie ferrée Nich-Salonique, et qui a conservé quelque peu son aspect d'ancienne cité turque.

L'usine de Lescovats est équipée à la moderne avec léviathans, machines à teindre, cardeuses à chargeur automatique, puissant générateur de vapeur, et atelier de réparations très bien outillé; elle accomplit toutes les opérations, depuis le lavage des laines brutes, indigènes ou importées, le peignage, le cardage, la filature et la teinture, jusqu'au tissage et à l'apprêt.

Avant la guerre, la manufacture de Lescovats fabriquait de grandes quantités de draps de soldat, des tissus de laine pour la confection, et des tresses de soie pour la broderie, teinte suivant un procédé spécial pratiqué par des ouvriers turcs.

Une fabrique similaire existait à Oujitsé, petite

ville très réputée pour le caractère industrieux et l'esprit d'entreprise de ses habitants.

Comme établissements industriels d'Etat, je cite les ateliers de mécanique et de chaudronnerie des chemins de fer à Nich, outillés à la moderne, qui pouvaient accomplir toutes les réparations de matériel roulant, et au besoin fabriquer entièrement des wagons, y compris la carrosserie et l'ameublement.

L'industrie métallurgique n'existe absolument pas en Serbie, et il est fort peu probable qu'elle puisse y être créée et développée avant longtemps, à cause des capitaux considérables qu'elle exige, et de l'absence du minerai et du coke à pied d'œuvre.

Il existe en Bosnie des gisements de fer très importants, et il paraît à peu près certain que cette province serbe sera incorporée au futur royaume de Serbie; on peut donc entrevoir pour l'avenir la possibilité de création d'une industrie métallurgique serbe; on ne peut cependant en faire état présentement, et pendant longtemps encore la Serbie devra continuer à importer tous les produits sidérurgiques dont elle ne pourra se passer pour développer son industrie.

Comme exemple d'installation industrielle de grande envergure, je dois citer la sucrerie de Tchoupria, sur la voie ferrée Belgrade-Nich. Cet important établissement industriel a coûté 10 millions; tous ses services outillés avec les plus récents perfectionnements, fonctionnent électriquement. Les dépendances de l'usine comportent des habitations ouvrières très confortables, édifiées suivant les règles de l'hygiène moderne. Aux environs, on a construit peu de temps avant la guerre, une brasserie également très importante, dont la production devait égaler celle de toutes les autres brasseries du pays.

Je cite encore une fabrique de lits et d'ustensiles de ménage aux environs de Belgrade, une fabrique de

machines agricoles et d'instruments aratoires, une chocolaterie importante, et deux ou trois fabriques de conserves.

Je signale enfin l'arsenal de Kragouyévats, qui produisait des armes et des munitions très soignées comme fabrication, aussi les Austro-Allemands, lors de l'invasion de la Serbie, avaient-ils dirigé tous leurs efforts en vue de la prise de cette ville pour priver les Serbes de tout ravitaillement en munitions.

En définitive, la grande industrie était inexistante, et la moyenne industrie peu développée, avait pris naissance dans de mauvaises conditions, sans méthode.

L'abus que l'on fait en Serbie de la prat que des lettres de change, dont se servent non seulement les commerçants, mais les officiers, fonctionnaires, artisans et employés, permet à de nombreuses banques de faire de fructueuses affaires puisque le taux légal d'intérêt est en temps normal de 12 p. 100. Il en résulte que beaucoup de banques avaient pris l'habitude d'installer à leur compte des fabriques. Telle banque avait son moulin à vapeur, telle autre sa tannerie, telle autre encore sa brasserie ou sa filature. L'installation n'était généralement pas conçue par quelqu'un de compétent, la direction n'était pas confiée à un spécialiste qu'il aurait fallu faire venir à grands frais de l'étranger. Aussi bientôt la banque ayant employé ses disponibilités, se trouvait-elle gênée pour assurer le capital de roulement. Il fallait alors économiser sur tout, même sur les matières premières et sur les choses les plus essentielles; d'où fabrication souvent défectueuse, impossibilité de lutter contre la concurrence étrangère, et l'affaire périclitait.

Les banques qui installaient ces établissements industriels étaient généralement dirigées par de petits

artisans, quelquefois très au courant du trafic des lettres de change, mais tout à fait incompétents pour concevoir et diriger des entreprises d'une certaine envergure.

Grandes et petites industries ne pourront se développer en Serbie au lendemain de la paix qu'avec le concours des compétences étrangères. Les établissements qui pourraient avoir quelques chances de rapides succès, en dehors de ceux qui ont été détruits par l'ennemi, sont : des fabriques de boulons, tréfileries, verreries, manufactures de faïence et de porcelaines, fabriques d'acide sulfurique, enfin des tanneries.

En définitive, les Austro-Bulgares ayant systématiquement détruit à peu près tout ce qui existait dans le royaume, tout est à créer à nouveau. Les Serbes devront se préoccuper tout d'abord de trouver chez les Alliés toutes les matières premières qui leur faisaient défaut, et qu'ils importaient précédemment des empires centraux. Dès les premiers mois de la paix ils devront nécessairement importer de très grandes quantités d'objets fabriqués. Il leur faudra donc là aussi prévoir des achats considérables pour subsister avant de rétablir leurs industries d'avant-guerre, et d'en créer d'autres qui leur manquaient totalement.

Leurs seules ressources consisteront donc en produits du sol, et c'est par suite le développement de l'agriculture au lendemain même de la paix qu'il importe d'assurer avant tout. Mais les préoccupations industrielles devront aussitôt après prendre la première place, pour réduire très rapidement le taux des importations relatives aux produits et articles de première nécessité et de grande consommation.

C'est là une question primordiale que les économistes serbes devront envisager et s'appliquer à

résoudre avec la plus grande diligence, l'avenir du pays en dépend.

J'examine maintenant les moyens de communication dont le royaume disposait avant la guerre, j'exposerai ensuite ce qu'était le commerce de la Serbie.

§ 4. — Les moyens de communication.

La Serbie possédait avant le traité de Bucarest un réseau ferré de 600 kilomètres environ, à voie normale, et un réseau de 300 kilomètres à voie étroite de $0^m,76$.

Les lignes à voie normale importantes sont celles de : Belgrade-Pirote (c'est-à-dire de la frontière serbo-hongroise à la frontière serbo-bulgare), 339 kilomètres, et Nich-Ristovats (en frontière turque), 112 kilomètres.

Parmi les lignes à voie étroite, je cite celle de Tchoupria à Cénié et Ravna-Réka qui relie la grande voie Paris-Constantinople aux mines de charbon de l'État serbe. Cette ligne a présenté de grandes difficultés d'établissement, elle présente de très nombreuses pentes et rampes.

Outre ces deux réseaux, il existe plusieurs lignes d'intérêt local, établies par des capitaux privés ; par exemple le chemin de fer départemental de Pojarévats, et enfin les lignes réservées aux exploitations minières, telle que la ligne Vrska-Tchouka de 80 kilomètres, qui relie la mine de houille de Vrska-Tchouka au Danube.

Cet ensemble est bien insuffisant. Avant la guerre de nombreuses lignes étaient à l'étude, dont la construction était subordonnée aux possibilités budgétaires.

Parmi celles projetées, je mentionne la ligne qui, du Danube à Kladovo (frontière roumaine), devait

suivre l'ancienne frontière serbo-bulgare, en passant par Négotine, Kniajévats, Nich, et Kourchoumlié. Le tronçon Nich-Kniajévats était en construction avant la guerre.

Une ligne très urgente, également à l'état de projet, devait partir d'Uskub, passer par Tétovo et Dibra, pour rejoindre une seconde ligne qui, prolongeant celle de Salonique à Monastir devait atteindre la côte adriatique.

Une autre ligne également urgente avait pour objectif de relier Vélès à Monastir, en passant par Prilep. Une autre encore dont j'ai parlé précédemment, partant de Prokouplié par Kourchoumlié et Merdaré, doit relier Nich, Mitrovitsa et Prizrend à la mer Adriatique. Enfin une ligne déjà concédée mettrait Novi-Bazar en communication avec Mitrovitsa.

Toutes ces lignes sont évidemment indispensables pour le transport des produits destinés à l'exportation, de même qu'elles sont de très grande utilité pour achever l'organisation administrative destinée à policer définitivement la Macédoine.

Elles seraient probablement en construction actuellement si la guerre avait pu être évitée. Toute une partie de la Serbie nouvelle aurait utilisé les lignes aboutissant à l'Adriatique, tandis que les autres auraient continué à diriger leurs exportations vers Salonique, débouché naturel par la vallée du Vardar, pouvant être utilisé comme port serbe d'après une convention économique gréco-serbe.

D'autre part, ainsi que je l'ai indiqué, l'Etat serbe avait racheté les tronçons situés sur son territoire des deux lignes de la compagnie des chemins de fer orientaux, c'est-à-dire la ligne qui partant de Vrania, aboutit à Salonique, et la ligne qui relie Salonique à Monastir.

Toute cette organisation qui résultait des accrois-

sements territoriaux du traité de Bucarest, allait permettre à la Serbie de développer son commerce d'exportation dans les conditions les moins défavorables, de façon à souffrir le moins possible de son encerclement.

La paix prochaine va modifier toutes les conditions qui avaient présidé au programme économique basé sur le traité de 1913. L'établissement du réseau transeuropéen Bordeaux-Odessa peut notamment avoir au point de vue serbe des conséquences qui amènent ce pays à modifier du tout au tout son programme d'avant-guerre qui n'avait d'ailleurs pas été conçu dans l'hypothèse d'un accès important sur la côte adriatique.

Les routes de Serbie ont été relativement plus développées que les voies ferrées. L'ancien territoire avait en 1914 10.000 kilomètres de routes, parmi lesquelles 1.100 kilomètres de routes nationales, 4.000 kilomètres de routes départementales, et plus de 4.000 kilomètres de chemins vicinaux.

L'artère principale, c'est la route de Constantinople qui, partant de Belgrade, longe la rive droite du Danube jusqu'à Sémendria, et de Sémendria suit la vallée de la Morava jusqu'à Yagodina; elle se dirige ensuite sur Nich, où elle se divise en deux tronçons : l'un va de Nich à Vrania par Lescovats, tandis que l'autre gagne Pirote par Bela-Palanka, côtoyant la vallée de la Nichava, pour entrer ensuite en Bulgarie par Novi-Obrénovats, et se diriger alors sur Sofia.

Toutes les routes importantes viennent aboutir à cette route de Constantinople; celle de Kraliévo à Krouchévats la rejoint à Djounis; celle de Widdin (Bulgarie) à Zaïtchar, la rencontre à Tchoupria, et celle de Lom-Palanka (Bulgarie) à Kniajévats s'y embranche à Alexinats.

Comme routes secondaires, je citerai celle de Bel-

grade à Svornik, en Bosnie, qui suit la rive gauche de la Drina et passe par Obrénovats, Schabats, Losnitsa et Kroupani; excellente de Belgrade à Losnitsa, elle devient tout à fait mauvaise de Losnitsa à la frontière. Sa longueur totale est de 180 kilomètres.

Une autre route à signaler est celle de Belgrade à Saraïévo, en Bosnie, longue de 190 kilomètres seulement pour la partie serbe; enfin la route de Belgrade au sandjak de Novi-Bazar par Arandjélovats, Roudnik, G. Milanovats, Tchatchak, Ivanitsa gravit le Yavor, au sommet duquel se trouvait autrefois la douane serbe, à 230 kilomètres de Belgrade.

Pour les routes des nouveaux territoires, il y aura fort à faire pour les rendre normalement utilisables au trafic moderne. C'est ainsi que la route qui relie Monastir à Salonique est en bien mauvais état, et nécessitera des travaux de réfection considérables.

Une des premières qui sollicitera l'attention de l'administration, est celle qui relie l'ancienne Serbie à Uskub, une des villes les plus importantes des départements annexés. Cette route est à rectifier depuis Vrania jusqu'à Koumanovo, et aussi de Koumanovo à Uskub. Elle se prolonge ensuite jusqu'à Tétovo, ce dernier tronçon paraissant avoir beaucoup souffert pendant la guerre. Une autre grande artère existante, et qu'il sera utile de réparer au plus tôt, est celle qui relie Monastir à Tétovo par Kitchévo. Il en est de même pour les routes de Koumanovo à Kustendil (Bulgarie) par Egri-Palanka; de Vélès à Istip; de Monastir à Ochrida et de Monastir à Kotchana, par Prilep et Istip.

Il y a là, comme on le voit, un effort considérable à faire et de suite, pour mettre à même les nouveaux départements de participer à l'activité économique du pays.

CHAPITRE V

Le Commerce

§ 1. — Les débouchés.

Le pays qui possédait la vallée de la Morava et celle du Vardar, était assuré d'un brillant avenir économique, à condition de disposer de capitaux nécessaires aux coûteuses rectifications de ces deux fleuves, et de posséder un débouché sur l'Adriatique.

La Serbie peut évidemment se servir de toutes les mers balkaniques, suivant les marchandises qui font l'objet de son commerce, et d'après les pays vers lesquels elle dirige ses produits. Mais ce que la Serbie exporte surtout, ce ne sont pas des produits industriels pouvant supporter de très longs voyages sans se détériorer. Il s'agit ici de denrées qui doivent être transportées le plus rapidement possible sur le marché des consommateurs ; les tarifs passent au second plan, c'est la rapidité du transport qui joue le rôle prépondérant.

C'est le cas pour l'exportation du bétail, des produits d'animaux, et des fruits que la Serbie exporte le plus. Tous ces produits exigent la route la plus courte. Or, ces articles vont en Italie, en France, en Belgique, en Espagne, et autres pays de l'Europe occidentale. Il est donc très clair que l'exportation

desdits produits est autrement avantageuse par la voie de l'Adriatique que par la mer Egée.

En particulier, les grandes pertes de poids que subit le bétail exporté par Salonique pour Naples, Gênes, Palerme et Milan, ne pourraient être évitées que par la voie de l'Adriatique. C'est ainsi que le bétail met vingt-sept jours pour aller de Salonique à Gênes, tandis qu'il mettrait huit jours au maximum en passant par la côte adriatique, et en empruntant les voies ferrées italiennes. La route de la Serbie à Naples par la voie de l'Adriatique est donc trois fois plus courte que la même route par Salonique.

Je ne parle pas ici de l'exportation des céréales qui sont un des plus gros facteurs du commerce extérieur serbe ; car en effet, la mer Noire restera très probablement à l'avenir la voie la plus achalandée pour le transport des céréales exportées de Serbie. Ceci s'explique par ce fait que la Russie, la Roumanie, et aussi la Bulgarie, exportant d'énormes quantités de grains, ont accaparé une grande partie de la flotte marchande du monde entier qui transporte les céréales de ces pays « en lest » pour l'Europe occidentale, d'où les vaisseaux reviennent chargés de produits manufacturés pour l'Europe orientale et l'Asie Mineure. D'où conditions avantageuses qui ont fait préférer pour l'exportation des céréales serbes la voie du Danube et de la mer Noire, pour les marchés de l'Europe occidentale, et ceux voisins de la Méditerranée.

§ 2. — Le Commerce extérieur.

Bien longtemps la Serbie fut tributaire de l'Autriche-Hongrie qui la considérait comme une colonie. Alors que les guerres balkaniques ne lui avaient pas donné la libre disposition de Salonique, alors même que la voie ferrée Nich-Salonique n'existait pas, la

Serbie ne pouvait avoir d'accès en Europe occidentale que par l'Autriche-Hongrie.

Celle-ci accaparait donc 90 p. 100 des exportations serbes qn'elle consommait ou revendait comme produits austro-hongrois. De même l'Autriche était le grand fournisseur de la Serbie, représentant à elle seule 60 p. 100 des importations serbes.

Mais la Serbie, lasse d'être exploitée par son puissant voisin, n'accepta pas en 1906, au moment du renouvellement des conventions douanières, les nouvelles exigences autrichiennes ; ce fut la rupture des relations économiques. L'Autriche croyant ruiner rapidement le commerce extérieur serbe, ferma sa frontière. Mais la Serbie s'adressa alors directement aux marchés de l'Europe occidentale, en rejetant l'intermédiaire de l'Autriche, qui agissait auparavant comme un grand commissionnaire en marchandises.

Les produits serbes n'eurent pas à en souffrir, puisque depuis 1906 le chiffre des exportations n'a cessé de s'accroître dans des proportions notables, pour atteindre en 1912 environ 100 millions de francs, chiffre qui aurait été doublé très certainement après les accroissements territoriaux de 1913, si la guerre n'était venue réduire à néant tous les efforts tentés pour organiser et développer le commerce d'exportation.

La direction générale des articles exportés s'était trouvée répartie sur une base plus solide après la rupture de 1906. La part de l'Autriche était tombée de 90 p. 100 à 25 p. 100. Les pays qui avaient pris sa place étaient la Belgique, l'Allemagne, puis l'Angleterre et l'Italie.

Il avait fallu bien entendu payer les frais d'une telle émancipation économique, et c'est la nation qui les a supportés, car pour favoriser le développe-

ment de l'industrie, autant que pour répondre à la déclaration de guerre de tarifs, le gouvernement serbe a nécessairement élevé les tarifs douaniers. C'est là une nécessité qui n'aura qu'un temps, elle incitera les Serbes à solliciter des concours étrangers en vue de fabriquer chez eux ce qu'il leur fallait importer.

La rupture avec l'Autriche a changé non seulement la direction, mais aussi la nature et la qualité des exportations, pour satisfaire la nouvelle clientèle.

Au point de vue des importations le nouvel état de choses a fait tomber la part de l'Autriche de 60 p. 100 à 30 p. 100, c'est-à-dire une diminution de moitié au profit de l'Allemagne, la Belgique, l'Angleterre et l'Italie.

Le chiffre total des importations serbes oscillait, avant les guerres balkaniques, autour de 70 millions. Celui des exportations atteignant 100 millions, la balance du commerce extérieur était donc nettement satisfaisante.

Le rôle de la France au point de vue économique était à peu près nul sur les marchés balkaniques, il se bornait à des envois de matériel de guerre, sans compter les nombreux emprunts consentis à ces Etats, et dont j'ai eu l'occasion de parler déjà.

La guerre actuelle va modifier profondément les conditions économiques antérieures. Dès le lendemain de la paix, la Serbie, qui devra être reconstruite, réorganisée, devra nécessairement se passer du concours de l'industrie des empires centraux. Trois pays alliés vont être appelés à lui fournir tout ce dont elle aura besoin : l'Angleterre, la France et l'Italie. Cette dernière, mieux placée géographiquement, a fait déjà des préparatifs sérieux pour la conquête du marché serbe.

L'Angleterre et la France apparaissent comme les fournisseurs presque obligés de textiles et de produits

métallurgiques. Il serait cependant de toute urgence que les négociants français s'occupent activement de s'assurer une place prépondérante dans les importations serbes. Nul pays ne sera mieux disposé à accueillir nos produits, mais il faudra faire les efforts voulus, et ne pas attendre que la place soit prise par d'autres.

On objecte avec raison que les lois naturelles et les efforts des Austro-Allemands auront pour résultat de faire réapparaître sur les marchés balkaniques les produits germaniques, de même qu'une rivière un instant détournée de son lit, tend à y revenir au plus vite. D'où la nécessité d'une ligne transeuropéenne, envisagée d'ailleurs à un autre point de vue, puisqu'elle fait communiquer les pays alliés avec la Russie, sans emprunter les réseaux austro-allemands. Cette ligne, partant de Bordeaux, en suivant à peu près le 45e parallèle, gagne Milan, Venise, Trieste, Agram, Belgrade, Bucarest, et aboutit à Odessa. Elle favorise nettement l'Italie relativement au marché serbe. Je crois savoir qu'elle n'est pas envisagée avec bienveillance par les économistes de Serbie, qui craignent de subir une trop grande emprise italienne au au point de vue économique aussi bien qu'au point de vue politique.

Cette ligne n'est pas davantage favorable aux Roumains qui, par contre, espèrent toujours la réalisation du Danube-Adriatique, car ils exportent les mêmes produits que les Russes : pétrole et céréales, et l'ouverture des Dardanelles, sous l'égide de la Russie, livrera passage à leur plus sérieux concurrent.

Tout ceci montre donc bien l'enchevêtrement presque inextricable des intérêts si divers, et tels qu'il est tout à fait impossible de donner satisfaction à chacun.

Il semble toutefois que l'Italie doive être, de toutes

les puissances alliées, celle qui a le plus à gagner au point de vue économique au prochain traité de paix.

En affranchissant l'Europe des empires centraux, on est amené à infléchir la voie du trafic européen, et l'Italie, par sa position centrale et sa situation maritime, doit nécessairement profiter plus que toute autre nation, du nouvel état de choses. C'est pour cette raison qu'il faut espérer lui voir faire à la Serbie les plus larges concessions territoriales, compatibles avec l'intérêt général des Alliés au point de vue méditerranéen.

Je me propose maintenant de passer en revue les autres pays de langue serbe, sans me préoccuper d'ailleurs de pronostiquer leur futur statut politique.

LIVRE V

LE MONTÉNÉGRO — BOSNIE-HERZÉGOVINE DALMATIE — CROATIE-SLAVONIE — LE BANAT

CHAPITRE I

Le Monténégro

Le petit royaume monténégrin, d'une superficie d'environ 10.000 kilomètres carrés, a une population de 350.000 habitants, parmi lesquels près de 300.000 pratiquent la religion nationale, rite orthodoxe. Les autres, d'origine albanaise, sont catholiques ou mahométans à peu près en proportion égale.

Le Monténégro est séparé en deux régions distinctes : le vieux Monténégro et le Brda, traversées toutes deux par la vallée de la Zéta qui coupe le royaume, de Nikchitch à Podgoritsa, dans le sens de l'Herzégovine à l'Albanie. La vallée de la Zéta est la plus fertile, c'est aussi celle où les transports s'effectuent le plus aisément.

Le vieux Monténégro ou Tsernagora (montagne noire), est la plus morne, la plus stérile du pays; complètement dénudée, presque sans eau, cette région comprend cependant la capitale : Cettigné.

Autrefois recouverte de splendides forêts de chênes et de sapins, la Tsernagora a vu des incendies considérables, allumés par les Turcs, anéantir complètement ses ressources forestières. Actuellement ses montagnes, sans forêts ni verdure, dont les eaux de pluie ont entraîné toute trace de terre végétale, ne produisent absolument rien, et ne peuvent même pas servir à l'élevage du bétail.

Quant à la région dite Brda, c'est la Suisse monténégrine ; ses montagnes sont schisteuses, alors que le vieux Monténégro est calcaire ; aussi rencontre-t-on dans cette contrée beaucoup de rivières et les pâturages n'y sont pas rares comme de l'autre côté de la Zéta.

Le climat du Monténégro est plutôt rigoureux, très froid en hiver, très chaud en été ; il est malsain dans certaines parties marécageuses, où règne la malaria.

Les plaines sont rares, on a donc construit les principales villes du royaume, y compris la capitale, sur les seuls plateaux que présente le pays ; les transports sont de ce fait très pénibles, et souvent même impossibles pour les grosses charges.

La population du royaume est composée du plus pur type de la race yougo-slave ; parlant la même langue que tous les Serbes, employant les caractères cyrilliques pour l'écriture, et présentant au point de vue physique les mêmes caractéristiques que les habitants du royaume de Serbie.

Le peuple monténégrin, isolé au milieu de ses montagnes, est entraîné à la guerre depuis de longs siècles. Les luttes, pendant près de cinq cents ans contre l'éternel ennemi turc, n'ont été coupées par aucune période de paix prolongée. Guerriers réputés, les montagnards de la Tsernagora ont su défendre leur liberté et n'ont jamais complètement subi le joug ottoman. Aussi la race serbe a toujours consi-

déré le Monténégro comme son dernier rempart où les débris des armées refoulées se sont toujours réfugiés.

Les Monténégrins sont d'une taille très élevée, remarquables par leur vigueur physique, leur agilité, leurs qualités exceptionnelles de hardis montagnards entraînés au maniement des armes depuis leur enfance. La guerre au Monténégro ne peut donc qu'être une série d'embuscades contre lesquelles une armée moderne ne peut utiliser le matériel qui pourrait avoir complètement raison de ces guerriers redoutables. Les Monténégrins, ignorant le jeu des combinaisons politiques, peuvent être surpris ou même livrés à l'ennemi, mais jamais domptés.

Le régime politique de ce petit royaume est un des plus simples d'Europe : il se réduit au bon plaisir du roi qui est le maître absolu sans contrôle effectif, malgré un simulacre de Constitution octroyé en 1905 pour donner satisfaction à l'élément intellectuel.

Il y a bien en effet une Skoupchtina réunissant une soixantaine de députés, mais aucun d'eux ne se risquerait à critiquer les actes du souverain.

Le roi actuel, Nicolas, fut appelé au trône à la mort de son oncle en 1860, peu après son retour de Paris où il avait fait ses études au lycée Louis-le-Grand. C'est lui qui a fait de ce petit royaume de pierres un Etat, dont la capitale, modeste bourg de 4.000 habitants, abrite les palais des légations des grandes puissances européennes, qui, politiquement, ignoraient auparavant le Monténégro. Mais ce qui est plus extraordinaire dans le cas de ce monarque d'un pays de 350.000 habitants, c'est le mariage de ses enfants. Ayant épousé Miléna, fille du grand chef militaire Pierre Voukotitch, il eut de cette union trois fils et sept filles. L'aîné de ses fils, le prince Danilo, a épousé la princesse de Mecklembourg, c'est le prince héritier. Le deuxième, le prince

Mirko, a épousé la cousine du roi Milan de Serbie. Le troisième qui a 27 ans n'est pas encore marié.

La fille aînée du roi Nicolas, la princesse Zorka, épousa le prince Karageorgevitch, actuellement Pierre Ier, roi de Serbie. La princesse Zorka est morte en 1890, c'est-à-dire treize ans avant l'avènement de son époux. La deuxième fille est mariée à un grand-duc de Russie, de même que la troisième. La quatrième n'est autre que la reine d'Italie actuelle, qui épousa Victor-Emmanuel II en 1896. La cinquième est mariée au prince de Battemberg, les deux autres ne sont pas encore mariées.

L'administration du royaume est réduite à une organisation de police qui fonctionne d'ailleurs d'une façon très remarquable. Il n'existe pour ainsi dire aucune industrie, et le commerce est réduit au strict minimum des articles ou produits les plus indispensables.

La Russie, depuis le traité d'alliance de 1712, a toujours pourvu aux besoins les plus immédiats du pays. Il était convenu en échange que la petite armée monténégrine devait entrer en lutte contre les Turcs en cas de guerre russo-turque.

Par suite le gouvernement du roi Nicolas n'a jamais cessé d'entretenir dans le peuple les instincts belliqueux, sans jamais se soucier de créer des industries, et de faire exploiter les richesses naturelles. Le travail n'a donc jamais été encouragé, et les plus entreprenants ont dû s'exiler pour la plupart en Amérique, afin d'éviter la misère. Le Monténégro importe six fois plus qu'il n'exporte, et sans l'aide russe, il n'aurait pu subsister.

On assiste en effet à ce spectacle, indigne d'un gouvernement moderne, d'un Etat qui frappe d'un droit d'entrée toutes les marchandises de toute première nécessité qu'on ne fabrique pas dans le pays,

contraignant ainsi la population à la misère ou à l'exil.

La seule louable préoccupation du monarque à l'intérieur a été le développement de l'instruction primaire : il n'existait en effet dans tout le royaume que quatre ou cinq écoles à l'avènement du roi Nicolas, il y en aujourd'hui deux cents, qui représentent vingt mille élèves.

Tous les efforts du roi ont été tendus vers la réussite de ses combinaisons de politique extérieure. Après des alternatives heureuses et malheureuses, dans la lutte contre l'ennemi héréditaire, il écrasa complètement les Turcs en 1877, assurant complètement l'indépendance du pays, qui s'augmenta d'Antivari et Dulcigno, lui obtenant l'accession à la mer, et augmentant sa population de cent mille habitants.

Le rôle du roi Nicolas dans la guerre actuelle est encore mal défini ; il est impossible de rassembler présentement des éléments indispensables à juger sa conduite. Au moment où les peuples yougo-slaves aspirent à l'unité nationale, il est possible d'envisager l'incorporation prochaine du Monténégro à la future grande Serbie.

Le roi consentira-t-il à l'abdication dans l'intérêt de la cause serbe, je ne le crois guère. Il voudra très probablement rentrer dans son pays en triomphateur, pour empêcher les populations monténégrines de se joindre à leurs frères serbes, et conserver quelque temps encore sa couronne.

Ce qui précède montre toutefois que le mieux-être du peuple monténégrin ne pourra se réaliser que par son union définitive avec ses frères de race. En développant l'instruction de son peuple, Nicolas lui aura rendu le plus grand service, car le jour est proche où ces farouches montagnards pourront enfin comprendre leur intérêt évident ; la Tsernagora sera alors une province du futur royaume serbe.

CHAPITRE II

La Bosnie-Herzégovine.

L'annexion de la Bosnie-Herzégovine, en 1908, par l'Autriche-Hongrie, est un modèle de duplicité.

On se souvient que le traité de Berlin avait confié à la monarchie dualiste l'administration de cette province, qui restait sous la dépendance du sultan. L'article 25 du traité stipulait nettement qu'il ne s'agissait là que d'un mandat confié par l'Europe en vue de mesures de police européenne. Ce mandat avait d'ailleurs un sens strictement provisoire, car une déclaration signée des plénipotentiaires autrichiens, en date du 13 juillet 1878, reconnaissait les droits de souveraineté du sultan sur les provinces de Bosnie-Herzégovine, souveraineté qui ne devait subir aucune atteinte du fait de l'occupation considérée comme provisoire.

L'annexion de 1908 déchirait purement et simplement les clauses du traité de Berlin, et de la déclaration de juillet 1878.

L'Autriche-Hongrie prétexta, pour légitimer l'annexion, de droits historiques de la Hongrie, liens bien fragiles puisque le projet de traité proposé en 1870, par l'Autriche à la Serbie, promettait à cette dernière l'annexion de la Bosnie-Herzégovine et de la Vieille-Serbie.

On ne peut prétendre davantage prouver les sentiments austrophiles des Bosniaques. car ceux-ci sont de purs Slaves qui n'ont cessé depuis 1878 de protester contre les rigueurs de l'administration autrichienne.

La Bosnie-Herzégovine est une province de 50.000 kilomètres carrés, bornée au sud et au nord-ouest par la Croatie et la Slavonie, au sud et au sud-ouest par la Dalmatie, et à l'est par les royaumes de Monténégro et de Serbie.

La Bosnie coupe la Dalmatie en deux points. et débouche à la mer près de Klek et dans la baie de Cattaro. Au point de vue orographique, la province bosniaque est divisée en deux parties par une chaîne de montagnes qui la traverse du nord-est au sud-est. Au nord de ce massif montagneux, la Bosnie reçoit les affluents de la Save; au sud, le fleuve Neretva arrose l'Herzégovine. Seuls la Save qui forme les frontières nord. et le cours inférieur de la Drina qui forme une partie de la frontière orientale, sont navigables.

Une immense plaine très fertile, bordée par la Save, constitue le nord de la Bosnie ; le sud au contraire est très montagneux.

Les deux villes les plus importantes de la province sont Saraïévo, considérée comme capitale de la Bosnie, et Mostar, capitale de l'Herzégovine.

Saraïévo compte environ 60.000 habitants. C'est une ville d'aspect oriental plus qu'aucune autre cité serbe ; elle possède environ une centaine de mosquées, et un bazar excessivement curieux, formé de centaines de boutiques groupées en rues très nombreuses, qui couvrent une grande partie de la ville. et où se fabriquent et se vendent une multitude d'objets bien divers, au milieu d'un grand vacarme, et du va-et-vient continuel des types les plus variés, aux cos-

tumes rivalisant entre eux de coloris et d'originalité.

Au delà du quartier turc ou « Tchardja » se trouve la ville nouvelle aux maisons modernes édifiées dans des rues bien pavées, sillonnées de tramways électriques : c'est l'œuvre du gouvernement autrichien que les fonctionnaires de tous ordres se plaisent à faire bien remarquer aux visiteurs, comme une attestation des bienfaits du régime.

L'Autriche a eu l'habileté de reconnaître tous les cultes, et les mahométans peuvent ainsi pratiquer librement leur religion. La Serbie, essentiellement tolérante, maintiendra cet état de choses si la Bosnie lui échoit au prochain traité de paix, et au point de vue artistique, on peut être assuré de ne pas voir disparaître les mosquées de Saraïévo, dont plusieurs sont de véritables merveilles de l'art islamique.

Mostar est une ville de 20.000 habitants environ, que les Autrichiens ont bien modernisée au cours de ces dernières années ; des quartiers neufs bien alignés attestent leur activité, ils empiètent de jour en jour sur la turquerie. Il reste cependant des quartiers turcs où circule une population fidèle aux mœurs et aux coutumes de Turquie.

Le célèbre pont de Mostar[1], qui donne son nom à la ville, a la forme d'un dos de chameau, c'est une œuvre originale et hardie qui symbolise la ville, et dont l'effet est assez considérable. Elle est constituée par une arche unique qui s'élance d'un bord à l'autre de la Narenta. La corde de l'arc mesure 27 mètres, et la hauteur du niveau de l'eau à la clef de voûte est de 17 mètres.

La construction de ce pont, que les musulmans nomment « l'arc de la puissance divine », remonte à l'an 1566 de notre ère.

1. Most signifie pont, en langue serbe, et star : vieux.

C'est à Mostar plus encore qu'en aucune autre ville que les femmes musulmanes sont le plus sévèrement voilées ; elles glissent en longeant les murailles, comme des ombres.

La population de Bosnie-Herzégovine, d'après les statistiques de 1910, est de 2 millions d'habitants environ. C'est donc une densité très faible de 37 habitants au kilomètre carré. La population est presque entièrement serbo-croate.

D'après la religion, elle est composée de 825.000 orthodoxes, soit 43 p. 100, de 600.000 musulmans, anciens seigneurs serbes convertis à l'Islam, soit 32 p. 100, et 430.000 catholiques croates, soit 22 p. 100 qui appartiennent comme les Serbes à la race yougoslave.

La vie politique des populations de Bosnie-Herzégovine consiste surtout dans la lutte contre le régime austro-hongrois. Mais il faut bien reconnaître que des divisions se sont opérées d'après les religions. Ce n'est guère qu'au début du vingtième siècle que la vie politique plus active a pris un caractère de lutte véritablement nationale. En 1908, cette lutte pour l'émancipation du pays était devenue tout à fait inquiétante pour l'Autriche-Hongrie qui décida de mettre fin aux tendances nationalistes par l'annexion et l'octroi d'une Constitution. Mais cette Constitution ne peut être prise au sérieux, elle n'a aucun caractère d'un acte de ce genre, et ne confère aux populations bosniaques que des avantages illusoires. C'est ainsi qu'elle institue une Diète ou Sabor, dont le président, nommé par le souverain, a un pouvoir presque absolu dans les séances. Le Sabor ne peut discuter aucun projet de loi, il ne doit s'occuper ni du contingent militaire, ni des droits de douane, pas plus que de politique extérieure.

La Bosnie-Herzégovine est donc restée soumise au

régime de l'absolutisme, beaucoup moins libéral même qu'avant l'octroi de la Constitution, puisqu'on a supprimé l'adjoint civil du gouverneur militaire qui reste seul chef du gouvernement de la province.

L'agriculture est la principale occupation de la population. Moins fertile que la Croatie ou la Serbie, la Bosnie pourrait cependant produire des récoltes bien supérieures à celles qu'elle produit actuellement. Ici se pose une sérieuse question agraire qui n'a pas encore reçu de solution. Il y a actuellement dans cette province plus de 600.000 habitants que l'on nomme « kmeti », parce qu'ils vivent sur des terres qui ne leur appartiennent pas, et qui sont la propriété de 40.000 « agas » ou musulmans, ayant acquis sous le régime turc de grands domaines que leur religion leur faisait accorder facilement. Les « kmeti » ont un droit de jouissance sur les terres qu'ils cultivent, et dont ils payent à l'aga une redevance, généralement une partie de la récolte. Mais les kmeti caressent l'espoir de racheter les terres qu'ils cultivent, et à cet effet se gardent bien de faire produire au sol tout ce qu'il pourrait donner, afin de ne pas en augmenter la valeur, ce qui rendrait le rachat plus onéreux.

Le gouvernement autrichien, loin de chercher une solution normale de la question agraire, a plutôt tenté d'entretenir l'hostilité existant entre la masse du peuple dépossédé et les propriétaires du sol, alors qu'au Congrès de Berlin, elle s'était imposé de précipiter la réforme agraire comme premier devoir du mandat qu'elle recevait des puissances. Toujours d'après le principe — diviser pour régner — elle s'est rangée résolument du côté des agas musulmans, ce qui les a fait devenir tout à fait intransigeants, et a rendu la lutte plus ardente qu'auparavant.

Lorsque le Sabor demanda le rachat des terres au profit des kmeti, le gouvernement s'opposa au rachat

obligatoire, et ce n'est qu'en 1911 qu'une loi fut votée établissant un rachat conditionnel supposant l'entente entre agas et kmeti, ce qui bien évidemment n'était ni une solution, ni même un progrès sensible C'est ainsi qu'un professeur de l'Université de Vienne a publié un calcul établi d'après la loi de rachat de 1911, et suivant lequel le dernier kmeti bosniaque ne pourra être racheté qu'en l'an 2025.

Tels sont les bienfaits de l'administration autrichienne envers une population que l'Europe avait mise sous sa protection en 1878, et dont elle a usurpé les territoires sans aucun droit de conquête, au mépris des traités et des déclarations signés de ses plénipotentiaires.

Outre ses ressources agricoles, la Bosnie possède des mines et des forêts. L'exportation annuelle de l'industrie minérale atteint 14 millions de francs et celle du bois 35 millions. L'industrie du bois est donc la plus importante du pays. Elle est presque entièrement aux mains des étrangers auxquels le gouvernement a livré les forêts bosniaques, et qu'ils exploitent d'une façon scandaleuse.

Il existe aussi quelques entreprises industrielles appartenant à l'Etat, et qui sont assez florissantes, notamment les tapisseries de Saraïévo, et la régie des tabacs ; une importante raffinerie de sucre à Doboj, et enfin les gisements de sel de Tuzla, chef-lieu de département.

Les principaux articles d'exportation sont : le bois, le bétail, la houille, les pruneaux et le tabac. La valeur totale de l'exportation annuelle est de 125 à 130 millions de francs. Les articles d'importation sont : la farine, les produits métallurgiques, les textiles, les produits chimiques et les boissons alcooliques. La valeur totale annuelle des produits et articles importés atteint près de 160 millions de francs.

Il est facile de voir que le gouvernement suit une politique commerciale désastreuse pour les intérêts de la Bosnie, mais très profitable à l'industrie austro-hongroise. Les tarifs de transports ont été étudiés de façon à ce que les produits indigènes soient nettement sacrifiés à la concurrence étrangère, de même pour la politique douanière, qui est dirigée volontairement contre les intérêts du pays.

Les Autrichiens objectent qu'ils ont dépensé beaucoup pour l'amélioration des moyens de communication en Bosnie-Herzégovine. C'est tout à fait exact, mais ils oublient de dire que ceux-ci ont été établis ou développés d'après les intérêts purement stratégiques, et non d'après les besoins économiques.

Pour le développement de l'instruction publique, le gouvernement a fait moins encore, puisque le nombre d'illettrés est encore actuellement, en Bosnie, de 90 p. 100, c'est-à-dire un des plus élevés en Europe. Les cours publics pour les illettrés qui avaient été fondés par l'initiative privée ont d'ailleurs été interdits par le gouvernement qui s'est appliqué à laisser le peuple dans l'ignorance, procédé renouvelé des Turcs.

En résumé, l'Autriche avait reçu mandat de l'Europe d'organiser les provinces de Bosnie-Herzégovine. Dans l'esprit du Congrès de Berlin, elle devait assurer l'organisation de l'administration, solutionner la question agraire, apaiser les rivalités religieuses, développer l'instruction et l'activité économique. Elle n'a réalisé aucun des points saillants de ce programme que le comte Andrassy avait lui-même exposé au traité de Berlin. L'Autriche, bien au contraire, pour préparer l'annexion et la rendre définitive, n'a cessé de diviser pour régner. Sa police et sa gendarmerie ont veillé à ne laisser reconstituer aucune opposition organisée et active, de façon à donner à l'Europe l'im-

pression qu'elle était parvenue à pacifier ce pays naguère si agité.

La dernière révolte (1881), avait été réprimée énergiquement, et n'avait pas exigé moins de 100.000 hommes, qui durent rester pendant une année entière à combattre dans les montagnes contre les insurgés. La gendarmerie fut dès lors considérablement renforcée, et n'a cessé de veiller et d'agir énergiquement au moindre soupçon.

Telle a été la méthode autrichienne pour prouver à l'Europe les sentiments austrophiles des Bosniaques ou Herzégoviniens. Tout citoyen convaincu de serbophilie quelque peu agissante est déclaré suspect, c'est pourquoi les fonctionnaires austro-hongrois peuvent dire que leur administration bienveillante a su s'attirer les sympathies, et éloigner à tout jamais des cœurs bosniaques l'amour de la Serbie.

Beaucoup de ceux qui ont visité la Bosnie, et qui très impartialement ont cherché à analyser les sentiments de la population ont été très nettement induits en erreur. Chaque habitant, par crainte de la police secrète, cache soigneusement ses sympathies, et d'autre part les excitations très patientes des agents de l'Autriche ont aussi amené des rivalités superficielles entre Bosniaques de différentes confessions. Mais il est incontestable que tous sont au fond animés du vif désir d'être unis à leurs frères de race, et délivrés de l'administration autrichienne. J'excepte évidemment une poignée de mercenaires comme il peut y en avoir partout, que l'Autriche a su gagner à elle par mille moyens, dont le nombre est d'ailleurs peu important, et l'influence sur la masse absolument nulle.

Parmi les revendications des Yougo-Slaves, la réunion de la Bosnie-Herzégovine à la Serbie est certainement celle qui sera accueillie le plus favorablement par les Alliés à la prochaine conférence de paix.

CHAPITRE III

Dalmatie

Les Romains avaient fait de la Dalmatie une des provinces les plus riches et les plus civilisées de leur empire. Plusieurs empereurs romains sont nés en Dalmatie, notamment Dioclétien qui avait fait bâtir un palais si grandiose que la plus grande partie de la ville actuelle de Spalato a été construite à l'abri des murailles de ce palais.

Lorsque l'empire romain s'effondra sous les coups répétés des hordes barbares, la Dalmatie eut à souffrir particulièrement des invasions. Vinrent ensuite les Serbes qui s'installèrent dans les Balkans où ils formèrent une série de royaumes, constituant dans cette partie de la péninsule la population définitive qui a plus tard succombé aux attaques des Turcs ou des Hongrois sans cesser cependant de conserver le sens de sa nationalité.

De 1805 à 1814, la Dalmatie entière fit partie intégrante de l'empire français. C'est de cette époque que date pour les Dalmates le réveil de la conscience nationale.

La Dalmatie depuis 1815 appartient à l'Autriche. Quoique le monarque d'Autriche-Hongrie porte également le titre de roi de Croatie-Slavonie et Dalmatie, cette dernière ne participe pas aux affaires publiques

du Royaume-Uni de Croatie-Slavonie-Dalmatie, elle compte parmi les provinces et royaumes représentés au Conseil d'Empire à Vienne.

Elle est donc représentée non pas à la Diète croate, mais au parlement de Vienne, auquel, d'après la loi de 1906, elle envoie onze députés.

La Dalmatie constitue la côte de la mer Adriatique sur une longueur de 500 kilomètres. Tout le long de la côte se trouvent plus de 600 îles formant l'archipel dalmate. Les canaux maritimes, les golfes, les rades et les plages situés entre le territoire continental et les îles, sont d'une grande beauté. Les fleuves qui arrosent l'intérieur du pays, se jettent à la mer en formant de belles et puissantes chutes d'eau. De Trau à Spalato, la rive dalmate est réellement enchanteresse; protégée du souffle dévastateur de la « bora » par de hautes falaises, elle présente une luxuriante végétation aux tonalités les plus variées, cependant que sur le rivage même une bordure de mimosas sert de premier plan au paysage touffu entrecoupé de petits villages blancs qui dominent cette rive presque toujours ensoleillée, se détachant sur l'azur d'un ciel toujours bleu.

La Dalmatie est habitée par une population presque exclusivement serbo-croate. Serbes ou Croates parlent d'ailleurs la même langue, et n'ont d'autres différences entre eux que la religion. Les Croates catholiques représentent 83 p. 100, les Serbes orthodoxes 16 p. 100 de la population.

Tous les Dalmates connaissent la langue serbo-croate, mais dans les villes ils parlent aussi l'italien, que l'on apprend dans les écoles.

On estime, d'après les statistiques les plus récentes, la population de Dalmatie à 700.000 habitants, sur lesquels 650.000 sont Serbo-Croates, et seulement 20.000 sont Italiens.

Outre les députés qui représentent la province au parlement de Vienne, l'organe principal de la vie publique autonome est la Diète dalmate, siégeant à Zara, capitale administrative de la province. Cette Diète compte 41 Députés élus, et deux membres de droit : l'archevêque catholique, et l'évêque orthodoxe dont la résidence est aussi à Zara, de même que celle du gouverneur, nommé par l'empereur.

C'est aussi l'empereur qui nomme le président de la Diète, mais contrairement à ce qui a lieu en Bosnie, la Diète dalmate, malgré le vieux système électoral auquel le gouvernement ne permet pas de toucher, a toujours gardé son indépendance parlementaire et politique.

Le manque de communications avec la Bosnie et l'empire a entravé jusqu'ici le développement économique de la province.

Le principal produit est le vin ; la Dalmatie fournit en effet les deux tiers de la superficie viticole totale de l'Autriche. La production annuelle du vin en Dalmatie s'élève à près de deux millions d'hectolitres, avec une production d'eau-de-vie également très élevée.

Une autre grande production du pays est l'huile d'olive, dont la production annuelle atteint 200.000 hectolitres.

L'élevage se fait aussi dans tout le pays, il suffit à la consommation intérieure avec un excédent pour l'exportation ; mais la culture du blé et du maïs est insuffisante pour les besoins locaux. On doit donc combler ce déficit par des importations de Croatie et de Hongrie, qui, exceptionnellement, arrivent dans la province en franchise douanière.

Je signale enfin la production importante de cerises ou marasques, qui servent à fabriquer la liqueur dite « marasquin », connue dans le monde entier.

La grande industrie a pris naissance en Dalmatie au cours de ces dernières années. Les puissantes chutes d'eau des fleuves dalmates sont utilisées pour la production d'énergie électrique qui actionne de grandes usines modernes près de Sebenico et Almissa pour la fabrication du carbure et des engrais chimiques. Les marnes tertiaires des environs de Spalato alimentent quatre grandes usines pour la fabrication du ciment, qui représentent un capital de 25 millions, et dont la production est de 100 wagons par jour, exportés par voie de mer.

Les carrières de Spalato alimentent d'ailleurs également diverses usines de ciments en Italie.

A part le personnel employé pour ces industries, la population dalmate est essentiellement maritime, s'occupant surtout de navigation et de pêche. La Dalmatie fournit à la marine marchande de l'Autriche-Hongrie un contingent relativement élevé de capitaines et d'hommes d'équipage. D'autre part la pêche est une ressource importante de la population côtière ; en été, elle fait la pêche en grand des thons et des sardines. Il y a une dizaine de fabriques préparant la sardine d'après les procédés modernes, et dont la production est surtout exportée à l'étranger.

Enfin, dans l'intérieur du pays se trouvent de nombreuses mines de houille, dont quelques-unes sont exploitées pour les Chemins de fer, les bateaux à vapeur et l'industrie.

Le souvenir de l'occupation française, sous Napoléon Ier, est resté sympathique aux Dalmates. Ils lui doivent notamment les seules routes qui existent dans le pays. Le gouverneur français de l'époque, le maréchal Marmont, y est resté célèbre par le soin tout particulier qu'il apporta à multiplier les routes. Les Dalmates disent encore : « Les Autrichiens ont passé des années à faire des plans de routes, Marmont est

monté sur son cheval, et quand il en est descendu, elles étaient terminées ». On rapporte encore aujourd'hui que lorsque l'empereur d'Autriche visita en 1818 la Dalmatie redevenue autrichienne, il fut émerveillé par les travaux exécutés pendant l'occupation française. Il ne put s'empêcher, paraît-il, de dire à Metternich qui l'accompagnait : « C'est bien dommage que Marmont ne soit pas resté ici quelques années de plus ».

Lorsque la Dalmatie dépendait de la République de Venise, elle était riche et prospère; elle est aujourd'hui laissée dans l'abandon le plus complet par l'Autriche, qui a seulement favorisé quelques essais de grande industrie.

Lorsque l'on visite les villes du littoral, on est frappé par l'analogie qu'elles présentent toutes entre elles. Elles sont en effet édifiées sur le même type : petites rues étroites et sombres, dont chaque maison a ses fenêtres grillées, et ses portes basses à peine visibles. Les Vénitiens semblent avoir remplacé ici les canaux de Venise par des labyrinthes de ruelles où les voitures peuvent à peine circuler, et sont dans l'impossibilité absolue de virer; il s'ensuit un silence presque complet dans ces petites rues sans circulation, cependant intéressantes à visiter car des vestiges d'art datant des Romains ou de la domination vénitienne sont restés nombreux dans presque toutes les villes de la côte dalmate.

Zara, autrefois si florissante, ne présente plus aujourd'hui grande animation, c'est une capitale nominale, ayant un rôle purement administratif.

Sebenico est un port de commerce important, relié par voie ferrée à la Bosnie; il est le centre d'exportation de la Dalmatie septentrionale, des régions septentrionale et occidentale de la Bosnie, ainsi que de la partie avoisinante de la Croatie. C'est une vieille cité,

ancienne résidence d'un roi de la dynastie nationale.

Spalato, port commercial susceptible d'être très notablement développé, ne pourra acquérir d'importance que lorsque des voies ferrées pourront lui permettre de desservir la Bosnie, la Serbie et les autres pays balkaniques.

Raguse est resté longtemps le foyer de la renaissance serbe, jusqu'au jour où Belgrade et son Université vinrent lui ravir son influence sur le développement intellectuel de la race serbe.

Gravosa est le port moderne de l'ancienne rivale de Venise. C'est un des meilleurs parmi les ports de la côte dalmate, et dont la situation exceptionnelle n'avait pas échappé à Napoléon Ier qui voulait faire de Raguse une grande place maritime, pouvant abriter une nombreuse escadre. Le grand inconvénient de cette merveilleuse position est l'influence du « siroco », pendant de la « bora », le grand fléau de la Dalmatie. La bora, qui vient du nord, est analogue au mistral de Provence, souffle avec beaucoup plus d'intensité et de durée. Ce fléau sévit surtout dans le nord de la province, mais va quelquefois aussi exercer sa violence jusqu'à Raguse et même au delà. La bora souffle avec une telle force, qu'elle renverse les gens, et parfois même le gros bétail. C'est un vent glacé, tandis que le siroco qui vient d'Afrique est un vent chaud et humide.

La dernière ville de la côte dalmate, Cattaro, se trouve au pied de la montagne presque verticale, au-dessus de laquelle est juchée Cettigné, où l'on accède par des voitures automobiles, faisant le service Cattaro-Cettigné.

Cattaro, ville dalmate, est donc encore la voie d'accès naturelle par où l'on pénètre au Monténégro, et la route par laquelle on y accède a reçu le nom d'échelle de Cattaro.

CHAPITRE IV

Croatie-Slavonie.

La Croatie-Slavonie est séparée de la Hongrie au nord et à l'est par la Drave et le Danube, de la Serbie et de la Bosnie au sud-est et au sud par la Save et la rivière Una, elle est enfin limitée à l'ouest par la Carinthie et la Styrie.

Elle a une superficie de près de 43.000 kilomètres carrés et une population de deux millions et demi d'habitants.

La Croatie possède environ 150 kilomètres de côte sur la mer Adriatique, ce qui explique que la Hongrie ait été tentée d'accaparer son exploitation économique.

C'est une province essentiellement agricole, et qui possède en outre plus d'un million et demi d'hectares de forêts, où dominent le chêne, le sapin et le hêtre. Une partie de la Croatie présente de très riches pâturages, et des vignobles, on l'a surnommée d'ailleurs la « Suisse Croate ». Enfin les montagnes de la Croatie-Slavonie sont riches en charbon et en sources minérales, et présentent aussi des gisements intéressants de cuivre et de fer.

La moitié de la superficie de la province est cultivée, il y a environ 16 p. 100 de prairies, 2 p. 100 de pâturages, et 22 p. 100 de forêts.

L'industrie et le commerce sont entravés dans leur développement par les restrictions du gouvernement central de Budapest, dont dépend la Croatie. Toute l'organisation industrielle et commerciale a été magyarisée.

La langue parlée dans le pays est le serbo-croate.

Au point de vue religieux les catholiques sont administrés par l'archevêché d'Agram [1], et les orthodoxes par le patriarcat de Karlovci.

L'autorité administrative supérieure appartient au gouvernement autonome à Agram. La vie politique est réglée par la Constitution royale de 1868. La Croatie jouit d'une autonomie complète pour les affaires intérieures du pays, l'administration de la justice, l'instruction publique et les cultes. Pour toutes ces affaires le gouvernement autonome, avec le « ban » comme chef qui est nommé par le roi de Hongrie, a les prérogatives d'un ministère indépendant responsable devant la Diète croate.

La Croatie est aussi représentée au parlement hungaro-croate à Budapest. Les rapports financiers de la province ont été réglés suivant un accord spécial. Elle touche 44 p. 100 de ses revenus pour faire face à ses dépenses personnelles, et 56 p. 100 sont versés dans la caisse commune pour les frais communs. Toutefois les comptes communs sont établis à Budapest, sans aucun contrôle de la part des Croates.

De toutes les provinces yougo-slaves, la Croatie est celle qui présente le degré de civilisation le plus avancé, semblable à celle des Etats modernes de l'Europe. Sa capitale, Agram, est une jolie ville de 85.000 habitants, possédant des quartiers modernes très élégants.

Fiume, le port croate, malgré que l'accord de 1868

1. Zagreb, en serbe.

l'ait détaché de la province pour le rattacher à l'administration hongroise, est le centre d'un commerce florissant, siège de grandes compagnies de navigation. Fiume n'est pas un port naturel, puisque la côte y est abrupte, et qu'il est exposé aux vents. C'est un port artificiel, construit à grands frais, et relié par le rail à Trieste et aux lignes Agram-Budapest, et Agram-Belgrade. C'est l'unique port d'exportation de toute la plaine panonienne et le débouché naturel de la Serbie.

Quoiqu'on y parle beaucoup l'italien, Fiume possède surtout une population slave.

En définitive, la Croatie est un pays presque complètement serbe, qui tôt ou tard devra être rattaché à la Serbie, quel que soit d'ailleurs le mode de rattachement adopté.

CHAPITRE V

Le Banat.

Je voudrais, en terminant cette rapide esquisse des pays serbes, dire quelques mots du Banat, province encore hongroise, revendiquée à la fois par les Serbes et par les Roumains.

Le Banat est cette partie de la Hongrie méridionale qui s'étend à l'ouest jusqu'à la Theiss, au sud jusqu'au Danube, au nord jusqu'à la Moris, et vers l'est jusqu'au mont du Banat. C'est un territoire de 28.000 kilomètres carrés, peuplé d'environ un million et demi d'habitants.

Le Banat formait autrefois la partie principale de la Voïvodina serbe, dont la capitale était Temesvar. Dans la région occidentale, les Serbes sont toujours en majorité. Quant à la partie orientale, les habitants de race serbe ont été sacrifiés par l'Autriche, à l'époque de la révolution de Rakoczy, ils ont été remplacés par des Roumains émigrés des montagnes de Transylvanie. Il y reste toutefois encore de nombreux Serbes.

Les droits de la Serbie sur le Banat sont indiscutables. Je ne veux pour preuve que l'opinion de leurs pires ennemis, les Hongrois, qui avaient eux-mêmes rattaché, avant 1865, cette province au point de vue confessionnel au patriarcat serbe de Karlovci. Une autre

raison, d'ordre purement sentimental, mais qui doit avoir sa valeur, c'est le grand nombre d'intellectuels de Serbie qui sont originaires du Banat. Je citerai Dositié Obradovitch, dont j'ai parlé en mentionnant les littérateurs serbes, et qui est le grand réformateur de la langue. L'auteur de l'hymne national serbe est également originaire du Banat, de même que le voïvode Poutnik, le héros serbe des guerres balkaniques de 1912-1913.

Parmi les hommes d'Etat, plusieurs des plus éminents, sont nés dans le Banat, notamment M. Pachou, le grand financier serbe, qui est mort au cours de la guerre actuelle.

Jamais au cours des quinze siècles pendant lesquels les Roumains et les Serbes ont cohabité dans la péninsule, aucun différend important ne les a séparés. Opprimés les uns et les autres par les Turcs et les Hongrois, ils n'ont eu aucune occasion de se combattre. Il serait pénible de les voir aujourd'hui divisés par cette question du Banat. Il faut donc espérer qu'aucune intransigeance ne viendra altérer les bons rapports qu'il faut souhaiter voir s'établir dans l'avenir entre deux peuples loyaux, sur l'entente amicale desquels l'Europe doit pouvoir compter dans l'intérêt de l'équilibre politique des Balkans.

LIVRE VI

LE ROYAUME DE BULGARIE — LA GRÈCE

CHAPITRE I

La Bulgarie. — Aperçu historique.

C'est vers la fin du VIIe siècle que les Bulgares se fixèrent définitivement dans les Balkans, où les Serbes, venus de Galicie, avaient fait, peu avant, leur apparition. Mais tandis que les Serbes s'étaient établis au nord-ouest de la péninsule, les Bulgares occupèrent les territoires de l'est, correspondant à l'ancienne province de Moesie. Définitivement installés entre les Slaves à l'ouest, et les Grecs à l'est et au sud, les Bulgares seront perpétuellement en guerre avec les uns et les autres. Au cours de siècles de luttes presque sans trêve, ils vont perdre leurs anciennes coutumes, ainsi que leur dialecte, pour se slaviser presque totalement. Tantôt victorieux des Grecs, ils se retourneront contre les Serbes, tantôt ils s'uniront à eux lorsqu'il s'agira de s'affranchir de la suzeraineté de Byzance. C'est ainsi que nous voyons tour à tour les Serbes et les Bulgares maîtres de la péninsule du XIIe au XIVe siècle.

Les Bulgares sentirent renaître en eux un vif besoin d'indépendance lorsque le patriarche grec de Constantinople, resté leur chef ecclésiastique, leur enleva sa protection en les déclarant schismatiques. C'est alors que Rome essaya de les ramener au catholicisme; ce fut en vain : après de nombreux tiraillements, ils obtinrent, grâce à la Russie, leur autonomie religieuse, et la nomination d'un exarque des Bulgares. Ce dernier siège également à Constantinople, d'où il étendait, avant la guerre, sa protection sur ses concitoyens de Macédoine. Cette question religieuse, qui avait amené l'intervention de la Russie devait être le signal du réveil national. Poussés par leurs nouveaux alliés, les Bulgares se révoltèrent; ils furent massacrés à différentes reprises par les Turcs; mais une répression plus sanglante que les autres eut pour résultat d'attirer l'attention de l'Europe sur eux. La guerre russo-turque fut la conséquence de l'attitude de la Porte qui n'avait pas voulu satisfaire aux desiderata des puissances, relativement à l'indépendance de la Bulgarie ; d'abord victorieuse, par suite de l'inhabileté du commandant en chef des troupes russes, l'armée turque fut défaite à Plevna avec le concours des Roumains que la Russie avait appelés à la rescousse, puis à Chipka avec celui de l'armée bulgare. Le traité de San Stéfano mit fin à la guerre : il constituait une grande Bulgarie, comprise entre le Danube, la mer Noire, la mer Egée, et l'Albanie, sauf Salonique, la presqu'île chalcidique et une partie de la Thrace entourant Constantinople et Andrinople.

On était alors en février 1878; les bases jetées à San Stéfano n'étaient que préliminaires; un congrès tenu à Berlin en juillet, révisa le traité, et l'action de la diplomatie fut funeste à la Bulgarie. On lui retira la Macédoine qui fut laissée à la Turquie, ainsi que

la Roumélie orientale : de même que la Dobroudja lui fut enlevée en grande partie pour être attribuée à la Roumanie, à laquelle la Russie arrachait la Bessarabie. Enfin les départements de Vrania, Nich et Pirote étaient donnés à la Serbie. Sept années plus tard, en 1885, la Roumélie orientale devait être à nouveau rattachée à la Bulgarie après la révolution de Philippopoli, annexion qui fut ratifiée en 1886, par la Conférence de Constantinople.

Toutefois la Bulgarie restait toujours vassale de la Porte, dont elle ne s'affranchit, comme nous le verrons plus loin, que par la révolution de 1908. C'est donc principalement à la Russie que la Bulgarie doit son autonomie : il était naturel que les Russes fussent appelés à diriger la réorganisation de la nouvelle principauté. En 1879, le tsar choisit un neveu de l'impératrice, le prince Alexandre de Battenberg, pour régner en Bulgarie. Celui-ci était contraint de gouverner suivant les indications venues de Russie, et avec l'aide de généraux russes qui étaient restés dans le pays, ce qui n'était pas toujours du goût des ministres bulgares. Plusieurs partis politiques se trouvaient en présence : le parti conservateur qui semblait être aux ordres de l'Europe et acceptait les conséquences du traité de Berlin, le parti libéral et le parti radical : ces deux derniers formant un parti national qui revendiquait la réunion de la Roumélie orientale à la Bulgarie. Survint la révolution de Philippopoli en septembre 1885, qui proclama l'annexion de la Roumélie.

Aussitôt le roi de Serbie et le roi de Grèce mobilisèrent leurs armées pour protester contre cette violation du traité de Berlin. Les Serbes réclamaient une partie de la Bulgarie du nord-ouest, qu'ils s'apprêtaient à conquérir, puisque aussi bien disaient-ils, on déchirait le traité de 1878. De leur côté les Grecs

ne réclamaient rien moins que la Macédoine, l'Epire et la Crète. Cette menace de conflagration provoquée par la Bulgarie eut le don d'exaspérer les grandes puissances : une Conférence internationale fut décidée dans le but de régler définitivement la question bulgare. Mais le roi Milan de Serbie n'avait pas attendu qu'elle fût réunie pour faire entrer son armée en campagne; pénétrant en Bulgarie, il remporta tout d'abord des succès à Tsaribrod et à Dragoman. Toutefois les Bulgares avaient eu le temps de se ressaisir, et à leur tour refoulaient les Serbes à la bataille de Slivnitsa (1er novembre 1885).

La paix fut signée en 1886 ; sur l'insistance de l'Autriche qui protégeait le roi Milan, ainsi que je l'ai exposé précédemment en décrivant l'histoire de Serbie, il fut convenu que rien ne serait changé aux frontières serbes fixées par le traité de Berlin, et que d'autre part, il ne serait réclamé aucune indemnité de guerre; seule la Turquie y perdait : la campagne malheureuse du roi Milan avait eu cette conséquence de faire ratifier par la Porte la réunion de la Roumélie à la Bulgarie du nord. Toutefois, le prince Alexandre de Battenberg, malgré ses succès, ne possédait plus la confiance de son peuple, il avait réussi à mécontenter à la fois Russes et Bulgares; il dut abdiquer quelques mois après la signature de la paix, laissant la régence du pays à trois ministres, parmi lesquels le fameux Stambouloff, qui va jouer un rôle si important dans l'histoire de cette époque.

Stambouloff est la grande figure qui domine l'histoire moderne de la Bulgarie; au point de vue national, la réunion de la Roumélie ne lui suffisait pas; il voulait la « Bulgarie aux Bulgares », aussi bien par la délivrance de la tutelle russe que par la rupture du lien de vassalité envers la Porte. Stambouloff a mis tout en œuvre pour réaliser ce programme, il a tout osé,

et aucune mesure de sévérité, ni même de cruauté n'a pu l'effrayer pour atteindre son but. On a encore présente à la mémoire l'exécution dramatique du major Panizza, en 1890.

Stambouloff, fils d'un aubergiste de Tirnovo, presque sans instruction, était un petit homme d'assez forte corpulence, aux yeux noirs très mauvais, et qui, malgré son aspect peu sympathique, avait su s'imposer comme chef du parti national. Sa rudesse, sa brutalité, ne l'empêchèrent pas de rallier à lui un grand nombre de partisans, auxquels il donna le coup de fouet, si nécessaire en cette époque troublée de l'histoire du pays. Malgré les atrocités commises, les Bulgares lui doivent une grande reconnaissance, en raison du but élevé qu'il n'a cessé de poursuivre. Il a d'ailleurs payé de sa vie la longue série de ses crimes, puisqu'il fut assassiné en 1895, un an après sa chute du pouvoir.

Quoi qu'il en soit, après l'abdication du prince Alexandre, la couronne fut offerte au prince Waldemar de Danemark, qui refusa. C'est alors que Stambouloff, continuant sa politique anti-russe, décida de s'appuyer sur l'Autriche, et fit élire un prince catholique, le roi actuel Ferdinand, alors officier dans l'armée autrichienne (juillet 1887). Mais les grandes puissances refusèrent de reconnaître le nouveau prince, et ce, à l'instigation du parti russe que combattait Stambouloff. A la suite de l'exécution du major Panizza, un attentat fut commis contre le ministre bulgare, mais celui-ci ne fut pas atteint; ce fut son collègue des finances qui reçut les trois balles destinées au chef du gouvernement.

Ce crime fut le signal d'exécutions nombreuses qui amenèrent les partisans les plus fidèles du premier ministre à rompre avec leur chef, dont ils condamnaient la manière forte. Profitant très habilement de la situation, Ferdinand, qui tenait plus que jamais aux sym-

pathies de l'Europe malgré le refus des grandes nations de ratifier son élection au trône bulgare, décida de se séparer de son ministre en 1894.

Le prince, s'appuyant alors sur le parti conservateur, gracia tous ceux qui avaient été condamnés ou exilés par son féroce ministre, et fut assez habile pour se réconcilier avec la Russie, en faisant embrasser à son fils Boris la religion orthodoxe. La même année 1896, il obtenait de toutes les puissances, y compris la Turquie, la reconnaissance de son titre de prince de Bulgarie. De cette époque date le règne véritable du prince Ferdinand ; très estimé dans les principales cours d'Europe, jusqu'en ces derniers temps, il travailla avec une fiévreuse activité à entretenir avec tous les Etats les meilleures relations ; à l'intérieur son œuvre fut assez féconde jusqu'aux malheureux événements de 1913 ; je l'analyserai en détail, en étudiant le pays au point de vue économique.

Mais Ferdinand poursuivait, malgré les apparences, une politique personnelle nettement austrophile dans le but de réaliser l'hégémonie bulgare dans les Balkans. Je n'entreprendrai pas de relater ici l'histoire de la Bulgarie depuis 1912, qui est d'ailleurs celle d'un régime personnel et absolu du prince de Saxe-Cobourg-Gotha.

En se liant à l'Autriche, la Bulgarie s'est exclue du monde slave, en se mettant au service des pangermanistes. En liant partie avec les empires centraux, au cours de la guerre actuelle, elle a rompu définitivement les quelques liens d'amitié qui auraient pu subsister entre les peuples alliés et le peuple bulgare. Ce dernier doit être rendu plus responsable encore que le monarque lui-même. Il suffit de se reporter de trente ans en arrière et de considérer la facilité avec laquelle les Bulgares ont déposé le prince de Battenberg dont la politique avait cessé de plaire, et qui cependant revenait des armées avec le prestige de la victoire.

CHAPITRE II

Caractères. — Mœurs et Coutumes.

Les Bulgares ont l'aspect de montagnards un peu lourds, avec des traits rappelant l'Asiatique, la tête carrée, les yeux petits, rapprochés, et assez enfoncés au-dessus de pommettes proéminentes. Ils ne ressemblent donc pas aux Roumains ni aux Serbes.

En Bulgarie, contrairement à ce qu'on observe dans nos pays, c'est l'homme du nord qui est le plus exubérant, le plus indépendant; le Bulgare de Roumélie est au contraire plus indolent, plus soumis, ce qui s'explique peut-être par sa situation de voisin direct de la Turquie, l'exposant davantage à l'influence de Constantinople. A cette différence près, l'un et l'autre sont de rudes travailleurs, chez qui l'épargne est un besoin primordial. Ils sont relativement doux si on les laisse tranquilles, très accueillants même aux étrangers; dans leurs rapports avec des gens plus riches qu'eux, ils se montrent bons garçons, quoique avec une note d'indépendance simple; mais cette douceur toute apparente se change en une rudesse quelquefois terrible, si on les trouble dans leur travail. Il en est de même d'ailleurs dans la classe aisée; j'ai connu à Sofia et à Varna des hommes instruits, ayant toutes les apparences d'une complète urbanité, qui devenaient très rudes dès que leurs intérêts paraissaient menacés.

Aimer et défendre son épargne sont actuellement pour un peuple des qualités où l'égoïsme domine, il est vrai, mais qui sont propres à le faire prospérer rapidement. C'est à mon sens la véritable cause du succès des Bulgares depuis leur indépendance. Les Serbes, qui sont plus généreux, plus fins, sont aussi plus rêveurs, plus slaves en un mot, mais ils sont moins âpres au gain ; ils sont beaucoup plus sympathiques que les Bulgares, mais on ne peut pas contester à ces derniers de réelles qualités de travail réfléchi.

Le travailleur bulgare n'est ni bavard ni buveur ; bavarder lui ferait perdre son temps, boire lui coûterait. Il est très assidu au travail, quoique encore très routinier. L'aspect des villages bulgares est par suite très différent de celui des villages grecs ou turcs, où les paysans passent une grande partie de leur temps à boire, à fumer et à palabrer.

Le paysan bulgare considère en toute chose le résultat pratique, se traduisant par un gain rapide, si minime soit-il ; c'est ainsi qu'il accomplira les travaux les plus pénibles qui rebuteraient les vrais Slaves, pourvu qu'il en tire un profit réel. Il effectuera enfin les corvées les plus rudes plutôt que d'emprunter, et s'il se résigne aux emprunts, c'est qu'il y trouve son compte en faisant rapporter à cet argent une somme supérieure à l'intérêt qu'il doit payer.

L'apparence générale des villages bulgares rappelle celle des villages serbes : les habitations sont analogues, le genre de vie diffère peu, puisque, des deux côtés de la frontière, c'est le même peuple adonné à l'agriculture, et dont les occupations sont presque identiques.

Au point de vue religieux, les Bulgares, tout en conservant jalousement leur religion nationale, ne sont pas plus fanatiques que les Serbes. Pour eux,

le pope est un homme comme les autres, qui ne revêt son caractère sacré que quand il officie. Dès qu'il n'exerce plus son ministère, le prêtre orthodoxe n'a pas plus d'importance à leurs yeux que le plus pauvre paysan. Toutefois, ils professent toujours une vénération particulière pour les deux saints, Méthode et Cyrille qui ont créé la langue bulgare.

Au point de vue des mœurs, nous retrouvons ici beaucoup de ce que nous avons vu en Serbie, mais ici les rebouteuses, avec leurs invocations étranges pour chasser le malin, jouent souvent dans la vie populaire le rôle des sorcières antiques; elles se livrent à des cérémonies très longues où interviennent des scènes rappelant les envoûtements du Moyen Age.

La Bulgarie est, parmi les Etats balkaniques, celui où l'on constate la présence du plus grand nombre de races étrangères. Aux alentours de Sofia vit, par exemple, une secte de paysans schopes, que les Bulgares ne considèrent pas comme des leurs; ces schopes ont leurs mœurs à eux, ainsi qu'un costume spécial. Pour les hommes, il est fait entièrement d'étoffes de laine blanche; les femmes se parent d'un manteau de laine bleue garni de passementeries blanches, et recouvrant la chemise toujours brodée de rouge; elles laissent aussi dans le dos leurs cheveux séparés en deux tresses, recouvertes d'un léger fichu blanc.

Dans la Roumélie, les Grecs abondent, et ce fait s'explique puisque la région relevait, aux temps anciens, du royaume de Macédoine, et plus tard de l'empire grec de Byzance, mais la plupart d'entre eux, surtout dans les villes, ont pris la nationalité bulgare, certains sont même fonctionnaires; ils sont souvent banquiers ou négociants; toutefois ils ont conservé leur langue, et l'emploient seule entre eux.

Dans les Balkans, on rencontre parfois aussi des bergers nomades, également d'origine grecque, ce sont les « karakatchani » qui emmènent d'une montagne à l'autre leurs troupeaux de moutons, et campent souvent où ils peuvent trouver du travail, par exemple transporter du bois ou du charbon avec leurs chevaux, de la montagne à la plaine. Les karakatchani ont conservé le costume de leur pays d'origine avec la fustanelle et le petit bonnet; ils parlent un dialecte grec déformé, où se rencontrent des mots turcs et slaves.

Mais les plus nombreux parmi les étrangers vivant en Bulgarie ont toujours été les Turcs, ce qui se conçoit d'ailleurs facilement, puisque naguère encore ils étaient les maîtres du pays. Toutefois leur nombre a été diminuant chaque année, pour atteindre en dernier lieu un peu plus de 400.000, chez qui de nombreux émissaires, surtout au temps où la Bulgarie dépendait encore nominalement de la Porte, entretenaient encore le zèle musulman. Ils étaient cependant très bien traités par la loi : électeurs et éligibles, on les dispensait du service militaire moyennant une taxe d'exemption; régis entre eux par le code coranique, d'une façon générale on ne les tracassait guère en haut lieu. Les Bulgares considèrent les Turcs comme une race finie, et le peu d'entre eux qui habitaient encore la Bulgarie étaient de pauvres diables, dont on se souciait fort peu, la haine la plus tenace visant plutôt le vieil ennemi, qui est le Grec.

On rencontre, dans la région des monts Rhodopes, des descendants des Bulgares convertis autrefois à l'islamisme : on leur a donné le nom de Pomatses. Ils sont souvent encore, comme beaucoup de renégats, plus farouches musulmans que les Turcs. Ils exercent généralement dans les montagnes le trafic des coupes de bois, vendant aussi le goudron des forêts.

Parmi les races étrangères, il faut faire ici une mention spéciale des tziganes qu'on rencontre en Bulgarie sur toutes les routes. L'idée que l'on se fait généralement des tziganes, que l'on représente souvent comme une race de musiciens innés, est bien fausse, surtout en ce qui concerne les tziganes d'Orient, si nombreux ici. Ils ne ressemblent pas du tout non plus à ceux que l'on rencontre du côté des Carpathes, et qui présentent souvent d'assez beaux types; on dirait plutôt des romanichels de race hindoue, avec leur teint cuivré et leur lèvre inférieure pendante; au nombre d'environ 90.000, vètus de haillons bariolés, le plus souvent dépoitraillés, ils vont de contrées en contrées, montrant des ours dans les villages, ou exécutant des travaux de chaudronnerie; vivant un peu de tout, quelquefois même de la charité : on leur confie quand ils campent dans les villes, les besognes les plus ingrates et les plus répugnantes. Leurs femmes échevelées et vêtues comme eux de haillons, fument de petits bouts de pipes. Pour la plupart musulmans, il est bien malaisé de se renseigner sur leur plus ou moins de fanatisme religieux, car ils vivent complètement à part des Bulgares, au ban de la société. Toutefois, Stambouloff, pour des raisons purement électorales, a octroyé jadis le droit de vote aux tziganes de Sofia, qui vivent dans un quartier spécial de cahutes sordides et branlantes, situé à la lisière de la ville.

Parmi les étrangers vivant en Bulgarie, on peut citer encore les Pomacres, secte d'origine indéterminée, quoiqu'on la dise issue de la Thrace antique. Ces Pomacres se servent d'un dialecte spécial, et ont conservé, à travers de longs siècles, des chants populaires très émouvants; ils vivent surtout au sud de Philippopolis, capitale de la Roumélie, où les Arméniens sont également fort nombreux.

CHAPITRE III

Les ports et les villes bulgares.

En descendant le Danube, le seul port bulgare important est celui de Roustchouk. C'est le centre de transbordement pour la voie ferrée Roustchouk-Varna, fait à considérer, car de Varna à Constantinople, par mer, le trajet est d'assez courte durée. Les Compagnies de navigation hongroises et bulgares assurent le service. De Roustchouk, une ligne ferrée conduit aussi à Philippopolis, par Tirnovo.

Située sur une hauteur, la grande cité danubienne bulgare s'est, dans ces dernières années, considérablement développée : des quartiers modernes, aux voies larges, bordées d'édifices sans caractère, y ont été construits, détruisant en partie son pittoresque turc d'antan; il ne reste plus guère que quelques maisons de bois, aux étages de plus en plus avancés l'un sur l'autre. Mais c'est toujours la ville cosmopolite où se rencontrent spécialement des Roumains, des Hongrois et des Turcs. Les juifs, peu répandus en général dans le pays, semblent s'être rassemblés ici, et prédominent dans les affaires. Bien campée, Roustchouk, vue du Danube, offre une très élégante silhouette que soulignent ses fins minarets et ses toits de tuile.

C'est aussi la ville la plus gaie du royaume, où le

luxe roumain a pénétré aisément : la promenade notamment retient la curiosité par la variété des types qu'on y croise, ainsi que par une élégance toute moderne.

En face du port bulgare se trouve un port roumain, Giourgévo, relié à Bucarest par une voie ferrée, la première en date du réseau roumain; c'est donc par Roustchouk que la Bulgarie communique avec la Roumanie; mais il faut toujours s'embarquer pour traverser le Danube, puisque jusqu'ici les rapports tendus entre les deux pays n'ont pas permis de raccorder leurs réseaux ferrés. Cette courte traversée de Roustchouk à Giourgévo fait comprendre en quelques instants quel abîme sépare le Roumain du Bulgare; tout diffère entre ces deux voisins, depuis la langue et les costumes jusqu'aux mœurs et aux caractères.

On constate que les communications sont mal établies entre les deux ports : le service des vapeurs est en somme peu fréquent. Les deux douanes semblent rivaliser de tracasseries constantes à l'égard des habitants, pour empêcher tout trafic et leurs achats domestiques. Les jours de foire, elles augmentent par exemple arbitrairement leurs droits, et surveillent les passagers de façon vexatoire.

En continuant à descendre le Danube, on rencontre Silistrie, l'ancien port bulgare aujourd'hui roumain, après lequel le Danube pénètre en terre roumaine. A Silistrie, le grand fleuve a 2.600 mètres de largeur. La ville garde encore quelque importance, mais elle a perdu ce que Roustchouk a gagné, alors qu'autrefois c'était le port bulgare le plus actif du Danube. Les Roumains ont attaché une grande importance à la possession de Silistrie, qui compte encore actuellement 12.000 habitants, turcs pour la plupart, et où se fait un certain commerce de bois et de céréales.

Cité considérable aux temps romains, la ville a

surtout joué autrefois un rôle militaire; les ennemis venant du nord devaient tout d'abord s'emparer de cette sentinelle avancée avant de pénétrer en Bulgarie. ce qui explique les fortifications importantes qui se voyaient encore récemment. Elle subit, entre autres sièges mémorables, le long investissement du basileus byzantin, Jean Tzimiscès, encerclant avec sa flotte et ses armées le tzar de Kiev, Sviastoslav, qu'il finit par réduire.

Pendant la guerre de 1853, les Russes, voulant envahir la Bulgarie, mirent le siège devant ses murs, mais elle tint bon pendant près de deux mois, au bout desquels ils se retirèrent. Silistrie, port roumain, verra sous peu reprendre son ancienne activité.

Varna, assise sur le flanc sud-ouest de la baie du même nom, est une ville de 40.000 habitants, centre commercial important, et seul port militaire de la Bulgarie. Son port, inauguré en 1906, se trouve prolongé dans le lac de Devna au moyen d'un canal maritime. L'activité maritime y est telle que son trafic avec l'étranger représente 25 p. 100 du commerce extérieur bulgare. Ce développement ne date d'ailleurs que de la fin de 1899, époque à laquelle Varna s'est trouvée reliée par voie ferrée à Sofia, et par suite en relation directe avec l'intérieur du pays. Comme d'autre part il existe une ligne directe entre Roustchouk et Varna depuis 1877, il est facile de comprendre toute l'importance qu'a pu prendre le grand port de la mer Noire, voisin d'Odessa, de Constantza, à douze heures seulement de Constantinople.

J'ai indiqué que Salonique avait bénéficié en grande partie du changement de direction des produits serbes après 1906. Il était bien à penser que Varna en profiterait aussi dans une assez grande proportion : c'est ce qui a eu lieu. Il convient toutefois de signaler que le rachat des chemins de fer ottomans a eu pour

conséquence d'attirer plutôt à Bourgas, l'autre port bulgare de la mer Noire, une grande partie des marchandises destinées à Philippopolis et même à Sofia, au préjudice de Varna, qui, sans cette conséquence directe du coup d'Etat de 1908, serait devenu le seul port important du royaume.

La ville de Varna est tout à fait moderne, et même toute neuve en grande partie ; sans parler du port, de ses jetées, de ses quais, de ses docks, on a tracé de larges rues, des boulevards, tous bâtis à l'européenne, présentant de beaux monuments presque somptueux : enfin Varna possède sa plage avec cabines, buffet, etc.

Les travaux d'embellissement du port, qui ont duré plus de dix années, ont été conçus et dirigés par des ingénieurs français. Les exportations par Varna consistent principalement en céréales, puis en bétail, en tissus de laine, en peaux diverses, enfin en cocons de ver à soie, la Belgique étant sa principale cliente.

Chaque année, en outre des services réguliers, de nombreux steamers viennent à Varna charger des céréales, en laissant sur le marché bulgare leurs cargaisons, qui consistent surtout en charbons, principalement du Cardiff. Les grandes banques bulgares y ont presque toutes des succursales. Peu d'industries : deux filatures de coton, une fabrique de conserves, des fabriques de savons, et quelques moulins importants.

L'autre port bulgare sur la mer Noire rivalise d'activité avec Varna. Bourgas est un petit port récemment construit, possédant une rade entre deux jetées, avec des quais de pierre. L'outillage est moderne, et permettra dans l'avenir d'assurer l'exportation des céréales de la Bulgarie du Sud. Bourgas est d'ailleurs relié par le rail à Philippopolis.

La ville est aussi très modernisée, de belles constructions ont remplacé les vieux quartiers turcs de jadis.

Trois villes bulgares méritent d'être décrites : Sofia, Philippopolis et Tirnovo.

Tirnovo est une ville curieusement située en amphithéâtre escarpé, au flanc d'une gorge où coule la Yantra, affluent du Danube, qui s'infléchit brusquement. Cette situation fait d'ailleurs de Tirnovo la plus jolie ville de la Bulgarie ; mais l'importance de la cité, ancienne capitale des tzars bulgares, est restée encore aujourd'hui presque exclusivement politique. C'est dans cette ville, sainte pour les Bulgares, que le premier Parlement national, en 1878, élabora une Constitution, et offrit la couronne au prince Alexandre de Battenberg, et, de nouveau, cinq ans plus tard, au prince de Waldemar, puis au prince Ferdinand ; c'est aussi là que ce dernier est venu, le 5 octobre 1908, lire solennellement la déclaration qui érigeait la Bulgarie en puissance souveraine et indépendante.

Tirnovo a gardé son aspect oriental : son caractère de ville sacrée l'a sauvée du modernisme auquel on s'efforce de parvenir dans toutes les villes bulgares. Le coup d'œil de toutes ces maisons turques basses, s'amassant en étages, et comme écrasées, avec leurs teintes vives et claires, aux toitures de tuiles dont la note rouge tranche heureusement sur l'ensemble, ce coup d'œil est infiniment pittoresque, quand, du pont moderne, hardiment lancé sur la Yantra, on contemple le panorama, tandis que dans le lit rocailleux roulent les eaux rapides que surplombent les maisons de bois ; on rencontre aussi à Tirnovo de pieux souvenirs, d'antiques palais en ruines, de très vieilles églises ; et à chaque instant des fouilles dans la ville même et dans les environs font réapparaître de vieilles fondations de l'époque byzantine. On a mis à jour un

morceau du Palais du voïvode Schichman, dont les descendants devaient, au x[e] siècle, pousser leurs conquêtes vers la Grèce. C'est là que le premier empereur byzantin, Baudouin, comte de Flandre, fut, dit-on, enfermé dans un cachot après avoir été vaincu et fait prisonnier par les Bulgares à Andrinople, captivité que dramatisa la légende.

C'est de Tirnovo qu'on peut le mieux embrasser la longue chaîne des Balkans, qui s'offre ici à la vue comme une immense barrière illimitée à l'est comme à l'ouest, et presque horizontale dans son ensemble, semblant devoir dérober aux yeux de l'observateur toute la Roumélie.

La ville, qui compte 12.000 habitants, possède cependant un peu de commerce et d'industrie, notamment une fabrique d'ustensiles de cuivre, mais son importance est toute morale ; elle est en communication avec Varna et Sofia par la voie ferrée.

Philippopolis, la deuxième capitale du royaume, grand chef-lieu de la Bulgarie du Sud, est située précisément sur la route Paris-Constantinople. Malgré que le grand développement de Sofia ait fait perdre à la capitale du Sud sa suprématie commerciale en attirant le siège social des plus grandes firmes, Philippopolis n'en reste pas moins un grand centre de commerce, et une ville intéressante de 50.000 habitants. La population grecque y était au siècle dernier assez considérable. Il s'y trouve encore plus de 3.000 Hellènes, l'élément turc étant presque double. La plupart des négociants sont des Grecs ou des Arméniens.

Groupée autour de plusieurs éminences arrondies, d'une soixantaine de mètres de hauteur, aux pentes fortement escarpées, elle se dresse, ainsi isolée, au centre de la plaine qu'arrose la Maritza. Trois de ces éminences, entièrement recouvertes de constructions,

sont englobées dans la ville, qui a conservé encore des ruelles accidentées, des maisons de bois rustiques, des minarets, des coupoles, beaucoup de verdure, des costumes variés, des Turcs à turban, enfin un aspect oriental que ne possède plus Sofia. Mais le spectacle le plus pittoresque est de contempler des hauteurs voisines les toits serrés d'où les dômes et les minarets se détachent si harmonieusement sur le fond gigantesque du Rhodope.

Sofia, la capitale, est située sur un plateau entre deux chaînes de montagnes : les Balkans au nord, le Rhodope au sud.

C'est une ville très modernisée qui n'était, il y a trente ans, qu'un grand village de 20.000 habitants et qui en compte aujourd'hui 100.000. Sauf une mosquée qui se dresse encore aujourd'hui au centre de la cité, on a rasé tous les quartiers turcs qui ont fait place à des monuments et bâtiments publics, d'ordonnance tout à fait moderne.

La seule note pittoresque est donnée par les types de l'ancienne population turque, par les paysans que l'on croise en grand nombre dans les rues, surtout par les paysans schopes des environs de Sofia, et enfin par les attelages de buffles noirs aux énormes cornes recourbées, qui cheminent pesamment sur les chaussées de la capitale.

CHAPITRE IV

L'Agriculture. — L'Élevage. — L'Industrie.

Comme la Serbie, la Bulgarie est essentiellement un pays agricole ; les produits du sol sont ici et là presque identiques. La culture du riz est toutefois beaucoup plus répandue chez les Bulgares, notamment en Roumélie orientale. A cela près, nous retrouvons ici les mêmes mœurs rustiques, les mêmes méthodes, les mêmes outils. Cependant, le rendement des terres cultivables paraît meilleur en Serbie. L'infériorité du rendement bulgare tient en partie aux méthodes employées. En effet, nous observons presque dans tout le pays l'usage des jachères, pratique beaucoup moins générale en Serbie, où le villageois commence à savoir fumer son champ, tandis que le Bulgare délaisse partout l'engrais de ferme, qui s'entasse en monceaux inutilisés aux alentours des demeures.

Il serait pourtant injuste de ne pas reconnaître les progrès considérables accomplis depuis une quinzaine d'années, grâce aux efforts de l'Etat.

La propriété bulgare étant très morcelée, il existe très peu de grands domaines : les procédés modernes de culture sembleraient devoir, par suite, s'y propager difficilement. Mais le paysan est travailleur et économe, d'autre part, s'il travaille et s'il épargne assi-

dûment, ce n'est pas dans le but de remplir un bas de laine, bien au contraire : son rêve est d'accroître sans cesse sa terre. Dans ces conditions, il n'est que logique d'escompter la formation de plus grandes propriétés, où la culture intensive pourra être appliquée.

Mais une autre cause influe aussi très rapidement sur le développement de l'agriculture bulgare, c'est l'esprit pratique des cultivateurs qui se réunissent par groupes pour acheter en commun les outils modernes. et jusqu'aux machînes à vapeur. C'est ainsi que dans un seul département, les paysans syndiqués ont acquis, pour l'année 1910, 706 charrues, 13 herses, 220 fléaux, 14 faucheuses, 115 moissonneuses, 15 batteuses à vapeur, et 75 égraineuses, tous instruments venus d'Allemagne, d'Angleterre et des Etats-Unis. Ces chiffres ont leur éloquence, et prouvent bien que l'idée d'association fait son chemin dans les campagnes. L'initiative de l'Etat y contribue d'une façon efficace, car de tous côtés s'élèvent des écoles d'agriculture, des haras et des fermes modèles. On n'a pas négligé non plus l'enseignement agricole pratique pendant le passage du paysan sous les drapeaux : on voit souvent, dans la campagne bulgare, comme d'ailleurs en Serbie, des soldats en petite tenue labourer la terre. Enfin, point capital, le crédit agricole est aujourd'hui très pratiquement organisé.

Depuis longtemps il existait en Bulgarie ce que l'on appelait des caisses agricoles. A l'origine, des dépôts de tous les habitants en formaient le capital, mais le fonctionnement était bien rudimentaire, car ces caisses manquaient de fonds : en 1894, après trente ans d'existence, elles n'avaient pu réunir encore qu'une vingtaine de millions, somme d'ailleurs presque entièrement immobilisée par les avances.

L'Etat s'inquiétant de cette situation, prit en mains leur gestion. Elles fusionnèrent en une banque agricole, de plus en plus prospère, dont le capital actuel est de 38 millions, avec 10 millions de réserves ; près de deux cents succursales ou agences disséminées dans tout le royaume assurent son fonctionnement.

J'ai signalé que la culture du riz était assez développée. C'est dans le district de Philippopolis que les conditions de climat et d'hydrologie sont les plus favorables à cette culture, grâce à un important réseau d'irrigation formé par la Maritza et ses affluents. Les rizières s'y étendent chaque année davantage, assurant aux cultivateurs des profits importants.

Là encore, le morcellement de la propriété constituant une entrave sérieuse à une bonne exploitation, celle-ci demandant de grandes étendues de terrains pour laisser des bénéfices appréciables, les petits propriétaires se sont groupés, répartissant frais d'exploitation et bénéfices proportionnellement à l'étendue de chaque propriété. C'est ainsi que le riz est devenu la plus rémunératrice de toutes les cultures, donnant à la terre un revenu de 8 p. 100.

Au point de vue de la distribution des cultures (au total 7.119.000 hectares, contre 2.515.000 improductifs), les céréales, qui occupent la plus grande superficie, couvrent environ 2.400.000 hectares ; les plantes industrielles, coton, lin, chanvre, tabac, betterave, etc. 80.000 ; les vignobles, 80.000 ; les légumes et plantes potagères, 75.000 ; les vergers s'étendent sur 8.000 hectares, et les rosiers, sont cultivés sur 7.000 hectares. Le système dominant est celui du double ensemencement, avec les procédés généraux déjà décrits pour la Serbie.

Sur un total d'exportation de 110 millions, moyenne des dernières années, il faut attribuer près de 60 p. 100 aux produits du sol. Le blé, à lui seul,

fournit 30 millions ; le maïs 15 millions et l'essence de roses 5 millions.

Le principal acheteur du blé bulgare était la Belgique qui en importait pour 10 à 12 millions; puis venait la Turquie avec 8 millions en moyenne, puis l'Autriche-Hongrie, la Grèce et l'Angleterre. Pour le maïs, il était surtout exporté en Angleterre, en Belgique, en Turquie, en Allemagne et en France.

Après la culture, l'élevage des bestiaux constitue une grande source de revenus. Sa situation s'est d'ailleurs considérablement améliorée depuis quelques années, ce qui explique la diminution des pâturages remplacés en grande partie par la culture des plantes fourragères, la luzerne principalement.

Les dernières statistiques accusaient les chiffres suivants : bovins, 2.172.000 têtes, comprenant 477.000 buffles; moutons, 6.130.000; chèvres, 1.384.000; chevaux, 538.000; ânes et mulets, 136.000; porcs, 456.000.

L'ensemble de l'exportation d'animaux vivants atteignait 7 millions, la plupart des animaux vivants exportés de Bulgarie étaient expédiés en Turquie; bœufs, buffles, chevaux, mulets, moutons et chèvres représentent un rapport de plus de 6 millions de francs, dont près des deux tiers pour les moutons seulement, qui tiennent ici la même place que les porcs en Serbie.

L'agriculture et l'élevage fournissent donc aux Bulgares la plus grande partie de leurs revenus. Cependant le gouvernement cherche à encourager le développement de l'industrie naissante, tout au moins en ce qui concerne la fabrication des articles de grande consommation.

L'industrie en Bulgarie est réglementée par la loi de 1905 cependant que, dès 1907, étaient appliqués de nouveaux tarifs douaniers destinés à la protéger.

Voici les principales dispositions de cette loi, dite d'encouragement à l'industrie : elle accorde des avantages généraux à toutes les entreprises industrielles, mais octroie en outre des avantages exclusivement réservés à certains établissements prévus par elle.

Parmi les avantages dont peuvent bénéficier toutes les industries, signalons l'usage gratuit de la force hydraulique, l'exemption des droits de douane pour tout le matériel ou matières premières n'existant pas dans le pays et qu'il faut acheter à l'étranger, réduction de 40 p. 100 sur le transport des machines et combustibles par les chemins de fer bulgares, enfin l'obligation pour l'Etat, les départements et les communes de s'adresser pour leurs fournitures aux industries du pays, même à un prix plus élevé de 15 p. 100 que celui des articles étrangers analogues.

Des avantages spéciaux sont réservés aux entreprises industrielles justifiant d'un capital d'au moins 25.000 francs, ou employant au moins 25 ouvriers, et installés sérieusement avec un outillage reconnu suffisamment perfectionné : ces établissements sont exemptés de perceptions douanières, des impôts sur les bâtiments, des patentes et du droit de timbre pour les actions. La loi indique aussi, parmi ces avantages spéciaux, la livraison à prix réduit du charbon provenant des mines de l'Etat, privilège à vrai dire inexistant dans la pratique, vu que ces mines suffisent à peine aux besoins, chaque jour plus considérables, des chemins de fer du réseau national.

Dernier point intéressant, la loi prévoit la possibilité d'accorder à un certain nombre d'entreprises industrielles un droit exclusif de fabrication pour une période de trente années.

Enfin, toutes les industries encouragées doivent créer un fond pour l'assurance contre les accidents

du travail, et ce, avec la participation des ouvriers, à moins qu'elles ne préfèrent assurer leur personnel à une compagnie d'assurances bulgare.

Cependant cette loi de 1905 n'a pas atteint son but qu'elle ne pouvait d'ailleurs pas atteindre. En effet, le législateur, trop nationaliste, a inséré dans son texte des articles qu'on croirait rédigés expressément pour éloigner le capital étranger. On n'a pas tenu compte de ce fait que la totalité des capitaux bulgares étaient investis dans l'agriculture, il faudra donc encore bien des années avant que l'épargne de la population se décide à s'aventurer dans les entreprises industrielles.

Une autre cause du retard du développement économique, c'est l'absence d'industrie métallurgique et la non-exploitation du minerai de fer, pourtant abondant. Cette non-exploitation est d'ailleurs systématique. Les ingénieurs bulgares affirment qu'étant donnés les prix où les fers et les aciers leur parviennent d'Autriche, et même d'Allemagne, ce serait folie d'engager des capitaux pour créer une industrie métallurgique nationale.

D'autre part, jusqu'ici la loi sur les mines a semblé vouloir aussi éloigner le capital. Les richesses minières nationales sont demeurées pour ainsi dire inexploitées : la loi de 1891, pourtant refondue en 1906, n'accordait pas aux concessionnaires des garanties suffisantes, ce qui tenait à distance les capitaux étrangers, et la population gardait pour la culture toute son épargne.

Une nouvelle loi a été promulguée en 1910, qui sauvegarde davantage les droits des concessionnaires, mais ses résultats pratiques sont forcément encore presque insignifiants.

Tandis que la loi minière serbe accorde aux concessionnaires le droit d'exploitation pour tous minerais, sur toute l'étendue du périmètre, la loi bulgare,

qui, jusqu'en 1906, limitait l'exploitation au seul minerai pour lequel la concession était demandée, distingue encore actuellement trois catégories d'exploitation : 1° matières combustibles et bitumeuses; 2° sel gemme et sel marin; 3° les autres substances minérales. Par suite le droit de recherche ou d'exploitation est concédé seulement pour les substances d'une des trois catégories. De sorte qu'il peut exister trois concessions sur périmètres superposés. Or, les financiers, sollicités par des affaires de mines en tous pays, ne s'intéressent que difficilement aux concessions situées dans des pays où la loi minière admet la superposition des périmètres, même limités à de très larges catégories. Et l'on ne peut arguer de l'avantage que peut présenter, pour le développement des mines, la coexistence éventuelle sur les mêmes terrains d'entreprises portant sur des gîtes radicalement distincts, dans un pays comme la Bulgarie où l'exploitation des mines est à l'état naissant. En pratique, la superposition fait naître des différends entre concessionnaires, et c'est la crainte des procès qui éloigne les capitaux.

J'ajoute que l'administration des mines n'effectue pas toujours les délimitations avec l'impartialité voulue; le concessionnaire étranger doit par suite s'entourer de conseillers compétents pour sauvegarder ses intérêts.

La nouvelle loi apporte plus d'équité envers l'explorateur. Auparavant, lorsque l'on avait fait des recherches dans un périmètre, on n'était pas certain d'obtenir ultérieurement la concession, celle-ci pouvant être octroyée à une personne jugée plus capable de faire fructifier une exploitation, ce qui était tout à fait injuste. Le texte nouveau donne à l'explorateur un droit de préférence nettement stipulé, toutefois la concession ne devient définitive que

lorsque l'administration trouve les travaux de recherches suffisamment poussés pour permettre une exploitation rationnelle, mais avec faculté de prolongation de durée.

Le permis de recherches s'obtient par priorité de demande, une même personne pouvant demander et obtenir plusieurs permis pour des périmètres différents, voisins ou non. Le détenteur du permis (art. 32), sous peine de déchéance, doit occuper pendant plusieurs mois de l'année un nombre d'ouvriers jugé suffisant par l'administration. Dans la pratique, cette clause n'est pas toujours observée; toutefois (art. 28) il doit, également sous peine de déchéance, payer une taxe annuelle de 0 fr. 10 par hectare, qui augmente de 0 fr. 10 à chaque renouvellement pour une nouvelle période de deux ans jusqu'à un maximum de 0 fr. 50.

Les périmètres réservés sont de forme rectangulaire, et d'une superficie de 50 à 100 hectares, l'explorateur a le droit de vendre le produit de ses fouilles moyennant le paiement à l'Etat d'une redevance de 1 p. 100 sur le produit brut. Pour les concessions, le maximum de superficie est fixé à 800 hectares, la redevance fixe est de 2 francs par hectare pour la catégorie des combustibles, et de 4 francs pour les deux autres catégories, la redevance proportionnelle étant de 1 p. 100 sur le produit brut de l'exploitation.

L'administration, par voie de commission nommée par le ministre, statue sur les différends entre concessionnaires et propriétaires superficiels, quoique cependant les intéressés puissent en appeler devant les tribunaux. L'article 101 indique enfin qu'à défaut d'accord entre propriétaires de concessions superposées, l'administration règle pour chacun la question des travaux à effectuer, leur nature et leur lieu. Pour-

quoi le législateur n'a-t-il pas radicalement supprimé la superposition qu'il reconnaît être une source de difficultés ?

Quoi qu'il en soit, la loi de 1910 marque déjà une grande amélioration sur la précédente, en particulier le domaine bulgare minier y semble mis d'une façon plus large à la disposition des explorateurs et concessionnaires, quoique l'Etat reste propriétaire comme sous le régime de l'ancienne loi de quatre périmètres miniers, trois pour du charbon et le quatrième pour le plomb et le cuivre. Toutefois l'Etat doit se conformer à la loi des mines comme les particuliers, sauf qu'il est exonéré des redevances ; d'autre part il peut accaparer les périmètres tombés en déchéance.

Le développement naissant de la petite industrie a provoqué l'élaboration de la loi sur l'organisation des métiers et des corporations, qui date de 1904, mais a été réellement appliquée après réglementation en 1905. Elle institue les corporations que tous les artisans d'un même métier sont tenus obligatoirement de former dans toutes les communes du royaume. Le législateur bulgare a voulu, dans l'intérêt de l'industrie nationale, et précisément parce qu'il s'agissait d'une population jusqu'alors exclusivement agricole, que le développement progressif de l'instruction professionnelle fût guidé dans la bonne voie.

Outre l'amélioration des métiers au point de vue technique, la loi vise à inculquer à tous les membres des corporations le sentiment de la probité professionnelle, à les habituer à soumettre leurs différends professionnels à un tribunal d'arbitrage ; elle organise des bureaux de placement, crée des associations de consommation et de production pour la fourniture collective des matières premières nécessaires, ainsi que la vente des objets fabriqués, facilite enfin le

crédit par l'institution de caisses des métiers. Et cette loi ne reste pas lettre morte. Le gouvernement tient fermement la main à son application.

Ce même esprit s'affirme encore par la loi de 1905 sur les voyageurs de commerce, d'après laquelle ceux-ci ne peuvent exercer leur profession que s'ils ont satisfait à de multiples conditions d'honorabilité, de compétence, etc. Leur comptabilité est contrôlée.

Je signale enfin la loi sur le travail des femmes et des enfants, datant également de 1905, qui interdit absolument d'employer des ouvriers des deux sexes, âgés de moins de dix-huit ans, dans certaines entreprises reconnues dangereuses pour la santé, et désignées par décret royal suivant avis du ministère compétent et du conseil d'hygiène. Dans la plupart des établissements, les enfants ne doivent pas travailler au-dessous de douze ans. Dans les mines et carrières les femmes sont exclues, et les enfants ne sont admis qu'à partir de quinze ans.

La même loi qui prescrit toute une série de mesures d'hygiène et de sécurité, interdit aux femmes le travail de nuit, et réglemente le travail de jour, ordonnant le repos hebdomadaire pour les enfants de quinze ans. Toute cette réglementation est rigoureusement appliquée sous le contrôle d'inspecteurs du travail.

En ce qui concerne les ouvriers, pas de législation spéciale, pas de repos hebdomadaire ; cependant dans toute la Bulgarie, le travail doit être suspendu obligatoirement les jours fériés.

En dehors de la petite industrie on compte environ 200 établissements industriels, occupant de 10 à 12.000 ouvriers, et représentant environ 45 millions de capital. Je mentionnerai notamment des tissages de soie à Philippopolis, à Roustchouk, à Choumla ; d'importants tissages de laine à Slivno, Gabrovo, Samakov ; deux importantes sucreries à Sofia et Phi-

lippopolis. Des fabriques de machines agricoles, notamment à Plevna, de nombreuses brasseries et distilleries, des tuileries et briqueteries, des moulins importants, des tanneries, et enfin les distilleries d'essence de roses. Je signale aussi la fabrication dans le pays, et en assez grande quantité, d'une étoffe nommée « chayak ». C'est un drap tissé avec de la laine locale pour les qualités inférieures destinées aux vêtements de paysans, et avec de la laine étrangère pour les qualités supérieures. On en exporte en Turquie pour 4.000.000 annuellement. Les fabriques de « chayak » sont les établissements les mieux outillés qu'on puisse voir dans le pays.

Une autre fabrication locale intéressante est celle de la passementerie de laine (gaïtan) dont sont ornés les costumes de paysans; on en exporte pour près de 2 millions, dont plus de la moitié en Turquie.

Les richesses du sous-sol ne sont guère mises en valeur : d'abord à cause de la loi sur les mines, assez faite pour décourager le capital, et parce qu'ensuite l'apathie de la population à cet égard est partagée par les pouvoirs publics. On s'est bien occupé de trouver du charbon pour alimenter les locomotives du réseau ferré, mais là s'est bornée l'initiative du gouvernement au point de vue minier.

Il existe pourtant de très nombreux gisements reconnus; dans la région de Bourgas notamment, et dans plusieurs autres endroits l'on a trouvé des vestiges d'exploitations cuprifères romaines. A vrai dire, l'industrie minière a été interrompue pendant toute la période turque, sauf cependant à Samakov où l'on produit le fer depuis un temps immémorial. On le préparait à l'aide de magnétite provenant de la désagrégation des syénites du Vitosh, en réduisant ce minerai par le charbon de bois dans de bas fourneaux assez semblables aux fours catalans ; aujourd'hui

cette industrie, si prospère du temps de l'empire turc, est complètement abandonnée; on conçoit d'ailleurs qu'un procédé tellement rudimentaire ne permette pas de lutter contre l'industrie sidérurgique étrangère.

Au point de vue cuivre, je citerai la mine de Phakalnitsa-Medna-Planina, déjà certainement exploitée par les Romains, comme le prouvent notamment les scories antiques répandues dans toutes les vallées avoisinantes, et les anciens déblais qui, sur une épaisseur moyenne d'un mètre, couvrent, sur une superficie de plus de 20.000 mètres carrés, le versant occidental de la Medna-Planina.

Ce nom bulgare signifie montagne cuivreuse; il existe ainsi dans toute la péninsule un grand nombre de villages, de montagnes ou de rivières qui ont conservé, à travers les siècles, des noms très significatifs de minerais.

De nombreux gisements de manganèse ont été reconnus en Bulgarie, aucun n'est en exploitation. Même observation d'ailleurs pour la plupart des autres minerais.

Au point de vue de la houille, d'assez nombreux gisements ont été étudiés; des ingénieurs français et allemands sont venus dans le pays à cet effet, mais de même que pour les minerais métallurgiques, les fonds manquent, et la Bulgarie doit acheter à l'étranger une grande partie du charbon dont elle a besoin.

En Bulgarie comme dans toute la péninsule, on a beaucoup déboisé, cependant il reste encore plus d'un million d'hectares de belles forêts où domine nettement le hêtre. Viennent ensuite le frêne et le chêne, puis le pin, le sapin et le mélèze.

L'Etat a étudié tout un système de reboisement et d'exploitation rationnelle. C'est surtout aux environs de la vallée des Roses que l'on songe à l'appliquer, car c'est là que les ravages sont le plus préjudiciables à la culture.

CHAPITRE V

Le Commerce. — L'Etat Bulgare.

Au point de vue commercial, il convient de signaler en tout premier lieu l'augmentation notable des importations de certains articles dans la dernière décade, et surtout depuis la transformation de la principauté en royaume. La Bulgarie développe sans cesse son réseau ferré; depuis quelques années, des lignes importantes ont été créées, il a donc fallu importer de l'étranger des rails, wagons, etc.

D'autre part, il a été commandé au dehors et notamment en France, du matériel de guerre et des fournitures militaires diverses, dont l'ensemble représente des sommes très élevées.

L'importation des articles de consommation courante n'ayant subi aucune augmentation appréciable, l'augmentation totale est donc représentée uniquement par ces deux éléments : matériel de guerre, et matériel de voie ferrée; or, l'un a dû être acquis par suite de circonstances politiques, et l'autre pour accroître la richesse nationale, c'est-à-dire de nature essentiellement productive.

Il y a lieu de se demander pourtant comment il se fait que la nation bulgare ait pu réussir, sans trop compromettre sa situation financière, à faire face à tant de dépenses pendant une période où la balance

commerciale se trouvait très nettement défavorable. En effet, l'année même de la proclamation en royaume, l'excédent des importations sur les exportations faisait sortir du pays 19 milllions; en 1909, 40 millions, et en 1910, près de 50 millions. Il fallut donc recourir aux emprunts, et en 1909, la Bulgarie emprunta 182 millions.

Toutefois l'on doit tenir compte de ce fait qu'au moment même où l'Etat engageait des dépenses nécessaires, les mauvaises récoltes furent la cause du sens négatif de la balance; les années précédentes des excédents très notables d'exportations avaient placé le pays dans une situation financière favorable : c'est ce qui avait permis d'augmenter le matériel de guerre, et de développer le réseau ferré si incomplet jusqu'alors, malgré les sacrifices antérieurs.

C'est ainsi que de 1901 à 1907, un excédent constant d'exportations sur les importations avait fait rentrer en Bulgarie plus de 130 millions, inspirant confiance en l'avenir. Cependant en dehors des dépenses forcées déjà signalées, il faut encore ajouter le rachat des lignes de chemins de fer ottomans, rachat rendu obligatoire par le coup d'Etat de 1908. D'ailleurs cette dernière dépense ayant accru grandement le domaine national, le crédit du pays n'en a pas sensiblement souffert. Le budget même s'équilibrait favorablement; en 1911, les recettes atteignaient 178.445.000 francs, et les dépenses 178.395.000 francs. Quant à la Dette publique, elle était en 1912, nominalement de 667 millions, dont une grande partie détenue par la France.

La Bulgarie est une monarchie héréditaire et constitutionnelle. L'Assemblée nationale, ou Sobranié, qui exerce le pouvoir législatif avec le roi, se compose de cent cinquante députés, élus par le peuple pour une durée de cinq ans. Cette assemblée ordi-

naire discute le budget et les projets de loi, mais pour la discussion des affaires politiques, la Constitution prévoit une assemblée nationale extraordinaire, comprenant 300 membres.

Les dispositions constitutionnelles garantissent la liberté de conscience, la liberté de la presse, la liberté de réunion, etc. L'organisation judiciaire est plus complète que chez les Serbes : il y a en effet ici des juges de paix qui déchargent en partie la police et les tribunaux communaux.

Voyons comment s'équilibre le budget bulgare. Les impôts directs rapportent annuellement environ 40 millions, tandis que les impôts indirects représentent 60 millions, sans compter les taxes et amendes diverses, qui ne rapportent pas moins de 20 millions. Parmi les autres revenus de l'Etat, ceux des voies et communications atteignent le chiffre respectable de 30 millions, en augmentation constante.

Au chapitre des dépenses, dans les derniers budgets, l'annuité de la Dette publique figure pour 40 millions ; le budget du département de la Guerre s'inscrit pour la même somme. Celui du budget de l'Instruction publique dépasse 20 millions, il se justifie par les résultats déjà obtenus, et les progrès rapides réalisés depuis l'émancipation, grâce au nombre considérable d'écoles disséminées dans le royaume ; l'enseignement y est beaucoup plus suivi que dans les autres Etats balkaniques ; la Bulgarie compte en effet 1.100 élèves pour 10.000 habitants, venant ainsi immédiatement après la Hongrie, et bien avant l'Italie, dans la statistique des nations d'Europe au point de vue de l'instruction populaire et de la fréquentation des écoles. A l'entrée au régiment, la proportion des illettrés atteint à peine 10 p. 100.

Enfin dernier chiffre important : 30 millions sont prévus pour travaux publics, voies et communica-

tions (la Bulgarie ne possède pas de rivières intérieures navigables, ni de canaux), en exécution d'un programme d'ensemble, qui exigera longtemps encore une part importante dans les prévisions budgétaires.

Malgré ces charges, il y avait avant la guerre équilibre du budget depuis quelques années. En 1908, au moment de la transformation en royaume, il atteignait déjà 127 millions, depuis il a progressé très sensiblement, s'acheminant rapidement vers 200 millions, mais les recettes augmentent normalement dans la même proportion, le pays n'engageant que des dépenses productives. Productifs aussi furent les 40 millions du budget de la guerre, puisqu'ils permirent de former, d'instruire et d'équiper une armée, qui, malgré ses insuccès, a cependant fait ses preuves.

Le service militaire est de deux années pour l'infanterie, et de trois années pour les autres armes. Sur pied de guerre, la Bulgarie peut mettre en ligne 90.000 fantassins de l'armée active, 5.000 cavaliers et 500 canons. En faisant appel aux réserves qui possèdent même en temps de paix, leur ordre de mobilisation, le total précédent s'augmente de 160.000 fantassins, 2.500 cavaliers, et 150 canons. Enfin l'armée territoriale est forte de 125.000 fantassins. Ce qui fait un total de 375.000 hommes d'infanterie, de 7.500 cavaliers, et 650 canons. Malgré son allure un peu lourde, la physionomie du soldat bulgare est assez martiale. Discipliné et résistant, il est habile à utiliser le terrain.

Presque tout le matériel moderne d'artillerie a été commandé au Creusot, et la plupart des officiers supérieurs ont passé par notre Ecole supérieure de guerre. De plus le Sobranié a voté récemment la création d'une Académie militaire qui manquait jusqu'ici.

Déjà en 1885, alors qu'ils n'avaient pas fait de stages dans nos rangs, de simples capitaines, livrés à eux-mêmes par suite du départ des instructeurs russes, s'improvisèrent colonels et généraux: ils remportèrent de rapides succès. Bref l'armée bulgare bien entraînée, bien équipée, bien commandée, peut encore constituer une réelle puissance militaire.

La marine militaire est encore réduite à sa plus simple expression, mais la flotte marchande compte 120 vapeurs jaugeant 80.000 tonneaux, et près d'un millier de voiliers, représentant un total de 200.000 tonneaux.

A part les petits ports de la mer Noire, c'est surtout par Varna et Bourgas que se fait le trafic des marchandises et des passagers; le mouvement de ces deux ports a donné en 1911, c'est-à-dire avant la guerre balkanique, pour Varna 2.000 navires rentrés et 2.000 sortis, et pour Bourgas, 1.500 navires entrés, et 1.600 sortis; au point de vue tonnage, cargaison et nombre de passagers, la proportion est sensiblement la même. Quant à la mer Egée où la Bulgarie possède maintenant le port de Dédéagatch, il faut attendre quelques années avant de pouvoir examiner avec quelques précisions, les services qu'elle peut rendre.

Les voyageurs ont souvent à souffrir de l'état des routes du royaume, qui sont mauvaises pour la plupart. Pourtant la Bulgarie a réalisé un grand effort pour tracer très vite les chemins indispensables. A la fin de l'occupation ottomane, le pays ne comptait en effet que 2.000 kilomètres de chaussées, et encore étaient-elles en grande partie seulement tracées. Actuellement il y a 9.000 kilomètres de routes nationales, dont 6.000 sont terminées, 1.000 en construction, et les autres complèment tracées. Quant aux routes communales, on les commence seulement,

4.000 kilomètres sont construits, 1.500 en construction, et le reste en projet ; l'ensèmble dépassera 5.000 kilomètres.

Mais ce sont surtout les chemins de fer qui prouvent l'activité indéniable dont ce pays a fait preuve depuis sa libération : le réseau complet actuellement en exploitation comprend environ 2.000 kilomètres, ayant doublé sa longueur en quinze ans. Les deux Bulgaries se trouvent aujourd'hui reliées par la voie ferrée mettant en communication Philippopolis, capitale de la Roumélie, avec Roustchouk et la Roumanie. Le grand port danubien est également relié au principal port sur la mer Noire, enfin Widdin, Lompanlaka, Nicopolis, et Roustchouk, c'est-à-dire les principaux ports du Danube, sont tous en communication avec la capitale, elle-même reliée à Varna et Bourgas. Le principal est donc fait, l'ossature du réseau est à présent terminée ; de nombreuses lignes sont encore en construction, et d'autres à l'étude. Bien entendu l'organisation de l'exploitation n'est pas encore parfaite ; les trains, à quelques exceptions près ont conservé leur lenteur bien orientale.

En ce qui concerne les nouveaux territoires acquis par le traité de Bucarest, je rappelle que par suite de ce que la Bulgarie à dû céder à la Roumanie, les accroissements territoriaux ne sont que de 25.000 kilomètres carrés, dont la population est très peu dense, puisque l'augmentation du nombre d'habitants n'est que de 500.000 âmes, ce qui porte le total de la Bulgarie à 4.500.000 habitants.

D'autre part les fautes commises en 1913 par le gouvernement bulgare ont provoqué, comme l'on sait, le retour offensif des Turcs qui ont repris Andrinople, et ont su conserver à la paix de Bucarest, la plaine de Lulé-Bourgas, ainsi que Rodosto, Tchorlou et Tchataldja. Il en résulte que les nouveaux départe-

ments bulgares sont presque exclusivement constitués par le massif du Rhodope ; ce sont donc des territoires montagneux et où, à part Demotika, l'on ne peut signaler aucune ville intéressante.

Le débouché sur la mer Egée est donc la seule acquisition avantageuse de la campagne 1912-1913, et la Bulgarie ne pourra se relever et profiter des résultats économiques acquis, ainsi que de ses richesses naturelles, que par le ferme désir de renoncer à toute tentative belliqueuse.

CHAPITRE VI

La formation du royaume de Grèce. La situation actuelle.

La Grèce antique, d'après les poètes, fut un des plus beaux pays de la terre ; il semble donc que la Grèce moderne ait dû recevoir de ses illustres aïeux un patrimoine naturel d'une réelle beauté. Il n'en est rien! La Grèce actuelle est une succession de rochers arides, sans végétation, et presque sans population. A l'intérieur, les montagnes se rejoignent sans laisser place à des vallées importantes, et à part quelques torrents impétueux en hiver, desséchés en été, on ne rencontre nulle part de rivières navigables. Le climat lui-même est bien loin d'être celui qu'ont décrit les historiens de l'antique Hellade. Partout règne une excessive sécheresse avec de très brusques variations de température. Les montagnes, dépourvues de végétation laissent souffler les vents du nord avec la plus extrême violence. Aussi ne rencontre-t-on que très peu de terrains cultivés. Le pays ne produisant rien, ne peut vivre que du produit de son commerce maritime, et doit importer presque tous les articles de grande consommation.

Cependant les colonies grecques sont encore florissantes dans les mers du Levant, ce sont leurs libé-

ralités qui contribuent à soutenir la péninsule hellénique si pauvre et si dénudée.

Parmi les peuples balkaniques, les Grecs ont particulièrement souffert de la conquête de leur pays par les Turcs, qui ont presque entièrement anéanti le patrimoine artistique légué par les anciens Hellènes.

Vers la fin du xviie siècle, la domination vénitienne acheva l'œuvre de destruction commencée par les Ottomans ; c'est ainsi que le siège d'Athènes, par le Doge de Venise, priva le monde entier de la merveille architecturale qu'était le Parthénon. Les Anglais plus tard, au moment des guerres de l'Indépendance, ont d'ailleurs fait enlever les frises du Parthénon et les statues de l'Acropole qui avaient été épargnées par les Vénitiens. A la formation de l'empire latin de Constantinople, au début du xiiie siècle, la Grèce fut divisée en un certain nombre de seigneuries, parmi lesquelles le duché d'Athènes et les îles furent gardées par les Vénitiens.

Vers le milieu du xve siècle, les Turcs conquirent Athènes, puis la Morée et l'Epire, malgré la légendaire résistance de Scanderberg. Ils devaient conquérir plus tard Candie, en 1669, tandis que les Vénitiens faisaient la conquête du Péloponèse et d'Athènes, dont le traité de Carlowitz (1699) leur assurait la possession.

Ce n'est qu'en 1715 que les Turcs soumirent à nouveau toute l'Hellade, malgré la résistance d'une partie de la population qui continua dans les montagnes une lutte sans merci contre les Ottomans. On désigne sous le nom de « Klephtes » l'ensemble de ceux qui ont ainsi lutté désespérément pour secouer le joug des Turcs.

Mais la révolution française de 1789 devait exercer sur les Grecs une influence incontestable, et déter-

miner la formation, sous le nom d'Hétairie, de ligues puissantes dont le but principal était la reconstitution de l'unité nationale.

Le programme de l'Hétairie consistait donc dans l'union des chrétiens balkaniques en vue de l'expulsion des Turcs d'Europe. En 1821, la grande insurrection préparée éclata spontanément. Après plusieurs succès mêlés de sanglants revers, elle devait fatalement succomber, non pas seulement devant la résistance des Turcs qui exercèrent des représailles tellement horribles que l'Europe entière en fut alarmée, mais surtout à cause de la désunion qui avait affaibli considérablement les insurgés.

L'intervention de la Russie, de l'Angleterre et de la France devait les sauver; la bataille de Navarin (octobre 1827) livrée par les flottes alliées, se termina par la destruction totale de la flotte turque.

Un des principaux chefs de l'insurrection, Capo d'Istria, fut nommé président du Gouvernement provisoire, mais les dissensions entre insurgés étaient telles, que bientôt Capo d'Istria fut assassiné, et que l'Angleterre dut intervenir pour faire cesser l'état d'anarchie qui existait alors.

La conférence de Londres (1830), puis le traité de Constantinople (1832), consacraient la constitution d'un royaume de Grèce, et la nomination d'un roi, le prince Othon de Bavière. Celui-ci se montra inférieur à la tâche difficile qu'il avait assumée. Pendant la guerre de Crimée, il voulut tenter d'enlever la Thessalie et l'Epire, mais une escadre franco-anglaise qui occupa le Pirée, de 1854 à 1857, l'empêcha de réaliser ce dessein. Les Grecs, déçus dans leurs espoirs, rendirent leur roi responsable de leur déception, et en 1862 une révolution chassait le roi Othon. La France, l'Angleterre et la Russie se mirent alors d'accord pour faire proclamer roi le prince Georges de Danemark, neveu

du roi de Danemark, cependant que l'Angleterre cédait à la Grèce (1864) les îles Ioniennes qu'elle tenait sous son protectorat.

Le nouveau roi de Grèce devait être le serviteur zélé de la grande cause nationale visant à la réalisation de l'unité hellénique, poursuivie par les véritables patriotes grecs. Moins de 3 millions, sur un ensemble d'environ 7 millions d'Hellènes, constituaient la population du royaume de Grèce, institué par le traité de Londres de 1830. Il restait à obtenir la réunion des territoires grecs séparés du royaume, c'est-à-dire : une partie de la Macédoine, l'Epire, les îles de la mer Ionienne, et celles de la côte d'Asie Mineure.

On sait qu'une première partie de ce programme national devait être réalisée à la suite des guerres balkaniques de 1912-1913.

L'anarchie qui règne actuellement en Grèce fait revivre à ce pays les heures les plus troublées de son histoire moderne. Le roi Constantin conserve encore quelque prestige de ses victoires de la récente campagne des alliés balkaniques, mais d'autre part les patriotes grecs, groupés autour du leader de la cause nationale, semblent vouloir constituer un sérieux parti de révolution.

La Grèce a été de tout temps divisée, car la disposition de son territoire fractionné rend très difficile toute organisation d'administration intérieure. Le seul lieu commun entre les Grecs, c'est la mer. Ils sont donc devenus un peuple de marins et de navigateurs dont l'influence est encore grande dans le Levant. Leurs navires sillonnent les routes maritimes, on parle leur langue dans tous les ports, et ils sont incontestablement des commerçants actifs, intelligents et avisés.

Depuis leur indépendance, ils ont fait de très grands progrès pour assurer la sécurité dans leur pays,

réorganiser leurs finances, et favoriser leur développement industriel. Ces efforts se trouvent malheureusement annihilés par l'incohérence politique qui n'a cessé de régner dans le pays depuis quelques années. Il ne faudra pas moins d'une génération pour relever la situation matérielle de la Grèce sous l'égide de la paix future.

Pour donner une idée approximative du commerce extérieur de la Grèce, j'indique les chiffres de 1914-1915.

Les importations en Grèce se sont élevées en 1914 à 175 millions de drachmes, et les exportations la même année à 117 millions.

En 1915. les importations ont atteint 157 millions de drachmes, et les exportations 136 millions.

Les entraves apportées par les Alliés à la contrebande de guerre n'ont pas empêché le développement très notable des exportations d'Amérique à destination de la Grèce. De plus en plus le marché américain s'organise pour augmenter ses débouchés dans le royaume des Hellènes. La Banque nationale de Grèce vient d'ajouter à ses deux principaux correspondants à New-York : The National City Bank et The Irving National Bank, deux nouvelles banques importantes : National Park Bank, et Guaranty Trust Company, avec 500.000 dollars d'ouverture de compte pour chacune.

D'autre part le développement de la marine marchande grecque a été poussé activement depuis la guerre. Il a été fondé dans ce but la Banque maritime au Pirée, au capital de 50 millions de drachmes, afin d'aider les expéditeurs à supporter les taux élevés des frets et des assurances contre les risques de guerre. Cette nouvelle institution se propose d'ouvrir des succursales dans les principaux ports grecs, et ultérieurement à Alexandrie, Smyrne et Constantinople.

Les principales caractéristiques de la situation actuelle en Grèce sont : 1° la spéculation éhontée qui s'exerce sur tous les produits de grande consommation qui ont de ce fait atteint des prix exorbitants, et contribuent à affamer les populations qui assiègent les magasins, les boulangeries, provoquant des désordres sanglants dans les villes. 2° L'émigration systématique des Grecs et des juifs se dirigeant en grand nombre spécialement vers l'Amérique, et qu'un décret du mois de septembre dernier, concernant les classes mobilisables, ne parvient même pas à enrayer. Le vide tend à se faire de plus en plus, et ceux qui restent, notamment les réfugiés de Cavalla, sont dans la plus grande misère.

Il est très difficile de se rendre un compte exact des sentiments des populations relatifs aux deux groupements politiques actuels, c'est-à-dire les ententistes, et les non-ententistes. Les commerçants, pour n'être pas gênés dans leur trafic par les Alliés, affichent des sentiments ententistes beaucoup trop enthousiastes pour être sincères. Les gros spéculateurs, dans la fièvre intense des spéculations qui règne actuellement, se distinguent par leur amitié aussi énergique que spontanée pour les Alliés. Le peuple qui souffre accuse plutôt ceux-ci d'être la cause de leur détresse, et cela sans discernement. En définitive il apparaît nettement que ces populations fourniraient en tout état de cause, s'il pouvait encore y avoir lieu à une mobilisation générale, des contingents de troupes absolument hors d'état de combattre avec l'énergie désirable, et dont il ne pourrait par suite être tenu aucun compte dans l'ensemble des forces alliées.

Incapables de se sauver eux-mêmes, les Grecs ne peuvent tenir leur salut que des Alliés, et c'est ce que comprennent parfaitement les rares milieux qui

ont pu conserver quelque sang-froid au milieu de la débâcle générale.

Peuple pusillanime, les héritiers de l'antique Hellade, à laquelle notre civilisation doit toujours un large tribut de reconnaissance, sont aujourd'hui incapables d'accomplir le geste libérateur. Il faudra donc les sauver malgré eux, sinon pour eux, du moins dans l'intérêt même de l'équilibre à établir dans la péninsule balkanique.

CONCLUSION

J'ai indiqué, avec le plus de précision possible, les caractères distinctifs des différents peuples qui composent le monde balkanique, après avoir insisté à dessein sur leurs origines, leur histoire, et leurs religions. Il est donc relativement facile d'observer maintenant pourquoi certains de ces peuples sont plus avancés que leurs voisins dans la voie de la réalisation de leur unité nationale.

Si j'excepte les Grecs dont les divisions politiques sont dues en grande partie à la multiplicité des influences locales qui résultent du morcellement du territoire national, c'est bien nettement, chez les Slaves du sud, l'influence des rivalités confessionnelles qui a provoqué tous les retards apportés dans le groupement des énergies éparses en vue de l'obtention d'une unité politique basée sur l'unité de race.

Ce sont enfin les haines de race entre Grecs et Bulgares, entre Serbes et Bulgares, qui ont empêché la constitution d'une Confédération balkanique durable dont la vitalité eût constitué en Orient un sérieux contrepoids à la poussée germanique vers l'Extrême-Orient.

D'autre part, l'histoire des peuples balkaniques apparaît constamment influencée, dominée même, par l'antagonisme austro-russe, ou plus généralement par le long duel des Germains et des Slaves en Orient.

Cette lutte si âpre, qui met en jeu des intérêts si considérables, dominera encore longtemps l'histoire de l'Europe. La guerre actuelle ne pouvant anéantir d'un seul coup les rêves d'hégémonie allemande, le duel germano-slave mettra à nouveau en opposition les affinités de sens contraires des Balkaniques pour l'un ou l'autre des deux grands groupements politiques et économiques de l'Europe de demain.

C'est donc à ce point de vue qu'il est intéressant d'envisager désormais tous les éléments du monde balkanique.

On aperçoit dès maintenant ceux dont l'intérêt évident est de continuer à s'appuyer dorénavant sur le groupement auquel appartient la Russie. En ce qui concerne les autres, il leur faudra très prochainement prendre position, de telle façon qu'au lendemain de la paix, il soit possible de savoir si la Confédération balkanique, à laquelle ne cessent de penser les plus hautes personnalités du monde diplomatique de Russie et d'Angleterre, peut devenir un fait accompli.

Je persiste à croire, et je veux terminer sur cette affirmation, qu'une telle Confédération est encore pour très longtemps impossible à réaliser, tout au moins d'une manière définitive. Les rivalités confessionnelles, et surtout les haines de race sont encore trop vivaces pour qu'on puisse conclure à un rapprochement sincère et durable.

Dans ces conditions l'équilibre politique dans les Balkans ne peut être obtenu que par la prépondérance des éléments les plus aptes à assurer la paix, ce qui conduit naturellement à espérer voir constituer une grande Serbie, en face d'une Bulgarie réduite et désarmée.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

LIVRE II

LES GRANDS PROBLÈMES BALKANIQUES

LIVRE III

LE ROYAUME DE ROUMANIE

LIVRE V

LE MONTÉNÉGRO. — BOSNIE-HERZÉGOVINE DALMATIE. — CROATIE-SLAVONIE. — LE BANAT.

LIVRE VI

LE ROYAUME DE BULGARIE. — LA GRÈCE

4996-2-17. — PARIS. — IMP. HEMMERLÉ & Cie.
Rue de Damiette, 2, 4 et 4 bis

2° PSYCHOLOGIE ET PHILOSOPHIE

NEL (Vicomte Georges d'). **Le Nivellement des Jouissances.**

DENSPERGER (F.), chargé de cours à la bonne. **La Litterature.**

RGSON, POINCARÉ, Ch. GIDE, Etc., **Le Matérialisme actuel** (7e mille).

ET (A.), directeur de Laboratoire à la Sorbonne. **L'Ame et le Corps** (9e mille).

ET (A.). **Les Idees modernes sur les enfants** (14e mille).

HN (Dr G.). **La Naissance de l'Intelligence** (40 figures) (6e mille).

UTROUX (E.), de l'Institut. **Science et Religion** (16e mille).

SON (C.), de l'Institut. **Organisme économique et Désordre social.**

JET (J.), avocat à la Cr d'appel. **La Vie du Droit et l'impuissance des Lois** (5e m.).

JZAT (Albert), docteur ès lettres. **La Philosophie du Langage.**

OMARD (Dr G.). **Le Rêve et l'Action.**

ELSHAUVERS (Georges), professeur à l'Université de Bruxelles. **L'Inconscient.**

IGNEBERT (C.), chargé de cours à la Sorbonne. **L'Evolution des Dogmes** (6e m.).

CHET-SOUPLET (P.), directeur de l'Institut de Psychologie. **La Genèse des Instincts.**

NOTAUX (Gabriel), de l'Académie française. **Démocratie et le Travail.**

MES (William), de l'Institut. **Philosophie l'Expérience** (8e mille).

MES (William). **Le Pragmatisme** (6e m.).

MES (William). **La Volonté de Croire** (4e m.)

JANET (Dr Pierre), de l'Institut, professeur au Collège de France. **Les Névroses** (8e m.).

LE BON (Dr Gustave). **Psychologie de l'Éducation** (20e mille).

LE BON (Dr Gustave). **La Psychologie politique** (13e mille).

LE BON (Dr Gustave). **Les Opinions et les Croyances** (10e mille).

LE BON (Dr Gustave). **La Vie des Verités** (7e mille).

LE BON (Dr Gustave). **Enseignements Psychologiques de la Guerre** (24e mille).

LE BON (Dr Gustave). **Premières Conséquences de la Guerre** (15e mille).

LE DANTEC. **Savoir!**

LE DANTEC. **L'Athéisme** (14e mille).

LE DANTEC. **Science et Conscience** (8e m.)

LE DANTEC. **L'Egoïsme** (9e mille).

LE DANTEC. **La Science de la Vie** (6e m.).

LEGRAND (Dr M.-A.). **La Longévité.**

LOMBROSO. **Hypnotisme et Spiritisme** (7e mille).

MACH (E.). **La Connaissance et l'Erreur** (5e mille).

MAXWELL (Dr J.). **Le Crime et la Société** (5e mille).

PICARD (Edmond). **Le Droit pur** (6e mille).

PIERON (H.), Mre de Confce à l'École des Htes-Études. **L'Evolution de la Mémoire** (4e mil.)

REY (Abel), professeur agrégé de Philosophie. **La Philosophie moderne** (9e mille).

VASCHIDE (Dr). **Le Sommeil et les Rêves** (5e mille).

VILLEY (Pierre), professeur agrégé de l'Université. **Le Monde des Aveugles.**

3° HISTOIRE

EXINSKY (Grégoire), ancien député à la Douma. **La Russie moderne** (6e mille).

EXINSKY (Grég.). **La Russie et l'Europe.**

RIAC (Jules d'). **La Nationalité française, sa formation.**

ENEL (Vicomte Georges d'). **Découvertes Histoire sociale** (6e mille).

OTTOT (Colonel). **Les Grands Inspirés devant la Science. Jeanne d'Arc.**

OCH (G.), professeur à la Sorbonne. **La République romaine**

RGHÈSE (Prince G.). **L'Italie moderne.**

UCHÉ-LECLERCQ (A.), de l'Institut. **L'Intolérance religieuse et la politique.**

RUYSSEL (E. van), consul général de Belgique. **La Vie sociale** (6e mille).

AZAMIAN (Louis), me de Conférences à la Sorbonne. **L'Angleterre moderne** (6e m.)

HARRIAUT. **La Belgique moderne** (7e m.).

HARRIAUT (Henri) et M.-L. AMICI-GROSSI. **L'Italie en guerre.**

OLIN (J.), Lt-Colonel. **Les Transformations de la Guerre** (6e mille).

OLIN (J.) Lt-Colonel. **Les Grandes Batailles de l'Histoire.** (De l'antiquité à 1913.) (6e m.)

ROISET (A.), membre de l'Institut. **Les Démocraties antiques** (8e mille).

DIEHL (Charles), membre de l'Institut. **Une République patricienne. Venise** (5e m.)

GARCIA-CALDERON (F.). **Les Democraties latines de l'Amérique** (5e mille).

GENNEP. **Formation des Légendes** (5e m.)

HARMAND (J.), ambassadeur. **Domination et Colonisation.**

HILL, ancien ambassadeur. **L'Etat moderne.**

LE BON (Dr Gustave). **La Révolution Française et la Psychologie des Revolutions** (10e mille).

LICHTENBERGER (H.), professeur adjoint à la Sorbonne. **L'Allemagne moderne** (13e m.).

LUCHAIRE (J.) Dr de l'Institut de Florence. **Les Démocraties italiennes.**

MEYNIER (Commandant O.), pr à l'École militaire de Saint-Cyr. **L'Afrique noire** (5e mille).

MICHELS (Robert). Professeur à l'Université de Turin. **Les Partis Politiques.**

MUZET (A.). **Le Monde balkanique.**

NAUDEAU (Ludovic). **Le Japon moderne. son Evolution** (10e mille).

OLLIVIER (E.), de l'Académie française. **Philosophie d'une Guerre (1870)** (6e mille).

OSTWALD (W.), professeur à l'Université de Leipzig. **Les Grands Hommes.**

PIRENNE (H.), Profr à l'Université de Gand. **Les Démocraties des Pays-Bas**

ROZ (Firmin). **L'Energie américaine** (7e m.)

Bibliothèque de Philosophie scientifique

DIRIGÉE PAR LE Dr GUSTAVE LE BON

1° SCIENCES PHYSIQUES ET NATURELLES

BACHELIER (Louis), Docteur ès sciences. **Le Jeu, la Chance et le Hasard.**

BELLET (Daniel), prof à l'École des Sciences politiques. **L'Evolution de l'Industrie.**

BERGET (A.), professeur à l'Institut océanographique. **La Vie et la Mort du Globe** (7e m.).

BERGET (A.). **Les problemes de l'Atmosphere** (27 figures).

BERTIN (L.-E.), de l'Institut. **La Marine moderne** (66 figures, 5e mille).

BIGOURDAN, de l'Institut. **L'Astronomie** (50 figures, 5e mille).

BLARINGHEM (L.). **Les Transformations brusques des êtres vivants** (49 figures, 5e mille).

BOINET (Dr), prof de Clinique médicale. **Les Doctrines médicales** (6e mille).

BONNIER (Gaston), de l'Institut. **Le Monde végétal** (230 figures, 10e mille).

BONNIER (Dr Pierre). **Défense organique et Centres nerveux.**

BOUTY (E.), de l'Institut. **La Vérité scientifique, sa poursuite** (5e mille).

BRUNHES (B.), professeur de physique. **La Dégradation de l'Energie** (8e mille).

BURNET (Dr Étienne), de l'Institut Pasteur. **Microbes et Toxines** (71 fig., 6e mille).

CAULLERY (Maurice), professeur à la Sorbonne. **Les Problemes de la Sexualité.**

COLSON (Albert), professeur à l'École Polytechnique. **L'Essor de la Chimie** (5e m.)

COMBARIEU (J.), chargé de cours au collège de France. **La Musique** (11e mille).

DASTRE (Dr A.), de l'Institut, professeur à la Sorbonne. **La Vie et la Mort** (14e mille).

DELAGE (Y.), de l'Institut et GOLDSMITH (M.). **Les Theories de l'Evolution** (7e mille).

DELAGE (Y.), de l'Institut et GOLDSMITH (M.). **La Parthénogénèse.**

DELBET (P.), professeur à la Fac de Médecine de Paris. **La Science et la Réalité** (5e m.).

DEPÉRET (Ch.), de l'Institut. **Les Transformations du Monde animal** (7e mille).

ENRIQUES (F.). **Les Concepts fondamentaux de la Science.**

GUIART (J.). **Les Parasites inoculateurs de maladies** (107 figures, 5e mille).

HÉRICOURT (Dr J.). **Les Frontières de la Maladie** (9e mille).

HÉRICOURT (Dr J.). **L'Hygiène moderne** (12e mille).

HOUSSAY (F.), professeur à la Sorbonne. **Nature et Sciences naturelles** (7e mille).

JOUBIN (Dr L.), professeur au Muséum. **La Vie dans les Océans** (45 figures, 6e mille).

LAUNAY (L. de), de l'Institut. **L'Histoire de la Terre** (11e mille).

LAUNAY (L. de), de l'Institut. **La Conquète minérale** (5e mille).

LE BON (Dr Gustave). **L'Évolution de la Matière**, avec 62 figures (27e mille).

LE BON (Dr Gustave). **L'Évolution des Forces** (42 figures, 15e mille).

LECLERC DU SABLON (M.). **Les Incertitudes de la Biologie** (24 figures).

LE DANTEC (F.). **Les Influences Ancestrales** (12e mille).

LE DANTEC (F.). **La Lutte universelle** (10e m.).

LE DANTEC (F.). **De l'Homme à la Science** (8e mille).

MARTEL, directeur de *La Nature*. **L'Évolution souterraine** (80 figures, 6e mille).

MEUNIER (S.), professeur au Muséum. **Les Convulsions de la Terre** (35 fig., 3e m.).

OSTWALD (W.). **L'Evolution d'une Science, la Chimie** (8e mille).

PERRIER (Edm.), membre de l'Institut, direct. du Muséum. **A Travers le Monde vivant** (5e m.)

PICARD (Émile), de l'Institut, professeur à la Sorbonne. **La Science moderne** (12e mille).

POINCARÉ (H.), de l'Institut, prof à la Sorbonne. **La Science et l'Hypothese** (26e mille).

POINCARÉ (H.). **La Valeur de la Science** (21e mille).

POINCARÉ (H.). **Science et Methode** (14e m.).

POINCARÉ (H.). **Dernieres Pensées** (10e m.)

POINCARÉ (Lucien), dr au Mre de l'Instruction publique. **La Physique moderne** (16e m.).

POINCARÉ (Lucien). **L'Électricité** (12e mille).

RENARD (Cdt). **L'Aeronautique** (68 figures) (6e mille).

RENARD (Cdt). **Le Vol mecanique. Les Aeroplanes** (121 figures).

ZOLLA (Daniel), professeur à l'École de Grignon. **L'Agriculture moderne.**

PSYCHOLOGIE, PHILOSOPHIE ET HISTOIRE

Voir la liste des ouvrages parus page 3 de la couverture.

6186 — Paris. — Imp. Hemmerlé et Cie 5-17